REVUE

DES

DEUX MONDES

XLVIIe ANNÉE. — TROISIÈME PÉRIODE

PARIS. — Impr. J. CLAYE. — A. QUANTIN et Cⁱᵉ, rue Saint-Benoit.

REVUE

DES

DEUX MONDES

XLVIIe ANNÉE. — TROISIÈME PÉRIODE

TOME VINGT ET UNIÈME

PARIS
BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES
RUE BONAPARTE, 17
1877

LES
PRISONS DE PARIS
SOUS LA COMMUNE

I.

LES FORCES DE L'INSURRECTION.

Le 8 février 1858, Proudhon écrivait familièrement à un de ses amis : « Nous finirons par une extermination réciproque; il y a bientôt dix ans que j'ai prophétisé le mardi gras révolutionnaire; or il faut que les prédictions s'accomplissent, disait Nostradamus. » Cette prédiction en effet a été accomplie; nous avons subi l'insupportable tyrannie de la commune, et nous avons vu l'extermination à l'œuvre dans les rues de Paris incendié; c'est là un acte néfaste que n'oublieront jamais ceux qui ont eu la douleur d'en être les témoins, et que l'histoire aura bien de la peine à comprendre. Le massacre, le feu porté sur nos monumens, furent le dernier effort longuement prémédité de ce gouvernement à la fois sinistre et bouffon qui siégea à l'Hôtel de Ville après l'inconcevable journée du 18 mars : ce fut la fin; mais, pour être moins effroyable, tout ce qui avait précédé ce moment désespéré ne laissa pas d'être puérilement cruel, illégal et mauvais. Dès le début, le premier acte de ces « novateurs, » saisis de la manie d'imitation, qui prétendaient inaugurer le monde nouveau et créer la société modèle, fut un re-

tour prémédité aux plus détestables pratiques de l'ancien régime, à ces violences arbitraires qui furent la cause déterminante de la révolution française. Aussitôt qu'ils se sont emparés du pouvoir, les maisons pénitentiaires deviennent des prisons d'état : maison de dépôt, maison de prévention, maison de détention, dépôt des condamnés, correction paternelle, n'importe; c'est la Bastille et le Fort-l'Évêque; ni mandat d'amener, ni mandat d'arrêt, des lettres de cachet, et pas autre chose : un seul mode de gouverner, l'incarcération. Aussi l'histoire des prisons est-elle l'épisode le plus important de l'histoire de la commune, et c'est ce qui nous a engagé à essayer de l'écrire avec quelques détails.

Les documens originaux sont très abondans; les témoins, — gardiens ou détenus, — sont encore parmi nous, et répondent aux questions en donnant des lumières importantes; les vaincus, fort peu convertis, encore moins repentans, ont parlé, nous avons écouté leur parole. Tous les élémens de la vérité sont entre nos mains, nous espérons pouvoir la saisir, la faire impartialement connaître, car nous sommes désintéressé de tout parti politique, nous n'avons cessé d'habiter Paris pendant la commune, et la lie des grandes colères est tombée. Il nous est donc possible de voir distinctement aujourd'hui ce qu'un voile de flammes et de sang nous empêchait de distinguer nettement il y a six années, au moment de cet effondrement sans pareil qui a révolté les cœurs les plus calmes; mais, avant de pénétrer de plain-pied dans notre sujet et de rappeler les actes commis, du 18 mars au 28 mai, dans chacune de nos prisons urbaines, il est indispensable d'expliquer très sommairement quelques-unes des causes immédiates de la commune, et d'indiquer quels sont les hommes qui, agissant en vertu d'une tradition réprouvée par la conscience publique, condamnée par l'expérience, stigmatisée par l'histoire, ont recherché la mission d'être les pourvoyeurs des maisons pénitentiaires et les fauteurs des massacres qui les ont ensanglantées.

I. — LA GARDE NATIONALE.

Pendant la période d'investissement, Paris manqua d'autorité : état de siége, état de guerre, vains mots, nul effet. Pouvoir militaire, pouvoir politique, pouvoir administratif, tout se combattait, se neutralisait et produisait une incohérence sans nom. On obéissait à tout le monde, au gouverneur, aux ministres, aux maires, aux chefs de corps, aux commandans de la garde nationale, aux présidens des comités et des clubs; ces autorités multiples détruisaient l'autorité. En résumé, on n'obéissait à personne. Bien souvent, trop

souvent, l'on a comparé les états à un navire; c'est un lieu-commun, qu'importe! on peut accepter cette vieille comparaison et dire que, si on laisse aux matelots toute liberté, toute licence pour la manœuvre, le vaisseau ne tarde pas à sombrer avec les passagers et l'équipage. Les députés de Paris, — tous nés en province à l'exception de MM. Picard et Rochefort, — qui recherchèrent la redoutable responsabilité de sauver la France après la journée du 4 septembre, furent sans contredit des gens honnêtes, mais ils ne surent faire ni la paix, ni la guerre; ils ne surent ni utiliser les forces qu'ils avaient en mains, ni mettre obstacle aux insurrections que chacun prévoyait. Ils n'ignoraient pas cependant la nature du double danger qui menaçait Paris et eux-mêmes. D'une part, ils avaient à combattre les hommes dont l'empire avait souvent déjoué les projets révolutionnaires; de l'autre, il fallait discipliner et employer aux œuvres patriotiques toute une population en armes qui eût été d'un utile secours contre l'ennemi, si l'on s'était sérieusement occupé de l'arracher à l'influence des meneurs ambitieux et bavards dont elle recevait le mot d'ordre. Or, ce mot d'ordre, le gouvernement de la défense nationale le connaissait, il était emprunté aux plus mauvais souvenirs de notre histoire. Au 31 mai 1793, à ce moment douloureux où la gironde et la montagne se saisissent corps à corps, Barrère demande qu'une partie de la garde nationale de Paris soit envoyée aux frontières menacées. Robespierre n'y consent pas : « Les patriotes parisiens ont mieux à faire, ils ont à défendre la citadelle de la révolution et les citoyens intègres et purs qui conduisent le char révolutionnaire. » L'écho des clubs, des corps de garde, des cabarets, a répété souvent cette parole dangereuse pendant la durée du siége; on n'y a été que trop fidèle. On avait envoyé cent bataillons à l'affaire de Buzenval, une vingtaine prirent part à l'action, les autres surent y échapper en se dissimulant; quelques-uns de ceux-ci se battirent, au temps de la commune, contre les troupes françaises avec une énergie redoutable.

Dès le mois de septembre, le gouvernement ne dut conserver aucun doute à l'égard de certains bataillons, les plus nombreux malheureusement, de cette garde nationale qui n'avait point assez d'injurieuses railleries contre nos soldats prisonniers. Le 19, un bataillon de mobiles de Paris destitue ses chefs, après avoir refusé de leur obéir, évacue le Mont-Valérien, qu'il était chargé de garder, et revient à la débandade au moment où les têtes de colonnes allemandes apparaissent à Rueil. Pour obvier à de tels inconvéniens, exiger de chacun le service que le pays était en droit d'imposer, pour former ces récalcitrans à la discipline, pour faire des soldats

avec ces hommes, une armée avec cette foule, on n'imagina rien de mieux que de laisser nommer les officiers à l'élection : « Les gardes mobiles ont tout intérêt, disait un ministre, à choisir parmi eux les plus braves et les plus capables. » Dès lors, dans la même ville, vivant côte à côte, s'inspirant de passions absolument opposées, il y eut deux armées en présence, deux sœurs ennemies qui se haïssaient cordialement : l'une qui sollicitait d'être menée contre les troupes de la Prusse, l'autre qui se réservait pour une insurrection espérée. Tout le monde parlait à cette garde nationale, on la grisait d'éloges, on l'enivrait de grands mots, et chacun se croyait en droit de faire sa petite proclamation; Dieu sait ce qu'on lui disait. « Soyez terribles, ô patriotes! s'écriait Victor Hugo, arrêtez-vous seulement, quand vous passerez près d'une chaumière, pour baiser au front un petit enfant endormi! » Et cela trois jours après que ces « patriotes terribles » avaient abandonné trop lestement l'imprenable Mont-Valérien.

Nulle volonté énergique, nulle direction pendant ces mauvais jours; Paris, enfermé, forclos, séparé de la France, s'attendait d'heure en heure à être délivré par la province; de ci de là on enlevait quelques ballons, mais il n'en revenait jamais, et cette ville, où d'habitude affluent tous les bruits de l'univers, environnée maintenant d'un grand silence, s'étourdissait aux rumeurs de ses propres illusions. La nouvelle de la capitulation de Metz, apprise aux avant-postes par un chef d'ambulance pendant une courte suspension d'armes destinée à favoriser l'enlèvement des morts, racontée par lui à deux personnages naturellement insurrectionnels et transmise à un journaliste habituellement furibond, amena le 31 octobre : journée honteuse qui permit aux Allemands de reconnaître avec certitude le mal dont Paris était rongé. Il est à remarquer que pendant cette guerre toutes les fois que l'ennemi nous fait une blessure, le parti révolutionnaire nous en fait une autre. Cela commence le 17 août lorsque l'on apprend l'entrée des Allemands à Nancy. On se rappelle l'affaire de La Villette; Blanqui avait imaginé le complot, Granger avait fourni les fonds, et Eudes, — le futur général Eudes, — avait mené sa bande à l'assassinat de quelques pompiers inoffensifs. Ce fait avait paru odieux; le 31 octobre ne le fut pas moins. La population du reste n'y prit aucune part; ce fut bel et bien un essai de révolution de palais, à la mode turque ou byzantine. Le dénoûment en fut ridicule. M. Ernest Picard s'esquiva spirituellement, alla chercher la garde et fit simplement arrêter les énergumènes qui se promenaient sur les tables sans pouvoir émettre une idée, par la bonne raison qu'ils n'en avaient pas. M. le général Ducrot a dit à l'assemblée nationale, dans la séance du 28 février

1871 : « Je ne perdrai jamais le souvenir des diversions horribles que les hommes de désordre sont venus apporter à la défense nationale, et je me sens bondir le cœur d'indignation à la pensée qu'au 31 octobre il m'a fallu quitter les Prussiens pour venir à l'Hôtel de Ville, et, chose misérable à noter, pas un des chefs de ce parti, si disposés à l'insulte et à l'étalage de patriotisme, ne s'est exposé devant l'ennemi. » A la suite de cette triste échauffourée, les hommes du gouvernement de la défense nationale, qui, sans exception, avaient très énergiquement combattu le dernier plébiscite de l'empire, firent appel à la population parisienne et en obtinrent un vote de confiance, en vertu duquel ils conservèrent le pouvoir. Ceci prouve que dans la vie politique on est parfois contraint de recourir aux mesures que l'on avait condamnées, à moins que l'on n'ait du génie; mais le génie est une maladie rare et jusqu'à présent peu contagieuse.

La majorité considérable et très sincère qui s'était décidée à soutenir le gouvernement et à lui donner le droit, au lieu du fait en raison duquel il avait existé jusqu'alors, lui apportait, du moins pour la durée de la guerre, une force très imposante. La population, loyalement consultée et répondant loyalement, venait de dire son *in manus;* elle remettait, sans restriction, son sort entre les mains de ceux qui auraient dû la diriger depuis deux mois. Les hommes du gouvernement, éclairés par la cruelle expérience qu'ils eurent tout le loisir de faire pendant la soirée de l'Hôtel de Ville, vont-ils tenter un essai sérieux? Garrottés sur leur fauteuil, gardés de près, ils avaient vu parader devant eux les ennemis irréconciliables de toute légalité, les commandans de bataillon, futurs chefs de la commune, ils avaient regardé le danger en face, et n'y avaient échappé que par miracle; ont-ils compris enfin qu'il faut agir, sous peine de mort, et vont-ils chercher à condenser les forces vives de ce groupe de 2 millions d'habitans qui vient de se donner à eux? Nullement; tout reste dans le même état; il n'y a que l'hiver qui s'approche, la famine qui s'accentue, l'espoir qui s'éloigne. Les bataillons insurgés ne sont point désarmés, les bataillons douteux ne sont point épurés, les bataillons dévoués ne sont point utilisés; à cette heure, il existait dans la garde nationale de Paris plus de 100,000 hommes aptes à faire un service excellent et à combattre sans faiblesse, si l'on eût pris soin de leur donner une éducation militaire qui leur faisait défaut; cet appoint nous était indispensable pour les tentatives de décembre et de janvier. Faute de l'avoir préparé pour en user au moment opportun, Paris désespéré est rentré dans ses murs et a fini par se dévorer lui-même. La défiance entre les généraux et la garde nationale était excessive; on doit se hâter de le dire

pour expliquer ce phénomène de toute une population en armes dont on ne parvient pas à faire une armée.

La garde nationale était très irritée, — et les meneurs avaient soin d'entretenir son irritation, — contre l'élément exclusivement militaire, auquel elle attribuait, d'une façon absolue, tous les désastres dont nous avions été frappés dans l'Alsace et dans les Ardennes. Elle n'avait donc aucune propension à se soumettre aux ordres qu'elle en pouvait recevoir; elle se tenait systématiquement en défense contre leur capacité (1) et même contre leur patriotisme; chez tous les généraux elle soupçonnait quelque arrière-pensée politique, et ne se souciait guère de s'associer à des projets qui du reste n'existaient que dans son imagination enfiévrée. Les hommes des bataillons de Paris qui échappaient à ces préoccupations, ceux qui, faisant abnégation de tout esprit de parti, ne voyaient que l'intérêt du pays, ceux qui croyaient que l'expérience militaire est indispensable pour commander des armées et même des régimens, étaient fort rares et appartenaient presque tous à une catégorie de monde dont la place n'est ni dans la rue, ni au cabaret. Ceux-là étaient sans action sur les foules, car ils ne s'y mêlaient guère, — sans influence sur les bataillons dont ils faisaient partie, car ils obéissaient passivement et ne discutaient jamais. Les généraux, les officiers supérieurs, qui auraient pu discipliner la garde nationale et en faire un élément de résistance respectable, n'avaient en elle aucune confiance. Ils en redoutaient le contact avec leurs soldats et étaient persuadés qu'elle ne ferait au feu qu'une très médiocre figure; il faut dire le mot, tout pénible qu'il soit : ils la méprisaient et ne voyaient, dans les 400,000 hommes dont elle se composait, que 400,000 non-valeurs qui seraient exposées à un échec formidable, si on les engageait sérieusement. Ceci ressort avec une douloureuse lucidité des dépositions recueillies par la commission d'enquête; tout ce qui a été dit à ce sujet peut se résumer par cette phrase, que je cite textuellement : « J'ai entendu dire souvent : Si on s'était servi pendant le siége de ces bataillons qui se battent si bien pendant l'insurrection, que de choses on aurait pu faire! C'est une erreur; ces bataillons ne se seraient pas battus, ils n'ont aucune espèce de patriotisme. Ils se sont battus, parce qu'ils s'imaginaient qu'ils pourraient être les maîtres et ne plus travailler; mais, quant à se battre par patriotisme, ils refusaient, ils en étaient incapables (2)! » — Il se peut, et ce qui s'est passé

(1) La défiance contre l'armée régulière était telle, que dans la séance du 13 septembre, au conseil du gouvernement, M. Étienne Arago demande la construction de barricades, pour lesquelles il faut rompre avec toutes les routines du génie militaire.

(2) *Enquête parlementaire sur le 18 mars*, t. II, déposition des témoins, p. 469.

semble ne pas contredire cette opinion; mais celle-ci était préconçue chez tous les chefs militaires, et il est très regrettable que nul effort énergique, au besoin désespéré, n'ait été même ébauché pour employer au salut commun les forces qui ont si rudement travaillé à la perte commune.

Le gouvernement de la défense nationale ne sut donc tirer aucun parti de la victoire qu'il venait de remporter à l'aide du plébiscite provoqué par lui. La population l'avait en quelque sorte acclamé, mais avec une réserve à laquelle on ne s'attendait pas et qui se dévoila lors de l'élection des maires, dont le plus grand nombre fut choisi parmi les opposans systématiques. La masse parisienne s'était tenue éloignée de l'invasion de l'Hôtel de Ville, mais elle n'en paraissait pas plus sage, car le 11 novembre on constate, en conseil des ministres, que cinq arrondissemens sur vingt ont seuls consenti à recevoir des gardiens de la paix chargés de veiller à la sécurité publique. La garde nationale, déjà fort ébranlée par le service inutile et réellement illusoire auquel on la soumettait, se désagrégeait lentement sous l'influence de l'oisiveté et de l'ivrognerie. Chaque jour, outre la ration de l'armée, 50,000 litres de vin sont transportés aux fortifications. Le chômage a vidé les ateliers; nul travail pour l'ouvrier, nulle rémunération; quel que soit son âge, il coiffe le képi, il revêt la capote, on l'arme d'un fusil, il reçoit sa paie régulière, une indemnité pour sa femme, une indemnité pour ses enfans. Il s'habitue à la fainéantise, aux longues stations à la cantine, il obtient facilement des distributions de vivres et de boissons; pour tuer le temps, il cause politique avec les fortes têtes de la compagnie, on lui parle de l'exploitation de l'ouvrier par le patron, de la tyrannie du capital, de l'oppression exercée sur le peuple par les classes dirigeantes; chaque cabaret est un club, chaque corps de garde est une « parlotte, » et lorsqu'on est fatigué d'avoir théoriquement renouvelé la face du monde, on va faire une partie de bouchon, que l'on commence seulement lorsque les enjeux s'élèvent à la somme de 100 francs. A ce métier, les meilleurs se perdent, et bien des braves gens s'y sont perdus. Lorsque devant ces postes, qui sentaient le vin comme un tonneau défoncé, des soldats et des gardes mobiles passaient sous le harnais de guerre pour se rendre à la bataille, on leur criait : « Bon courage! Revenez vainqueurs; vous savez, du reste, si ça ne va pas, nous sommes là! » Ils étaient là en effet, mais ils y restaient, si bien que les gardes mobiles et les soldats, fatigués d'être toujours menés au feu, de ne jamais voir à leurs côtés ceux qui les encourageaient à bien faire, rentrèrent plusieurs fois dans Paris ou voulurent y entrer en criant : « Vive la paix! »

Ce fut un vif émoi dans le gouvernement, et on décida alors que la garde nationale, parmi laquelle se trouvaient presque tous les amateurs de sortie en masse et de guerre à outrance, serait engagée et mise face à face avec l'armée allemande. En somme, on était à bout de voie, les vivres étaient presque épuisés; MM. Picard et Jules Favre adjuraient leurs collègues de ne point laisser la population parisienne sentir trop durement les étreintes de la faim, la mortalité par fait de maladie augmentait dans des proportions épouvantables (8,238 décès en novembre; en décembre, 12,885). Au commencement de janvier, la nécessité de la paix, d'une paix très prochaine et rapide, s'imposait à toutes les consciences qui avaient charge d'âme, et nul n'osait la faire, car l'on redoutait fort ce que le conseil du gouvernement appelait volontiers « la rue, » c'est-à-dire la garde nationale. On résolut alors de lui infuser des idées pacifiques, en la jetant tout entière au péril. Le général Trochu dit, dans la séance du 10 janvier 1871 : « Si dans une grande bataille livrée sous Paris 20,000 ou 25,000 hommes restaient sur le terrain, Paris capitulerait. » On se récria il reprit : « La garde nationale ne consentira à la paix que si elle perd 10,000 hommes. » Un général répliqua : « Il n'est point facile de faire tuer 10,000 gardes nationaux. » Clément Thomas, interrogé, répond : « Il y a beaucoup de charlatanisme dans cet étalage de courage de la garde nationale; déjà, depuis qu'elle sait qu'on va l'employer, son enthousiasme a beaucoup baissé; il ne faut donc pas se faire d'illusion de ce côté. » Ce fut ainsi que l'on prépara le combat de Buzenval; la garde nationale ne compta ni 25,000 morts, ni 20,000, ni 10,000, ni même 1,000 morts; mais elle perdit Henri Regnault et Gustave Lambert; ce deuil aurait dû être épargné à la France.

Le 22 janvier, quelques futurs membres de la commune, sous prétexte de reprendre les hostilités, de continuer la guerre à outrance et de ne signer la paix qu'à Berlin, tentèrent un coup de force pour s'emparer de l'Hôtel de Ville; ce fut une échauffourée brutale dont les quartiers voisins eurent à peine connaissance. Paris l'ignora; au premier coup de fusil, les insurgés se débandèrent, laissant peu de chose sur la place. Cette journée eut des résultats lointains qui n'éclatèrent qu'aux dernières heures de la commune. Le bataillon qui attaqua l'Hôtel de Ville fut le 101e, des environs de la barrière d'Italie; il avait pour commandant un corroyeur nommé Jean-Baptiste Sérizier. Arrêté en flagrant délit de violation des lois et d'insurrection, il allait être sommairement passé par les armes, lorsqu'il fut relâché sur l'intervention d'un des membres du gouvernement. Sa mort eût épargné bien des victimes, car ce fut lui qui fit tuer les dominicains d'Arcueil.

L'armistice fut signé, on sait au prix de quels sacrifices. A ce moment, la garde nationale de Paris comptait 28,000 officiers. Dès que les portes de Paris furent ouvertes, l'émigration commença; émigration parfaitement justifiée, mais qui n'en eut pas moins une influence détestable sur les événemens dont on était menacé. On était las d'avoir été enfermé, d'avoir pendant plus de cinq mois vécu en dehors du monde entier, on avait hâte d'aller retrouver les siens que l'on avait éloignés au moment du péril, on voulait sortir de cette ville tumultueuse et bruyante où les clairons inutiles sonnaient à toute heure; on croyait le véritable danger passé, on s'était sacrifié au devoir, sans profit pour la cause que l'on avait défendue; on voulait aller savoir pourquoi « l'égoïste province, » comme disait le président Bonjean, n'était pas venue défendre, sauver sa capitale. Aussi tous ceux qui pouvaient partir laissèrent la ville livrée à elle-même, c'est-à-dire à des élémens de colère, de désespoir, de désordre, abandonnés sans contre-poids. Le colonel Montaigu évalue à 100,000 le nombre de gardes nationaux zélés, dévoués à l'ordre, qui, après l'armistice, allèrent rejoindre leur famille dans les départemens. Lorsque le moment de la résistance fut venu, on les chercha vainement; ils n'étaient point de retour.

Lorsque M. Jules Favre débattait les conditions de l'armistice avec M. de Bismarck, celui-ci fit une proposition singulière qui prouve à quel point il était renseigné sur l'état moral de Paris. Depuis cette époque, nous avons appris de source certaine que chaque matin, vers cinq heures, le chancelier du futur empire d'Allemagne recevait, à son domicile de Versailles, un exemplaire des journaux qui étaient mis en vente à Paris, entre sept et huit heures. Il avait pu ainsi, indépendamment des relations particulières qu'il avait eu l'habileté de se ménager, savoir exactement à quoi s'en tenir sur les sentimens, les projets et les rêves de la population parisienne. Mû par un bon sentiment ou par la crainte légitime de voir les préliminaires de la paix repoussés violemment par la garde nationale de Paris, il offrit à M. Jules Favre de désarmer celle-ci. « Je donnerai, dit-il, un morceau de pain pour toute arme entière ou brisée que l'on m'apportera, ce moyen est facile et d'un succès certain. » M. Jules Favre rejeta cette proposition et affirma hautement le patriotisme et l'abnégation de Paris. Depuis, répétant un mot de Danton, il en a demandé pardon à Dieu et aux hommes. Il a eu tort; la condition dictée par le vainqueur était trop cruelle pour être acceptable; mais, sans arriver à cette effroyable nécessité, on peut regretter que l'on n'ait pas pris un moyen terme. Le 25 janvier, le général Trochu déplorait que l'on n'eût point exigé que la garde nationale fût dissoute et réorganisée, de manière à en « éliminer

tous les élémens perturbateurs, car il n'y a pas de gouvernement possible avec cette garde nationale armée. » C'était bien pensé et bien dit; mais pourquoi n'a-t-on pas essayé cette réorganisation, qui, si elle n'eût pas complétement évité le mal, l'eût du moins singulièrement amoindri? Parce que le conseil du gouvernement de la défense nationale repoussa à l'unanimité « ce regret et cette appréciation. » Cette appréciation était cependant bien juste, on ne le vit que trop tard, et la mesure proposée était fort modérée. Mais le gouvernement sentait bien alors qu'il n'y avait qu'un maître, c'était cette garde nationale, si précieusement ménagée pour une éventualité redoutée, et qui se disposait à combattre contre tout venant pour conserver ses armes, ses priviléges et sa solde.

A l'annonce de ce que l'on nommait l'armistice, — et qui était en réalité une capitulation, puisque nous livrions tous les forts sous Paris, — la garde nationale fut exaspérée; les commandans qui s'étaient le moins battus furent ceux qui poussèrent les plus hauts cris; il y eut des scènes très pénibles chez le général Clément Thomas, et les reproches emportés qu'il adressa à certains tranche-montagne de cabarets furent une des raisons déterminantes de la mort atroce qui lui fut infligée le 18 mars. Les gens les plus paisibles subirent aussi un choc douloureux, et l'irritation fut vive dans tous les cœurs contre le gouvernement de la défense nationale. Le président Bonjean a nettement exprimé l'opinion du plus grand nombre lorsqu'il écrivait, à la date du 27 janvier : « Cette misérable fin d'un siége où la population de Paris a montré tant de courage et tant d'abnégation n'est due qu'à la criminelle incurie des incapables qui ont pris en main la direction de nos affaires. » La garde nationale, elle, criait simplement à la trahison. On l'avait tant flattée, tant flagornée depuis cinq mois, elle avait reçu en plein visage tant de coups d'encensoir intéressés, on lui avait si souvent répété qu'elle était héroïque et qu'elle méritait bien de la patrie, qu'elle avait fini par le croire naïvement, et qu'elle ne comprenait pas que sa seule présence en deçà du mur d'enceinte n'eût pas mis en fuite les armées allemandes qui stationnaient au-delà. A cette heure, vouloir continuer la guerre était une folie coupable : c'était en octobre, en novembre, en décembre même qu'il eût fallu tenter le grand effort; mais maintenant il était trop tard, et tout était bien fini. Dans des conciliabules secrets, où péroraient les prochains maîtres de Paris, Flourens, Théophile Ferré, Raoul Rigault et quelques révolutionnaires en sous-ordre, tels que Duval, Mouton, Sérizier, on parlait de faire « la trouée » et de se jeter dans le Bocage afin d'y recommencer une Vendée laïque et radicale. Cela n'avait rien de sérieux et n'avait d'autre but que de tenir en haleine le

mécontentement public. Les gens qui faisaient ces beaux projets savaient bien que l'on s'était laissé, maladroitement pour ne dire plus, acculer dans une impasse, et que l'on n'en pouvait sortir que par la porte d'une paix onéreuse; mais néanmoins ils s'en allaient criant : « Gardons nos armes! » qu'on ne leur demandait pas, et promettaient toute victoire à des gens qui n'avaient pas envie de se battre. Ils insistaient principalement sur l'héroïsme, — c'était le mot consacré, — inutilement déployé par la garde nationale et sur tant de souffrances vainement endurées.

Ici, il faut intervenir, avoir le triste courage de dire la vérité et rendre à chacun la part qui lui appartient. Oui, la population de Paris a été héroïque; oui, elle a supporté avec une admirable abnégation la faim, le froid et toutes les misères qui en découlent; oui, elle a accepté tous les sacrifices, subi tous les amoindrissemens de la vie, dans la ferme croyance que notre pauvre pays parviendrait à conjurer le sort dont il a été accablé; mais il est criminel de faire honneur de toutes ces douleurs et de toutes ces vertus à la seule classe ouvrière, à celle qui s'appelle orgueilleusement le prolétariat, car c'est incontestablement celle qui a le moins pâti. Régulièrement payé comme garde national, l'ouvrier a toujours eu « le sou de poche, » qui lui manque parfois dans l'existence de l'atelier : il recevait, nous l'avons déjà dit, indemnité pour sa femme, indemnité pour ses enfans; l'état ou les cantines de quartier lui distribuaient des vivres suffisans; jamais il n'a bu plus de vin, jamais plus d'eau-de-vie que pendant cette époque de privation générale. La solde était fournie par le ministère des finances avec une ponctualité irréprochable, et, en la répartissant, l'on n'y regardait pas de trop près : il y eut plus d'un garde national qui appartenait à deux ou trois bataillons; tous étaient mariés, et il était assez rare qu'ils n'eussent qu'un enfant. « La solde était quelque chose de fantastique, dit un témoin oculaire (1). Il y avait des capitaines qui se faisaient des rentes en touchant la solde pour 1,500 hommes quand ils en avaient à peine 800; il y en a qui ont dû faire fortune. » Ceci est strictement vrai, et plus d'un de ces hommes a dit, en parlant de cette époque : « Ah! c'était le bon temps! » Ce qui a souffert pendant le siége, souffert le martyre sans se plaindre, c'est le petit rentier, le mince employé, c'est l'ouvrier ou le contre-maître, empêché par une infirmité physique de faire acte de présence au poste, c'est le vieux domestique congédié, c'est l'institutrice sans salaire, la veuve ou la fille pauvre, c'est la demi-petite bourgeoisie en un mot, qui, n'ayant que des ressources minimes, ne pouvait acheter

(1) *Enquête*, etc., t. II, déposition 469.

ni vin, ni viande, ni bois, ni charbon, et mourait de froid et d'anémie. Ceux-là, oui, ils ont été héroïques, et jamais la France n'aura pour eux assez de gratitude, car c'est dans l'espoir déçu qu'elle ne serait pas amoindrie qu'ils ont supporté leur passion.

Pendant le siége, l'Américain Burnside, qui, en nous regardant, oubliait trop la guerre de sécession, avait dit à M. de Bismarck : « Paris est une maison de fous habitée par des singes ! » Il n'eut pas raison et manquait à la vérité; il ne parlait, et à coup sûr ne pouvait parler que de ce qu'il avait aperçu dans les carrefours et sur les places publiques; là, certainement, il avait vu des braillards avinés chanter *la Marseillaise*, et exiger pour les autres un effort militaire auquel ils ne se seraient pas associés; mais s'il eût entr'ouvert les maisons et poussé les portes, il eût reconnu à l'œuvre le vrai peuple de Paris, celui qui fait sa gloire, celui qui est son honneur; il l'eût vu résigné, laborieux, prêt à tout endurer pour sauver sa ville chérie, ne demandant qu'à mourir pour la racheter, et s'étonnant que son bon vouloir, son intrépidité contre le sort contraire, son désir de braver la mort, soient restés stériles. Ceux-ci, lorsque l'acte de capitulation fut signé, pleurèrent sur la patrie mutilée, sur tant d'illusions perdues, sur tant de dévoûment inutilement dépensé; les autres, — les fous et les singes, — ceux qui, après avoir été des gardes nationaux immobilisés, allaient bientôt devenir des fédérés d'avant-postes, ceux-là regrettèrent les loisirs du corps de garde, les libations prolongées et les causeries socialistes, où l'on s'indignait à la pensée que l'obélisque, tout posé, revient à 4 francs la livre (1). Un homme d'un grand talent, qui fut partout alors où il y eut danger à courir, au Bourget, à Champigny, à Buzenval, M. Alphonse Daudet, a donné, dans le style vif et familier qui lui est propre, une impression tellement juste qu'il convient de la citer : « Et dire que, pour certaines gens, ces cinq mois de tristesse énervante auront été un événement, une fête perpétuelle, depuis les baladeurs de faubourg, qui gagnent leurs 45 sous par jour à ne rien faire, jusqu'aux majors à sept galons, entrepreneurs de barricades en chambre, ambulanciers de Gamache, tout reluisans de bon jus de viande, francs-tireurs fantaisistes et n'appelant plus les garçons qu'à coups de sifflet d'omnibus, commandans de la garde nationale logés avec leurs dames dans des appartemens réquisitionnés, tous les accapareurs, tous les exploiteurs, les voleurs de chiens, les chasseurs de chats, les marchands de pieds de cheval, d'albumine, de gélatine, les éleveurs de pigeons, les propriétaires de vaches laitières, et ceux qui ont des billets chez

(1) Proudhon, *Correspondance*, t. Ier, p. 120.

l'huissier, et ceux qui n'aiment pas payer leur terme, pour tout ce monde-là, la fin du siége est une désolation peu patriotique. Paris ouvert, il va falloir rentrer dans le rang, travailler, regarder la vie en face, rendre les galons, les appartemens, rentrer au chenil, — et c'est dur! » — Oui, c'est dur, et si dur en vérité, que cela est pour beaucoup dans la commune.

II. — LE COMITÉ CENTRAL.

La France et Paris avaient été si longtemps séparés l'un de l'autre, que, lorsqu'ils se retrouvèrent face à face, ils ne se reconnurent plus; Paris ne pardonnait pas à la province de n'être pas venue le délivrer; la province ne pardonnait pas à Paris ses perpétuelles révolutions et l'état de surexcitation nerveuse où il paraissait se complaire. Pendant que la province, foulée, réquisitionnée, épuisée par l'ennemi, aspirait au repos qui lui permettrait de panser ses blessures, Paris, comme une sorte de Cirque-Olympique, retentissait plus que jamais du bruit des armes et des appels belliqueux. Aussi, dès que l'assemblée nationale, élue « dans un jour de malheur, » fut réunie à Bordeaux, l'antagonisme éclata : Paris fut plein de défiance pour l'assemblée, qui le lui rendait bien. L'opinion du Paris révolutionnaire fut assez nettement exprimée, à la première séance parlementaire, lorsque Gaston Crémieux s'écria : « Assemblée de ruraux, honte de la France! » Paris, très fier de son titre de capitale, de ses vieilles gloires, de son grand renom, de ses richesses, de ses administrations toutes puissantes, a toujours eu la prétention de diriger les destinées de la France; il se considère comme souverain et se trouve déchu toutes les fois qu'il ne peut exercer la souveraineté. L'assemblée, libre expression de la volonté nationale, représentait légalement toute l'autorité et n'était point disposée à partager celle-ci avec la ville turbulente et usurpatrice. On pouvait être certain d'avance que la majorité parlementaire ne tiendrait aucun compte de la condition spéciale, de l'état morbide de Paris; qu'elle voudrait être obéie, comme c'était son droit; qu'elle frapperait fort, sans trop s'inquiéter de frapper juste, et qu'elle ne reculerait pas devant telles mesures qui pourraient amener un conflit.

Ce conflit était attendu avec impatience, espéré et cherché par les chefs d'insurrection restés à Paris ou accourus de province pour utiliser, au profit de leurs détestables rêveries, la plus nombreuse force armée que jamais une minorité d'action avait eue à ses ordres. Dès la chute de l'empire, cette minorité avait essayé de s'emparer de la direction de la garde nationale pour la faire servir à ses pro-

jets. La guerre n'avait paru à ces gens sans patriotisme qu'un prétexte à usurpation violente du pouvoir. « Juillet 1870, dit M. Lissagaray (1), surprit le parti révolutionnaire dans sa période chaotique, empêtré des fruits-secs de la bourgeoisie, de conspirailleurs et de vieilles goules romantiques. » La révolution du 4 septembre n'épura guère ce personnel, mais y adjoignit les orateurs des réunions publiques et les affiliés de la société sans patrie, de *l'Internationale*. Très peu de jours après l'installation du gouvernement de la défense nationale, l'action d'une sorte de gouvernement occulte se faisait sentir dans Paris : de prétendus conseils de famille, faisant rôle de comités de vigilance, entravaient les ordres de l'autorité, dirigeaient les élections, cherchaient à dominer dans les secteurs et formaient le groupe d'où le comité central devait sortir en février 1871. Ce pouvoir habilement dissimulé, mais déjà très fort, ne tendait à rien moins qu'à se substituer au pouvoir accepté; celui-ci s'avisa, un peu tard, qu'il était le maître, qu'il ne devait pas se laisser contrecarrer, et, par décret du 10 décembre 1870, il prononça la dissolution « des comités de délégués établis dans les compagnies et bataillons de la garde nationale, » et réorganisa les anciens conseils de famille. Sans se disperser, les groupes s'abstinrent de toute ingérence trop directe et attendirent une occasion propice pour reprendre l'œuvre qu'ils poursuivaient; cette occasion naquit de la force même des choses, après la capitulation de Paris.

Les hostilités étaient suspendues, tous nos forts se trouvaient en puissance de l'ennemi, les préliminaires de la paix n'avaient point encore été ratifiés, on se trouvait entre un gouvernement qui n'était plus et un gouvernement qui n'était pas encore; les administrations, hésitantes, ne sachant trop à qui obéir, n'osaient prendre aucun parti dans aucune circonstance; la désagrégation était générale et l'indécision permanente; le vaisseau qui symbolise Paris flottait à tous les vents, sans gouvernail, sans boussole et sans but. La ville était lamentable à voir : fantassins, cavaliers démontés, marins, francs-tireurs de toute nuance, volontaires de toute couleur, gardes nationaux, gardes mobiles, vaquaient par les rues, les mains dans les poches, ou le fusil en bandoulière, oisifs, démoralisés par l'ivresse, la défaite et l'inaction. D'après les conventions imposées par l'Allemagne, quelques milliers d'hommes de l'armée régulière avaient été autorisés à conserver leurs armes; ceux-là on les choyait. Un mot d'ordre venu de haut et promptement répandu parmi les gardes nationaux de Belleville, de Montmartre, de l'avenue d'Italie, avait fait comprendre qu'il fallait jouer au camarade

(1) *Histoire de la commune*, Bruxelles 1876, p. 17.

avec eux, les amadouer, se les rendre favorables, parce que plus tard on aurait peut-être à lutter contre eux, et qu'il était prudent de les désarmer d'avance. On les menait au cabaret, dans les bons endroits, on leur disait du mal de leurs généraux, on leur expliquait qu'ils avaient été trahis, et, entre deux verres de vin, on leur disait : « N'est-ce pas que vous ne tirerez pas sur vos frères? » et ils répondaient : « Jamais! » A la journée du 18 mars, ils ont tenu parole.

Ce fut dans les premiers jours de février 1871 que l'Internationale jugea le moment opportun pour s'emparer de la direction abandonnée de Paris et réunir en un seul faisceau toutes les forces éparses et incohérentes de la garde nationale; elle allait ainsi se créer une armée redoutable qu'elle emploierait à une œuvre perverse, mieux qu'on ne l'avait employée à la défense du pays. On imagina de fédérer entre eux tous les bataillons qui encombraient le pavé de Paris et de leur laisser ainsi une sorte d'initiative particulière, tout en les soumettant aux ordres d'une autorité centrale. Une réunion préparatoire, tenue le 15 février, fit connaître le but que l'on visait et posa les assises de la future association. Les statuts, rédigés, sont adoptés le 24 février; 114 bataillons avaient adhéré et s'étaient engagés à ne reconnaître d'autre autorité que celle du comité central, qui dès cette heure est constitué, et devient dans Paris une puissance contre laquelle nul n'est plus en mesure de lutter. Une résolution qui fut votée séance tenante à l'unanimité prouve à quels criminels subterfuges on avait recours pour égarer des hommes plus surexcités que malfaisans. On fit appel à leur patriotisme, on leur demanda un dernier, un suprême sacrifice pour l'honneur du pays; ils s'offrirent par acclamation, naïvement, sans même se douter que leurs chefs improvisés par l'élection cachaient une arrière-pensée coupable et les trompaient misérablement. On sait qu'en vertu d'un article de la capitulation l'armée allemande avait le droit consenti d'occuper quelques quartiers de Paris, entre l'époque de la réunion de l'assemblée nationale à Bordeaux et l'acceptation par celle-ci des préliminaires de la paix, comportant la cession de l'Alsace, celle d'une partie de la Lorraine et le paiement d'une indemnité de guerre de 5 milliards. C'est sur ce fait que les révolutionnaires incorrigibles, rêveurs de république universelle et d'interversion sociale, sans se soucier des amputations insupportables que le pays subissait, sans rougir d'accomplir leurs méfaits en présence de l'ennemi montant la garde à nos portes, c'est sur ce fait que le comité central machina son impudent stratagème, ce qui prouve du reste qu'il connaissait bien le tempérament nerveux et excessif de Paris. La fédération de la garde nationale et

tous les malheurs qui en ont résulté ont eu pour acte de naissance cette motion proposée à la réunion générale du 24 février : « Les délégués soumettront à leurs cercles respectifs de compagnie la résolution suivante : au premier signal de l'entrée des Prussiens dans Paris, tous les gardes nationaux s'engagent à se rendre immédiatement, en armes, à leur lieu ordinaire de réunion, pour se porter ensuite contre l'ennemi envahisseur. » Adopté à l'unanimité.

C'est là un sujet fort triste, mais qu'il faut épuiser par anticipation, afin de n'avoir pas à y revenir. Que la commune soit issue du comité central et de la fédération de la garde nationale, que les mêmes instincts mauvais, les mêmes ambitions malsaines, aient fait agir ces hommes avant comme après le 18 mars, nul n'en peut douter, il n'est pas un de leurs actes qui ne l'affirme. Eh bien! le premier soin des membres de la commune, lorsqu'ils prirent la place laissée vide par les hommes du gouvernement régulier, fut d'essayer de se mettre en communication avec les chefs de l'armée allemande; le général von Pape et le général von der Thann pourraient en dire long à cet égard. Paschal Grousset, délégué aux relations extérieures, envoie Vinot, colonel d'état-major résidant à l'École-Militaire, porter à ces chefs de corps l'assurance que la commune fait la guerre à « Versailles » et non point à l'Allemagne; plus tard il écrit à Bergeret, qui, comme l'on sait, fut *lui-même* et général, une lettre ainsi conçue : « Mon cher Bergeret, je vous prie, donnez un certain apparat à la démarche que nous faisons auprès du commandant en chef du 3e corps d'armée prussien. Il s'agit de savoir officiellement à quelle date les Allemands évacueront les forts de la rive droite, pour ne pas les laisser prendre aux Versaillais. C'est par un officier d'état-major, envoyé en *parlementaire* et suivi au moins d'une ordonnance, que la dépêche doit être remise. Salut et égalité. » Le général von der Thann reçut en effet cette dépêche et dit simplement qu'il n'avait, sur cette question, de réponse à faire qu'au gouvernement siégeant à Versailles. Ce n'est pas tout; lorsque, le 1er mai 1871, Rossel fut nommé délégué à la guerre, il se hâta de faire toute tentative pour entrer en relations avec les Allemands afin de leur acheter les chevaux réquisitionnés par eux et dont il avait besoin pour improviser quelque cavalerie; cependant, on se rappelle que, devant le conseil de guerre qui le condamna à mort, Rossel disait : « C'était l'horreur que m'inspirent les capitulations et la haine que j'ai vouée à l'Allemagne qui m'ont jeté dans l'insurrection, dès le 19 mars. » Il serait facile de multiplier ces exemples; ceux-ci suffisent à démontrer que la lutte projetée contre les vainqueurs pénétrant dans Paris était un prétexte destiné à couvrir des projets longuement mûris et minutieusement

préparés. C'est aussi à l'abri du même subterfuge, c'est pour empêcher les Prussiens de s'emparer des canons de la garde nationale, que le comité central se saisit des pièces d'artillerie, les fit hisser à Belleville, à Montmartre, refusa de les restituer à l'état, longtemps après l'évacuation de Paris par les Allemands, et engagea ainsi une lutte qui ne se termina que le 28 mai, au milieu des ruines et des massacres.

Le comité central intervient officiellement pour la première fois dans la nuit du 26 au 27 février en faisant donner des ordres, qui furent exécutés, aux officiers de la garde nationale de service au VIe secteur; mais il n'avait pas attendu si longtemps pour faire preuve de force et affirmer son action. C'est lui qui, par ses délégués, organisa les tumultueuses manifestations qui défilaient sur les boulevards, se rassemblaient place de la Bastille et circulaient en chantant autour de la colonne de Juillet. Là les gardes nationaux, qui déjà s'appelaient volontiers « les fédérés, » et les soldats débandés fraternisaient, échangeaient des bouquets d'immortelles rouges et saluaient de leurs acclamations confondues la loque couleur de sang qu'un marin fichait dans la main du génie de la liberté. Un fait horrible et qui paraîtrait impossible dans une nation civilisée, si l'on ne savait que les religions, les philosophies et la morale sont impuissantes à tuer complétement la bestialité qui subsiste dans l'homme, un fait monstrueux vint prouver tout à coup aux moins clairvoyans à quel degré de sauvagerie la partie véreuse de la population parisienne en était parvenue. Le 26 février, la foule s'entassait sur la place de la Bastille, très animée, très bruyante, vociférant, et, arrivée, par le seul fait de l'agglomération, à un état nerveux indescriptible. Un ancien inspecteur de police, nommé Vincenzini, fut reconnu et désigné; frappé au visage, insulté, il prit la fuite et parvint à se réfugier dans un débit de tabac de la rue Saint-Antoine; il en fut arraché par des soldats réguliers appartenant aux 21e et 23e bataillons de chasseurs à pied, bataillons rapidement formés pendant le siége à l'aide d'élémens militaires fort douteux ramassés dans Paris. Vincenzini fut traîné jusqu'au poste, où l'officier le fit mettre en lieu sûr et ordonna de fermer les grilles. La foule, ameutée, exaspérée sans motifs apparens, se rua sur le poste, dont le chef tint bon et refusa énergiquement de livrer son prisonnier. Celui-ci fut héroïque; il dit au chef du poste : « Vous vous feriez massacrer inutilement, vous et vos hommes, » et, ouvrant la grille, il se livra à la populace. Pendant deux heures, il fut promené autour du piédestal de la colonne, et si cruellement frappé que son visage n'eut bientôt plus forme humaine. On essaya de le pendre, et l'on n'y parvint pas. On le conduisit au bord de l'eau, on lui lia les pieds et les mains, on l'attacha sur une planche et on le

jeta au courant. C'était un homme énergique; « il fallait, a dit un témoin oculaire, qu'il eût la force et le courage d'un lion pour être encore capable d'un effort après tout ce qu'on lui avait fait souffrir. » Il réussit à se débarrasser de ses liens et se mit à nager pour gagner la Seine, car il avait été précipité dans le canal. Se ruant sur les deux berges, la foule l'accablait de pierres et de briques prises dans un bateau amarré au quai; le pilote d'un bateau-mouche lui lança une bouée qu'il ne put atteindre; il était affaibli et ne réussit pas à saisir les pieux de l'estacade; il était près du bord, un homme lui ouvrit la tête d'un coup de gaffe, un autre lui jeta une brique en plein visage; le malheureux n'avait plus que des gestes inconsciens, il flottait plutôt qu'il ne nageait; poussé par le courant, il s'enfonça sous les barques garées à la pointe de l'île Saint-Louis et ne reparut plus. On lui avait arraché sa redingote, dans la poche de laquelle on trouva son portefeuille; on le visita curieusement, car c'est là sans doute qu'il gardait le secret de ses « trahisons. » On lut des comptes de dépense insignifians et cette pensée, qu'il avait sans doute copiée dans quelque livre de morale religieuse : « Fuyez l'impie, car son haleine tue, mais ne le haïssez pas, car qui sait si déjà Dieu n'a point changé son cœur. » — On raconte que M. de Bismarck, causant avec un journaliste américain, dit : « Les Français sont des Peaux-Rouges. » A quoi faisait-il allusion? A la mort des généraux Lecomte et Clément Thomas, aux incendies de Paris, au massacre des otages et au supplice de Vincenzini?

Une population capable de commettre ou même de supporter un tel crime est bien près de n'avoir plus la direction de son libre arbitre et a grand besoin d'être mise en tutelle; mais les tuteurs n'étaient pas là. Impuissans ou terrifiés, ils laissaient la garde nationale maîtresse de Paris, à la disposition des ambitieux interlopes qui l'exploitaient et qui n'ignoraient pas qu'elle contenait plus de 25,000 repris de justice : c'est le chiffre donné à la commission d'enquête par M. Cresson, préfet de police pendant le siége. Le mercredi 1er mars, quelques corps de troupes allemandes entrèrent dans Paris. Avec une sérieuse abnégation, l'assemblée nationale, siégeant à Bordeaux, s'était hâtée de voter les préliminaires de la paix; les Allemands quittèrent donc Paris le 2 mars. Pendant les vingt-quatre heures que dura cette occupation inutile et qui ne fut qu'une mince satisfaction d'amour-propre, la fédération de la garde nationale et le comité central se tinrent cois, ne donnèrent point signe de vie et n'inquiétèrent en rien « l'envahisseur, » auquel on était résolu huit jours auparavant de livrer un combat à mort. Le tour était joué : l'armée sociale était réunie, les canons gardés par elle étaient en lieu sûr, et l'on ne pensait même plus à la motion que le 24 février on avait adoptée à l'unanimité; on se contenta de sacca-

ger un café où des soldats allemands avaient bu et de brûler sur la place de l'Étoile le fumier laissé par leurs chevaux, — ce qui fut puéril, aussi puéril que le coup de pistolet tiré sur l'Arc-de-Triomphe par un officier prussien.

L'assemblée nationale n'était point satisfaite; elle estimait que la capitale de la France se livrait, sous les regards de l'Allemagne victorieuse, à des exercices peu compatibles avec la dignité d'un grand peuple. Elle eût voulu agir avec vigueur et remettre de l'ordre dans cette ruche envahie par les frelons; mais elle n'avait à sa disposition aucune force armée sérieuse, et il était dangereux d'engager une lutte dont le résultat paraissait incertain. Ce n'est pas que les motions les plus vives n'eussent leur raison d'être; mais lorsque l'on disait : Il faut prendre le taureau par les cornes et arrêter tous les membres du comité central, on ne faisait que donner un excellent conseil, sans fournir les moyens de le mettre à exécution. La fédération de la garde nationale espérait bien que l'assemblée viendrait siéger à Paris, ce qui eût permis de la jeter sans effort à la Seine; mais l'assemblée, se rappelant certaines dates présentes à toutes les mémoires, décida, le 10 mars, qu'elle se réunirait à Versailles. La déception fut grande dans la tribu révolutionnaire; comme toujours, on cria à la trahison, on colporta immédiatement un nouveau mot d'ordre : L'assemblée est monarchiste, elle veut étrangler la république proclamée par Paris. Il n'y eut pas un fédéré qui n'acceptât cela et ne se préparât à la lutte. Le même jour, l'assemblée adopta une loi maladroite, qui prouve à quel point elle ignorait les souffrances du commerce parisien, ou combien elle était résolue à n'en point tenir compte. Une série de décrets avait prorogé l'échéance des billets de commerce; l'assemblée voulut que les billets échus le 13 novembre fussent exigibles le 13 mars. C'était mettre les petits négocians, si intéressans, si nombreux à Paris, dans l'impossibilité de faire honneur à leur signature, et c'était en outre gravement indisposer des gens influens dans leur quartier, dévoués à la tranquillité dont ils ont besoin pour vivre, et prêts à combattre pour le maintien de l'ordre. Ce décret, dont le résultat économique le plus clair se note par plus de 150,000 protêts signifiés du 13 au 17 mars, vint en aide au comité central; s'il ne lui donna pas beaucoup de partisans, il diminua du moins singulièrement le nombre de ses adversaires lorsque l'on battit le rappel au matin du 18 mars.

On avait adopté une autre décision non moins périlleuse : on supprimait la solde à tous les gardes nationaux qui, pour la conserver, n'en feraient pas la demande avec pièces à l'appui. C'était trancher bien brusquement une très délicate question, c'était dédaigner les leçons de notre histoire contemporaine, et oublier que la suppres-

sion subite de la paie des ateliers nationaux, en 1848, nous avait valu l'insurrection de juin. A ce moment, au mois de mars 1871, la population de Paris était fort malheureuse; nul travail régulier, peu d'ateliers ouverts, et des habitudes de paresse auxquelles il était très difficile de renoncer du jour au lendemain. Il eût peut-être été sage de faire un sacrifice d'argent, de continuer la solde pendant deux mois encore et de ne pas promettre la misère, à courte échéance, à des gens qui croyaient très sincèrement s'être dévoués au salut du pays. C'eût été fort onéreux pour le trésor public, on peut en convenir, mais en regard de ce que la commune a coûté, c'eût été une admirable économie. Du 18 mars au 22 mai, combien n'avons-nous pas entendu d'hommes auxquels nous reprochions de servir une cause détestable nous répondre : « Vous avez raison, mais il faut vivre, et j'ai ma solde! » On a dit que la commune aurait pu n'être qu'une affaire d'argent; c'est bien possible. C'est de cette façon aussi que l'on aurait dû traiter la question du désarmement. En 1848, après la révolution de février, les blanquistes inondèrent Paris d'affiches : « Citoyens, conservez vos armes; la réaction relève la tête, vous aurez bientôt à vous en servir contre elle. » Ces armes étaient nombreuses, on avait pillé les casernes et désarmé les troupes. Le gouvernement provisoire fit preuve d'esprit; il promit 5 francs par fusil, 2 francs par sabre, 1 franc par baïonnette que l'on rapporterait aux mairies; huit jours après, les dépôts avaient plus d'armes qu'on ne leur en avait enlevé, parce que beaucoup de gardes nationaux besoigneux avaient restitué les fusils que le capitaine d'armement leur avait remis. Nul doute qu'en mars 1871 la population parisienne n'eût d'abord regimbé; elle eût certainement prêté l'oreille aux avis intéressés sifflés par le comité central; mais peu à peu, la misère aidant, bien des fusils seraient rentrés, et bien des canons aussi. Le 19 mars, dans la soirée, nous avons vu acheter une mitrailleuse gardée par des fédérés; pas trop cher : 75 francs! Quelques milliers d'énergumènes se seraient refusés à toute transaction et auraient voulu « vaincre ou mourir; » on les aurait vaincus avec plus de facilité et moins d'incendies. Le département de la Seine avait fourni 21,000 mobiles qui, on peut l'avouer, ne furent pas toujours des soldats exemplaires, le camp de Châlons et les avant-postes sous Paris en surent quelque chose. Le 7 mars, on leur mit 10 francs dans la main, et on les congédia; ils burent les 10 francs et se réunirent aux fédérés. « Si tu n'es pas le plus fort, sois le plus rusé, dit le proverbe calabrais. — Si tu n'as pas la clé de fer, prends la clef d'argent, » dit le proverbe arabe.

Par le meurtre de Vincenzini, on voyait clairement que l'on se trouvait en présence d'une population capable de tout; par certains

faits de révolte ouverte, accomplis probablement sous l'inspiration du comité central, on pouvait comprendre que les officiers de la garde nationale ne reconnaissaient plus qu'un seul pouvoir : celui qu'ils avaient choisi eux-mêmes. Un jeune homme de vingt et un ans, nommé Lucien Henri, un peu modèle, un peu ouvrier fabricant de mannequins pour les artistes, un peu peintre, tout à fait réfractaire, grand orateur des clubs du quartier Montparnasse pendant le siége, fut élu, le 11 mars 1871, chef de la légion du XIVe arrondissement. Chargé de faire de la propagande révolutionnaire dans son quartier, il s'installa en permanence dans un poste qu'il établit chaussée du Maine, n° 91. Là, entouré de ses officiers et de ses gardes, ne relevant que du comité central, il refusa de se soumettre à toute autorité constituée. Le commissaire de police, le maire, interviennent directement et vainement auprès de lui; à toutes les observations qu'on lui adresse, il répond : « J'ai la force pour moi et j'en userai. » Il fait afficher des placards dans lesquels il demande, au nom du peuple, que la souveraineté de la garde nationale soit maintenue dans toute son intégrité. Un mandat d'arrestation est enfin lancé contre lui le 17 mars; c'était bien tard. Lucien Henri ne s'en soucia guère, il fut quitte pour doubler ses gardes et ne sortir qu'entouré d'une escorte. Le lendemain, il préside à la construction des barricades, qu'il arme de canons, et fait incarcérer les commissaires de police de son arrondissement. Cet Henri fut « le général Henri. » Son premier acte d'ingérence dans la direction des affaires publiques est à noter; le 30 mars, il a publié l'ordre que voici : *Faire arrêter tous les trains se dirigeant vers Paris, Ouest-Ceinture; mettre un homme énergique avec un poste, jour et nuit : cet homme devra avoir une poutre pour monter la garde; à l'arrivée de chaque train, il devra faire dérailler, s'il ne s'arrête pas.* — La phrase est peu grammaticale, mais elle fut comprise, et l'on se conforma à l'ordre qu'elle contenait. Ce général, qui armait ses soldats de poutres, se laissa fort sottement faire prisonnier le 3 avril, après avoir placardé une proclamation où il disait qu'il allait repousser « les chouans de Trochu. »

Le fait d'un chef de corps élu, volontairement réfractaire et n'obéissant qu'aux ordres d'un pouvoir occulte, ne fut point isolé, et l'on pourrait facilement citer un grand nombre d'actes semblables qui se sont produits sur tous les points de Paris depuis la formation du comité central. C'était un signe que bien du temps déjà avait été perdu, qu'il n'en fallait plus perdre et que l'heure était venue d'entrer en négociations ou en lutte contre un parti révolté qui se fortifiait de jour en jour. En effet, sans compter diverses places d'armes établies et sévèrement gardées dans Paris, les quartiers élevés de Belleville et la butte Montmartre, fournis de canons et

de munitions abondantes, étaient à cette heure de véritables forteresses. La partie administrative du gouvernement semblait pleine de quiétude et regardait tous ces préparatifs de défense ou d'attaque comme un enfantillage sans gravité. Le secrétaire-général d'un ministère disait en souriant : « Leur artillerie n'est composée que de lunettes; leurs canons n'ont pas de percuteurs. — Mais, lui répondit-on, le premier serrurier venu pourra leur en faire. — Bah! répliqua-t-il, ils n'y penseront pas. » Ils y pensèrent, et la population de Paris commençait à être gravement inquiète d'un état de choses qui entretenait une agitation permanente, prolongeait le chômage, déjà trop prolongé, et menaçait d'aboutir à la guerre civile.

Le comité central ne s'endormait pas, il était décidé à livrer bataille avant de succomber, car il sentait bien que des circonstances exceptionnelles lui avaient mis en main des forces inespérées. Ces forces, il les augmentait sans relâche; il attirait à lui les soldats isolés appartenant aux corps francs qui avaient battu l'estrade en province pendant la guerre; il se recrutait ainsi d'un grand nombre d'hommes énergiques et dénués de préjugés, pour qui le temps des troubles est un temps normal. Cependant les journaux raisonnables demandaient, non sans raison, pourquoi l'on ne cherchait pas à rétablir sérieusement l'ordre menacé. Comme en France on excelle à la rhétorique, on appelait la butte Montmartre « le mont Aventin de l'émeute. » Ce souvenir du *De viris* n'avançait pas les choses, qui semblaient devenir de plus en plus sombres. Les journaux révolutionnaires soutenaient un thème dont l'absurdité ne les choquait pas : « Les canons, ayant été payés à l'aide de cotisations recueillies parmi la population parisienne, appartenaient en droit à celle-ci; » argumentation baroque qui équivalait à dire que tout le matériel de l'état appartient à la population, parce que le matériel de l'état est payé par la population. Des articles très violens étaient échangés de part et d'autre; une notable portion des députés harcelaient le gouvernement et le suppliaient d'en finir, coûte que coûte, avec une situation intolérable. Les fédérés ricanaient en disant : « On veut nos canons, eh bien! qu'on vienne les prendre! » On dit que vers cette époque M. Saint-Marc Girardin, sollicité par plusieurs de ses collègues de l'assemblée nationale, fit une démarche auprès de son vieil ami M. Thiers, alors chef du gouvernement, afin d'obtenir quelques éclaircissemens sur la conduite que le ministère comptait tenir dans cette circonstance. En sortant de la conférence, qui fut assez longue, M. Saint-Marc Girardin aurait dit à ses amis : « J'ai vu M. Thiers; il ne sait pas ce qu'il veut, mais il le veut énergiquement. » Nous ignorons si cette parole est vraie, mais elle peint au vif l'espèce d'irritabilité nerveuse et indé-

cise dont les esprits les meilleurs étaient alors atteints. Tout le monde sentait que l'heure de l'action était venue, et nul ne savait quelle action il convenait d'engager.

Enfin, après des atermoiemens dont l'avenir pénétrera peut-être le mystère, on résolut d'agir. Dans la soirée du 17 mars, les chefs de corps furent réunis au Louvre chez le général Vinoy, gouverneur de Paris, et ils reçurent communication des opérations militaires qu'ils devaient diriger dans la matinée du lendemain. Beaucoup se récrièrent, parlèrent de l'esprit indiscipliné de leurs troupes et ne cachèrent pas que le succès de l'entreprise leur paraissait douteux. Cette fois, l'ordre était formel; les objections se turent, et chacun se prépara à obéir. On connaît cette néfaste aventure, dont le résultat dépassa toutes les craintes des conservateurs et toutes les espérances des révolutionnaires : engagement de troupes très indécises, entre autres du 88e de ligne; retard dans l'envoi des attelages; premier succès immédiatement suivi de la débandade des soldats, noyés au milieu d'un flot de population que l'on n'avait pas su maintenir à distance; assassinat des généraux Lecomte et Clément Thomas, massacrés à Montmartre, rue des Rosiers, dans la maison où le comité central avait souvent tenu séance. A midi, nul espoir ne pouvait subsister, la journée était définitivement perdue. M. Thiers, se rappelant que le feld-maréchal Windischgrætz avait repris Vienne de haute lutte en 1848, après en avoir été chassé, fit transmettre ordre à toutes les administrations d'avoir à se rallier à Versailles, où le siége du gouvernement allait s'établir en permanence. Lui-même s'y rendit après avoir prescrit l'évacuation des forts du sud et la concentration à Versailles de la brigade Daudel, ce qui impliquait l'abandon du Mont-Valérien. Cet ordre verbal fut répété et écrit par lui au moment où il allait traverser le pont de Sèvres. La retraite administrative fut rapide; le soir, tous les services, privés de leurs chefs, étaient désorganisés; Paris, sans police, sans armée, sans gouvernement, était livré à la bande des émeutiers triomphans.

Si M. Thiers fut surpris de sa défaite, le comité central ne fut pas moins étonné de sa victoire; plus d'un vainqueur l'a dit : « Nous ne savions que faire et nous étions fort embarrassés. » C'était cependant le comité central qui avait mené la journée; n'ayant rien prévu des événemens qui le prenaient à l'improviste, il se réunit dans une salle d'école de la rue Basfroi, et l'on avisa rapidement aux mesures propres à neutraliser le tardif effort du gouvernement, qui livrait bataille pour reprendre des canons dont il n'aurait jamais dû se dessaisir, sous quelque prétexte que ce fût. Bergeret, envoyé à Montmartre, Varlin, à Batignolles, devaient faire leur jonction, marcher sur la place Vendôme et s'y barricader, après s'être emparés des états-majors; Fallot, passant derrière l'École-Militaire et

les Invalides, avait pour mission d'occuper les ministères de la rive gauche, l'hôtel des télégraphes, et de donner la main à Varlin et à Bergeret, par le Carrousel ou par la place de la Concorde, de façon à commander la rue de Rivoli; Duval, posté au Panthéon, avait à prendre possession de la préfecture de police, tout en laissant un détachement au parvis Notre-Dame, de façon à favoriser le mouvement de Pindy sur l'Hôtel de Ville, qu'Eudes aurait attaqué après avoir pris la caserne Napoléon, pendant que Brunel s'y serait présenté par la rue Saint-Martin. Ce plan réussit, non pas parce qu'il était habilement combiné, mais parce que Paris, subitement dégarni de troupes, ne recevant plus aucune instruction de personne, ne put opposer aucune résistance. Les fédérés, tout victorieux qu'ils étaient, marchèrent avec beaucoup de prudence : ils n'occupèrent l'Hôtel de Ville, la préfecture de police, leur principal objectif, qu'assez tard dans la soirée, lorsque les chefs de service et la majeure partie des employés s'étaient retirés. Il faut croire que la retraite avait été très précipitée, car un jeune officier d'état-major, resté à Paris, ne put trouver personne, le soir du 18 mars, au ministère de la guerre pour recevoir le mot d'ordre; un garçon de bureau, qui par hasard le savait, put le lui transmettre. Paris, abandonné par le gouvernement de la France, appartenait au sans-culottisme; « or, a dit Proudhon, le sans-culottisme est la dépression de la société. »

Dans la dernière quinzaine de février, au moment où l'on s'épuisait en manifestations ridiculement odieuses, un moraliste avait dit : « Ce peuple est malade d'une bataille rentrée; il faut qu'elle sorte. » En effet elle allait sortir, et pendant plus de deux mois elle devait faire rage. La lutte fut terrible; on eût pu se croire revenu aux plus mauvais jours des guerres de religion; on cherchait moins à se vaincre qu'à s'exterminer. Vincenzini noyé, les généraux Lecomte et Clément Thomas assassinés, disaient assez à quoi l'on pouvait s'attendre; les prévisions les plus sinistres furent dépassées. Quelques gardes nationaux, respectant la légalité et ayant pitié de la France, des hommes paisibles, redoutant les malheurs dont Paris allait être accablé, voulurent faire une suprême tentative de conciliation et arrêter l'effusion du sang qu'ils prévoyaient. Sans armes, précédés d'un drapeau tricolore, ils se dirigèrent, par la rue de la Paix, vers la place Vendôme, oblitérée d'une forte barricade, occupée par les 80ᵉ, 176ᵉ et 215ᵉ bataillons, armée de canons et commandée par un certain général Du Buisson. La manifestation était absolument pacifique, elle criait : « Vive la paix! vive l'ordre! vive l'assemblée! » Elle fut accueillie par une fusillade à bout portant : treize morts et de nombreux blessés apprenaient à la partie saine de la population parisienne que tout espoir de modération était à

jamais brisé. Le comité central décréta que les assassins de la place Vendôme avaient bien mérité de la patrie, et le gouvernement réfugié à Versailles, l'assemblée nationale, tous les honnêtes gens, furent désespérés en comprenant dans quelle voie terrible on allait être obligé de marcher. Paris, sûr de vaincre, Versailles, voulant affirmer sa ferme volonté de reconquérir la capitale de la France, avaient hâte d'en venir aux mains. Le 2 avril, des fédérés et des troupes de ligne se trouvèrent face à face dans l'avenue de Neuilly; avant d'ouvrir le feu on voulut essayer encore, malgré tant de douloureuses expériences, de ramener les insurgés à la sagesse et au respect des lois. M. Pasquier, chirurgien en chef de l'armée, revêtu de son uniforme, portant la croix de Genève au bras et au képi, s'avance en parlementaire; il est immédiatement tué. Dès lors la guerre fut sans merci. Le 3 avril, la commune veut marcher sur Versailles et faire cette fameuse opération dont le lieutenant de marine Lullier, un de ses généraux, a dit : « Au point de vue politique, cette sortie était insensée; au point de vue militaire, elle était au-dessous de toute critique. » A Châtillon, le général Duval fut pris et fusillé sur place. Flourens, dont les troupes étaient en débandade, se réfugie chez un aubergiste près du pont de Chatou; il est découvert et reconnu au moment où il changeait de costume; un capitaine de gendarmerie lui fend la tête d'un coup de sabre. L'armée régulière se conformait aux exemples que les fédérés lui avaient trop fréquemment donnés; de part et d'autre, on n'eut plus de pitié; ce fut bien une guerre fraternelle. *Et solita fratribus odia*, a dit Tacite.

On allait voir ce que peut faire un peuple sans mesure et sans instruction, lorsqu'il est livré à lui-même et qu'il se laisse dominer par ses propres instincts. L'intérêt de ceux qui avaient saisi la direction de ses destinées était de le surexciter, de l'amener à ce paroxysme inconscient où l'homme redevient la bête féroce naturelle. Comme le combat devait être à outrance, on exaspéra les combattans jusqu'au délire, on ne leur ménagea rien, ni les mensonges, ni les menaces, ni les flagorneries, ni l'argent, ni l'eau-de-vie. On peut affirmer, sans exagération, que pendant deux mois Paris fut en proie à l'ivresse furieuse. Ce que le comité central avait fait secrètement, la commune le faisait en quelque sorte avec la sérénité que donne la satisfaction du devoir accompli. Pendant que la tourbe obéissante et enivrée se ruait à des batailles auxquelles elle finissait par prendre goût, ses deux maîtres se disputaient et cherchaient à s'arracher leur pouvoir éphémère. Des élections avaient été ouvertes; une apparence de légalité consacrait la commune, qui avait cru, assez naïvement, prendre la place du comité central. Celui-ci s'était solennellement engagé à se retirer, lorsque « le peuple souverain

aurait parlé. » Le peuple souverain parla, — il eût mieux fait de se taire, — et le comité central n'abdiqua ni ses prétentions, ni la direction occulte qu'il aimait à exercer spécialement sur les choses de la guerre. Le conflit fut permanent; on essayait de le dissimuler, il n'en éclatait pas moins. Pour mettre tout le monde d'accord sous une égale oppression, on revint, le 1er mai, à cette vieillerie du comité de salut public. Cela n'arrangea pas les choses, comité de salut public, comité d'artillerie, comité des barricades, comité de subsistances, comité d'approvisionnemens militaires, comité de sûreté générale, comité central, comité de toute nuance et comité de toute défroque, se jalousaient, se haïssaient, et allaient commencer à « s'épurer, » lorsque la France rentra à Paris. Ces dissentimens eurent ce bon résultat de rendre la défense très incohérente, mais ne descendirent jamais jusqu'aux fédérés, qui s'en souciaient peu et ne se préoccupaient guère que de l'abondance des distributions de vivres. « Pour une grande partie du peuple, la révolution n'est qu'un opéra. » Ce mot de Marat nous est bien souvent revenu à la mémoire, lorsque nous regardions les évolutions des troupes de la commune. Le spectacle que Paris offrait pendant ces jours de deuil était désespérant. En haut, des hommes ignorans et vaniteux, arrivés au paroxysme de l'envie; en bas, des brutes obtuses, prêtes à tous les méfaits; partout le troupeau des moutons de Panurge, êtres indécis, mobiles, sans résistance contre les mauvaises passions qui les assaillent, sans propension au mal, sans attrait vers le bien, obéissant machinalement et ne comprenant rien aux événemens dont ils sont enveloppés, sinon qu'ils ont une bonne paie, beaucoup de vin, et trop d'eau-de-vie.

Les actes les plus violens et les moins justifiables ne soulevaient pas les consciences et trouvaient même des approbateurs. Le 10 avril, on afficha cette sanie sur les murailles de Montmartre : « Attendu que les prêtres sont des bandits et que les églises sont des repaires où ils ont assassiné moralement les masses en courbant la France sous la griffe infâme des Bonaparte, Favre et Trochu, le délégué civil des Carrières près l'ex-préfecture de police ordonne que l'église Saint-Pierre-Montmartre soit fermée et décrète l'arrestation des prêtres et ignorantins. *Signé :* LE MOUSSU. » Si la population restait indifférente à ces brutalités sans pareilles, elle acceptait avec confiance, et sans raisonner, toutes les sornettes qu'on lui débitait. Pour l'entretenir dans la haine de Versailles et des Versaillais, comme l'on disait alors, il n'est inventions saugrenues, bourdes surprenantes, niaiseries ineptes qu'on ne lui ait fait avaler. L'armée, que l'on combattait aux avant-postes, était exclusivement composée de sergens de ville, renforcée par les chouans de Charette et de Cathelineau, marchant sous un drapeau blanc, aux cris

de *vive Henri V!* tous les séminaristes, tous les frères de la doctrine chrétienne s'étaient enrôlés, après avoir fait vœu de rétablir le droit de jambage; les paysans, ralliés sans exception au système communal inauguré à Paris, recevaient à coups de fourche les soldats qui se rendaient aux ordres des assassins de Versailles; les marins avaient exterminé deux régimens de ligne à coups de hache. Cette dernière plaisanterie ne fut point démentie, ce qui prouve que les fédérés n'avaient jamais combattu près de nos équipages de la flotte; mais la hache du marin, la hache d'abordage, est une tradition immortelle. On vendit pendant le siége une estampe représentant des fusiliers marins enlevant une redoute prussienne, le poignard aux dents et la hache au poing. On n'en finirait plus si on voulait répéter toutes les turpitudes que les journaux de la commune offraient en pâture à la crédulité publique et dont celle-ci se nourrissait. Pendant que l'on abusait si impudemment de la niaiserie des badauds fédérés, on ne savait qu'imaginer pour flatter leur orgueil. Félix Pyat, cet incomparable fuyard, écrivait sans rire dans *le Vengeur* que le Paris de la commune était « l'Éphèse du progrès, La Mecque de la liberté, la Rome de l'humanité. » Cet encens grossier, ces cancans de portières, il faut le reconnaître, pénétraient les esprits incultes, s'y gravaient profondément, mettaient toutes les haines en ébullition et ne furent pas sans exercer une très pernicieuse influence sur l'emportement et la durée de la lutte.

Cette lutte, nous n'avons pas à la raconter ici; cependant nous devons dire, pour en expliquer la longueur, de quels élémens de résistance l'insurrection disposait après sa victoire du 18 mars, élémens considérables qui lui permirent de soutenir deux mois de combats incessans et la grande bataille des sept jours dans Paris. Son artillerie était forte de 1,047 pièces, représentées par vingt-sept types différens, ce qui la neutralisa parfois en produisant d'heureuses confusions dans la distribution des munitions. Défalcation faite des pièces employées aux postes avancés, aux forts et au mur d'enceinte, 726 furent employées dans les rues lorsque les troupes régulières eurent enfin pénétré dans Paris. La cavalerie était nulle et ne compta jamais plus de 449 chevaux; en revanche, l'infanterie était très nombreuse. Vingt légions, composées de 254 bataillons, se divisaient en portion active et en portion sédentaire; la première mettait en mouvement 3,649 officiers et 76,801 soldats; la seconde formait un effectif de 106,909 hommes commandés par 4,284 officiers, ce qui produit un total dépassant 191,000 hommes, d'où il convient de déduire une trentaine de mille individus qui surent toujours échapper au service. En résumé, la commune eut une armée de 140,000 à 150,000 combattans, qu'elle dirigea tant à l'ex-

térieur qu'à l'intérieur de Paris (1). A cette masse, déjà fort imposante, on doit ajouter vingt-huit corps francs, fort libres d'allures, agissant selon la fantaisie du moment et n'obéissant à personne. Leur contingent fort variable s'élevait, vers le milieu du mois de mai, au chiffre de 10,820 partisans, guidés par 510 officiers. Il y eut là des gens de toute provenance et de toute catégorie, qui choisissaient les dénominations les plus extravagantes : turcos de la commune, éclaireurs de Bergeret, enfans de Paris, enfans du père Duchêne, enfans perdus, lascars, tirailleurs de la Marseillaise, volontaires de la colonne de Juillet et vengeurs de Flourens, que le peuple appelait invariablement, — ô foule ingrate! — les vengeurs de *Florence*.

III. — LES HÉBERTISTES.

Au lendemain d'une insurrection victorieuse, toujours faite au nom de la liberté, nul ne se dit : « Je suis libre, » mais chacun dit : « Je suis le maître. » Il y a longtemps que Lamennais a énoncé cette vérité, lorsque, dans ses *Pensées*, il écrivait en 1841 : « Nul ne veut obéir et tous veulent commander. Demandez au républicain son secret : son secret est le pouvoir, le triomphe de son opinion et de son intérêt; il se dit : Quand je serai roi! c'est là sa république. » Les gens de la commune ont à cet égard dépassé toute limite; chacun s'était emparé d'une portion de l'autorité brisée entre les mains du gouvernement légal, et, sous prétexte de se montrer révolutionnaire, agissait à la façon des proconsuls. Comme dans *la Curée*, d'Auguste Barbier, le plus mince porteur de galons pouvait dire : « Voilà ma part de royauté. » Cette part de royauté était toujours employée à des actes arbitraires, à des arrestations, dont le plus souvent les motifs échappent à toute perspicacité. Cela éclate avec évidence lorsque l'on parcourt le registre d'écrou du dépôt près la préfecture de police. Il y a émulation parmi tous ces maîtres, chacun veut signer son papier, appliquer son cachet et faire acte dictatorial. On reste surpris à voir la quantité et même la qualité des individus qui s'arrogent le droit de supprimer toute liberté individuelle. Aucun des membres du comité central et des membres de la commune ne se faisait faute de parapher des lettres de cachet; les délégués au ministère, le commandant de la place de Paris, le commandant de chaque arrondissement, le procureur de la commune et

(1) D'après un renseignement que l'on peut croire exact, les arsenaux, lors du désarmement de Paris, à la fin de mai de 1871, auraient reçu 285,000 fusils Chassepot, 190,000 fusils dits à tabatière, et 14,000 carabines Enfield : donc près de *cinq cent mille* armes à feu et à répétition.

ses substituts, les employés de la préfecture de police, les juges d'instruction (pris dans les ateliers de menuiserie, comme Genton, sur les bancs du collége, comme Du Barral), les commissaires de police et les officiers de paix ne demeuraient pas en reste pour ces œuvres de prévarication. En outre, chaque arrondissement avait un comité administratif, divisé en comités de surveillance qui nommaient des délégués : délégués, comité de surveillance, comité administratif, libellaient sans scrupule des ordres d'incarcération. Ce n'est pas tout : la division de Paris en secteurs subsistait; les chefs élus de la garde nationale en étaient les maîtres peu contestés; non-seulement ils faisaient emprisonner dans la maison disciplinaire attribuée à chaque secteur, mais ils faisaient diriger les gens arrêtés sur telle prison qu'il leur plaisait de désigner. Quelques-uns de ces chefs de légion furent de véritables tyrans auxquels il n'était pas prudent de résister; Sérizier a littéralement terrifié, pendant la durée de la commune, le territoire parisien qui correspondait à la base du IX[e] secteur; il dominait de la sorte sur la prison de la Santé, et ce n'est certes pas sa faute si les otages n'y ont pas été fusillés.

La brutalité des ordres est inexprimable, et l'on se demande parfois, en les lisant, si les hommes qui les ont donnés jouissaient de l'intégrité de leur faculté mentale. Un certain Charles Riel, chef du bureau des passeports de la préfecture de police, rend, le 17 avril, un arrêté qui est un spécimen exact des aberrations de cette époque : « Nous, délégué civil, agissant en vertu des pouvoirs qui nous sont confiés; attendu que la loi défend de sortir de Paris à tout individu de dix-neuf à quarante ans... Ordonnons : tous les chefs de postes devront mettre à la disposition de nos sous-délégués toutes les forces disponibles des postes, sur un simple avis des sous-délégués... Tout individu qui voudra résister sera au besoin passé par les armes, séance tenante (1). » Si l'on était sévère, — on vient de voir à quel excès, — pour les honnêtes gens qui fuyaient avec horreur devant la nécessité de servir la commune, on était d'une indulgence maternelle pour les malfaiteurs. — Jean-Marie Ollivier est condamné, par jugement correctionnel du 8 janvier 1871, à six mois de prison pour vol et outrage aux agens de la force publique; l'avénement de la commune le trouve à la prison de Sainte-Pélagie, il en sort d'après l'ordre textuel que voici : *Ordre de lever l'écroue du nomme le Ollivier Jean Marie condane pour avoir volle du bois de chauffage sur les boulevards, chose pour moi*

(1) Je dis ici une fois pour toutes que je ne cite pas une pièce dont je n'aie la minute originale sous les yeux; mon travail est exclusivement fait sur documens holographes.

insinifiante. Le commandant de place : Revol. *Ordre de mettre en liberté :* E. Duval (sans date). La mise en liberté arbitraire des criminels fut un fait qui se reproduisit souvent pendant la commune; nous aurons à le signaler.

On sait que tout mandat d'arrestation doit contenir le motif d'icelle, c'est une garantie pour le détenu et une responsabilité pour l'agent de l'autorité qui ordonne l'incarcération. Sous la commune, on a changé tout cela : les mots *sans motifs* reviennent constamment sur les ordres d'écrou; parfois les motifs sont dérisoires : « Suspect, — soupçonné d'être bedeau, — affaires politiques, — a lacéré les affiches, — allait ramasser les blessés (Michel Allard, 4 avril), — a lâché les eaux de la Vanne pour noyer les gardes nationaux (Dufaux, chef égoutier), — intelligence avec Versailles. » Quelques-unes des raisons alléguées pour motiver les arrestations sont grotesques : Sibert, Nicolas, 3 avril, « venait de Tarbes et allait à Sèvres, où il demeure. » — Ganche, 4 avril, « pour avoir dit que la garde nationale battait en retraite. » — Lemoire, Arthur, « pour n'avoir pas payé son tailleur, qui ne lui a pas livré ses effets. » — Moléon, 5 avril, « curé de Saint-Séverin, » Hédeline, Alphonse, « pour avoir cousu des papiers dans le dos du gilet du neveu de M. le curé ci-dessus; » — Chrétien (Louis), 6 avril, « laissé partir son fusil par imprudence, blessé personne. » Cette litanie d'insanités pourrait être continuée indéfiniment. Au président Bonjean, qui se plaignait d'avoir été arrêté, Raoul Rigault répondit : « Nous ne faisons pas de la justice, nous faisons de la révolution. » Eh ! non; pas même! on faisait des inepties méchantes, voilà tout. Ce que nous venons de citer ne serait que bouffon, si les gens arrêtés en vertu de pareils ordres n'avaient cruellement souffert; mais voici qui est honteusement odieux : *Cabinet du préfet de police; Paris, le 3 avril 1871. Citoyen directeur* (*du dépôt*), *veuillez mettre au secret et ne pas donner de nourriture audit détenu Lacarrière, Jean-Louis, mégissier, avant qu'il eût fait des aveux; pour le commissaire spécial, l'officier de paix :* Félix Henry. — La commune s'est toujours distinguée par un mépris hautain pour l'orthographe et la légalité; toutes les pièces manuscrites échappées aux incendies allumés par elle en sont la preuve.

Il se commettait parfois d'étranges erreurs, et, à ce sujet, nous prions le lecteur de nous permettre de lui parler d'un fait personnel qui vient à l'appui de notre assertion. Nous possédons une pièce ainsi conçue : *Ordre du comité de salut public de conduire à Mazas le sieur Maxime Du Camp. Signé :* G. Ranvier; Ferd. Gambon, et plus bas : *Ordre au directeur du dépôt de recevoir le citoyen Ducamp, arrêté par ordre du comité de salut public;*

signé : A. Regnard. Le tout agrémenté de trois timbres, dont deux rouges et un bleu. Au lieu de mettre la main sur l'individu désigné, on s'empara, au coin de la rue de Rivoli et de la place de l'Hôtel de Ville, d'un membre du comité central, nommé Alphonse Ducamp, dont l'existence avait jusque-là été ignorée de son homonyme et qui fut écroué au dépôt de la préfecture de police, où Th. Ferré vint lui annoncer qu'il serait fusillé le lendemain. L'approche de l'armée française permit à ce malheureux de s'évader. Nous avons pu signaler cette erreur, dont la preuve est entre nos mains, mais combien d'autres, qui peut-être ont eu un dénoûment funeste, sont et resteront inconnues!

Ainsi que nous l'avons dit, chacun, jouant au dictateur, emprisonnait sans scrupule, et tenait à honneur de remplir les geôles : mais, entre tous, deux hommes, qu'il faut faire connaître, ont recherché les premiers rôles dans cette tragi-comédie burlesque et sanglante. Tous deux, sans foi ni loi, sans esprit ni cœur, sans autre énergie que celle qui résulte d'une absence radicale de moralité, sans autre instruction que celle que l'on ramasse dans les brasseries et les cabarets, ont été les metteurs en œuvre de la plus basse expression des illégalités sauvages de la commune. L'un est Raoul Rigault, l'autre est Théophile Ferré, deux jeunes gens de vingt-cinq ans environ, deux galopins sinistres, qui firent le mal pour le mal. Raoul Rigault était un lourd garçon, débraillé, de chevelure et de barbe incultes, solide des épaules, bas sur jambes, myope, l'œil ferme, le nez impudent, la bouche sensuelle, assez épris du bon vin, parlant, criant, gesticulant à tout propos, se bourrant de tabac à priser entre chaque phrase, étonnant les novices par sa faconde, presque célèbre dans le quartier des Écoles et fort apprécié des filles de bas étage. Demi-étudiant, demi-journaliste, sans courage au travail, sans talent d'écrivain, répétant comme vérités sublimes toutes les niaiseries ramassées dans *l'Ami du peuple* et dans le *Père Duchêne,* il passait pour fort parce qu'il était grossier, pour énergique parce qu'il était cruel, pour intelligent parce qu'il était hâbleur. Quelques condamnations, « obtenues, » vers la fin de l'empire, pour des articles publiés dans une de ces petites feuilles éphémères que l'on appelait alors les journaux « de la rive gauche, » lui permirent d'être un peu « martyr » et de rêver des vengeances prochaines, au nom de ses principes outragés par « les sicaires de la tyrannie. » Il était le promoteur de toutes les minces émeutes du quartier latin, des troubles d'amphithéâtre, racolait des turbulens, et, menaçant du doigt ceux qui n'écoutaient pas ses injonctions, il leur disait : « Toi! j'aurai ta tête. » Il avait inventé un nouveau mode de justice qu'il appelait « le jugement par les *impairs :* » les pères eussent été jugés par

leurs fils, les gendarmes par les détenus, les officiers par les soldats, les magistrats par les condamnés. La guillotine lui paraissait lente et arriérée, il la remplaçait par une batterie électrique, qui pouvait facilement tuer 500 réactionnaires en une minute. On riait de ces boutades, on croyait à trop de jeunesse qui s'épanchait en violences incompréhensibles; ce petit homme charnu et crasseux racontait tout haut ses rêves, et il a su les réaliser.

Il était le chef d'un groupe peu nombreux qui ne reconnaissait qu'un maître, celui que l'on appelait familièrement le vieux, c'est-à-dire Blanqui. Or Blanqui savait à quoi s'en tenir sur Rigault et disait de lui : « Comme homme, ce n'est qu'un gamin; mais c'est un policier de premier ordre. » Le fait était vrai et très remarquable. Raoul Rigault avait le génie de la police, et il est certain que, s'il eût vécu, il eût cédé à sa passion dominante et serait devenu un redoutable agent secret, semblable aux vieux braconniers qui se font gardes-chasse. Il avait fait une étude particulière des agens de la préfecture; il connaissait ceux des mœurs, ceux de la sûreté, ceux des garnis, ceux des brigades de recherche; il redoutait surtout ceux du contrôle et excellait à déjouer ceux de Lagrange, qui alors était chargé du bureau politique de la préfecture de police. Sa grande joie était de suivre ceux-ci, de les « filer, » de lier conversation avec eux, de les conduire dans quelque brasserie du quartier et de les griser abominablement. Alors il était enchanté, et dans son sot langage il disait à ses amis émerveillés : « J'ai laissé le *roussin* sous la table. » Il ne pouvait seul suffire aux exigences de sa propre police, il façonnait des élèves et commandait une sorte de brigade volante qui bien souvent a contre-battu la police régulière. Sa grande préoccupation était de faire connaître à ses acolytes les agens secrets qu'ils avaient à redouter; pour cela, il fallait les leur montrer afin de dévisager leurs traits et les éventer partout où l'on pourrait les apercevoir. Aussi allait-il souvent, suivi de deux amis qu'il formait, rôder entre onze heures du soir et une heure du matin aux environs de la préfecture, regardant les passans et désignant à ses élèves ceux qu'il savait appartenir à la police. Une nuit de clair de lune qu'il se promenait avec deux néophytes sur le quai des Orfévres, il vit venir Lagrange; celui-ci reconnut Rigault, sans même avoir l'air de le regarder, continua sa route et se dirigea vers la rue de Jérusalem. Rigault, que Blanqui jugeait bien et qui était véritablement « un gamin, » ne put s'empêcher de faire une plaisanterie; il réunit ses deux mains en porte-voix autour de sa bouche et cria : « Bonjour, Lagrange! » Celui-ci pivota sur ses talons, vint droit à Rigault, placé entre ses deux amis, et, feignant de le reconnaître tout à coup, il lui dit : « Ah! c'est toi! Je suis content de te voir; le patron est furieux; dépêche-

toi donc d'envoyer ton rapport, sans cela tu n'auras pas de gratification ce mois-ci. » Puis il fit volte-face et s'éloigna. Au bout de quelques pas, il se retourna, et le spectacle qu'il vit eut de quoi le faire sourire. Rigault, renversé sur le trottoir, était roué de coups par ses deux élèves, qui le prenaient sérieusement pour un « mouchard. » Lagrange alors lui cria de sa plus forte voix : « Bonsoir, Rigault ! » et pénétra dans la préfecture.

Si l'on se trompa sur son compte, il faut lui rendre cette justice qu'il ne trompa personne; il se découvrait tout entier et montrait orgueilleusement l'eczéma de haine qui le brûlait. Il dédaignait les subterfuges familiers aux ambiteux; il ne parlait ni d'égalité ni de liberté, encore moins de fraternité; il disait : « Quand nous serons les maîtres,... quand nous serons au pouvoir ! » Dans un des procès politiques où il fut compromis, le procureur impérial, — qu'il appela tout le temps l'accusateur public, — le recommandait, à cause de son extrême jeunesse, à l'indulgence du tribunal; Raoul Rigault l'interrompit : « Je repousse votre indulgence, car, lorsque j'aurai le pouvoir, je ne vous ferai pas grâce. » Il méprisait Robespierre, qu'il appelait « un parlotteur intarissable, » il trouvait Saint-Just « sans énergie » et Couthon « une vieille béquille. » Dans toute la révolution française, il n'admirait que deux hommes : Hébert et Marat, un escroc et un fou. Il aspirait à les égaler : il les dépassa. La vue d'une soutane ou d'une église le mettait en fureur; lui aussi il eût volontiers « étranglé le dernier des prêtres avec les boyaux du dernier des rois; » jamais il ne prononçait le mot *saint* ni le mot *sainte*; il disait : la rue « Hya-Michel » pour la rue Saint-Hyacinthe-Saint-Michel. Ces puérilités amusaient et lui faisaient parfois un langage difficile à comprendre, mais qui lui donnait à bon marché un certain renom d'originalité dont il se montrait fier, car il était vaniteux comme un geai. On ne sait trop de quelles ressources il vivait; d'assez méchans bruits ont couru à cet égard dans le quartier latin, mais nous ne devons pas nous en faire l'écho, car rien dans les documens que nous avons eus à notre disposition ne semble les justifier.

Après le 4 septembre, il put saisir son rêve et entrer à la préfecture de police, où le comte de Kératry l'installa, précisément au service politique, à la place de Lagrange. Il était là, beaucoup moins pour aider le gouvernement de la défense nationale que pour profiter de toute occasion propice à le renverser. Il était dans le complot du 31 octobre, fut nommé préfet de police par Blanqui, et se préparait à prendre possession, lorsque le mouvement avorta. Il fut forcé de donner sa démission, mais il ne quitta pas son poste sans emporter force documens qui plus tard ne lui furent pas inutiles, entre autres le livre d'adresses de tous les employés de la pré-

fecture. Il revint à la vie privée et se contenta de pérorer dans les cabarets, au lieu de se joindre à nos débris d'armée qui luttaient contre l'ennemi aux avant-postes. Il était officier d'artillerie, comme tous les révolutionnaires, dont le rêve est d'avoir des canons pour faciliter l'application de leurs théories; lorsqu'on lui reprochait son inaction, il répondait négligemment : « Je suis artilleur en chambre. » Ce n'est pas que cet homme fût lâche, il sut bien mourir, mais, ainsi que tous ses congénères, il se réservait pour le grand jour des revendications sociales, c'est-à-dire pour le jour où il pourrait s'emparer du pouvoir.

Pour lui, comme pour tant d'autres, ce jour vint le 18 mars. Duval, s'étant saisi de la préfecture de police, entièrement abandonnée, par ordre supérieur, de tous les employés et de tous les agens, en était naturellement le commandant militaire; Raoul Rigault lui fut adjoint comme délégué civil, dès le 27 mars, par le comité central. Il n'avait pas attendu sa nomination officielle, et il s'était de sa propre autorité installé le 20. Le 28, il est élu membre de la commune, dans le VIIIe arrondissement, par 2,175 voix sur 17,825 électeurs inscrits; le 30, il est nommé membre de la sûreté générale; le 25 avril il donne sa démission de délégué à la préfecture de police, à la suite d'une scène assez vive au conseil de la commune. On lui reprochait les nombreuses et arbitraires arrestations qu'il faisait opérer; Vésinier, Pillot, Rastoul, proposaient l'adoption de la motion suivante : « La commune décrète, au nom du droit et de l'humanité, l'abolition du secret. » Raoul Rigault combattit le projet; on lui dit : « Le secret est immoral; » il répondit : « Qu'est-ce que cela me fait, si j'en ai besoin? La guerre aussi est immorale, et cependant nous la faisons. » Il se retira, mais, ressuscitant pour lui une des fonctions les plus coupables de la révolution française, il se fit nommer procureur de la commune, le 27 avril, et devint de la sorte le chef hiérarchique de son remplaçant, qui fut un ivrogne nommé Cournet, aimant la bonne chère et ayant rendu quelques services aux détenus, moyennant bonne rémunération. Raoul Rigault, après avoir quitté les appartemens de l'ancien préfet de police, s'installa au Palais de Justice, au parquet du procureur général près la cour de cassation, toujours vêtu en commandant des fédérés, et d'une tenue un peu plus soignée depuis qu'il était « le maître. » Dans certains cas, il dirigeait lui-même les recherches qu'il avait prescrites; sur dix-sept perquisitions qui furent faites, pendant la commune, au domicile de M. Zangiacomi, il en présida trois lui-même.

Les hommes de la commune qui ont traversé la préfecture de police ne se distinguaient ni par la sobriété, ni par la tempérance. Le général Duval, Raoul Rigault, Cournet, mangeaient copieuse-

ment, buvaient de même, se faisaient donner des sérénades pendant les repas du soir et oubliaient complétement la sueur du peuple. Les comptes du restaurateur Martin, qui fournissait leur table, sont intéressans à étudier. Le 21 avril 1871, il est payé et donne, entre les mains du citoyen Replan, caissier principal, reçu de la somme *de dix mille huit cent cinquante-deux francs pour solde de nourriture jusqu'au 22 avril.* Suit le détail où l'on peut lire : « Table de M. le préfet, 7,541 fr. » Moyenne de 228 fr. 51 cent. par jour, qui équivaut à une dépense annuelle de 83,406 fr. Il en fut ainsi jusqu'à la fin. Quelques chiffres expliqueront ces dépenses excessives : — 25 mars, déjeuner du général (Duval), 15 couverts, 74 bouteilles de vin de Beaune; — 18 avril, déjeuner du préfet, 13 couverts, 48 bouteilles de mâcon, 2 bouteilles de « cognac; » — 1er mai, déjeuner du préfet, 10 couverts, 48 bouteilles de mâcon, 3 bouteilles de cognac; — 7 mai, pour la musique, 27 bouteilles de mâcon (ceci, bien entendu, sans préjudice des grands vins que l'on trouvait en abondance dans la cave très bien fournie des préfets de police). — Comme les autres, Raoul Rigault pateaugea à travers le vin et l'eau-de-vie. Il ne s'était jamais du reste piqué d'une grande pureté de mœurs, et il prouva, pendant les deux mois de la commune, qu'il ne dédaignait aucune sorte de jouissances. Il n'était point scrupuleux en matière d'argent : un garde-magasin nommé Ernest Robert est arrêté, le 3 avril, par Benjamin Sicard, attaché à l'état-major de la préfecture; on saisit en même temps chez lui une somme de 401 francs. Robert est mis en liberté le 10 avril, réclame son argent, rédige une note où il relate les faits et l'adresse à Raoul Rigault, qui écrit : *Payer les 401 francs qui sont entrés dans le tiroir de droite du bureau et qui ont servi à nos dépenses courantes.* A vue de cet ordre, le caissier paya. La comptabilité paraît n'avoir pas été tenue avec une régularité irréprochable : *8 mai 1871, Bon pour la somme de cent vingt mille francs à délivrer pour les besoins de l'ex-préfecture de police. — Signé :* F. Cournet. — Deux jours après, la somme était versée par la délégation des finances; elle explique une assez forte distribution d'argent qui fut faite, le 18 ou le 19, aux principaux employés lorsque l'on sentait que tout allait s'écrouler. Le 16 mai, Théophile Ferré prend aussi ses précautions et se prépare aux éventualités qui deviennent menaçantes. Voici son reçu : *Reçu du citoyen Replan la somme de six mille francs pour frais faits ou à faire.* — Est-ce sur ces fonds-là que l'on devait prélever l'argent nécessaire à la confection de la décoration que Raoul Rigault avait décidé de créer ou de décréter? Médaille d'or; face : la commune reconnaissante; revers : le triangle surmonté du bonnet phrygien; ruban rouge traversé de la croix de Saint-André blanche.

Le rêve de Raoul Rigault était d'imiter Hébert; le rêve de Théophile Ferré était simplement d'imiter Rigault. Entre ces deux êtres, à qui une haine commune servait de point de jonction, l'émulation du mal fut constante. Rigault avait une certaine prestance juvénile et remuante; chez Ferré, rien de pareil; c'est un avorton chétif et mal venu, portant une tête trop longue sur un corps trop court. Ses cheveux abondans, sa forte barbe noire, ne rendaient que plus sensible encore l'absence d'équilibre de son individu; myope aussi, comme son émule et son maître, il avait des yeux noirs assez doux, un peu extatiques, semblables à ceux des aliénés théomanes, indice curieux à constater chez un homme qui fut le type de l'inquisiteur forcené, tel que le représentent les drames moyen âge; son visage eût été assez régulier, s'il n'eût été enlaidi et vraiment difformé par un nez démesuré, crochu, qui donnait à toute sa physionomie l'apparence d'un vautour inquiet. Il n'ignorait pas sa laideur, et celle-ci fut pour beaucoup dans sa violence préméditée; un document écrit par lui le 8 octobre 1862, alors qu'il n'était encore qu'un enfant, et qui fut trouvé à son domicile, ne laisse aucun doute à cet égard et mérite d'être cité tout entier :

« *Inconvéniens d'une petite taille et des ridicules :* J'ai le malheur d'avoir un nez passablement long; personne ne s'imaginera jamais combien jusqu'à présent il m'a occasionné de désagrément; mais il faut dire aussi que ma petite taille, la croissance de mes moustaches, y ont un peu contribué. Dans la rue, on se retourne pour bien m'observer, on sourit, les gamins se moquent de moi et me donnent des sobriquets. Aux écoles où j'ai été, j'ai toujours eu des surnoms, tels que : *Fée carabosse, Maréchal nez.* Quelquefois je ne supportais pas ces interpellations, alors une querelle surgissait, qui finissait par quelques horions donnés et reçus des deux côtés. Je suis aussi, chez mes parens, la risée des personnes qui viennent les voir; chez mon patron, mon physique n'étant pas favorable, on ne peut s'imaginer que je vaille quelque chose; ne représentant pas, on se figure que je suis sans capacité aucune. Lorsque je suis en société avec des personnes instruites, de crainte de faire des fautes de langage, je deviens timide, je ne puis parler; alors je bredouille, ce qui n'est pas un bon moyen de prouver mon intelligence. Outre cela, je suis mal vêtu, ce qui me donne l'air emprunté et gauche; je suis orgueilleux; alors je me redresse et j'ai tout à fait l'air d'une caricature. Enfin, pour finir, j'ai des pensées fort au-dessus d'un jeune homme de mon âge; je veux paraître sérieux et sévère, et tout cela ne cadre pas avec ma figure de *Polichinelle.* Allons, pauvre ami, sois fort, dédaigne les mauvaises paroles qu'on te dira; aie du cœur et de l'énergie, tu parviendras, et personne n'aura rien à te réclamer. Il existe un proverbe à Paris où il est dit:

« Ceux qui réussissent ont toujours raison; ceux qui n'arrivent pas, toujours tort; » tâche que la première partie d'icelui soit vraie pour toi! »

Rien n'est plus explicite que cette confession. Ce fantoche, fatigué de faire rire, voulut faire peur; se sachant grotesque, il rêva d'être terrible, et le fut. Il y eut des aliénés parmi ses proches, et on peut admettre, pour l'honneur de l'espèce humaine, qu'il n'était pas sain d'esprit. Son père, ancien cocher de bonne maison, retiré avec le fruit de ses économies, l'avait fait élever chez les frères de la doctrine chrétienne, et ensuite chez un sieur L..., dont la pension fut fermée à cause de l'enseignement ultra-matérialiste que l'on y distribuait. Ses « études » terminées, Th. Ferré entra comme clerc ou employé comptable chez un agent d'affaires. C'est là que la commune le trouva : elle en fit sa bête féroce. Il avait déjà une certaine notoriété parmi les révolutionnaires. Lors de la manifestation Baudin, au cimetière Montmartre, il s'était juché sur une tombe et avait crié : « La convention aux Tuileries! La raison à Notre-Dame! » Le 6 janvier 1869, à une réunion au cabaret du Vieux-Chêne, rue Mouffetard, il avait dit : « La bourgeoisie vit des sueurs du peuple... La force, qui nous opprime aujourd'hui, nous pourrons l'avoir un jour, et nous l'écraserons! » C'étaient là des titres sérieux; il les fit valoir, et, dès le mois d'octobre 1870, il est à la tête du comité de vigilance, qui siége rue Clignancourt, n° 41. Il eut grand soin du reste de ne point exposer sa chétive personne pendant la guerre, et n'alla pas au feu une seule fois. Il fut élu membre de la commune et attaché, le 30 mars, à la commission de sûreté générale; c'est en cette qualité que le 28 avril il demandait l'exécution immédiate des otages, simplement pour « affirmer les principes. » Le 5 mai, Raoul Rigault le rapproche de lui, sous le titre de substitut de procureur de la commune; enfin, lorsque le fort d'Issy est occupé par nos troupes, que l'on se prépare à une résistance qui ne fera qu'augmenter la défaite, que l'on médite des cruautés sans exemple, Th. Ferré est délégué à la sûreté générale, autrement dit, il est élevé à la fonction d'exécuteur des hautes œuvres de la commune. — On sait s'il fut fidèle à son mandat. Aux dernières heures de la bataille, lorsque, seul, Belleville tenait encore, Ferré coupa lestement sa barbe, mit son petit corps en jupes, s'accrocha un chignon — *réquisitionné* — derrière la tête, et s'esquiva. Il fut arrêté dans la nuit du 9 au 10 juillet 1871, rue Saint-Sauveur, n° 6, dans un appartement qu'il partageait avec un ouvrier tapissier qui était son frère. Il fut hautain et railleur pendant son procès; quoiqu'il eût assuré qu'il ne se défendrait pas, il rétorqua avec habileté des dépositions erronées sur le rôle qu'il avait joué à la Grande-Roquette dans la journée du 27 mai et accepta la res-

ponsabilité de tous ses actes. Au plateau de Satory, il écouta sans pâlir la lecture du jugement qui le condamnait à être fusillé, jeta son chapeau en l'air, cria : Vive la commune! et mourut. De sa petite et ferme écriture, il avait libellé un projet de défense qui se termine par ces mots : « La fortune est capricieuse; je confie à l'avenir le soin de ma mémoire et de ma vengeance! »

On ne peut dire que Raoul Rigault et Ferré furent les hommes de la commune; celle-ci n'eut point d'hommes, elle n'eut que des spectres, des fantômes perdus dans les ombres du passé, que le besoin d'imitation poussa aux violences, mais qui ne surent formuler aucune idée nouvelle. Mais ces deux cabotins de la terreur firent un mal incalculable en excitant toujours le troupeau des rêveurs aux mesures excessives. En révolution, il s'agit de crier le plus fort pour être le mieux écouté. Dans son livre *De Paris à Cayenne* (page 59), Delescluze a écrit : « L'interdiction des droits civiques devrait, en équité, suffire à la répression des délits politiques. » Il avait raison; il eût pu faire appliquer cette loi relativement douce s'il eût été le maître, mais il cédait à la majorité, conduite par les énergumènes qui rêvaient l'échafaud en permanence et la fusillade continue. « On a vu dans les clubs, dit Stendhal, pendant la révolution, que toute société qui a peur est à son insu dominée et conduite par ceux de ses membres qui ont le moins de lumières et plus de folie. » Cette vérité est incontestable, toute l'histoire de la commune lui donne une force nouvelle. Sans excuser en rien la criminelle insurrection du 18 mars et l'étrange gouvernement qui en est issu, on peut dire cependant que celui-ci comptait certains hommes sans fiel ni méchanceté; ils sont restés impuissans et débiles; ils n'ont pas accepté, ils ont subi les motions sanguinaires, mais il leur a été impossible de les faire ajourner. Comme au temps du despotisme jacobin, le modérantisme était un crime, et sous peine grave il fallait hurler avec les loups, hurler plus fort, afin de n'être pas dévoré par eux. La tourbe brutale et bestiale des officiers fédérés était certes prête à tous les méfaits : les massacres lui ont semblé justes, et les incendies ne lui ont pas déplu; mais ces grands malheurs auraient pu être évités si les chefs de la résistance, les membres de la commune n'avaient été entraînés jusqu'à la monomanie homicide par les exhortations, les railleries, les menaces, les objurgations de Raoul Rigault et de Ferré, deux horribles drôles que l'histoire ne pourra que rejeter comme elle a déjà vomi Hébert et Marat. Bientôt nous les verrons à l'œuvre dans les prisons, qui furent bien réellement leur domaine, pendant toute la durée de la commune.

MAXIME DU CAMP.

LA

POÉSIE POPULAIRE EN FRANCE

ET

LA VIE RUSTIQUE

I. *Histoire du Lied*, par M. Édouard Schuré, 2e édit., 1877. — II. *Chansons populaires des provinces de France*, par MM. Champfleury et Wekerlin, 1860. — III. *Chants populaires du pays messin*, recueillis par le comte de Puymaigre, 1865. — IV. *Noëls et Chants populaires de la Franche-Comté*, par M. Max Buchon, 1863. — V. *Chants et Chansons populaires des provinces de l'ouest*, par M. Jérôme Bujeaud, 2 vol., 1866.

I.

« La poësie populaire et purement naturelle a des naïfvetez et graces, par où elle se compare à la principale beauté de la poësie parfaicte selon l'art, comme il se veoid ez villanelles de Gascoigne, et aux chansons qu'on nous rapporte des nations qui n'ont cognoissance d'aulcune science, ny mesme d'escripture; la poësie médiocre qui s'arreste entre les deux est desdaignée, sans honneur et sans prix. » — C'est Michel Montaigne qui écrivait cela au XVIe siècle, et depuis lors la poésie populaire n'a guère préoccupé nos grands écrivains, prosateurs ou poètes. Molière cependant goûtait la chanson de *Ma mie* et du *roi Henry*, et la préférait aux préciosités des faiseurs de madrigaux à la mode. Le plus humain et le plus original de nos poètes, avec La Fontaine, s'est seul souvenu dans

le grand siècle qu'il y avait, loin des sommets du Parnasse classique, un réservoir de franche poésie dont les eaux vives arrosaient sourdement tout le sol des provinces de France. Le grand courant poétique officiel roulait dans une autre direction ; il s'alimentait aux sources grecques et latines, et ses eaux méthodiquement canalisées reflétaient avec solennité les statues mythologiques, les charmilles taillées au cordeau et les grands arbres symétriques dont ses rives étaient décorées. Ni le XVIII[e] siècle avec ses préoccupations philosophiques, ni même l'époque romantique, dont l'attention était absorbée par l'étude des littératures germaniques, ne semblèrent se douter qu'il y avait sur le sol même du pays natal une source bien autrement vivace et rafraîchissante que les traductions grecques, romaines ou anglo-saxonnes. Pendant ce temps, la poésie populaire continuait à répandre obscurément ses eaux vierges; elle s'éparpillait en centaines de ruisselets courant au hasard à travers nos provinces, sautillant sous bois dans les montagnes des Vosges et du Jura, murmurant le long des terres à blé de la Lorraine, au bord des chemins creux du Poitou, ou se perdant en flaques solitaires dans les landes mélancoliques de la Bretagne et du Berry.

Je me souviens toujours avec émotion du moment où le charme de la poésie populaire me fut révélé. C'était dans une petite ville poitevine; je sortais du collége, saturé de formules scolastiques et grisé par les lectures romantiques que je faisais en guise d'école buissonnière. Un matin d'été, au petit jour, je dormais fenêtres ouvertes, quand je fus réveillé par la voix d'un jeune garçon menant ses chevaux à l'abreuvoir. Dans la rue vide et sonore, à travers le piétinement des chevaux, montaient ces paroles que le conducteur chantait à plein gosier :

> Elle a son doux berger
> Qui vient la voir souvent.
> — Hé! levez-vous, bergère.
> Hé! levez-vous, car il est jour;
> Les moutons sont en plaine,
> Le soleil luit partout...

Mais les paroles ne sont rien, détachées de la musique. Il fallait entendre cet air d'abord traînant et rhythmé comme du plain-chant, puis tout à coup s'envolant en notes gaies, sonores, légères, comme autant d'alouettes à l'essor. Il me sembla que je voyais soudain le ciel s'illuminer et que j'assistais au réveil de la terre. A partir de ce matin, je subis la séduction de la muse rustique et je me mis en quête de chansons paysannes. Ce coin de province était fait à souhait pour cette recherche; les chemins de fer ne l'avaient pas encore traversé et les traditions populaires s'y étaient conservées intactes.

Je les retrouvais partout : à l'ombre des *bouchures* (haies) où les bergères chantaient en filant au fuseau, dans les *ballades* où la vielle et la cornemuse jouaient encore le *bal* poitevin et les bourrées limousines. Le soir, quand les pastoures huchaient pour *arauder* leurs ouailles éparses dans les prés, les fuyantes vocalises de cette mélopée si bien en harmonie avec la tombée du soir se répétaient à chaque coin de la vallée; il me semblait alors que les temps primitifs se réveillaient et que, trois mille ans auparavant, les bergères celtes avaient dû se servir de ce même chant pour rappeler leurs troupeaux.

C'est là en effet un des précieux enchantemens de la poésie populaire; quand on la rencontre, on croit ressaisir le fil de l'antique tradition nationale, on se sent en sympathique communication avec ses plus lointains ancêtres. En face de ces monumens de l'histoire populaire, — contes, superstitions, coutumes, chansons, — on est ému comme si on était mis brusquement en présence d'un trisaïeul inconnu dans les traits duquel on retrouverait des airs de famille. On se sent rattaché au terroir de sa province par des racines nouvelles et plus profondes. C'est qu'on a tout à coup entendu sourdre sous le sol le grand courant de poésie primitive, qui est en quelque sorte le fonds commun de la race et qui s'est conservé plus vivace en pleins champs et en plein air.

La vie rustique est imprégnée de cette poésie élémentaire. Le paysan, qui est sans cesse en communication directe avec le sol, la porte inconsciemment avec lui. Elle se révèle dans tous les actes de son existence; dans ses chants, dans ses croyances, ses proverbes, ses mots de tous les jours. Quand on étudie attentivement la langue campagnarde, on est tout étonné d'y découvrir à chaque instant des images saisissantes et colorées. S'il vente frais, le paysan vous dit que l'air est *gai*; si la chaleur est lourde et le ciel couvert, le temps est *malade*. A-t-on jamais peint la physionomie capricieuse et perfide des jours d'avril avec plus de bonheur que dans ce proverbe rustique :

Il n'est si joli mois d'avril
Qui n'ait son chapeau de grésil.

En Touraine, les femmes qui ont reçu une donation par contrat de mariage disent que leur mari « leur a payé leur jeunesse. » Nul poète mieux que le paysan n'est prompt à personnifier les objets inanimés. — Ces terres ne rendent rien, me répétait un jour un laboureur; on a beau les fumer, elles ne sont pas *reconnaissantes*. — Une autre fois un braconnier, voulant, dans un récit de chasse, me décrire la physionomie du terrain où il chassait et l'état de la tem-

pérature, s'écriait : — Il n'avait pas neigé dru, mais il était tombé une *sucrée* de neige. — Et il en est ainsi de toutes choses dans la vie rustique; l'imagination enfantine du paysan les lui peint immédiatement sous une forme vivante, pittoresque toujours et souvent poétique. Y a-t-il dans la poésie des lettrés un cri plus lyrique et plus passionné que ces quatre vers d'une chanson de l'Angoumois :

Ah! soleil, fonds les rochers!
Ah! lune, bois les rivières!
Que je puisse regarder
Mon amant, qui est derrière...

Hélas! la centralisation arrive comme une marée montante, et, en France surtout, elle pousse de tous côtés dans les provinces les flots ternes et limoneux de ses grandes eaux. Même quand ce flot banal ne séjourne pas, après l'inondation le sol reste ensablé, et à la place où s'épanouissait l'originale floraison des coutumes et de la langue rustiques, on ne retrouve plus qu'une couche uniforme de gravier grisâtre. De jour en jour les costumes provinciaux disparaissent, les usages se perdent; les enfans d'à présent ne savent plus parler le patois de leur pays, et les jeunes gens ont oublié les chansons de leurs pères. L'antique province avec sa physionomie si personnelle et si variée de couleur n'existe déjà plus que comme une aïeule agonisante. Elle ne se rappelle plus la langue d'autrefois ou elle n'en répète plus que des lambeaux incohérens. Encore un peu de temps, et elle sera tout à fait morte; alors on s'apercevra qu'elle avait du bon et on se disputera ses reliques.

Depuis une vingtaine d'années, on commence déjà à comprendre qu'on possède un trésor et qu'on l'a laissé s'éparpiller. Voilà longtemps que chez nos voisins, en Angleterre, en Allemagne, en Italie, on s'est occupé de recueillir pieusement les vieilles traditions et les chants populaires; chez nous, on a procédé lentement et dédaigneusement à ce travail tardif. Un grand romancier, George Sand, et un poète, Gérard de Nerval, furent les premiers à signaler les richesses qu'on laissait perdre. Un peu plus tard, M. Fortoul, pendant son passage au ministère de l'instruction publique, conçut le projet de publier un recueil de nos chansons populaires; mais il confia le soin d'utiliser les documens recueillis en province à des historiens et à des érudits qui n'avaient pas la foi. Ils se mirent à la besogne sans conviction, et les matériaux amassés dorment encore aujourd'hui dans quelque coin de bibliothèque. Comme toujours, l'initiative privée a obtenu de meilleurs résultats. En 1860, un admirateur de la poésie rustique, M. Champfleury, publia, avec l'aide d'un savant compositeur, M. Wekerlin, un choix de chansons

glanées dans toutes les provinces de France. Trois recueils d'une véritable importance : le *Romancero de Champagne* de M. Tarbé (1863-64), les *Chants populaires du pays messin* de M. de Puymaigre (1865), les *Chants et Chansons populaires des provinces de l'ouest* de M. J. Bujeaud (1866), vinrent s'ajouter au travail intéressant de M. Max Buchon sur les chansons de la Franche-Comté, et au livre de M. de Beaurepaire sur celles de la Normandie. Enfin depuis peu un recueil dont le titre rappelle ingénieusement la fée poitevine qui bâtissait des châteaux par la seule vertu de son chant merveilleux, —*Mélusine*, — paraît sous la direction de MM. H. Gaidoz et E. Rolland, et se propose de devenir une sorte de répertoire périodique de la littérature mythologique et des traditions populaires des provinces de France.

Malheureusement pour l'art, presque toutes ces tentatives sont faites par des philologues, plus préoccupés de l'intérêt de la science que de celui de la poésie. Les érudits qui se dévouent à ce travail de sauvetage y recherchent avant tout la solution de certaines théories scientifiques encore très obscures; ils laissent négligemment à l'écart le côté esthétique du sujet. Or, en matière de poésie, je me défie un peu de tout philologue qui n'est pas doublé d'un poète. Le travail de ces terribles grammairiens me cause le même effroi que celui d'un entomologiste arrachant les ailes d'un papillon pour en analyser les écailles chatoyantes. Ils traitent comme une chose morte cette délicate fleur ailée qu'il ne faudrait toucher que du regard. Il est regrettable qu'il ne se soit pas trouvé en France de poètes assez érudits et patiens pour rendre à la poésie le service qu'ont rendu aux lettres allemandes Achim d'Arnim et Clément Brentano, lorsqu'ils ont rassemblé les chansons populaires de leur pays dans le recueil de l'*Enfant au cor enchanté (des Knaben Wunderhorn)*. Dans ses pages sur *l'Allemagne*, Henri Heine proclame très haut l'influence considérable qu'a eue la publication de ce recueil sur l'esprit des poètes de son temps. « Je ne saurais trop, dit-il, louer ce livre; il renferme les fleurs les plus délicates de l'esprit allemand, et quiconque voudra connaître le peuple allemand sous un aspect aimable, que celui-là lise ce livre. Il est ouvert devant moi en ce moment, et il me semble qu'il me parfume de l'odeur de nos tilleuls du nord... L'*Enfant au cor merveilleux* est un monument bien remarquable de notre littérature. Il a exercé une trop noble influence sur les lyriques de l'école romantique, particulièrement sur Uhland, pour le passer sous silence... »

Dans une étude très complète qu'il a faite sur le *lied* et la poésie populaire en Allemagne, M. Édouard Schuré démontre très bien à son tour quel profit ont tiré de l'étude des chansons populaires

les grands poètes de l'Allemagne : Goethe, Heine et Uhland. Il fait voir par de nombreux exemples quel sang jeune ces *lieder* du peuple ont infusé à la poésie lyrique. C'est en s'assimilant cette poésie rustique où le sentiment éclôt avec la spontanéité et la simplicité d'une fleur, que Goethe, Uhland et Heine ont trouvé pour leurs poèmes une forme colorée, vivante, précise et en même temps exempte de rhétorique et de déclamation. Après nous avoir révélé toutes ces merveilles lyriques qui sont le trésor de l'Allemagne lettrée, M. Édouard Schuré a été amené à conclure que, malgré le magnifique épanouissement de 1820, la poésie, chez nous, est, sur plusieurs points, inférieure à celle des Allemands. « Elle est, dit-il, plutôt un art de lettrés qu'une force vive, sortant des profondeurs de la nation et y faisant circuler la joie et l'enthousiasme. » A propos de cette infériorité, M. Schuré rappelle une observation qui lui a été faite à l'étranger, et que j'ai eu également l'occasion d'entendre formuler par des écrivains anglais et allemands : « Lorsqu'un étranger lit la plupart de nos grands poètes, il est frappé tout d'abord par le caractère oratoire qui défigure parfois leurs plus belles créations. Pourquoi tant de rhétorique et de vains ornemens? nous disent-ils. Vos poètes méditent, raisonnent et font la philosophie de leurs sentimens... C'est là de l'éloquence; mais le vrai poète n'a pas besoin de démonstration, sa muse le transporte bien au-dessus des luttes de l'école... Comment songerait-il à démontrer son amour et sa foi, puisqu'il en est pénétré jusqu'au fond de l'âme et ne fait qu'un avec eux?.. Vous autres, vous voulez tout dire et ne laisser rien deviner. Vous déclamez admirablement en vers, vous ne chantez pas. »

Il y a beaucoup de vrai dans cette critique. Comme remède, M. Schuré propose à nos poètes de suivre l'exemple des Allemands et de chercher dans les chansons populaires ce qui manque trop souvent à notre poésie lyrique : la sincérité, la sobriété et le sentiment spontané. Le conseil est excellent, et je suis persuadé pour ma part que, si notre art doit se renouveler, c'est là qu'il trouvera un rajeunissement; mais il est un point sur lequel je ne suis plus d'accord avec l'historien du *lied*, c'est lorsqu'il doute que notre poésie populaire ait le sang assez riche pour nourrir un art nouveau, et lorsqu'il engage les poètes à étudier surtout les chants populaires des nations voisines. Il me semble au contraire que c'est en s'assimilant les élémens tirés de notre propre fonds que nos poètes pourront se refaire un tempérament lyrique. Les poésies rustiques écloses dans nos provinces sont nombreuses et variées; elles ont le même charme que celles de nos voisins, les mêmes vertus et bien souvent la même origine. Les fleurs du bouquet

sont nées de semences également répandues sur tout le sol européen; seulement à celles qui ont germé en France, le terroir, la lumière et l'air ambiant ont donné une couleur et un parfum tout français. C'est cette couleur caractéristique qu'il faut se mettre dans les yeux; c'est ce parfum dont il faut s'imprégner pour redonner à la poésie française une saveur vraiment originale.

II.

L'ensemble des poésies rustiques déjà recueillies dans nos provinces permet d'embrasser tout le développement de la vie du paysan. La poésie populaire nous le montre depuis l'heure où, dans sa barcelonnette, il ouvre pour la première fois ses yeux au clair soleil, jusqu'au jour où il s'endort dans la bière faite avec les planches qu'a façonnées le *ségar* (1)

Dont la scie alerte et blanche
Danse et reluit au courant du moulin.

Dans les campagnes, la vie n'est pas toujours douce pour le nouveau-né. Le père et la mère sont aux champs, le marmot reste souvent seul à pleurer dans son berceau. Je me souviens d'avoir vu, au fond d'un village de Touraine, une maison de paysans dont les maîtres étaient en *métive* (en moisson). Au milieu de la chambre, il y avait une sorte de pilier auquel on avait accroché par des lisières deux enfans en bas âge. Leurs petits pieds encore mous chancelaient sur le pavé humide, et, pour toute distraction, les marmots tournaient le jour durant autour du poteau comme une chèvre autour de son piquet; mais, bien que l'enfant du paysan fasse de bonne heure l'apprentissage des rudesses de la vie, il n'en est pas moins aimé d'une certaine façon, et sa mère a un répertoire de jolis petits airs pour le bercer le soir dans son lit d'osier. Ces berceuses, qu'on nomme en Lorraine des *endormeuses,* ont toutes une mélodie câline et attendrie; les paroles n'y brillent pas par la logique, mais elles sont ingénieusement appropriées à l'intelligence naissante de l'enfant. Les phrases, sans rime ni raison, sont composées de mots lumineux et sonores destinés à agir sur la fraîche imagination du bambin :

Petite fille de Paris,
Prête-moi tes souliers gris
Pour aller en paradis.
Nous irons un à un
Au chemin des saints,

(1) *Ségar,* scieur de long (patois vosgien).

Deux à deux
Dans le chemin des cieux...

Parfois la berceuse se développe et prend les allures d'un petit drame, comme dans la *Noce du papillon;* l'enfant écoute avec ravissement ce récit où jouent un rôle tous les animaux que ses jeunes yeux ont déjà remarqués :

Ah! ah! papillon, marie-toi!
— Hélas! mon maître, je n'ai pas de quoi.
— Là, dans ma bergerie, j'ai cent moutons,
Ce s'ra pour faire la noce du papillon.

Et alors défilent toutes les bêtes du voisinage, chacune ayant un caractère et tenant un discours en rapport avec son genre de vie : le chien, le renard, le moineau, le *goret*, la perdrix et jusqu'au héron :

Ah! ah! que dit le héron?
— J'ai les ailes et le cou long,
J'irai à la rivière pêcher le poisson,
Ce s'ra pour faire la noce du papillon...

A chaque apparition d'un nouveau personnage, la scène change et une nouvelle perspective s'ouvre à l'esprit de l'enfant, jusqu'à ce que, charmé, il glisse doucement de la rêverie dans le rêve, et du rêve dans le bon sommeil profond de l'enfance.

Peu à peu les années s'ajoutent aux années, les jambes du bambin deviennent plus solides, le sang coule dans ses veines comme du vif-argent; il lui faut remuer sans cesse, *gibler* au grand air comme un écureuil. Alors les rondes succèdent aux berceuses et retiennent le soir des bandes de garçonnets et de fillettes devant les portes ou dans les granges. Le répertoire de ces rondes françaises, si alertes, si sautillantes et si gaies, est aussi varié et abondant que les herbes d'une prairie. Il y en a de dramatiques comme le *Pont du nord*, de galantes comme les *Trois filles dans un pré* ou *Cécilia*, d'ironiques comme celle-ci, qui est originaire du Poitou, et dont le mouvement est si bien rhythmé, qu'on croit voir à tout moment tournoyer la chaîne des danseurs :

Derrière chez mon père
Il y a un étang,
Trois jeunes demoiselles
S'y vont promenant.
Vous qui menez la ronde,
Menez-la rondement.

En chemin, les trois demoiselles rencontrent un pèlerin qui les

implore, mais les belles n'ont pas le cœur tendre et elles rabrouent le quémandeur indiscret :

Avoir pitié des hommes,
Nous n'avons pas le temps.
Les garçons sont volages
Comme la feuille au vent.
Vous qui menez la ronde,
Menez-la rondement.

Avec l'arrière-saison finissent les rondes en plein air, mais, l'hiver venu, les chansons ne chôment pas; au contraire, elles éclatent de plus belle dans le fournil où l'on brise les noix pour faire de l'huile, dans les *veilloirs* où l'on teille le chanvre et où les grands garçons viennent *dailler* aux fenêtres, c'est-à-dire intriguer du dehors les filles blotties autour de la lampe. C'est alors que les enfans écoutent, bouche bée et les yeux écarquillés, les noëls, les complaintes, les chansons d'aventure, que psalmodient les vieilles fileuses et où le merveilleux joue un rôle important. Dans ses chants, le paysan semble poursuivi du besoin d'oublier les laideurs de sa vie de tous les jours. Il n'y parle que de châteaux, de princesses, de jardins pleins de fleurs, de vaisseaux chargés d'or et d'argent. Toutes les filles y ont la main blanche, tous les galans portent des habits « bordés de dentelles » et des chapeaux de velours. Le journalier en sabots, aux habits terreux, occupé à remuer la glèbe, trompe sa misère avec des mots tout reluisans de richesse, comme certains pauvres diables trompent leur faim en lisant les descriptions savoureuses d'un livre de cuisine. Parfois ces ballades de la veillée ont une certaine valeur historique. En voici une, par exemple, qui donne en quelques couplets, avec un relief étonnant, le caractère et les mœurs d'une époque :

Le roi a fait battre tambour
  Pour voir toutes ces dames,
Et la première qu'il a vue
  Lui a ravi son âme.

— Marquis, dis-moi, la connais-tu?
  Qui est cette jolie dame?..
Et le marquis a répondu :
  — Sire roi, c'est ma femme.

Le roi est amoureux, et le marquis est ambitieux; il pense, comme dans *Amphitryon*, que

Un partage avec Jupiter
N'a rien du tout qui déshonore.

Le roi le fera « beau maréchal de France, » on l'enverra guerroyer au loin, et la marquise deviendra une maîtresse royale. Tout cela est dit en douze vers, et le pauvre mari, moitié de gré, moitié de force, prend congé de sa femme :

« Adieu, ma mie, adieu, mon cœur,
Adieu, mon espérance!
Puisqu'il te faut servir le roi
Séparons-nous d'ensemble... »

— La reine a fait faire un bouquet
De belles fleurs de *lyse*,
Et la senteur de ce bouquet
Fit mourir la marquise.

C'est tout. Je ne crois pas qu'il y ait dans les *Volkslieder* ni dans les *Novellieri* italiens un récit plus court, plus net, ayant en même temps plus de mouvement et de couleur poétique que cette chanson de vingt-huit vers. Les figures y sont peintes d'un trait, et elles vivent. On voit le roi vert-galant et tout-puissant, le courtisan ambitieux, amoureux et obéissant, la femme à la fois éblouie et craintive, et la reine jalouse et sacrifiée, qui se venge à la façon du XVIe siècle, en empoisonnant sa rivale dans un bouquet.

A côté de ce petit drame, voici la *Complainte de Jésus-Christ*, colorée et mystique comme un vitrail du moyen âge. — Pour éprouver les cœurs de deux époux, Jésus-Christ s'habille en pauvre et va demander à la porte de leur logis « les miettes de la table. » Le mari repousse ce mendiant avec la rudesse d'un rustre avare et positif :

Les miettes de notre table,
Les chiens les mangeront bien;
Ils nous rapportent des lièvres,
Toi, tu ne rapportes rien.

Mais la femme est charitable, elle fait entrer le vagabond, qui tout à coup se tranfigure devant elle :

Comme ils montaient les degrés,
Trois beaux anges les éclairaient...
— Ah! ne craignez rien, madame,
C'est la lune qui paraît.

En quatre vers, on a un tableau d'une exquise délicatesse. Rien de plus charmant que la façon dont Jésus-Christ rassure cette femme effrayée de se trouver en face d'un dieu au cortége resplendissant.

Si la *Complainte de Jésus-Christ* a un caractère mystique, la ballade du *Roi Renaud*, telle qu'on la chante dans le pays messin, a

une tournure grandiose et épique. On la croirait détachée d'une chanson de geste :

Le roi Renaud de la guerre revint,
Ses entrailles portait dans ses mains.

Sa mère l'aperçoit venir,
Elle en a le cœur réjoui.
— Mon fils Renaud, réjouis-toi,
Ta femme est accouchée d'un roi.

Mais le roi Renaud n'a plus le cœur à se réjouir, il se fait dresser « un blanc lit » et il y meurt en recommandant que l'accouchée n'en sache rien. Pendant ce temps, dans sa chambre, la jeune reine entend le bruit des apprêts funèbres et s'inquiète. La mère s'efforce de mentir pour la rassurer, mais elle est vite à bout de mensonges :

Quand commencent les litanies et chants,
Les patureaux s'en vont disant :

« Voilà la femme de ce grand roi
Qu'on enterra hier au soir. »

— Dites-moi, ma mère, ma mie,
Qu'est-ce que ces patureaux ont dit?

— Ma fille, je ne puis le cacher,
Le roi Renaud est décédé.

L'épouse alors s'en va dans l'église, où est le tombeau de son mari, et elle a un cri qui cette fois doit réjouir le mort dans son cercueil :

— Tenez, ma mère, voici les clés
De toutes mes villes et cités.

Prenez mes bagues et joyaux,
Ayez soin de mon fils Renaud,
Je veux mourir sur ce tombeau.

Pour montrer combien est variée et riche cette mine des chansons populaires, je veux citer encore une sorte de féerie dont la fantaisie eût été digne d'inspirer le *Plongeur* de Schiller ou la *Lorelei* de Heine. C'est la ballade poitevine des *Clés d'or*. Un amoureux croit entendre son amie pleurer au sommet d'un rocher qui surplombe au-dessus de la mer; il accourt et questionne la jeune fille éplorée :

— Oh! qu'avez-vous la belle,
Qu'avez-vous à pleurer?
— Les clés d'or de mon père
Dans la mer sont tombées...

J'aimerai toujours ma Nanon
Qui tient mon cœur en prison.

La belle promet « ses amours » à celui qui ira chercher les clés. L'amant se déshabille, plonge dans la mer une première fois et ne trouve rien :

Du second coup qu'il plonge
Jusqu'au sable a été;
Du troisièm' coup qu'il plonge,
Dans la mer s'est noyé...
J'aimerai toujours ma Nanon
Qui tient mon cœur en prison.

N'y a ni poissons ni carpes
Qui n'en aient pas pleuré,
N'y a que la sirène
Qui a toujours chanté.
J'aimerai toujours ma Nanon
Qui tient mon cœur en prison.

Comme on l'a deviné, l'amoureux a été trompé par une fausse apparence. C'était la perfide fée des eaux qui se plaignait au sommet des roches, et non la bien-aimée. Celle-ci accourt, désespérée, sur le rivage, et se répand en imprécations contre la sirène maudite :

Chante, sirène, chante!
T'as moyen de chanter,
Tu as la mer à boire,
Mon amant à manger...

Avec ses procédés naïfs, cette chanson réussit très bien à exprimer les fascinations de l'ondine, la dangereuse fée des eaux. Le refrain amoureux : « J'aimerai toujours ma Nanon, etc., » qui revient comme une incantation, ajoute encore à l'effet et donne la sensation d'un cerveau hanté par le vertige. Il tourne autour de chaque strophe comme un tourbillon d'eau au-dessus de l'entonnoir d'un gouffre.

Dans la poésie populaire, l'enfant ne se borne pas à être un simple auditeur, il est lui-même acteur, quand reviennent certaines époques solennelles comme la Noël, la nouvelle année, le premier mai. Dans l'Angoumois, au 1er janvier, des bandes d'enfans vont chanter aux portes l'*Aguilanneu* (au gui l'an neuf) :

Nous sommes de pauvres gens,
Bonnes gens,
Qui ne sont guère riches;
Nous cherchons de l'argent,
Bonnes gens,
Pour nourrir nos familles.

Faites-nous la charité,
Donnez-nous un sou marqué.
Si les sous marqués manquent,
Donnez-nous de l'argent blanc.

En Bourgogne, c'est pendant la semaine sainte que les enfans vont quêter des œufs en chantant la complainte de la Passion, et en promettant à ceux qui donneront de bon cœur qu'ils iront tout droit en paradis :

Droit comme un ange auprès de Jésus-Christ.

Au 1er mai, dans la Meuse et le pays messin, les fillettes, vêtues de robes blanches, coiffées de branches vertes, allaient jadis, en dansant et en chantant, célébrer le renouveau et quêter pour l'autel de la Vierge. Les chansons consacrées pour ce jour-là s'appellent des *trimâzos*. Dans quelques-uns de ces *trimâzos*, la joie du printemps revenu éclate à chaque vers; il semble qu'on y entende le bourdonnement de la séve en fermentation dans les cœurs et dans les plantes :

En passant *avau* (parmi) les champs,
J'ons trouvé les blés si grands,
Les avoines vont se levant,
Les aubépines fleurissant.
Trimâzos!
C'est le mai, le joli mai!
C'est le joli mois de mai!

Tout en chantant, l'enfant prend de l'âge, et avec l'âge il prend un métier. Au village, les loisirs de l'enfance sont courts; sitôt que le garçon atteint ses quatorze ans, on le fait travailler. Voilà les bambins de tout à l'heure qui deviennent apprentis et compagnons. Les uns s'en vont bûcherons dans la forêt, les autres, marins sur la mer ou moissonneurs aux champs; mais au milieu de leur travail ils chantent toujours. C'est le cycle des chansons de *métiers* et de *compagnonnage*. L'apprenti se console de la monotonie de sa tâche avec un peu de musique, et dans sa chanson on entend, comme un écho, résonner le bruit de ses instrumens de travail. Écoutez la chanson du batteur en grange; on dirait que le refrain est rhythmé par le choc des fléaux tombant en cadence sur l'aire :

Dans la peine, dans l'ouvrage,
Dans les divertissemens,
Je n'oublie jamais ma mie.
C'est ma pensée en tout temps.
— Ho! batteux, battons la gerbe,
Compagnons, joyeusement.

Le bûcheron, solitaire dans la forêt profonde, compose des chansons toutes poétiques, pleines d'apparitions idéales et fleuries où le gazouillement des oiseaux se mêle à chaque instant, comme un refrain, aux rêves scandés par le bruit de la cognée :

Il y avait trois petits fendeux,
Fendeux dessus l'herbette
(J'entends le rossignolet);
Il y avait trois petits fendeux
Causant de leurs amourettes.

Le *métiveur* (le moissonneur), sous le soleil de juillet qui lui tombe d'aplomb sur les reins, a des rêves plus hardis et comme chauffés par la grande lumière de midi. Dans ses chansons, il voit passer des princesses parées de diamans, « portant coiffures de dentelles et souliers de satin blanc. »

Voici la Sainte-Madeleine
Où l'on coupe dans les champs;
Tous les garçons sont en plaine
Depuis le soleil levant.

Moi, j'ai bien pris ma faucille
Toute en or et en argent
Pour m'encourir au plus vite
A mon sillon de froment.

Mais tout en liant ma gerbe
J'ai cueilli trois boutons blancs,
Les rassemble feuille à feuille,
Les accroche à mon ruban.

Ce sillon de froment est fréquenté comme un grand chemin, il y foisonne des aventures. Par là passent trois belles filles : une princesse, une fille de président et une troisième « sans fard et sans ajustement, mais belle comme la rose qui fleurit au rosier blanc. » Le moissonneur refuse son bouquet aux deux premières:

Mais quand passe la troisième,
Elle rougit en me voyant.
Je me suis approché d'elle :
— Prenez mon bouquet des champs.

C'est celle-là qu'il veut aimer, c'est avec elle « qu'à la Toussaint prochaine » il veut dormir dans un lit « couvert de roses blanches: »

La petite alouette grise
Y chantera dans son doux chant :
Vivent les constantes filles,
Vivent les garçons constans!

III.

Un désir amoureux, mais chaste et contenu, traverse déjà cette dernière chanson. Avec la puberté, l'amour a poussé au cœur du jeune gars. Sa lèvre supérieure s'estompe maintenant d'une légère moustache, la vingtième année approche, et avec elle une nichée de chants plus passionnés bourdonne dans son cerveau. Dès que la jeunesse arrive, il se fait comme une joyeuse explosion de tendresse au cœur des filles et des garçons. On se promène, les soirs de dimanche, jusqu'à l'orée du bois; on s'en va par bandes aux *rapports*, aux *ballades*, aux *veillées*. Expansive et tumultueuse, leur joie est d'autant plus violente qu'elle est courte. Au milieu de cet éblouissement de la vingtième année, un pressentiment leur dit qu'il faut se hâter, que la jeunesse passera comme l'herbe, et jusque dans leur allégresse on sent de la mélancolie :

Tandis que nous sommes filles et garçons,
Dansons et nous divertissons,
Car le temps qui nous mène
Nous fera endurer grand'peine.

Chez ces natures prime-sautières, l'amour éclôt brusquement, sans toutefois que cette vivace explosion du désir se manifeste par des brutalités d'expression. Au contraire, il n'est pas rare de rencontrer dans leurs chansons des notes de mélancolie, de délicates nuances de tendresse qui feraient envie à plus d'un poète lyrique. Ici, c'est un garçon encore timide, mais déjà travaillé par le mal d'amour, qui s'enfuit au fond des bois et demande au rossignol son secret pour se faire aimer. Là, c'est un amoureux qui, semblable aux jeunes gens des épigrammes grecques, passe la nuit couché à la porte de sa *blonde* et raconte sa veillée avec un accent d'humilité touchante :

Ah! combien de nuits j'ai passé!
Combien de nuits malheureuses,
Belle, à ta porte j'ai couché,
Tremblant la fièvre dangereuse
Qui tient mon cœur *enchalé* (embrasé).

Un troisième trouve sa bien-aimée endormie sous un arbre, et on croirait lire une idylle de Théocrite dans ces couplets où est décrit le sommeil de la jeune fille :

Je me suis approché d'elle
Pour bien la voir sommeiller;
Elle a son bras sous sa tête
Pour lui servir d'oreiller;

Dessus sa bouche vermeille
J'ai pris un baiser
Sans trop la réveiller.

Comme la belle sommeille,
Je fais un tour au jardin,
Cueille une rose pour la belle
Et la lui mets sur son blanc sein.
La fraîcheur de cette rose
La réveilla bien,
C'était bien mon dessein.

Quand ils font le portrait de leur *mie*, ils la peignent en deux traits, mais si joliment et d'une touche si exquise que c'est un tableau achevé :

Elle est vêtue en satin blanc,
Et dans ses mains blanches mitaines;
Ses cheveux qui flottent au vent
Ont une odeur de marjolaine.

D'ordinaire dans ces oaristys campagnardes le rôle du garçon est plus tendre que celui de l'amoureuse. Celle-ci, plus rusée, garde mieux son sang-froid. Parfois même elle joue si bien l'indifférence, que le galant s'en va désespéré :

Les filles n'aiment point
Ceux-là qui les aiment,
Pour moi, je le sais bien,
Car la mienne est de même.
Ho! oh!
Que les amans ont de peine,
Ho! ho! que les amans
Ont de peine en aimant.

A son tour, il essaie de prendre l'air d'un homme qui s'est consolé ailleurs, il cherche à exciter la jalousie de la cruelle en vantant la beauté d'une fille qui l'aurait épousé, s'il avait voulu :

Elle est bien aussi droite
Que le jonc dans les prés,
Et bien aussi vermeille
Que la rose en été;

mais sa douleur perce à travers ses vanteries, et après chaque couplet le refrain éclate comme un sanglot :

Vous m'avez tant aimé,
Vous m'avez délaissé!

D'autres fois l'amant est moins endurant, moins respectueux, et la fille a fort à faire pour se défendre. L'aventure tourne même au tragique, comme dans la chanson lorraine de *la Fille du pâtissier*.

Un garçon emmène une jeune fille à son logis et veut lui faire violence. Sous prétexte de couper le lacet de son corsage, la belle emprunte l'épée du galant et se la plante dans le cœur. Dans une chanson de la même province, la jeune fille, mieux avisée, sauve à la fois sa vie et son honneur en faisant la morte au milieu du souper :

Sonnez, sonnez, trompettes, tambours du régiment,
Voilà la belle morte, j'en ai le cœur dolent.

Où l'enterrerons-nous, cette aimable princesse?
Au jardin de son père il y a trois fleurs de lis;
Nous prierons Dieu pour elle, qu'elle aille en paradis.

Deux ou trois jours après, son père s'y promène.
— Levez, levez, mon père, ma tombe, si m'aimez;
J'ai fait trois jours la morte pour mon honneur garder.

A côté de la fille honnête et vaillante, la chanson populaire nous montre la sournoise qui voudrait bien tâter du plaisir tout en se donnant des airs de prude, et qui est dépitée de voir ses façons et ses larmes feintes prises au sérieux par un amoureux naïf. Tous deux sont allés se promener au bois, et la rusée n'est pas plus tôt sous les arbres qu'elle se met à pleurer. Le jeune garçon, stupéfait, lui en demande la raison. « Je pleure mon *cœur volage*, répond la belle, vous allez me l'attraper. » Le brave amoureux proteste de ses honnêtes intentions et la conduit respectueusement hors du taillis. Alors, faisant contre fortune bon cœur, la friponne se met à chanter. Nouvel ébahissement, nouvelle question, à laquelle la jeune fille réplique d'un ton mélangé de moquerie et de dédain :

Je chante le lourdaud
Qui m'a laissée aller;
Quand on a la caille en main,
Faut savoir la plumer...

Si l'on veut voir quel parti un grand artiste peut tirer de la chanson populaire, il faut relire dans *les Contemplations* la pièce intitulée *Vieille chanson du jeune temps :*

Je ne songeais pas à Rose :
Rose au bois vint avec moi;
Nous parlions de quelque chose,
Mais je ne sais plus de quoi.

La situation est la même que dans la chanson berrichonne. C'est le même couple : le garçon ingénu et distrait, la fille plus dégourdie et plus experte aux choses de l'amour, et le dénoûment est pareil :

Je ne vis qu'elle était belle
Qu'en sortant des grands bois sourds.

— Soit! n'y pensons plus, dit-elle. —
Depuis j'y pense toujours...

Mais, entre les mains du grand poète, le sauvageon, arraché au fond des bois et transplanté en plein sol parisien, s'est métamorphosé en une plante rare, au port élégant, au feuillage finement découpé, aux fleurs d'une coloration exquise. Victor Hugo a donné là aux poètes contemporains un exemple de la façon dont il faut étudier et mettre à profit la poésie populaire. Il ne s'agit pas en effet de faire un pastiche ni une habile transcription de la langue rustique dans la langue poétique des lettrés, il faut deviner les secrets de l'inspiration populaire, en étudier le mécanisme et les procédés. Les caractères les plus saillans de cette poésie primitive sont la spontanéité, la sincérité et le mouvement; c'est aussi l'absence de déclamation. On n'y sent jamais l'auteur qui veut prouver quelque chose, mais l'homme ému qui chante naturellement sa joie ou sa douleur. Si parfois le poète anonyme hasarde une réflexion de son cru, cette *moralité* est toujours en situation. Ainsi dans la chanson où une jeune fille séduite pleure son « *cœur volage* » qu'un marinier vient de lui ravir : « Ne pleurez pas la belle, s'écrie le galant, je vous le rendrai. » A quoi la belle inconsolable répond fort à propos :

C'est point facile à rendre,
Hé! dre dondaine,
C'est point facile à rendre
Comme de l'argent prêté.

De même, dans la *Chanson du jardinier*, quand le poète, grisé par l'ivresse amoureuse qu'il vient de décrire, s'écrie enthousiasmé :

Ah! si l'amour prenait racine,
J'en planterais dans mon jardin,
J'en planterais si long, si large,
Aux quatre coins,
Que j'en donn'rais à toutes les filles
Qui n'en ont point!

Voilà le cri de l'amour heureux et satisfait; mais avant de goûter cette joie, les amoureux au village voient leur passion traversée par mainte épreuve et maint contre-temps. Le plus cruel de tous, c'est la séparation, causée le plus souvent par les exigences du service militaire. Le jeune paysan s'en va, tantôt comme soldat au fond d'une garnison, tantôt comme marin à bord d'un navire; la jeune fille reste seule à pleurer et à attendre. Les chansons rustiques sont remplies de ces brusques départs et des douloureux incidens de l'absence. La délaissée trouve des accens déchirans et des images d'une hardiesse biblique pour exprimer son chagrin :

J'ai tant pleuré, versé de larmes
Que les ruisseaux ont débordé;
Petits ruisseaux, grandes rivières,
Quatre moulins en ont viré.

Pour sécher ces larmes ruisselantes, le partant prodigue à sa mie des consolations pleines d'une tendresse touchante, dans une langue curieusement imagée, et qui reste cependant naturelle, parce que les images sont empruntées à des détails de nature familiers aux yeux du paysan :

Arrivé dans Bordeaux,
Je t'écrirai des lettres
Sur les nuages blancs
Passant dessus les champs.

Il y aura dedans
En lettres engravées
Que je suis ton amant
Et fidèle et constant.

Il lui promet de lui envoyer de ses nouvelles « par l'alouette des champs, » elle lui donnera des siennes « par le rossignol chantant, » et, sans savoir lire ni écrire, ils comprendront ces messages aériens parce qu'ils y liront ce qui est dans leurs cœurs :

Il y a dedans ces lettres :
Aime-moi, je t'aime tant!

Parfois l'amoureuse perd patience et, comme *Claudine* dans la chanson lorraine, elle s'habille en dragon et s'engage dans le régiment où sert celui qu'elle aime. D'autres fois c'est le garçon à qui le mal du pays et le mal d'amour rendent le séjour de la garnison insupportable. Il s'est engagé par dépit, « pour un doux baiser que sa brune lui a refusé, » et un matin il prend son congé « sous la semelle de ses souliers. » C'est tout un drame rapide et poignant que cette chanson du *Déserteur* (1). En route, il rencontre son capitaine qui veut l'obliger à rejoindre son bataillon, mais le conscrit se bat comme un enragé et tue son capitaine. On le prend, on le condamne, on va le fusiller, et sa dernière pensée est pour sa mie.

Et quand je serai mort,
Coupez mon cœur en quatre,
Envoyez-le à Paris,
A Paris chez ma mie.
Quand elle verra cela,
Elle se repentira.

(1) On retrouve le même sujet dans une chanson allemande de l'*Enfant au cor merveilleux*, — *das Alphorn*.

Dans toutes ces chansons, les résultats de l'absence sont presque toujours tragiques. La jeune fille oublie son amoureux ou bien l'amoureux devient infidèle, et l'amoureuse, qui est montée dans sa plus haute chambre pour voir venir de loin les messagers qu'elle a envoyés à son ami, apprend tout à coup qu'elle est trahie et que son amant s'est marié « avec une Flamande » qui ne la vaut pas :

Elle n'est pas si belle que vous,
Mais elle est plus puissante;
Elle fait fleurir le romarin
Sur le bord de sa manche,
Elle change la mer en vin
Et les poissons en viande.

Voilà l'abandonnée seule avec ses regrets, et en exhalant sa peine, elle retrouve les mêmes accens et les mêmes comparaisons que la virginité des filles inspirait jadis à Catulle et à l'Arioste (1).

Les filles sont comme la rose;
Tout un chacun veut la couper
Du moment qu'elle est boutonnée;
Personn' ne veut la ramasser
Aussitôt qu'elle vient de tomber.
(Chanson du Bas-Poitou.)

Quelquefois les choses tournent mieux, et le galant qui revient de guerre, « cherchant ses amours, » les retrouve et les emmène tambour battant, comme dans cette chanson de l'Ile-de-France, citée par Gérard de Nerval, chanson hardie et joyeuse, pleine d'entrain et de jeunesse, dont le rhythme rapide semble galoper avec le cheval qui emporte la bien-aimée :

Allons, partons, belle,
Partons pour la guerre,
Car il y fait beau...
— A la première ville,
Son amant l'habille
Tout en satin bleu.

A la seconde ville,
Son amant l'habille
Tout en diamans;
A la troisième ville,
Son amant lui dit :
— Belle, je t'épouserai...

(1) Ut flos in septis secretus nascitur hortis, etc.
(Catulle, *Carmen nuptiale.*)
La virginella e simile alla rosa...
(Arioste, *Orlando furioso.*)

S'épouser, c'est le désir qu'on retrouve au fond de toutes ces chansons paysannes. Le mariage est le port dans lequel le paysan aime à se reposer après les épreuves de l'absence. Une fois son tour de France achevé ou son temps de soldat fini, il veut s'établir dans son village et s'y marier. Il ne se sentira dans son assiette que lorsqu'il aura un coin de terre, une femme et des enfans. Quand l'arbre a poussé tous ses boutons, épanoui toutes ses fleurs, il se recueille et tout son organisme ne tend plus qu'à transformer les fleurs en fruits. Pour le paysan, se marier c'est fructifier. Aussi, une fois la première fièvre d'amour passée, il aspire au mariage avec une hâte et une énergie ardentes. Il n'a pas le temps d'attendre, il est comme l'alouette qui doit faire son nid quand les blés sont en herbe, et qui court risque de manquer sa couvée si elle laisse s'achever le printemps sans s'accoupler. Cette impétuosité des jeunes garçons en quête d'une femme est naïvement et lestement exprimée dans la chanson franc-comtoise intitulée : *Paysan, donne-moi ta fille.* Le paysan se fait tirer l'oreille, il trouve sa fille encore trop jeunette et conseille au galant de « faire l'amour en attendant, » mais celui-ci ne veut pas attendre sous l'orme et réplique vertement :

L'amour je ne veux plus faire,
Et voilà tout!
Garçon qui fait l'amour longtemps
Risque fort de perdre son temps,
Et voilà tout!

La jeune fille est tout aussi impatiente. Une chanson lorraine nous la montre « malade et gémissant d'amour » dans sa chambre; elle se dépite de voir ses compagnes mariées avant elle et s'écrie dans un mouvement de désespoir : « Si je meurs sans être mariée, je veux que sur ma tombe on mette en lettres *engravées :*

Une jeune fille est morte
A la longueur du temps,
Est morte fille et sage
A défaut d'un amant. »

Aussi quand les accords sont faits, quand le jour du mariage est fixé, quand le lendemain, dès le fin matin, les violonneux et les cornemuseux doivent venir donner l'aubade aux fiancés, ceux-ci ne peuvent fermer l'œil de toute la nuit. Les heures leur semblent se traîner avec des ailes de plomb, à chaque instant ils vont à la fenêtre voir si le jour n'apparaît point encore; dans leur impatience ils prennent le clair de lune pour le point du jour, et, s'apercevant de leur erreur, ils interpellent la lune, qui n'en peut mais.

Belle lune, ô belle lune,
Que n'avances-tu d'un pas!..
Si j'avais mon arbalète
Je te jetterais à bas...

IV.

Enfin le jour tant attendu est arrivé. Les cloches de l'église sonnent en volée; les *noceux*, chamarrés de rubans, font cortége aux époux que précèdent les musiciens. Au retour, sur le passage de la noce, les gars tirent des coups de fusil et les enfans poussent des cris de joie. On n'entend que musique et tapage, fracas de bouteilles qu'on débouche et de verres qu'on trinque. Ce jour-là, les mariés veulent s'étourdir pour ne point penser aux choses graves du lendemain, — car il y aura un lendemain, et, pour l'épouse surtout, un lendemain de soucis et de labeur. Avec les dernières sonneries de la messe, les frivolités et les insouciances de sa vie de jeune fille se sont envolées. Heureusement elle est encore toute à la joie de sa dignité nouvelle et elle ne se sent pas d'aise dans sa neuve toilette de noce. « Quand je me suis mariée, me disait une vieille paysanne, ah! bonnes gens, je ne me tenais pas de joie, il me semblait que toutes les charrues du village allaient virer pour moi. » Parfois cependant, au milieu de cette allégresse tumultueuse, l'épousée a un vague pressentiment des tristesses de l'avenir, elle sent ses paupières se mouiller en songeant qu'il faut dire adieu « à sa fleur de jeunesse. »

Quand je vois ces filles à table,
Assises devant moi en ces lieux,
Quand je les vois et les regarde,
Les larmes me tombent des yeux.

Et si ce pressentiment ne lui vient pas de lui-même, la *Chanson des mariés* se charge de le faire naître. A la fin du repas de noce, au dessert, de vieilles femmes s'avancent solennellement, chacun fait silence, et dans ce calme, succédant subitement au tumulte de la fête, les vieilles, pareilles à d'austères statues de l'expérience, chantent d'une voix cassée les nouveaux devoirs de la jeune épouse. Elles lui disent que « le mariage est un lien si fort qu'il ne se déliera qu'à la mort, » et elles ajoutent :

L'époux que vous prenez
Sera toujours le maître;
Ne sera pas toujours doux
Comme il devrait l'être,
Mais pour le radoucir
Faudra lui obéir.

Puis elles présentent à la mariée un gâteau et un bouquet, en chantant ces couplets mélancoliques que tous à la ronde écoutent religieusement et qui trouvent un écho dans chacun, réveillant ici un lointain souvenir, là une récente douleur :

Acceptez ce bouquet
Qui vous fera comprendre
Que tous ces vains honneurs
Passent comme des fleurs.

Acceptez ce gâteau
Qui vous fera comprendre
Qu'il faut pour se nourrir
Travailler et souffrir.

Il y a quelque chose de la majesté et de la grandeur des temps primitifs dans ce simple épithalame rustique, et ce qui le rend plus émouvant, c'est qu'il ne ment pas. Toute la vie du paysan y est résumée. Le lot de la femme dans l'existence campagnarde est de beaucoup le plus dur. Il lui faut travailler tout comme l'homme, et souvent plus que l'homme. Les enfans viennent; il faut souffrir en les mettant au monde et souffrir pour les élever. Et qu'elle ne s'avise pas de tomber malade! Le paysan préfère voir sa femme morte qu'alitée. Il y a en Lorraine un proverbe qui, dans sa dureté laconique, en dit gros sur la condition de la paysanne mariée : « Mort de femme et vie de *chevau* tirent l'homme haut. » Aussi toutes les chansons rustiques qui parlent du ménage et de ses tracas sont-elles d'un réalisme et d'une éloquence farouches. Autant dans les chansons d'amour la langue est fleurie d'images tendres et délicates, autant dans les chansons qui traitent de la vie conjugale elle est brutale et grossière :

Au bout d'un an, un enfant,
C'est la joyeuserie;
Au bout d'deux ans, deux enfans,
C'est la mélancolie.

Au bout d'trois ans, trois enfans,
C'est la grand' diablerie :
Un qui demande du pain,
L'autre de la bouillie;

L'autre qui demande à têter,
Et les seins sont *taries;*
Le père est au cabaret
Qui mène mauvaise vie,

La mère est à la maison
Qui pleure et qui gémit...
(Chanson de la Saintonge.)

C'est navrant, et cependant plus navrante encore est la chanson de *la Femme du roulier*. Dans celle-ci, le mari ne se contente pas de courir les cabarets, il prend ses ébats « avec la servante, » et quand la femme légitime lui rappelle que « ses enfans sont sur la paille, » il a des réponses qui surpassent celles de Sganarelle dans *le Médecin malgré lui :*

Madame l'hôtesse,
Qu'on m'apporte du bon vin,
Là, sur la table ronde,
Pour boire jusqu'au matin,
Tirelin,
Puisque ma femme me gronde.

L'épouse délaissée rentre à son logis où on crie famine, et elle dit crûment à ses enfans :

Vous n'avez plus de père,
Je l'ai trouvé couché,
Tirelé,
Avec une autre mère.

Parfois, lasse d'être battue, dupée, et de crever de faim, elle abandonne à son tour son ménage et se console de son côté :

Je m'en vais au bois jouer
Avec ces moines et ces abbés,
Gaillarde brune,
Il est temps de m'en aller,
Car je vois la lune.

Pourtant, il faut le reconnaître, dans ces chansons campagnardes l'infidélité de la femme est plus rare, et, quand on l'y rencontre, elle est causée le plus souvent par l'abandon ou la sottise du mari. La paysanne aime à trouver dans son *homme* un maître, elle préfère être battue que d'avoir affaire à un époux sans énergie. Dès qu'elle voit les rôles intervertis, dès qu'elle mène son mari, elle le méprise, et du mépris à l'infidélité elle ne fait qu'une enjambée. Alors l'homme à son tour a la vie dure, on ne le ménage pas, et une ronde lorraine nous montre la façon piteuse dont il est traité :

Si je reviens du bois
Bien crotté, bien mouillé, voyez !
Je m'assois sur la porte
Sans y oser entrer, voyez !

— Rentre, lourdaud, rentre,
Et va-t'en te chauffer, voyez !
Les os sont sous la table,
Et va-t'en les ronger, voyez !
Y a du fumier dans l'étable,
Et va-t'en t'y coucher, voyez !

Tous les maris ne sont pas aussi patiens, et la chanson ou plutôt le duo de *la Bergère*, qui se chantait jadis en Lorraine, aux jours gras, nous fait voir un époux soupçonneux qui rentre au logis sans être attendu, et interroge comme un juge menaçant sa femme surprise en flagrant délit. La scène est fort dramatique dans sa naïveté :

Ventrebleu, Marion,
Qui est donc ce chevalier
Qui est dans ton lit couché,
Morbleu !
Qui est dans ton lit couché?

— Hélas ! mon bel ami,
Ce n'est pas un chevalier,
C'est ma compagne qui est couchée,
Mon Dieu,
C'est ma compagne qui est couchée.

— Ventrebleu ! Marion,
Ta compagne était-elle brune ?
Avait-elle la barbe noire,
Morbleu !
Avait-elle la barbe noire?

— Hélas ! mon bel ami,
Elle a mangé des mûres noires,
Vous semblait qu'elle était noire,
Mon Dieu,
Vous semblait qu'elle était noire.

Mais l'Othello campagnard ne se paie pas de ces raisons. « Entre la Chandeleur et Pâques, il ne croît pas de mûres noires, » et d'ailleurs il reconnaît à des signes trop visibles qu'il est trompé; il hausse le ton, s'emporte et jure de donner une leçon à sa femme :

— Ventrebleu ! Marion,
Je te mènerai en lâsse (laisse),
Je te ferai chien de chasse,
Morbleu !
Je te ferai chien de chasse.

Ventrebleu ! Marion,
Je te mènerai en Flandre,
Et puis je t'y ferai pendre,
Morbleu !
Et puis je t'y ferai pendre...

Parfois, si le mari est exposé à faire de longs voyages, à son retour il lui arrive de trouver la maison occupée par un nouveau maître, comme dans la *Chanson du marin*. Cette chanson du littoral de la Saintonge traite le même sujet qui a inspiré à Tennyson le

touchant poème d'*Enoch Arden*, et elle mérite d'être citée tout au long :

Quand le marin revient de guerre,
Tout doux...
Tout mal chaussé, tout mal vêtu :
— Pauvre marin, d'où reviens-tu?
Tout doux!

— Madame, je reviens de guerre,
Tout doux...
— Qu'on m'apporte ici du vin blanc,
Que le marin boive en passant,
Tout doux!

Brave marin se mit à boire,
Tout doux...
Se mit à boire et à chanter,
Et la belle hôtesse a pleuré,
Tout doux!

— Ah! qu'avez-vous, la belle hôtesse?
Tout doux...
Regrettez-vous votre vin blanc
Que le marin boit en passant?
Tout doux!

— C'est point mon vin que je regrette,
Tout doux...
C'est la perte de mon mari,
Monsieur, vous ressemblez à lui...
Tout doux!

— Ah! dites-moi, la belle hôtesse,
Tout doux...
Vous aviez de lui trois enfans,
Vous en avez six à présent,
Tout doux!

— On m'a écrit de ses nouvelles,
Tout doux...
Qu'il était mort et enterré,
Et je me suis remariée,
Tout doux!

Brave marin vida son verre,
Tout doux...
Sans remercier, tout en pleurant,
S'en retourna au régiment,
Tout doux!

C'est presque le même dénoûment qu'*Enoch Arden*, et dans la brève simplicité de cette chanson, il y a un sentiment de résignation et de sacrifice qui serre le cœur et fait monter les larmes aux yeux.

V.

Après les petites et grandes misères du ménage viennent les misères et les ridicules de la vieillesse. Le paysan regarde volontiers les vieillards comme des êtres inutiles. Le grand âge ne lui apparaît pas comme un temps de repos et de sérénité, mais comme une période de déclin et de maladie. Aussi la chanson populaire est-elle sans pitié pour les vieilles gens. Tout au plus accorde-t-elle un mot de compassion aux filles qui ont coiffé sainte Catherine et qui font un retour mélancolique sur leurs jeunes et glorieuses années :

Nous portons rides au visage,
Les cheveux nous viennent tout blancs,
Nous avons beau à nous coiffer,
Nous laver le visage,
Nous avons beau à nous poudrer,
Nous n'pouvons plus nous faire aimer.
(Chanson de l'Angoumois.)

Elle compatit également aux infortunes des filles qu'on a enfermées au couvent et qui vieillissent dans le cloître en regrettant le monde et le temps perdu :

Maudit soit le faiseur de toile
Qui a fait mon voile,
Maudits ciseaux si dangereux
Qui ont coupé mes blonds cheveux !

Si j'étais petite hirondelle,
Que j'euss' des ailes,
Je volerais si haut, si haut,
Je m'en irais dans mon château.

Mais elle flagelle et ridiculise impitoyablement les mariages disproportionnés, les vieilles encore férues d'amour qui épousent des jeunes gens, les vieillards qui ont acheté à beaux écus comptans la jeunesse d'une épouse fringante et de robuste appétit. Voici, par exemple, l'histoire de *Rosette* qui a pris un homme de quatre-vingt-dix ans. Cette courte chanson est aussi délurée et gaillarde qu'un conte de La Fontaine. On y décrit la nuit des noces et les ruses de l'octogénaire, qui semblent empruntées au *Calendrier des vieillards :*

Quand vint le matin jour
Où Rosette se réveille :
« Mon Dieu, dit-elle,
Qui l'aurait jamais dit
Qu'à mon mariage
J'aurais si bien dormi !.. »

Dans de semblables conditions, le veuvage est une délivrance pour celui qui est jeune et qui reste. Aussi le paysan se console-t-il rapidement du départ de sa vieille épouse. Il étale sans vergogne sa joie au grand soleil :

Menuisier, ma femme est morte,
Faites un cercueil bien cloué
De peur qu'elle n'en sorte!
Celle qui faisait tant le diable à la maison,
Dieu merci, elle est donc morte!

Sans vergogne aussi, le père dit à sa fille, mal mariée et se plaignant d'avoir un mari de quatre-vingt-dix ans : « Prends patience, il est souvent malade, bien sûr il en mourra; tu seras héritière de tout ce qu'il aura. » A quoi la fille, moins endurante parce que la jeunesse la démange, répond avec toute la rudesse et tout le bon sens campagnards :

Au diable la richess' quand le plaisir n'y est point!
J'aimerais mieux un homme à mon contentement
Que toute la richess' de ce riche marchand.

Un jour, quand je s'rai morte, j'n'emport'rai rien du tout,
Qu'une vieille chemise et un drap par dessus;
Voilà la belle morte, on n'y pensera plus!

La mort, le paysan la voit venir sans grand émoi et d'un œil plus calme que la vieillesse. Jeunes ou vieux, femmes ou garçons, accueillent la *faucheuse* avec la résignation stoïque des animaux. Le jeune conscrit déserteur, qui a tué son capitaine et qu'on va fusiller, se borne à faire à ses camarades cette dernière recommandation :

Soldats de mon pays,
Ne dites rien à ma mère,
Mais dites-lui plutôt
Que je suis mon drapeau
Dans l'pays étranger,
Que j'n'en reviendrai jamais.

Et le soldat qui s'est battu six heures entières et qu'on rapporte blessé répond, quand on lui demande s'il a regret de mourir :

Tout le regret que j'ai au monde
C'est de mourir sans voir ma blonde.

On va en toute hâte quérir sa blonde bien-aimée; elle arrive sur le champ de bataille comme *Edith au cou de cygne* dans la légende anglaise, elle se penche au chevet du moribond, le questionne sur sa blessure et fait vœu, pour le guérir, « d'engager tous ses habits, son anneau d'or et sa ceinture. »

— N'engage rien pour moi, ma blonde,
N'engage rien pour moi au monde,
Car ma blessure est trop profonde.

Reste moi voir porter en terre,
Reste moi voir porter en terre,
Devant l'églis' de Saint-Omer.

Comme pendant, voici la *Mort de la Brune*, une chanson poitevine où l'amoureux apprend que sa *mie* est en danger, et accourt au pied de son lit. Même résignation de la jeune fille :

Elle est près de mourir,
Encore elle me regarde,
Elle a tiré
Sa main blanche du lit
Pour dire adieu à son ami.

Afin de mettre un terme au déchirement des adieux, elle l'éloigne en le chargeant d'aller quérir « le médecin de Nantes, » et quand il est en route, la belle brune s'endort du dernier sommeil. — Même la jeune fille condamnée à être pendue pour infanticide, et qui s'en va au gibet, « prêtre devant, bourreau derrière, » envisage le supplice d'un œil tranquille, et ses dernières paroles à sa mère ont une grandeur presque shakspearienne :

Ma mère, coupez mes blonds cheveux
Et pendez-les devant l'église,
Ils serviront d'exemple aux filles.

Jamais, dans ces natures élémentaires, l'idée de la mort n'éveille un cri de terreur; elle leur arrive toujours enveloppée d'images à la fois calmes et sévères, comme dans la *Chanson des quenouilles*, où tout l'écheveau de la vie se dévide avec ses joies et ses douleurs :

A ta quenouille au ruban noir
File, sans trop le faire voir,
Le linceul dont, quand tu mourras,
L'un de nous t'enveloppera.

(Franche-Comté) (1).

Une seule pensée les inquiète et les épouvante : l'enfer, la peur de voir revenir le spectre de ceux qui sont morts sans confession. Il

(1) Recueil de Max Buchon. — J'avoue que j'ai des doutes sur l'authenticité de cette jolie chanson; elle a une toilette trop soignée et trop harmonieusement assortie, elle est trop symétriquement composée, trop bien rimée et mesurée, pour n'avoir pas été remaniée par un artiste. Je soupçonne que Max Buchon, qui était poète, se sera laissé aller à exécuter de nombreux *repeints* à la moderne sur la toile primitive et à demi écaillée.

y a une chanson lorraine où, comme dans les *lieder* allemands, l'amoureux fait une prière à la Vierge pour voir une dernière fois la fille qu'il a aimée et qui est morte en état de péché mortel. La scène est pathétique et rappelle certains petits poèmes d'Henri Heine :

Il n'a pas fini sa prière,
Et voilà la belle arrivée.
— Oh! la belle, la belle, où avez-vous été
Que vos fraîches couleurs en ont si fort changé?

— Ce sont les diables des enfers
Qui ont ainsi rongé mes membres,
Et ça pour un maudit péché
Que nous avons commis ensemble.

— Oh! dites-moi, dites, ma mie,
Ne peut-on pas vous soulager
Avec quelques messes à dire
Ou quelques vigiles à chanter?

— Oh! non, mon bel ami, oh! non,
Oh! non, ne m'en faites pas dire;
Tant plus prieras ton Dieu pour moi,
Et tant plus souffrirai martyre.

. . . .

Tu diras à ma sœur Marguerite
Qu'ell' ne fasse pas comme moi,
Que jamais ell' ne se promène
Sur le soir, dans les grands bois...

On le voit, la poésie populaire enferme dans sa ronde chantante tous les événemens de la vie paysanne, et l'on peut juger par les extraits que j'ai donnés combien sont variés de ton et de couleur les chants de ce cycle rustique. Je suis loin d'avoir tout cité, je n'ai cueilli qu'un petit nombre de chansons dans cette vaste et plantureuse prairie qui s'étend à travers toutes nos provinces de France; mais de même que la grappe de raisin rapportée du pays de Chanaan suffit à donner aux Hébreux une idée de la fécondité de la terre promise, ces extraits suffiront, je pense, pour montrer aux amis de la poésie les richesses de cette terre encore vierge. Les lettrés ont longtemps méprisé la muse du peuple avec ses naïvetés, ses répétitions familières, sa prosodie élémentaire et indépendante, où les vers ne riment qu'une fois sur deux et par assonance. Ils ont eu pour elle ces dédains que Louis XIV professait pour les tableaux hollandais, qu'il traitait de *magots*. Ceux qui ne considèrent pas uniquement l'écorce des choses, et qui savent trouver l'amande sous la coque rugueuse d'un fruit sauvage comprendront bien vite tout le parti que l'art peut tirer de ce précieux minerai encore

enfermé dans sa gangue. Ils s'habitueront rapidement à cette poésie qui a un goût de terroir, et ils se laisseront séduire. Dans la préface qui précède son recueil des chants du pays messin, M. le comte de Puymaigre a très bien défini ce charme dont la poésie populaire vous enveloppe peu à peu. « Ce n'est pas tout de suite, dit-il, qu'on se laisse aller à cette séduction étrange; il faut s'habituer à l'absence d'art, au défaut de transition, à la négligence de toutes les règles. C'est une mélodie toute naïve, toute simple, et pourtant on ne l'aime qu'après l'avoir entendue souvent. Quand on a commencé à lire des chansons populaires, on ne s'arrête plus... La poésie populaire n'a pas longue haleine, elle ne fait point de récits détaillés, elle se passe d'exposition, elle entame un sujet brusquement par le point qui lui semble le plus intéressant... Elle n'indique pas les changemens de lieux; elle fait passer, sans en avertir, d'une scène dans une autre; elle ne donne pas la parole à tels ou tels personnages, ils la prennent d'eux-mêmes, c'est à l'auditeur à se débrouiller et à deviner les interlocuteurs. Elle n'intervient du reste ni pour les blâmer, ni pour les louer, elle se contente de les mettre en scène et s'efface derrière eux. Elle est naïve, concise, vive, imprévue... »

On ne peut mieux dire, et j'ajouterai qu'à mes yeux la plupart de ces défauts constituent des qualités. C'est précisément dans cet effacement de l'auteur derrière les acteurs de son drame, dans cette absence de rhétorique raisonneuse, dans ce mouvement rapide et prime-sautier que consiste la poésie lyrique. Vienne un grand poète, un maître artiste, Goethe, Heine ou Hugo; comme un magicien, il touchera du doigt l'une de ces chansons aux rimes assonantes, et il en fera un chef-d'œuvre comme *le Pêcheur*, *le Pèlerinage à Kewlar* ou *le Petit Roi de Galice*. La paysanne court-vêtue se métamorphosera en une princesse habillée de drap d'or et d'argent. Toutefois, je le répète, il ne suffirait pas pour opérer cette transformation de s'exercer à transcrire ou à arranger à la moderne les productions de la muse rustique. Un pareil travail serait sans profit pour l'art. Non, l'étude de la poésie populaire doit être le commencement d'un effort plus digne et plus fécond.

Les poètes des époques classiques ont tiré de l'étude des Grecs et des Latins tout le suc et la moelle qu'il leur était possible de s'assimiler. Depuis longtemps déjà, l'arbre enchanté du romantisme a passé l'âge de la grande production; sa verdure s'effeuille par le haut, ses bras noueux se couvrent de lichen, et il ne donne plus que de loin en loin des fruits d'arrière-saison, à la forme bizarre et à la saveur étrange. Les envieux et les malintentionnés prétendent même que notre littérature d'imagination est dangereusement

malade. En tout cas, elle subit une crise. Elle ressemble à une grande dame dont la santé a été détraquée par les veilles et les excitans de la vie mondaine. Elle a les nerfs à fleur de peau et l'estomac capricieux; tantôt, pour réveiller son appétit, il lui faut des condimens exotiques et tous les raffinemens d'un luxe de décadence, tantôt elle dévore des crudités et se régale d'un plat de portier. Elle a des engoûmens inexplicables et des curiosités malsaines; elle se pâme, fond en larmes ou éclate de rire à propos de rien. Est-elle atteinte d'anémie, souffre-t-elle d'une maladie nerveuse, ou sont-ce tout simplement les symptômes d'une gestation pénible? Ce qu'il y a de sûr, c'est que ce n'est point là l'état de santé. A de pareils malades, les médecins ordonnent de changer de régime, de vivre aux champs, de coucher dans une étable, de respirer l'air des bois ou de la mer. Je crois que, sans être grand clerc, on pourrait conseiller aussi à nos poètes de changer d'air et d'alimentation. Loin de s'enfermer dans leur milieu parisien, essentiellement artificiel, il leur faudrait voyager en province, se remettre sous les yeux les paysages si divers et si charmans de notre pays français, s'imprégner de l'odeur de la campagne, respirer la poésie là où elle pousse naturellement comme une fleur sauvage. Les légendes, les récits, les coutumes, les patois de nos provinces sont des richesses trop négligées et qui ne demandent qu'à être recueillies. Il serait urgent de fouiller le fonds et le tréfonds de notre sol pour y trouver une mine poétique franchement nationale. C'est alors que la poésie populaire entrerait comme élément important dans ce nouveau régime de l'esprit. Les poètes, en visitant les pays où elle s'est développée obscurément, aspireraient l'air encore tout vibrant des voix inconnues qui ont composé nos chansons rustiques. Ils s'assimileraient presque inconsciemment les procédés simples de la poésie populaire, sa naïveté, son allure rapide, sa fraîcheur et son naturel. Alors, tout en profitant de l'expérience de leurs devanciers et des ressources amassées par les écoles qui ont précédé, ils trouveraient peut-être matière à un art original, foncièrement français, et ils pourraient chanter, comme dit Henri Heine, « une chanson nouvelle, une chanson meilleure. »

ANDRÉ THEURIET.

LES GRANDS ÉPISODES

DE

L'HISTOIRE CONTEMPORAINE

LE PROCÈS DES MINISTRES.

— 1830 —

I.

LES ORDONNANCES DE JUILLET.

Le 15 décembre 1830, quatre des anciens ministres de Charles X, mis en accusation par la chambre des députés comme coupables du crime de haute trahison, comparaissaient devant la chambre des pairs, érigée en cour de justice et siégeant au palais du Luxembourg. Après des débats émouvans qui durèrent sept jours, au milieu de Paris en armes, sous les clameurs d'une population exaspérée contre les inculpés, dont elle menaçait la vie, le président de la cour prononça une sentence rigoureuse, mais humaine, que les passions contemporaines trouvèrent insuffisante, mais dont la clémence soulagea le cœur des hommes de bien et devait honorer, par-delà les temps, la mémoire des juges et celle du gouvernement qui avait secondé avec ardeur leur désir de ne pas répandre le sang.

Cet épisode de notre histoire, dont les détails sont oubliés ou ignorés, n'avait jamais été raconté avec les développemens qu'il comporte. Mis en possession de documens inédits et de communications bienveillantes, il nous a paru bon d'en reconstituer le récit, en le faisant précéder d'un résumé sommaire des événemens que le procès des ministres couronna. C'est ce récit qu'on va lire. Il

offre, à ce qu'il nous a semblé, un saisissant intérêt qui le recommande à l'attention des lecteurs, — intérêt qui résulte autant des enseignemens qu'on y pourra recueillir que du caractère dramatique de ces heures lointaines, si peu connues de la génération nouvelle et dignes cependant d'être tirées de l'oubli.

I.

Onze mois et vingt-trois jours s'étaient écoulés depuis l'injuste et irréparable chute du ministère dont M. de Martignac avait dirigé la politique libérale et tenu le drapeau dans les chambres, lorsque, le 25 juillet 1830, le cabinet qui a conservé dans l'histoire le nom du prince Jules de Polignac soumit à la signature du roi Charles X quatre ordonnances qui n'étaient à ses yeux qu'un moyen de légitime défense contre les passions hostiles à sa politique et l'exercice d'un droit conféré à la couronne par l'article 14 de la charte constitutionnelle, mais qu'à l'exception du parti de la cour, la France entière, avec raison, considéra comme une atteinte à ses libertés. Conséquence fatale et logique, sinon préméditée, du système réactionnaire dont l'avénement de M. de Polignac avait signalé la victoire, ces ordonnances constituaient, en même temps qu'une déclaration de guerre au parti libéral, la réponse du cabinet aux décisions des colléges électoraux qui venaient d'infliger à sa politique un désaveu solennel, en approuvant celle de l'adresse du 16 mars, par la réélection presque totale des 221 votans de cette adresse. Elles parurent dans *le Moniteur* du 26 juillet, contre-signées par le prince de Polignac, président du conseil, M. de Chantelauze, garde des sceaux, le baron d'Haussez, ministre de la marine, le comte de Peyronnet, ministre de l'intérieur, le comte de Montbel, ministre des finances, le comte de Guernon-Ranville, ministre des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique, le baron Capelle, ministre des travaux publics, en un mot par tous les membres du cabinet, sauf le maréchal de Bourmont, ministre de la guerre, en ce moment devant Alger. Ils engagèrent donc tous leur responsabilité, quoique tous n'eussent pas approuvé au même degré ces actes insensés, et quoique M. de Guernon-Ranville notamment les eût combattus jusqu'au bout, ne se décidant au dernier moment à les signer que pour ne pas affliger le cœur du roi.

La première ordonnance suspendait la liberté de la presse; la seconde prononçait la dissolution de la chambre à peine élue et qui n'avait pas encore siégé; la troisième créait un système électoral nouveau, absolument restrictif; la quatrième convoquait les colléges électoraux pour les 6 et 18 septembre suivant, et les chambres pour le 28 du même mois. Elles étaient précédées d'un

long rapport de M. de Chantelauze, justifiant ces mesures par l'énumération des griefs qui les avaient rendues nécessaires. Dans l'état d'exaspération où se trouvait la France depuis une année, et la couronne s'étant malheureusement associée à un ministère dont elle aurait au contraire dû exiger la démission dès son premier échec, les ordonnances furent accueillies comme une provocation. A cette provocation, l'émeute répondit. Vainement des députés essayèrent de s'interposer entre elle et la troupe, commandée par le duc de Raguse. Vainement MM. Laffitte, le comte Gérard, le comte de Lobau, Casimir Perier et Mauguin firent auprès du maréchal une démarche suprême afin d'obtenir la cessation des hostilités; vainement le grand référendaire de la chambre des pairs, marquis de Sémonville, et l'un de ses collègues, le comte d'Argout, parvinrent à éclairer au dernier moment M. de Polignac d'abord, le roi ensuite; tant d'efforts conjurés ne purent pendant trois jours arrêter l'effusion du sang : elle ne cessa que lorsque le gouvernement provisoire, installé à l'Hôtel de Ville pendant la lutte, sous la présidence du général de Lafayette, eut proclamé la déchéance de Charles X, adopté le programme d'une vaste réforme politique et confié au duc d'Orléans la lieutenance générale du royaume. Alors seulement l'émeute désarma et cessèrent ces combats des rues, pendant lesquels Charles X, retiré au château de Saint-Cloud, attendait avec une confiance trompeuse et la plus inconcevable sérénité l'heureuse issue de cette crise redoutable.

C'est le 29 juillet seulement que, cédant aux supplications du marquis de Sémonville, il s'était décidé sur l'avis de ses ministres à retirer les ordonnances et à confier à un personnage, estimé par le parti libéral, quoiqu'il tînt à la cour par son nom et ses fonctions, au duc de Mortemart, ambassadeur de France en Russie, le soin de former un ministère en y appelant des hommes tels que le comte Gérard et M. Casimir Perier. Le marquis de Sémonville et le comte d'Argout étaient repartis immédiatement pour Paris, afin d'y faire connaître les concessions du roi, suivis de près par le duc de Mortemart. M. de Polignac et ses collègues étaient devenus libres de pourvoir à leur sûreté. Dans l'entourage de Charles X, et bien que le maréchal Marmont, obligé d'abandonner les Tuileries, eût ramené à Saint-Cloud ce qui restait de l'armée royale en déroute et qu'en conséquence l'insurrection fût maîtresse de Paris, on se trompait encore à ce point sur la gravité des événemens que la nomination du duc de Mortemart fut considérée comme la fin de la crise. Le roi lui-même annonça à la duchesse de Berry que, sous vingt-quatre heures, elle pourrait rentrer à Paris, ce qui arracha ce cri à l'ardente et fière princesse : — Moi ! que j'aille montrer aux Parisiens ma face humiliée ! non, jamais ! — Mais, hors de Saint-

Cloud, la monarchie était considérée comme irréparablement perdue. Durant cette triste journée du 29, la duchesse d'Angoulême, que les ordonnances avaient surprise à Vichy, traversait la Bourgogne, revenant en toute hâte auprès du roi. Cette femme héroïque, qui, depuis l'entrée de M. de Polignac aux affaires, prévoyait la révolution, put constater durant son voyage, à l'attitude hostile des populations, que ses pressentimens ne l'avaient pas trompée. Quand, huit jours après, elle rejoignit à Rambouillet la cour fugitive, tout était consommé, et la famille royale reprenait la route de l'exil. Après des péripéties qui appartiennent à l'histoire de la révolution de 1830, le duc de Mortemart s'étant présenté, au nom du roi, au gouvernement provisoire installé à l'Hôtel de Ville, avait reçu cette terrible réponse : — Il est trop tard! — L'émeute était terminée, mais la révolution accomplie et la dynastie des Bourbons déchue, sous l'effort de haines, de ressentimens et de préjugés accumulés depuis quinze ans, et dont la folle imprévoyance de Charles X et de ses ministres avait en trois jours assuré le triomphe.

La matinée du 30 juillet s'écoula au palais de Saint-Cloud toute pleine d'une cruelle angoisse. A chaque instant, des rumeurs vagues et contradictoires, venues de Paris, dénonçaient la marche progressive de la révolution, sans apporter aucun renseignement précis sur les décisions du gouvernement provisoire. M. de Polignac et ses collègues, retirés dans leur appartement, prêts à partir, s'ils en recevaient l'ordre, se tenaient à l'écart, afin de ne pas entraver par leur présence les négociations qui pourraient s'engager entre le pouvoir royal et le pouvoir insurrectionnel. Le duc d'Angoulême avait pris le commandement de la petite armée de Charles X, ayant sous ses ordres le maréchal Marmont, qu'il avait cruellement blessé par une scène d'une violence inouie, en l'accusant presque de trahison. Le roi allait et venait, indécis, perplexe, écoutant tous les conseils, n'en suivant aucun. La désertion, après avoir opéré ses ravages parmi les régimens de ligne, engagés durant les jours précédens contre l'émeute, se propageait maintenant jusque parmi les troupes de la garde, disséminées entre Sèvres et Saint-Cloud, abandonnées, sans ordre et sans discipline, à l'oisiveté, dans le désarroi d'une douloureuse catastrophe, dans le découragement des défaites de la veille et de l'inconnu du lendemain. On attendait en vain les députations pacifiques promises par MM. de Sémonville et d'Argout, ainsi que des nouvelles du duc de Mortemart, parti dans la nuit, afin de se mettre en rapport avec le gouvernement provisoire. Des deux négociateurs de la chambre des pairs, on ne savait rien. M. de Mortemart ne donnait pas signe de vie. On ignorait à la cour les péripéties de son voyage, les entraves apportées à sa mission, et Charles X se plaisait à espérer, au mépris de toute vrai-

sem blance, que ses concessions tardives ne seraient pas repoussées. Vers deux heures, on apprit que MM. de Sémonville et d'Argout avaient échoué dans leur tentative; on connut en même temps la nomination du duc d'Orléans comme lieutenant-général. Le roi persista néanmoins à espérer en l'habileté du duc de Mortemart, et vers le soir, toujours sans nouvelles de lui, dévoré d'inquiétude, il envoya à sa recherche un des officiers de sa maison, M. Arthur de la Bourdonnaye.

Vers minuit, Charles X, qui venait de se coucher et de s'endormir, fut réveillé tout à coup par la duchesse du Berry. On avait annoncé à la princesse que des bandes d'insurgés marchaient sur Saint-Cloud. Saisie de terreur, non pour elle, mais pour ses enfans, elle suppliait le roi de pourvoir au salut de la famille royale, en abandonnant ce palais, qu'elle croyait menacé par l'émeute. Après avoir pris conseil du duc d'Angoulême et du maréchal Marmont, le roi céda. Il fit appeler le baron d'Haussez pour lui faire savoir qu'il se rendait à Trianon et qu'il engageait ses anciens ministres à le suivre. Le duc d'Angoulême devait le rejoindre le lendemain avec les troupes restées fidèles à la couronne. A deux heures de la nuit, Charles X quittait Saint-Cloud avec sa famille et sa cour, protégé par une escorte dont le duc de Raguse avait pris le commandement.

En arrivant à Trianon, le roi réunit autour de lui M. de Polignac et ses collègues, dont l'inutilité de ses concessions l'obligeait à réclamer les conseils en ce moment critique. Ceux-ci déclarèrent unanimement qu'il n'y avait aucun bon résultat à attendre des pourparlers engagés à Paris, et qu'il fallait s'apprêter sur-le-champ à tenir tête à la révolution. M. de Guernon-Ranville, qui était assurément le plus énergique des ministres et dont l'énergie s'élevait à la hauteur d'un péril provoqué malgré lui, proposa la translation du gouvernement à Tours, où seraient appelés le corps diplomatique et les grands corps de l'état. Il proposa en outre la convocation des chambres dans cette ville pour le 15 août, la retraite de la famille royale au-delà de la Loire, ainsi que les mesures propres à isoler Paris du reste de la France. Ces propositions furent approuvées. Cependant, avant de les adopter définitivement, le roi voulut connaître l'avis de son fils resté à Saint-Cloud afin de protéger sa retraite.

Le duc d'Angoulême arriva dans la matinée suivi de quelques milliers d'hommes. Il venait de courir les plus grands dangers au pont de Sèvres, où il s'était vu abandonné par une partie de ses soldats, et de donner là, comme jadis au pont de la Drôme, des preuves de son intrépidité. Ainsi la situation s'aggravait d'heure en heure. De Paris, on n'osait plus rien espérer. Versailles était en insurrection, comme presque toute la France, et pour reprendre l'offensive, il

fallait rallier les troupes éparses sur les divers points du territoire. M. de Guernon-Ranville, convaincu néanmoins que la monarchie pouvait encore être sauvée, exposa de nouveau son projet et le fit adopter. Les ministres s'occupèrent de préparer les ordonnances nécessitées par ces mesures, ainsi que les circulaires aux préfets, aux receveurs généraux, aux autorités militaires et aux procureurs généraux. M. de Peyronnet fut chargé de rédiger une proclamation pour annoncer à la France que le roi était résolu à combattre la révolution par tous les moyens dont il pourrait disposer et pour appeler les bons citoyens au secours de la monarchie.

Ces actes étaient presque terminés, et les ministres se préparaient à les soumettre à la signature du roi, quand on vint les avertir que la cour allait partir pour Rambouillet. C'est M. Capelle que le roi avait chargé de leur faire connaître ses desseins, de les engager à pourvoir à leur sûreté, et de leur offrir, avec des passeports en blanc, quelques secours d'argent, car il les supposait avec raison dépourvus de toutes ressources. M. de Montbel distribua une somme de 6,000 francs entre les membres du conseil. Tandis que M. de Polignac se rendait auprès du roi, ses collègues se hâtèrent de détruire les actes qu'ils venaient de rédiger et qui auraient pu témoigner contre eux des moyens de défense qu'ils avaient préparés. Puis ils songèrent à se mettre en sûreté, sans se résigner cependant à s'éloigner encore. Charles X ne vit aucun d'eux, à l'exception du prince de Polignac et du baron Capelle. Il adressa au premier les plus tendres adieux, et comme M. de Polignac, dont on ne saurait contester la longue et inébranlable fidélité à la maison des Bourbons, offrait de verser son sang pour la cause que son imprévoyance avait perdue, le roi répondit : — Partez, je vous l'ordonne; je ne me souviens que de votre courage, et je ne vous accuse pas de notre malheur. Notre cause était celle de Dieu, celle du trône et de mon peuple; la Providence éprouve ses serviteurs et trompe souvent les meilleurs desseins dans des vues supérieures à nos courtes vues; mais elle ne trompe jamais les consciences droites. Rien n'est perdu encore pour ma maison. Je vais combattre d'une main et transiger de l'autre. Rendez-vous derrière la Loire, où vous serez à couvert des séditions et des vengeances du peuple égaré, au milieu de mon armée, qui a ordre de se rendre à Chartres.

En quittant le cabinet du souverain, le prince de Polignac rencontra M. de Guernon-Ranville et lui dit : — Je viens de voir votre mémoire entre les mains du roi. Nous allons à Tours. — Puis, ayant à la hâte pris congé de lui, il s'éloigna; il ne devait plus le retrouver qu'au donjon de Vincennes. MM. de Montbel, d'Haussez et de Peyronnet partirent de leur côté, sans faire connaître leurs projets. Quant à M. de Guernon-Ranville, à qui l'avis de M. de Polignac

avait rendu quelque espérance, il se décida à cheminer au moins jusqu'à Rambouillet, à la suite de Charles X, dont on apprêtait le départ. M. de Chantelauze, partageant ses sentimens, se joignit à lui; mais, tandis qu'ils cherchaient à prendre place dans une des voitures de la cour, un général accourut vers eux et leur reprocha de compromettre le roi par leur présence. Ils protestèrent vivement contre ces reproches et, sans en tenir compte, se réunirent au long cortége qui partit à cinq heures du soir. Leur collègue, le baron Capelle, monta dans la voiture où ils se trouvaient. Loin de s'associer à leurs dernières illusions, il leur fit connaître que le roi, conservant l'espoir de négocier avec Paris, estimait que, dans l'intérêt des négociations aussi bien que pour eux-mêmes, il était désirable que les signataires des ordonnances ne demeurassent pas auprès de lui. L'expression de ce désir équivalait à un ordre auquel les anciens ministres n'avaient qu'à se conformer. Ils se séparèrent de la famille royale, à dix heures du soir, au moment où elle arrivait au château de Rambouillet, première étape de l'exil dont la route se rouvrait devant elle et d'où, deux jours plus tard, elle devait se diriger vers Cherbourg, sous la protection des trois commissaires désignés par le nouveau gouvernement pour l'accompagner jusqu'à sa sortie de France.

Nous devons suivre maintenant M. de Polignac et ses collègues à travers les péripéties de leur fuite. Les rumeurs qu'ils avaient recueillies, les symptômes qu'ils avaient constatés en passant à Versailles et sur la route de Trianon à Rambouillet ne leur permettaient pas de se faire illusion sur la gravité des périls qui les menaçaient. Partout où la révolution exerçait son influence, partout où les insurgés de Paris comptaient des approbateurs et des complices, les derniers ministres de Charles X étaient l'objet de l'animadversion générale; autant dire que par toute la France on maudissait leur politique funeste, on flétrissait leur nom. Les contemporains de ces temps agités se souviennent encore des injures et des menaces par lesquelles se traduisait l'exaspération publique. Les royalistes de toute nuance, les plus violens comme les plus modérés, accusaient les membres du cabinet du 8 août d'avoir perdu la monarchie par leur imprévoyance et par leur faiblesse. Les libéraux leur reprochaient les ordonnances et entendaient les rendre responsables du sang versé. On annonçait leur mise en accusation et, pour châtier leur conduite, la peine de mort ne paraissait pas trop rigoureuse. C'est surtout contre le prince de Polignac que la haine populaire était exaspérée, s'augmentant de la vieille impopularité de sa famille et enveloppant dans ses manifestations bruyantes les hommes politiques associés à son œuvre.

En présence de ces dangers par lesquels ils étaient directement menacés et dont chacun des jours suivans devait leur apporter une preuve nouvelle, il ne restait aux anciens ministres d'autre ressource que la fuite. Pour trois d'entre eux, elle fut couronnée de succès. M. d'Haussez traversa la Normandie sans être reconnu, parvint à gagner Dieppe, d'où une barque de pêcheur le conduisit en Angleterre. Quand Charles X débarqua sur le sol britannique, M. d'Haussez s'y trouvait déjà, et tandis que la police française le cherchait aux environs de Bordeaux, il présentait ses hommages à son souverain exilé. M. de Montbel et M. Capelle, après une nuit passée chez un honorable habitant de Saint-Chéron, dans le département de Seine-et-Oise, qui n'hésita pas à leur offrir un asile et assura leur départ, se mirent en route sous un déguisement. Le premier atteignit la frontière allemande, qu'il franchit, et alla se fixer à Vienne, d'où le 21 janvier suivant, après la condamnation qui l'avait frappé par contumace, il adressa au président de la chambre des pairs une longue protestation. Le second resta caché pendant quelques jours chez le curé de Lonjumeau, puis il se dirigea vers Calais, voyageant dans la voiture d'un marchand de volailles. A Calais, il prit place sur un bateau en partance pour Douvres. Au moment où ce bateau allait s'éloigner du quai, le gendarme chargé de vérifier les papiers des passagers, n'ayant pas trouvé les siens en règle, voulut l'arrêter. M. Capelle menaça et pria, et le gendarme, pris de pitié ou intimidé, consentit à le laisser partir (1).

Les autres ministres furent moins heureux que leurs collègues. En quittant Trianon, M. de Peyronnet, soit qu'il espérât retrouver le roi à Tours et voulût l'y devancer, soit qu'il eût formé le dessein de se rendre à Bordeaux, sa ville natale, s'était dirigé vers Chartres. Là, il parvint à se procurer une voiture et des chevaux et partit aussitôt pour le chef-lieu du département d'Indre-et-Loire, où il arriva dans la matinée du 2 août. Malheureusement pour lui, depuis quarante-huit heures cette ville, qu'il croyait paisible et fidèle aux Bourbons, s'était prononcée pour la révolution. Impuissant à réprimer le mouvement, le général Donnadieu, commandant la division militaire, avait dû s'enfuir pour échapper aux poursuites dont il était l'objet. Maîtresse de tous les pouvoirs, la garde nationale le recherchait activement, exerçant de tous côtés une surveillance rigoureuse, interrogeant les voyageurs et opérant aux barrières des perquisitions dans toutes les voitures.

Dès qu'il connut ces nouvelles, M. de Peyronnet voulut revenir sur ses pas; mais c'était trop tard. Sa chaise de poste avait été signalée. Sur l'avenue de Grandmont, la portière fut brusquement ouverte

(1) Nous devons ces renseignemens à la famille du baron Capelle.

par le garde champêtre de la petite commune de Saint-Étienne-extra, qui a été réunie depuis à la ville de Tours. L'agent de la force publique voulut voir les papiers de ce voyageur mystérieux et pressé, dans lequel il devinait un grand personnage politique fugitif. M. de Peyronnet exhiba un passeport que M. Capelle lui avait remis à Trianon, mais dont le garde champêtre contesta la régularité. Des passans s'étaient attroupés ; l'un d'eux déclara qu'il fallait conduire l'inconnu à la poste aux chevaux, et M. de Peyronnet dut se résigner. On le fit entrer dans l'habitation du maître de poste, où un habitant de Tours, ancien magistrat destitué sous son ministère, le reconnut, et, obéissant à un sentiment de vengeance dont dans un tel moment se serait gardée une âme généreuse, osa le dénoncer. L'ancien ministre ne chercha pas à nier son identité. Il subit à la maison d'arrêt un interrogatoire sommaire, à la suite duquel il fut gardé à vue dans l'infirmerie de la prison, tandis que les autorités récemment installées annonçaient à Paris la nouvelle de son arrestation et demandaient des ordres, afin de savoir ce qu'elles devaient faire du prisonnier (1).

A la même heure, MM. de Chantelauze et de Guernon-Ranville, ignorant les événemens, s'étaient mis en route pour Tours, convaincus que là viendrait se reconstituer le pouvoir royal et que leur présence pourrait être utile à Charles X, s'il se décidait à résister à la révolution. Partis de Rambouillet dans la matinée de la veille, après avoir passé la nuit dans une mauvaise auberge, ils s'étaient rendus à Chartres à pied, faute d'avoir pu trouver un véhicule. M. de Guernon-Ranville était porteur du passeport d'un employé du château de Saint-Cloud, nommé Barbier, qui correspondait avec exactitude à son signalement. M. de Chantelauze avait rempli lui-même d'un faux nom un passeport en blanc, qu'il déchira ensuite, n'osant s'en servir. Les deux anciens ministres, détail assez piquant, étaient encore en frac, et c'est à Chartres seulement qu'ils purent se procurer des vêtemens mieux appropriés à leur nouvelle et triste situation. Le trajet de Rambouillet à Chartres, bien qu'il n'y ait entre les deux villes qu'une distance de huit lieues, leur prit quatorze heures. M. de Chantelauze, souffrant et frêle, ne marchait qu'avec lenteur. M. de Guernon-Ranville, à qui sa robuste santé et la vigueur de son âge eussent permis de se sauver aisément, s'il eût été seul, se refusait à l'abandonner.

Durant cette longue route, ils recueillirent plus d'un témoignage de l'exécration à laquelle était voué dès ce moment le ministère dont ils avaient fait partie. Ils purent comprendre que c'en était fait de la royauté, et n'eurent plus de doute à cet égard quand le len-

(1) C'est à Tours que nous avons recueilli le récit de l'arrestation de M. de Peyronnet.

demain, dans la mauvaise voiture qui les conduisait de Châteaudun à Tours, un voyageur leur décrivit l'état des esprits dans cette ville. Ce qu'ils apprirent à ce sujet les détermina à ne pas y entrer sur-le-champ. Ils abandonnèrent leur véhicule à la porte des faubourgs où ils avaient résolu de coucher. La nuit était déjà venue. En cherchant une auberge, ils s'égarèrent et se trouvèrent tout à coup auprès d'un petit village qui se nomme La Membrolle et que traverse la route du Mans. Presqu'en même temps, ils furent entourés par une demi-douzaine de paysans armés qui veillaient autour de leurs demeures, afin d'en éloigner les incendiaires dont les récens exploits dans les départemens voisins avaient dicté aux populations rurales du centre de la France des mesures de prudence et de sûreté. M. de Chantelauze étant hors d'état d'opposer aucune résistance, M. de Guernon-Ranville se résigna à le suivre chez le maire, qui les interrogea. Satisfait des explications du premier, qui prétendait être un colporteur de Bordeaux parti de Paris sans avoir pu se procurer des papiers, satisfait également du passeport du second, le magistrat municipal allait les laisser continuer leur route; mais ceux qui les avaient arrêtés furent d'avis qu'il convenait de les conduire à Tours le lendemain, et le maire donna son adhésion à ce projet. L'arrestation de M. de Peyronnet, sur lequel, disait-on, on avait saisi « une charge de billets de banque » et dont ses collègues apprirent en ce moment la nouvelle devenue publique, avait rendu les paysans défians et craintifs. Ils veillèrent toute la nuit autour de l'auberge où étaient enfermés les voyageurs suspects, qui durent dès lors renoncer à toute velléité d'évasion.

Le lendemain, ils furent séparés en arrivant à Tours. M. de Guernon-Ranville, fort d'un passeport parfaitement en règle, protesta avec la dernière énergie contre son incarcération en réclamant sa mise en liberté. Soumis à un long interrogatoire, il avait été assez heureux pour convaincre de son innocence le substitut du procureur du roi, et ordre était donné d'ouvrir la porte de sa prison quand tout à coup contre-ordre arriva. M. de Chantelauze, accablé par la fatigue et moins heureux que M. de Guernon-Ranville, enfermé avec des malfaiteurs, venait de se nommer, afin d'obtenir qu'on le traitât avec les égards dus à son rang. Dès lors on renonça à laisser partir son compagnon, qui persista néanmoins à se donner pour le sieur Barbier et qui ne fut reconnu comme étant l'ancien ministre de l'instruction publique que vers le 15 août.

Les trois ministres arrêtés à Tours y furent, jusqu'au moment de leur départ, l'objet de la détention la plus rigoureuse. M. de Montmarie, beau-fils de M. de Guernon-Ranville, M. de Villeléon, gendre de M. de Peyronnet, arrivés dès que la nouvelle de l'arrestation avait été connue, un sieur Durand, venu aussi pour voir l'ancien

ministre de l'intérieur, n'obtinrent qu'à grand'peine la permission de leur parler; puis, après deux entrevues avec les prisonniers, en présence des geôliers ou de gardes nationaux, ils reçurent l'ordre de quitter la ville. Ces mesures étaient motivées moins par les exigences d'une surveillance sévère que par la nécessité de pourvoir à la sûreté des anciens conseillers de Charles X. La population de Tours était exaspérée contre eux. Chaque jour, des attroupemens se formaient autour de la prison, située à l'extrémité de la rue Royale, du côté de la Loire, et les autorités avaient hâte de voir finir un état de choses éminemment périlleux. Il existe dans le dossier qui est sous nos yeux plusieurs lettres de M. d'Entraigues, nommé préfet d'Indre-et-Loire le 5 août, en remplacement du comte de Juigné, qui réclament avec instance du ministre de l'intérieur la translation des prisonniers à Paris. Le 24 août, M. Guizot annonçait une prompte solution, et enfin dans la nuit du 25 au 26, à deux heures et demie du matin, une grande diligence, escortée par des gardes nationaux et des gendarmes que commandait le capitaine Gillet, sous les ordres de deux commissaires spéciaux, MM. Foy et Vaudet, chargés par le gouvernement de veiller à la sécurité des anciens ministres, les emportait vers Paris. M. de Chantelauze avait pris place dans le coupé, M. de Peyronnet dans l'intérieur, M. de Guernon-Ranville dans la rotonde. Le trajet s'effectua sans incident, si ce n'est à Chartres, où un rassemblement d'exaltés menaça un instant les voyageurs. Partout ailleurs, les manifestations se bornèrent aux cris de « à bas Polignac! » Enfin le vendredi 27, à cinq heures du matin, la diligence arrivait à Vincennes, en longeant les boulevards extérieurs.

Le général Daumesnil, soldat énergique, humain et loyal, amputé d'une jambe, illustré par maints faits d'armes, commandait, comme gouverneur, le château de Vincennes, qu'il avait défendu deux fois, en 1814 et en 1815, contre les armées alliées, répondant alors à ceux qui lui proposaient de rendre la place : « Je rendrai Vincennes quand on me rendra ma jambe, » ou encore, quand le feld-maréchal Blücher lui offrait de payer la reddition au prix de 3 millions : « Je ne vous rendrai pas la place, mais je ne vous rendrai pas non plus votre lettre. A défaut d'autres richesses, elle servira de dot à mes enfans. » C'est à cet homme éprouvé que le roi Louis-Philippe avait voulu confier la garde d'une prison contre laquelle la présence des anciens ministres allait ameuter les fureurs populaires. Le général reçut les nouveaux arrivans avec les égards dus à leur infortune, les installa dans les logemens qu'ils devaient occuper, et où un huissier de la chambre des pairs vint ensuite leur signifier un ordre d'écrou.

Dans cette même matinée du 27 août, le prince de Polignac,

arrêté le 15 à Granville, au moment où il se préparait à passer à Jersey, fut également écroué à Vincennes. Ses tentatives pour échapper aux poursuites dirigées contre lui n'avaient pas été plus heureuses que celles de ses anciens collègues, que l'accusation appelait déjà des complices (1). Il avait quitté Trianon le 31 juillet, derrière Charles X, après avoir pourvu à la sûreté de la princesse sa femme, que les événemens venaient de surprendre à son château de Millemont, entre Versailles et Rambouillet, enceinte de six mois, et qui, en essayant de rejoindre son mari, s'était vue insultée par la population de Versailles, arrêtée, conduite à la maison d'arrêt, et n'avait dû son salut, s'il faut en croire M. de Lamartine, qu'au dévoûment de quelques personnes qui la firent évader sous les vêtemens d'une ouvrière. Réfugié d'abord aux environs de Senlis, chez Mme de Morfontaine, fille du conventionnel Lepeltier de Saint-Fargeau, l'ancien ministre avait traversé la Normandie insurgée, déguisé en domestique, sur le siége de la voiture de sa protectrice. Reprenant pour la circonstance son nom de famille, dont la popularité révolutionnaire devait déjouer tous les soupçons et la seconder dans sa tâche, elle le conduisait aux environs de Granville chez une dame de La Martinière, personne étrangère au pays, qui s'était fixée en 1829 à Saint-Jean-le-Thomas, bourgade du littoral. Le 10 août, M. de Polignac arrivait heureusement, à la suite de la marquise de Saint-Fargeau, au terme de son voyage. Il se tint caché, tandis que quelques personnes initiées à son secret s'efforçaient de lui faciliter les moyens de quitter la France.

Parmi elles se trouvait M. Gaslonde, receveur principal des douanes à Granville. Il disposait, en raison de ses fonctions, de moyens exceptionnels. Il s'offrit à faire embarquer l'ancien président du conseil, et ce dernier accepta son offre. Il passa même une journée à la Faisanderie, petite terre appartenant à M. Gaslonde; mais durant ces quelques heures, des défiances avaient commencé à s'éveiller contre celui-ci parmi la garde nationale de Granville : il se savait l'objet d'une surveillance spéciale, il craignit de perdre le prince de Polignac au lieu de le sauver, et renonça à intervenir. D'ailleurs, sur un avis venu de Paris, M. de Polignac avait manifesté le dessein de se rendre à Cherbourg. Toutefois il dut y renoncer, car les populations normandes étaient partout soulevées par la nouvelle du passage prochain de Charles X, qui venait d'arriver à Argentan, et gardaient rigoureusement les routes que leur colère

(1) En essayant de reconstituer les circonstances de sa fuite, soit à l'aide de renseignemens verbaux ou de relations écrites, soit à l'aide des documens déposés aux archives du département de la Manche, nous avons rencontré plusieurs versions assez différentes les unes des autres, sinon contradictoires. Nous les avons comparées, et nous croyons être parvenu, en les coordonnant entre elles, à en faire jaillir la vérité.

rendait particulièrement dangereuses pour l'homme dont en ce moment la France entière maudissait le nom. Il revint donc à Saint-Jean-le-Thomas.

De plus en plus inquiète pour la sûreté de son hôte, Mme de La Martinière se décida, avec son assentiment et celui de la marquise de Saint-Fargeau, à mettre le curé de Saint-Jean dans la confidence de ses perplexités. Cet ecclésiastique comptait justement parmi ses amis un sieur Leclère, ancien officier de marine, maître de port à Granville, propriétaire d'une terre voisine de l'habitation de Mme de La Martinière, avec qui il entretenait quelques rapports de voisinage, et chez laquelle il avait rencontré la marquise de Saint-Fargeau. Le jeudi 12 août, M. Leclère reçut à Granville la visite du curé de Saint-Jean, venu auprès de lui afin de s'informer si quelque bateau devait partir prochainement pour Jersey. M. Leclère répondit que le patron Jean Lemaître se proposait de faire le voyage le mardi suivant, et voulut connaître le nom du voygaeur pour lequel le renseignement lui était demandé. Quand il sut qu'il s'agissait de l'amie de Mme de La Martinière et qu'elle avait hâte de s'embarquer, il promit de la prévenir si quelque patron du port partait plus tôt. Il se chargea même de faire viser le passeport que le curé lui laissa, passeport régulier délivré par le préfet du Calvados, et destiné à la marquise et au valet de chambre qui voyageait avec elle.

Le samedi, Mme de Saint-Fargeau vint elle-même à Granville. Conseillée et guidée par M. Leclère, elle loua chez un aubergiste du port, le sieur Le Pelletier, une chambre pour elle et un cabinet pour son domestique, et à l'*Hôtel des Marchands*, une écurie pour ses chevaux; puis elle retint deux places, au prix de 6 francs chacune, sur le bateau du sieur Lehodey, qui devait mettre à la voile le lundi. Un autre patron, nommé Pannier, sollicité par elle de prendre la mer le dimanche, avait demandé 60 francs qu'elle ne voulut pas donner, craignant sans doute que l'acceptation de ce prix exagéré n'éveillât les soupçons du batelier. Elle partit ensuite par la diligence qui l'avait amenée. M. de Polignac l'attendait à Saint-Jean-le-Thomas. Elle revint à Granville, durant la nuit, dans une voiture particulière dont il occupait le siége. Elle s'installa avec lui chez l'aubergiste Le Pelletier. Mais M. de Polignac sortit au lever du soleil et ne rentra que le soir. A dix heures, M. Leclère ramena Mme de Saint-Fargeau à l'hôtellerie. Elle avait passé la soirée chez lui, avec sa femme, personne spirituelle et distinguée qui occupait dans la société granvillaise une haute situation. Comme il venait de prendre congé de la marquise, l'aubergiste Le Pelletier, qui se trouvait sur la porte de son établissement avec quelques personnes, lui dit : — Je ne sais si cette dame s'appelle Mme de Saint-Fargeau; mais, pour sûr, l'individu qui est avec elle n'est pas un domestique, c'est plu-

tôt un personnage important. Il parle à merveille, il a des mains d'aristocrate, il met des gants pour cirer les chaussures de sa maîtresse; c'est peut-être Polignac. — J'affirme que la dame est bien la marquise de Saint-Fargeau, répliqua M. Leclère ; quant au domestique, je ne le connais pas et je n'en peux répondre. — Puis il s'éloigna.

Mais il n'était pas le seul à qui Le Pelletier eût fait part de ses doutes : bientôt le bruit se répandit que le prince de Polignac était dans la ville. Vers minuit, une trentaine de gardes nationaux rassemblés autour de la maison menaçaient de l'arrêter. Le commissaire de police, arrivant à son tour, fut accueilli par ces mots : — C'est Polignac ! interrogez-le. — Mme de Saint-Fargeau et M. de Polignac entendaient ces rumeurs de la chambre dans laquelle ils se trouvaient et où le commissaire se présenta bientôt. La marquise protesta contre toutes les insinuations dont elle était l'objet, montra son passeport régulièrement visé; mais quand le magistrat eut vu et interrogé le prétendu domestique, il fut frappé de sa distinction, de son accent, de son grand air, de tous les traits qui trahissaient chez M. de Polignac l'homme de vieille race et le personnage de cour. Il lui demanda son nom, et comme le prince déclarait se nommer Pierrotte et être bien réellement au service de Mme de Saint-Fargeau, le commissaire de police répondit : — Je n'en crois rien ; vous n'avez pas de papiers, je suis obligé de vous arrêter.

M. de Polignac passa la nuit à la maison d'arrêt, tandis que Mme de Saint-Fargeau était gardée à vue dans sa chambre. Le lendemain ils furent interrogés l'un et l'autre, séparément, par le maire assisté de quelques notables. Leurs réponses n'ayant pas paru concordantes, il fut décidé que l'inconnu serait immédiatement dirigé sur Saint-Lô, accompagné par le maire, un officier de la garde nationale et deux gendarmes. Mme de Saint-Fargeau refusa de le quitter et partit avec lui. C'était le 16 août (1). En arrivant à Saint-Lô, M. de Polignac fut conduit devant le procureur du roi et le juge d'instruction. Dès les premières questions que les magistrats lui adressèrent, il renonça à se cacher plus longtemps et se fit reconnaître. La commission départementale ordonna alors son incarcération, moins cependant pour se donner le temps de demander des ordres à Paris que pour protéger l'ancien ministre contre l'exaspération de la populace, dont la nouvelle de son arrestation avait dé-

(1) Les curieux détails qu'on vient de lire sont empruntés à une lettre dont l'original se trouve aux archives du département de la Manche et que M. Leclère écrivait le 16 août aux membres de la commission départementale, afin de protester contre les rumeurs qui, dès ce moment, l'accusaient d'avoir voulu favoriser l'évasion de M. de Polignac. Dans cette lettre, il affirme avec énergie qu'il ignorait la véritable qualité du prétendu domestique de la marquise de Saint-Fargeau.

chaîné la violence et qui poussait des cris de mort autour de sa prison. Pour le soustraire à ces fureurs et jusqu'au moment où il partit pour Paris, les autorités se virent dans la nécessité de mettre sur pied la garde nationale et la garnison de Saint-Lô. Une lettre du maire au ministre de l'intérieur nous révèle que, dans la nuit du 22 au 23 août, les jours de M. de Polignac furent sérieusement menacés. Un formidable incendie avait éclaté aux abords de la prison, et c'est lui que la foule accusait d'avoir causé ce sinistre, qui rappelait les incendies du mois précédent.

Dans la soirée du jour où il avait été arrêté, le prince de Polignac, ayant appris l'arrivée à Saint-Lô du maréchal Maison, du baron de Schonen et de M. Odilon Barrot, commissaires délégués par le nouveau gouvernement pour accompagner Charles X à Cherbourg, qui retournaient à Paris, leur mission accomplie, demanda à les voir, invoquant leur autorité pour obtenir d'être délivré. Ils se rendirent à son appel, traversant, pour arriver à lui, une foule irritée. — Il n'existe contre moi aucun mandat de justice, leur dit-il. Pourquoi m'a-t-on arrêté? On ne peut me retenir plus longtemps dans cette prison sans violer dans ma personne les droits de la liberté individuelle. — Pour toute réponse, M. Odilon Barrot lui fit observer qu'en ce moment la prison seule protégeait sa vie contre les fureurs de la foule. — Qu'ai-je donc fait pour mériter cette haine? demanda M. de Polignac. Dans le passé, j'ai obéi à des ordres sacrés pour moi; dans l'avenir, je n'ai d'autre désir que de me retirer à la campagne. — Vous avez commandé le meurtre de vos concitoyens, répondit M. Odilon Barrot, non pour la défense des lois, mais pour leur violation flagrante. C'est un crime que le code pénal punit de mort. Vous n'avez pas de temps à perdre pour préparer votre défense et pourvoir à votre salut. — Après un entretien durant lequel le prisonnier ne cessa de manifester l'étonnement de l'innocence persécutée, il proposa à M. Odilon Barrot de se charger de sa défense; mais celui-ci, qui venait d'être nommé préfet de la Seine, fut contraint de décliner l'offre de l'ancien président du conseil. Avant de laisser s'éloigner les commissaires, le prince de Polignac écrivit au baron Pasquier, nouvellement promu à la présidence de la chambre des pairs, une lettre qu'il leur remit en les priant de la faire parvenir à son adresse. Dans cette lettre, il réclamait sa mise en liberté et invoquait le privilége réservé aux pairs par la charte de 1815 et consacré par celle de 1830, de ne pouvoir être arrêté qu'en vertu d'une décision de la chambre dont ils faisaient partie. A lire cette requête empreinte de calme et de confiance, on pouvait croire que le prince de Polignac ne soupçonnait même pas la gravité de l'acte d'accusation que la France entière dressait déjà contre lui.

Tandis que ces incidens se déroulaient au fond de la Normandie, enveloppés et perdus dans ce drame solennel, la chute d'une dynastie, qui venait de se dénouer à Cherbourg, la France assistait, satisfaite et triste à la fois, à une révolution que les uns saluaient comme une aurore et que les autres déploraient en y voyant une source inépuisable de malheurs à venir. Le duc d'Orléans proclamé roi des Français, la direction des affaires confiée à des hommes nouveaux, l'avénement de la bourgeoisie au pouvoir, devenu d'un espoir incertain un fait accompli, la charte modifiée, tels étaient les traits principaux de cette révolution. On était dans la période aiguë de la crise quand, le 6 août, un député de la Seine, M. Eusèbe Salverte, se faisant l'organe des passions qui devaient agiter longtemps encore la patrie française, déposait sur le bureau de la chambre une proposition ainsi conçue : « La chambre des députés accuse de haute trahison les ministres signataires du rapport au roi et des ordonnances en date du 25 juillet 1830. » Le 13 août, il développait cette proposition avec une extrême violence et la faisait prendre en considération à l'unanimité des votans. Enfin, le 20 août, la commission à laquelle l'examen en avait été confié sollicitait et obtenait, après un vif débat, « d'être investie du pouvoir conféré par le code d'instruction criminelle aux juges d'instruction et aux chambres de mise en accusation, » c'est-à-dire d'interroger les prévenus, de citer et d'entendre les témoins, de décerner des mandats d'amener, de dépôt et d'arrêt.

Peu de jours après, la lettre du prince de Polignac au baron Pasquier arrivait à la chambre des pairs, en même temps qu'un avis officiel du garde des sceaux, annonçant que l'ancien président du conseil et le comte de Peyronnet étaient détenus, l'un à Saint-Lô, l'autre à Tours. Cet avis ne faisait mention ni de M. de Guernon-Ranville ni de M. de Chantelauze, parce qu'ils n'appartenaient pas à la chambre haute. En ce qui concernait M. de Peyronnet, l'assemblée estima que, dépossédé de la pairie, par l'article 78 de la nouvelle charte, en même temps que ses collègues nommés par Charles X, il ne jouissait plus du privilége des pairs, qu'en conséquence elle n'avait pas à délibérer sur son sort avant d'avoir été constituée en cour judiciaire. Quant à M. de Polignac, considérant qu'il avait été arrêté et détenu sur la « clameur publique » qui le poursuivait, elle pensa qu'il résulterait pour elle une lourde responsabilité si elle refusait de maintenir la détention, d'autant plus qu'elle était « officiellement prévenue de la mise en accusation proposée par la chambre des députés et que personne ne pouvait avoir la pensée de se dérober à un aussi grand accusateur. » Pour ces motifs, la chambre des pairs autorisa l'arrestation du prince de Polignac. C'est à la suite de ces décisions qui préludaient au retentissant procès des derniers mi-

nistres de Charles X qu'ordre fut expédié à Saint-Lô et à Tours de les transférer à Paris, où ils arrivèrent, comme on l'a vu, dans la matinée du 27 août 1830.

II.

Aussitôt après leur arrivée au château de Vincennes, transformé pour la circonstance en annexe de la prison de la Force, les anciens ministres furent déposés dans le pavillon de la reine, où on ne les laissa que quelques heures, sans leur permettre de communiquer entre eux. En entrant dans une des salles de ce pavillon, M. de Guernon-Ranville s'étant approché d'une croisée ouverte sur la forêt, le général Daumesnil, qui se trouvait à ses côtés, lui dit : — Ne vous montrez pas trop, monsieur; une balle pourrait bien vous venir du dehors. — M. de Guernon-Ranville prit d'abord ces paroles pour une gasconnade; mais lorsque, quelques instans après, on le conduisit au donjon, à travers les cours intérieures, il comprit ce que contenait de vérité l'avertissement du gouverneur. Les gardes nationaux, rangés en haie sur son passage, lui adressèrent des injures et des menaces. Il entendit même ces mots : — Il faut lui f... un coup de fusil. — Il arriva cependant sans accident jusqu'à la cellule qui lui était destinée, au sommet du château, cellule de sept pieds de large sur douze de long, qu'éclairait une fenêtre étroite, percée dans un mur d'une épaisseur de deux mètres et garnie d'un double grillage de gros barreaux de fer.

Ses collègues occupaient déjà des cachots pareils au sien. Pour y parvenir, ils avaient dû passer comme lui parmi les gardes nationaux de service dans les cours et subir aussi des témoignages de malveillance et de colère, à l'exception toutefois de M. de Chantelauze, dont la physionomie maladive, l'air exténué, inspirèrent le respect et la pitié. L'apparition de M. de Polignac souleva, malgré la dignité de son attitude, de violens murmures qui se changèrent en vociférations quand M. de Peyronnet se présenta, le chapeau sur la tête, le regard provocateur, exprimant la morgue et le dédain qui lui étaient habituels. Un garde national le coucha en joue en criant : — A genoux, le misérable qui a fait tirer sur le peuple, et qu'il demande pardon! — On éloigna ce furieux; mais à ces traits les signataires des ordonnances durent reconnaître combien la population de Paris était exaspérée contre eux.

Le lendemain, dans la matinée, la garnison du château se mit sous les armes pour recevoir les délégués de la commission parlementaire, chargée de se prononcer sur la mise en accusation des ministres, qui venaient procéder à un premier interrogatoire. Bientôt deux voitures escortées de gendarmes entrèrent dans la cour ame-

nant MM. Bérenger, Mauguin et Madier de Montjau. Les tambours battirent aux champs. — Pourquoi cet appareil? demanda M. Madier de Montjau au général Daumesnil. — La souveraineté ne réside-t-elle pas dans la chambre dont vous êtes les représentans? répondit le gouverneur. — A en croire les récits du temps, les commissaires n'étaient pas d'accord sur le cérémonial de la réception qui devait leur être faite. Contrairement à l'avis de MM. Bérenger et Madier de Montjau, leur collègue M. Mauguin avait exigé que la mission dont ils étaient investis fût entourée de solennité, et s'il se montra satisfait de l'accueil qu'ils reçurent, il ne le fut pas de la modestie du cortége qui les conduisit à Vincennes. M. Denis-Lagarde, secrétaire rédacteur de la chambre, les accompagnait en qualité de greffier. A midi et demi, M. de Polignac comparut devant eux; MM. de Peyronnet, de Chantelauze et de Guernon-Ranville lui succédèrent. Les anciens ministres se montrèrent, dès ce premier moment, tels qu'ils devaient être au cours du procès : M. de Polignac, pénétré de l'excellence de sa cause et de la légitimité de sa conduite, rempli de confiance dans l'issue des débats, semblant ne pas comprendre la gravité des griefs invoqués contre lui; M. de Peyronnet, solennel, digne, avec cette nuance de forfanterie qui lui était propre; M. de Chantelauze, presque dédaigneux pour des juges dont il ne reconnaissait pas la compétence, se laissant arracher les paroles, ne répondant aux questions que contraint et forcé; M. de Guernon-Ranville s'appliquant honorablement à ne pas séparer sa cause de celle de ses collègues, mais en même temps s'expliquant avec netteté sur la résistance opposée par lui aux ordonnances, « encore qu'il les eût signées, dit-il, parce qu'il les croyait autorisées par l'article 14 de la charte; » tous d'ailleurs unanimes à ne pas trahir le secret de leurs délibérations, empressés à couvrir le roi et exprimant l'avis que la chute de Charles X dégageait leur responsabilité.

Les commissaires apportèrent les plus grands égards dans l'accomplissement de leur mission. On raconte qu'à l'aspect de M. de Chantelauze, qu'il avait autrefois connu, M. Mauguin fondit en larmes et lui tendit la main. Un fragment de l'interrogatoire de M. de Polignac, copié sur la minute du greffier, aux archives de France, achèvera de faire revivre aux yeux du lecteur la physionomie de ce premier acte de la procédure. — D. Prince de Polignac, reconnaissez-vous votre signature au bas des ordonnances? — R. Je la reconnais. — D. Avez-vous participé à celles qui ne portent pas votre nom? — R. Comme ministre, oui. — D. Quel est le rédacteur du rapport au roi? — R. Je ne peux le nommer. — D. Qui est-ce qui a envoyé aux députés les lettres closes pour les convoquer? — R. Je l'ignore. — D. Quels motifs ont fait confier le commandement au duc de

Raguse? — R. Il lui était depuis longtemps destiné. — D. Savez-vous d'où est venu l'ordre de tirer sur le peuple? — R. Je l'ignore; mais j'affirme que l'ordre contraire a été donné. — D. Avez-vous donné l'ordre de distribuer de l'argent aux troupes? — R. Non. Il ne leur a été distribué que ce qui était nécessaire à leurs besoins. — D. Sur quelle caisse? — R. Je l'ignore; je sais seulement que ce n'est pas sur celle de la liste civile. — D. Qui a donné l'ordre des distributions? — R. Je ne sais. — D. Est-il vrai que vous ayez ordonné le rétablissement des cours prévôtales et l'arrestation d'un certain nombre de députés? — R. C'est faux.

L'interrogatoire des autres ministres ne différa guère de celui de M. de Polignac. M. de Chantelauze se déclara l'auteur du rapport au roi. M. de Peyronnet tint à faire remarquer, quoique son affirmation ne pût être considérée que comme le résultat d'une inconcevable exagération, qu'il s'était opposé aux ordonnances et ne les avait signées que par dévoûment au roi, qui l'avait comblé de bienfaits. Ce qu'on sait de l'histoire de ces temps agités permet d'affirmer qu'il n'y eut dans le dernier cabinet de Charles X d'autre résistance sérieuse aux actes qui provoquèrent la révolution que celle de M. de Guernon-Ranville, appuyée une seule fois par M. de Peyronnet lorsque la première proposition en fut faite.

Après ce commencement d'instruction, les commissaires de la chambre des députés se retirèrent en promettant aux prisonniers que le secret qui pesait rigoureusement sur eux ne tarderait pas à être levé. Il le fut en effet au bout de quatre jours. Ils eurent alors l'autorisation de communiquer entre eux, de prendre leur repas en commun et de recevoir les membres de leur famille munis de permis. Ces permis ne furent d'ailleurs délivrés qu'à un petit nombre de personnes sur la liste desquelles nous voyons figurer la princesse de Polignac, le duc et la duchesse de Guiche, un homme d'affaires, le valet de chambre du prince, avec cette mention : « deux fois par semaine, » M. de Montmarie, le frère de M. de Chantelauze, M. de Villeléon. Les anciens ministres pouvaient en outre se promener dans un étroit préau dont toutes les issues étaient surveillées par des gardes nationaux. Pendant les premiers jours, ils y vinrent assidûment; mais M. de Chantelauze étant tombé assez gravement malade pour ne pouvoir plus sortir, M. de Guernon-Ranville resta auprès de lui, afin de lui donner des soins. Puis M. de Peyronnet, que la présence des factionnaires importunait et irritait, renonça à toute promenade. M. de Polignac seul continua à se montrer tous les jours, prenant même plaisir à interroger les gardes nationaux et à se faire répéter par eux ce qu'on disait de lui dans Paris.

Le 9 septembre, les anciens ministres furent interrogés de nouveau; mais cette fois, comme on va le voir, l'interrogatoire se fit

plus précis qu'il ne l'avait été le 28 août et serra les événemens de plus près. Quelques jours avant d'ailleurs, M. de Polignac, allant au-devant de certaines questions, avait écrit à la commission de la chambre des députés, afin de s'expliquer sur divers points touchés dans sa première entrevue avec les commissaires, et de démontrer que, durant les trois journées de combat, il n'avait donné aucun ordre. C'est l'esprit de cette lettre qui reparaît dans les lignes qu'on va lire. — D. Qui a conseillé au roi la formation du ministère du 8 août? — R. Je n'ai qu'une réponse à faire. J'ai été appelé comme ministre par le roi. — D. Qui a conseillé et rédigé le discours de la couronne prononcé par le roi à l'ouverture de la précédente session? — R. La détermination fut prise en conseil. Quant à l'auteur du discours, je n'ai pas à le nommer. — D. Qui a suggéré et dicté la réponse du roi à l'adresse? — R. C'est le secret du conseil, et je ne peux le dire. — D. Est-il à votre connaissance qu'on ait destitué beaucoup de fonctionnaires à l'occasion des élections? — R. C'est un relevé à faire d'après *le Moniteur*. — D. Vous avez dit dans votre lettre à la commission que, lorsque le 28 juillet plusieurs députés se présentèrent à l'état-major de la place, vous résolûtes, avec le maréchal duc de Raguse, d'écrire au roi. Le fîtes-vous? que répondit le roi? — R. J'ai écrit au roi. Le maréchal a écrit de son côté; mais il ne m'a pas communiqué la réponse qu'il a reçue. D'ailleurs, toutes les fois que je serai interrogé sur ce que le roi a cru pouvoir m'écrire et me dire, un sentiment de respect et d'honneur m'imposera un silence absolu. — D. Dans les journées des 26 et 27, rendait-on compte au roi de ce qui se passait dans Paris? — R. Le maréchal m'a dit lui avoir envoyé régulièrement des rapports. Quant à moi, je n'ai point eu connaissance des mouvemens militaires qui de part ou d'autre se sont opérés dans Paris. — D. Est-il vrai que le 25 vous ordonnâtes une certaine surveillance autour de Neuilly (résidence du duc d'Orléans)? — R. C'est faux. — D. Des mandats d'arrêt ont été décernés le 27 juillet contre un certain nombre de personnes. Ont-ils été délibérés en conseil? — R. Je n'en ai eu aucune connaissance. — D. Vous avez dit dans votre lettre à la commission que le 20 au matin vous vous rendîtes à Saint-Cloud et que vous engageâtes le roi à retirer les ordonnances et à envoyer M. de Mortemart à Paris pour l'annoncer. Qu'arriva-t-il? — R. Le roi accepta ma démission et retira les ordonnances. J'introduisis chez sa majesté le duc de Mortemart et l'y laissai. Depuis cette époque, je suis resté étranger à ce qui s'est passé. — D. En suite de la mise de Paris en état de siége, il paraît qu'on s'occupait dès le 28 juillet chez le sous-secrétaire d'état de la guerre de l'organisation d'un conseil de guerre. Avez-vous donné des ordres pour cette organisation? — R. Aucun. Je suis resté étranger, je le répète, à tout ce

qui s'est fait pendant ces trois jours. — D. Le sieur Lizoire, inventeur de projectiles incendiaires, avait été invité par plusieurs ministres à livrer des projectiles pour s'en servir contre la ville de Paris dans les journées des 27 et 28 juillet. En avez-vous eu connaissance? — R. Le fait est faux. Je n'ai jamais connu personne qui portât ce nom. Je viens de lire la pétition du sieur Lizoire à la chambre. Elle ne contient que d'infâmes calomnies. — D. Le roi avait-il, indépendamment des ministres, d'autres personnes de qui il prenait conseil? — R. Je n'en connais aucune.

M. de Peyronnet, interrogé après M. de Polignac, se reconnut l'auteur de l'ordonnance relative à un nouveau système électoral; mais il refusa de révéler les délibérations du conseil. — Je ne veux pas, dit-il, violer le serment que j'ai prêté. — Dans le cas où le conseil n'aurait pas été unanime, lui demanda-t-on, ne craindriez-vous pas, en gardant le silence, de manquer à vos devoirs envers ceux de vos anciens collègues qui se seraient opposés aux ordonnances? — R. Je craindrais au contraire de manquer à mes devoirs envers eux en donnant, par exemple, des explications qui me seraient personnellement favorables. Au surplus, pour la signature des ordonnances, il y a eu, au moins en ce moment, une apparence d'unanimité. Antérieurement, il y avait eu sans doute discussion, et par conséquent dissentiment. — D. Il semblerait résulter de votre réponse que les explications que vous auriez à donner vous seraient favorables. Étiez-vous en dissentiment avec vos collègues? — R. Vous avez de nombreux moyens de connaître la vérité sur ce point, sans que je vous donne les explications que vous demandez. — D. Nous comprenons le sentiment qui vient de dicter votre réponse et nous nous bornons à vous demander si M. de Guernon-Ranville a été en dissentiment? — R. M. de Guernon-Ranville a exprimé en effet dans deux conseils des opinions opposées au système qui a prévalu. — Les réponses de M. de Guernon-Ranville n'ajoutèrent aucun éclaircissement à celles de ses collègues. Après avoir déclaré qu'il ne répondrait qu'autant qu'il serait interrogé sur des faits personnels, et comme on lui demandait si les ordonnances du 25 juillet avaient été votées à l'unanimité : — Non, dit-il; je les ai combattues et dans les conseils préparatoires et dans le conseil tenu sous la présidence du roi où elles furent définitivement arrêtées. Je crois pouvoir ajouter que dans celui où pour la première fois le principe en fut émis, M. de Peyronnet se joignit à moi pour les combattre. — Quant à M. de Chantelauze, aigri et malade, il refusa tout net de répondre.

Le ton de ces interrogatoires, les clameurs de l'opinion dont les échos leur arrivaient jusque dans leur prison, l'accent passionné des haines impitoyables dont ils étaient l'objet, ne permettaient pas

aux anciens ministres de Charles X de se faire illusion sur l'issue de la procédure commencée contre eux : elle devait aboutir à une mise en accusation. Dès le 10 septembre, ils en avaient tous au même degré la conviction et s'occupèrent de se choisir des défenseurs, ayant décidé qu'il ne convenait pas à leur intérêt que la défense fût commune.

Après avoir pensé tour à tour à M. Hennequin, à M. Odilon Barrot, à M. Berryer, après avoir consulté sa famille et ses amis, le prince de Polignac manifesta l'intention de confier sa cause à M. Lainé. Mais l'ancien président de la chambre des députés, devenu pair de France, ne possédait plus ni la jeunesse, ni la vigueur, ni la confiance en soi, indispensable à l'avocat auquel incombe la tâche de disputer au bourreau une tête désignée par la passion populaire. Il estimait qu'il fallait à M. de Polignac un défenseur dont le nom le couvrirait assez « pour le rendre moins odieux à la France et inspirer la clémence à ses juges. » Il lui conseilla lui-même le choix de M. de Martignac ; aucun autre ne pouvait être ni plus judicieux, ni plus habile. Des dramatiques événemens qui avaient précédé la révolution, le nom de M. de Martignac sortait pur et respecté. Déplorant les malheurs qu'avait prévus sa sagesse et contre lesquels il était resté impuissant, M. de Martignac siégeait maintenant dans la chambre des députés, y représentant ces idées modérées dont l'application soutenue aurait pu sauver le trône de Charles X, et à la défaite desquelles survivaient en lui l'attachement et la confiance qu'elles n'avaient cessé de lui inspirer. Lorsqu'il connut le conseil donné à M. de Polignac par M. Lainé, quand ce dernier lui eut écrit pour lui recommander la cause de l'ancien ministre, et quand les prières d'une famille éplorée furent venues se joindre à cette recommandation d'un homme qu'il vénérait, il n'osa décliner cette haute et périlleuse mission. Effrayé d'abord par l'étendue de la responsabilité, il se laissa bientôt prendre par la générosité naturelle de son âme. La grandeur de la faute l'avait indigné ; la grandeur de l'infortune le toucha. L'homme qui lui faisait appel et lui confiait la défense de sa vie était son ancien adversaire ; c'est surtout pour ce motif qu'il accepta cette défense. Il n'y mit qu'une condition, c'est que son intervention serait purement gratuite, et comme, au nom de l'ancien président du conseil, le duc de Guiche mettait à sa disposition une somme de 100,000 francs et une plaque en diamans, — M. de Martignac était grand-officier de la Légion d'honneur, — il refusa en disant : — C'est pour l'honneur du prince de Polignac et pour mon propre honneur que je le défendrai. — Lorsque pour la première fois il se présenta à Vincennes afin de conférer avec son client, ce dernier, sans pouvoir prononcer une parole, prit ses mains avec effusion et, l'attirant contre lui, il l'embrassa.

Le comte de Peyronnet avait tout d'abord songé à son ami Hennequin, une des gloires du barreau français, mis soudainement en lumière douze ans auparavant par le procès Fiévée, et dont la réputation depuis cette époque grandissait sans cesse avec le talent. Il lui écrivit : « Mon cher Hennequin, mes enfans ont dû vous dire combien je suis impatient de vous voir; ce n'est plus d'intérêts généraux, comme autrefois, que j'aurai à vous entretenir, mais des miens, mais de mon procès. L'ami vous recherchait dans ce temps! Aujourd'hui que j'ai un titre de plus, je vous appelle comme accusé; venez donc, s'il vous plaît, dès qu'on voudra. » M. Hennequin accourut et se chargea de la difficile défense de l'ancien ministre de l'intérieur.

Il y avait alors à Lyon un jeune avocat dont les talens s'étaient fait jour jusqu'à Paris, et à qui l'avenir réservait une place éclatante dans notre histoire parlementaire; il se nommait Paul Sauzet. En prenant, au mois d'août 1829, possession du ministère de la justice, M. de Courvoisier, qui connaissait et appréciait ses mérites, s'était empressé de lui offrir un poste au parquet de la Seine et les fonctions de maître des requêtes au conseil d'état. M. Sauzet avait refusé ces offres brillantes, afin de ne pas abandonner sa ville natale et le barreau lyonnais, où il comptait, à trente ans, autant d'admirateurs que d'amis. On vantait justement son éloquence, la sonorité de sa voix, la noblesse de son geste, tout ce qui faisait dire de lui qu'il possédait, avec la distinction des traits, les qualités maîtresses de l'orateur. Procureur-général à Lyon, M. de Chantelauze avait souvent entendu le jeune avocat et subi le charme de sa parole. Sous le coup d'une accusation capitale, c'est à lui qu'il songea. « L'illustre accusé reporta ses regards sur la ville qu'il avait tant aimée, a écrit M. Sauzet, sur le barreau qu'il avait patronné tant de fois. Des souvenirs de mutuelle estime lui revinrent en mémoire. Il savait qu'il pouvait compter sur la sincérité de mon dévoûment et, malgré ma jeunesse, il voulut bien s'en exagérer la puissance. Il fit appel à mes efforts, j'étais fier de les lui consacrer: une telle cause eût prêté des ailes à toutes les faiblesses, et quelque retentissement qu'aient pu soulever depuis autour de mon nom les faveurs ou les rigueurs de la fortune, l'honneur de l'avoir révélé à cette mémorable journée comptera toujours comme le plus grand souvenir de ma vie. »

M. de Guernon-Ranville, loin de suivre l'exemple de ses collègues, avait d'abord manifesté l'intention de ne pas se défendre: en premier lieu, parce qu'il niait la compétence des chambres et l'indépendance des juges; en second lieu, parce qu'il ne croyait pas à un acquittement et était convaincu qu'assiégée par les exigences

de la population ameutée, peut-être même par celles du nouveau gouvernement, la cour des pairs, ayant à choisir entre son existence et une condamnation, n'hésiterait pas et condamnerait. C'était mal reconnaître le courage de la cour des pairs; c'était mal reconnaître surtout les préoccupations et les angoisses que la volonté de sauver la vie aux anciens ministres de Charles X causait en ce moment même au roi Louis-Philippe et à son gouvernement. La famille de M. de Guernon-Ranville jugeait mieux que lui ces généreux efforts. Elle lui imposa un défenseur qu'elle avait elle-même choisi; c'était M. Crémieux. Le futur membre du gouvernement provisoire jouissait, dès cette époque, d'une réputation légitime qu'expliquaient l'éclat de sa carrière, sa parole facile, mordante et spirituelle. Il n'appartenait pas encore à la politique, il était entièrement au barreau. Il se dévoua passionnément à la cause de M. de Guernon-Ranville, qui accepta son concours en ces termes : — Il ne doit pas sortir de votre bouche un mot irrespectueux pour le roi Charles X ou désobligeant pour mes collègues. Si de mon opposition aux ordonnances vous croyez pouvoir tirer quelques argumens en ma faveur, j'y mets la condition expresse que ce sera sans qu'il en résulte la moindre insinuation défavorable à mes cosignataires. — Il suffit des détails qu'on vient de lire pour faire comprendre quels nobles sentimens animaient, à la veille même du procès, les accusés et leurs défenseurs. Ce fut le mérite des uns et des autres de demeurer jusqu'au bout fidèles à ces sentimens de désintéressement et de loyauté, et, s'il y eut entre eux quelques dissentimens, de les taire pour ne pas compromettre l'honneur de leur cause.

Cependant la commission de la chambre des députés avait achevé son instruction préparatoire. Le 23 septembre, M. Bérenger monta en son nom à la tribune, et donna lecture du rapport qui résumait ses travaux et ses opinions sur l'objet soumis à ses délibérations. Le rapport de M. Bérenger, d'un style étudié, précieux et solennel, était un acte véritable d'accusation. Il traçait à grands traits l'histoire du ministère de M. de Polignac et affirmait, dès les premières lignes, que les ordonnances du 25 juillet avaient été le complément d'un plan que la couronne méditait depuis plusieurs années. Puis il établissait la culpabilité de chacun des ministres. « Le prince de Polignac, dit-il, paraît être le confident le plus intime des projets de Charles X. Dans l'opinion de la France, il représente à lui seul toute la faction contre-révolutionnaire, et chaque fois que cette faction avait menacé de saisir le pouvoir, c'était lui, toujours lui, qu'elle offrait aux espérances des ennemis de l'ordre et des lois. » Après avoir rappelé que M. de Polignac resta sourd aux objurgations de M. de Guernon-Ranville, adversaire déclaré de la politique à laquelle il eut plus tard la faiblesse de concourir, le rapporteur remettait devant la

chambre le désolant spectacle des incendies de Normandie, dont il n'hésitait pas à faire peser la responsabilité sur le président du ministère accusé. Il parla en termes amers de M. de Peyronnet, « dont le nom rappelait si tristement le souvenir de l'administration flétrie par la dernière chambre. » Il n'épargna pas davantage M. de Chantelauze. Quant à M. de Guernon-Ranville, le rapporteur constata son opposition aux ordonnances, mais en déclarant que cette opposition, « qui n'empêcha rien et qu'il oublia au moment décisif, » ne diminuait pas sa responsabilité; puis il s'attacha à démontrer que, contrairement aux dires des ministres, les ordonnances avaient été non pas, ainsi qu'ils le prétendaient, le résultat d'une inspiration soudaine, née spontanément du sentiment d'un grand péril, mais le développement d'un projet ancien. Il en trouvait la preuve dans un ordre confidentiel adressé le 20 juillet par le maréchal Marmont aux chefs de corps placés sous ses ordres et qui indiquait, avant même que l'émeute eût été provoquée, les moyens de la réprimer, et dans une note trouvée parmi les papiers de M. de Polignac, et ainsi conçue : « Le 26 juillet est le développement de la pensée du 8 août. C'est un coup d'état sans retour. Le roi en tirant l'épée a jeté le fourreau au loin. » Il n'hésitait pas à déclarer que le massacre des citoyens avait été ordonné froidement. Il accusait en outre M. de Polignac d'avoir donné l'ordre d'arrêter quarante-cinq personnes. Arrivant enfin aux journées du combat, il s'écriait : « De grands malheurs pouvaient être évités. Aucune tentative n'est faite pour éclairer la cour. Le ministère, que dis-je! le prince de Polignac, car lui seul apparaît dans ces tristes momens, ne cherche point à faire connaître la vérité à Charles X, à lui dire que le sang coule par torrens, que peut-être il est temps encore de prononcer des paroles de conciliation. Des députés ayant fait une démarche auprès du duc de Raguse pour demander le rapport des ordonnances dans le but de faire cesser l'effusion du sang, le maréchal promit d'en référer au roi. M. de Polignac prétend qu'il écrivit au roi et que le maréchal lui écrivit de son côté. Hélas! messieurs, le sang continue de couler, et son effusion apprend assez quelle fut la réponse du monarque. Ici, on ne peut s'empêcher de se livrer à de bien tristes réflexions sur la cour ou à de bien graves soupçons sur la conduite du prince de Polignac ou du duc de Raguse. Laissèrent-ils ignorer au roi le danger des conjonctures? conseillèrent-ils de continuer cette lutte sanglante? Ce prince, insouciant du malheur du peuple et aveuglé jusqu'à la fin sur sa position, voulut-il exposer sa couronne aux chances d'un résultat désormais trop prévu? »

Cet acte d'accusation était, hélas! trop facile à dresser; mais peut-être aurait-on le droit d'exiger un peu plus de justice. Accuser Charles X d'avoir voulu verser le sang français, de l'avoir vu

couler avec indifférence, c'était ne faire la part ni de l'incapacité du malheureux roi, ni de son aveuglement, ni de ses préjugés, ni surtout de sa bonté. Une grande infortune, même méritée, a droit à d'autres égards, et le commissaire de la chambre des députés montrait plus d'équité quand il résumait, dans la résolution soumise au vote de l'assemblée, les griefs de la France. « Justice et non vengeance, dit-il en terminant, tel est le cri qui part de tous les cœurs. Votre commission vous propose d'adopter la résolution suivante : La chambre des députés accuse de trahison MM. de Polignac, de Peyronnet, de Chantelauze, de Guernon-Ranville, d'Haussez, Capelle et de Montbel, ex-ministres, signataires des ordonnances du 25 juillet, pour avoir abusé de leur pouvoir afin de fausser les élections et de priver les citoyens du libre exercice de leurs droits civiques; pour avoir changé violemment et arbitrairement les institutions du royaume; pour s'être rendus coupables d'un complot attentatoire à la sûreté extérieure de l'état; pour avoir excité la guerre civile, en armant ou poussant les citoyens à s'armer les uns contre les autres, et porté la dévastation et le massacre dans la capitale et dans plusieurs autres communes, crimes prévus par l'article 56 de la charte de 1814, et par les articles 91, 109, 110, 123 et 125 du code pénal. En conséquence, la chambre des députés traduit MM. de Polignac, de Peyronnet, de Chantelauze, de Guernon-Ranville, d'Haussez, Capelle et de Montbel devant la chambre des pairs. Trois commissaires pris dans le sein de la chambre des députés seront nommés par elle au scrutin secret et à la majorité absolue des suffrages pour, en son nom, faire toutes les réquisitions nécessaires, suivre, soutenir et mettre à fin l'accusation devant la chambre des pairs, à qui la présente résolution et toutes les pièces de la procédure seront immédiatement adressées. »

Le 27 septembre, la chambre des députés fut appelée à délibérer sur cette proposition. Avant l'ouverture des débats, M. de Martignac s'exprima en ces termes : « Au mois d'août 1829, M. de Polignac est venu renverser le ministère dont je faisais partie. Séparé de lui par un dissentiment politique, blessé du langage des écrivains qui paraissaient être l'organe de ses opinions, je n'ai eu depuis cette époque aucune espèce de rapport ou de communication avec lui. Au moment où il va être frappé par une accusation capitale, M. de Polignac s'est ressouvenu de moi; il a eu la pensée de m'appeler à le défendre. Hier, il a fait réclamer mes conseils et mon secours auprès de la chambre devant laquelle il va peut-être être envoyé. J'ai été, messieurs, ému autant que surpris du témoignage d'une confiance à laquelle je ne m'attendais pas. Toutefois je ne peux voir que le danger et les larmes. J'ai consulté mon cœur, et j'ai reconnu que le refus ne m'était pas permis; j'ai donc promis de

faire ce qui dépendait de moi et de prêter au malheur l'appui de ma parole. Dans une pareille situation, messieurs, je dois demeurer étranger aux délibérations dont la chambre va s'occuper, et l'explication que j'ai l'honneur de lui donner n'a pour objet que de lui faire connaître que je m'abstiens d'y prendre part. »

De tous les orateurs qui se succédèrent et dont le plus violent fut M. Gaëtan de La Rochefoucauld, encore qu'il proposât de réduire l'accusation à l'abus de pouvoir en matière d'élection, un seul, M. Berryer, alors à ses débuts, repoussa violemment la mise en accusation. En termes de la plus haute éloquence, convaincu que, la charte étant violée dans la personne du roi, elle ne pouvait plus être appliquée à ses ministres, il demanda s'il pourrait y avoir dignité, mesure, liberté, garantie de justice dans les rigueurs exercées contre les auteurs des actes politiques qui avaient précédé la révolution. Il ne prétendait pas qu'ils fussent innocens : « La plus belle couronne de l'univers tombée du front de l'héritier de tant de rois ! s'écriait-il ; le caractère d'un prince loyal et humain si douloureusement compromis, livré à de si vives accusations ! La longue paix et l'immense prospérité d'un grand peuple menacées de si désolans désastres ! Oui, ils sont coupables ! mais vous ne pouvez pas vous faire leurs accusateurs, et je ne leur vois plus de juges sur la terre de France ! » La chambre refusa de se rallier à cette généreuse doctrine, et à la fin de cette longue et émouvante séance, elle vota, par 244 voix contre 47, la mise en accusation du prince de Polignac. A la séance du lendemain, elle émit un vote analogue contre M. de Peyronnet par 232 voix, contre M. de Chantelauze par 222, contre M. de Guernon-Ranville par 215. En vain le défenseur de ce dernier, M. Crémieux, dans un mémoire dont M. Bérenger donna lecture à la chambre, s'efforça de séparer la cause de son client de celle des autres accusés. Il ne put y parvenir, et M. de Guernon-Ranville lui demanda ultérieurement de renoncer à ce système de défense, qu'il considérait comme indigne de son caractère. La mise en accusation des trois ministres fugitifs fut également prononcée ; mais l'instruction devait les tenir momentanément à l'écart pour ne s'occuper que de ceux qui étaient au pouvoir de la justice. Enfin, pour couronner cette procédure, la chambre élut trois commissaires chargés de soutenir l'accusation : MM. Bérenger, Madier de Montjau et Persil.

Tandis que ces événemens se déroulaient dans le parlement, l'agitation populaire qui avait survécu dans Paris aux journées de juillet, loin de s'apaiser, devenait chaque jour plus intense et plus menaçante pour la sécurité des citoyens et la durée du nouveau gouvernement. La révolution accomplie, la discorde était née entre les hommes qui l'avaient faite et à qui Louis-Philippe devait son

élévation. Les uns, soutenus par les républicains, dont cette élévation avait trompé les espérances, reprochaient au gouvernement sa lenteur à remplir les engagemens de juillet, résumés dans le programme de l'Hôtel de Ville. Ils voulaient qu'on eût plus de confiance dans le peuple, qu'on associât étroitement l'armée à la révolution et qu'on favorisât par tous les moyens, par des élections immédiates, par des lois, la propagande de l'esprit nouveau. Les autres au contraire, convaincus que l'ardeur des innovations offrait autant de périls que le respect des traditions offrait d'avantages, n'aspiraient qu'à continuer, sous la loi d'une charte révisée, appropriée aux besoins du moment, sous l'égide d'un prince libéral et éclairé, la monarchie constitutionnelle, en l'améliorant peu à peu. Ces deux tendances contradictoires éclataient partout : dans les conseils du roi, dans les chambres, dans le ministère, avec la courtoisie que les hommes bien élevés se doivent entre eux, mais avec un entêtement qui ne voulait rien céder des exigences de chacun; dans la presse, avec une passion acerbe et surexcitée sans cesse par les mille incidens de la vie publique ; dans la rue, avec les violences déclamatoires dont la misère des classes laborieuses était le prétexte. A côté des ambitions déçues et des cupidités désappointées qui se cachaient dans les revendications des uns, existaient des opinions sincères autant qu'ardentes; beaucoup d'orgueil, une confiance exagérée en soi, inspiraient la résistance des autres, mais aussi la conviction que la sécurité n'est pas moins précieuse à une nation que la liberté. En un mot, il y avait d'une part la politique du laisser-aller, qui s'attachait à favoriser cette tendance à faire table rase des anciennes institutions, que représentaient M. Dupont de l'Eure dans le conseil, M. de Lafayette à la tête de la garde nationale, M. Odilon Barrot à la chambre; d'autre part, la politique libérale et autoritaire, qui comptait parmi ses partisans, séparés entre eux tout au plus par des nuances, des hommes tels que MM. Guizot, le duc de Broglie, Molé, Casimir Perier, Dupin, d'autres encore à qui la révolution de 1830 s'était imposée comme une nécessité sans qu'ils l'eussent souhaitée, mais qui, l'ayant fait tourner au profit du régime constitutionnel et d'une dynastie nouvelle, entendaient la défendre contre les fauteurs de désordre et les propagateurs d'anarchie. Entre ces deux partis, composés, l'un de révolutionnaires ou de dupes, l'autre d'hommes avisés et politiques, le choix du roi était fait. Louis-Philippe pensait comme le second et luttait, autant qu'il le pouvait, contre le premier. Chaque jour, et plus l'opposition démocratique s'affirmait, plus elle trouvait en lui un adversaire prudent, mais résolu. Le dissentiment que nous signalons et qui rencontrait dans les rues, dont il troublait le repos, des échos bruyans et fiévreux, s'accrut au moment où commença à s'instruire le procès

des ministres. Sur ce point, le roi et son conseil étaient d'accord. Ils voulaient, les uns et les autres, sauver la vie des accusés, certains, selon le mot de M. Guizot, « qu'il n'y avait ni dans l'âme de ceux-ci la perversité morale sans laquelle la peine de mort est une odieuse iniquité, ni dans leur condamnation l'utilité sociale qui doit s'ajouter à la perversité de l'accusé pour que la peine de mort soit légitime. » Mais le sentiment public leur était en majorité contraire. Dans la population qui avait pris part à la révolution, dans la garde nationale, dont cette population remplissait les rangs, les cœurs frémissaient encore de la colère qu'avaient soulevée les ordonnances de juillet, des périls qu'avait semés partout la lutte, des sacrifices douloureux qu'avait coûtés la victoire, et l'on se demandait si le droit violé et le sang versé resteraient sans expiation. Ce sentiment éclata surtout quand, à la chambre des députés, la nécessité d'abolir la peine de mort devint l'objet d'un rapport et d'un débat, à la suite d'une proposition de M. de Tracy, qui s'occupait déjà, d'accord avec le roi, et pour préserver les jours des anciens ministres sans avoir l'air de les défendre, de faire supprimer la peine capitale.

C'est le 8 octobre que ce débat s'engagea sur le rapport de M. Bérenger, qui concluait à regret à l'ajournement de la proposition de M. de Tracy, en la recommandant à la sollicitude du gouvernement. La discussion démontra clairement que le principal objet de la proposition était le salut des signataires des ordonnances, encore que personne n'osât le dire; mais même avec ce sous-entendu la nécessité de l'abolition de la peine de mort recruta des défenseurs ardens et éloquens. C'est à peine s'il se trouva un orateur froidement fanatique, M. Eusèbe Salverte, pour protester et pour faire aux prisonniers de Vincennes des allusions déclamatoires et vengeresses, en dépit desquelles il fut décidé, avec l'assentiment du garde des sceaux, par 225 voix contre 21, qu'une adresse serait présentée au roi à l'effet de solliciter une loi abolissant la peine de mort pour les crimes politiques et pour certains crimes de droit commun. En même temps, afin de donner à cette adresse toute sa haute signification, afin de démontrer que le sentiment d'humanité qui l'avait dictée ne se désintéressait pas des victimes de la bataille des trois jours, la chambre accueillit avec sympathie, en attendant qu'elle eût le loisir de la discuter, la demande d'un crédit de 7 millions, qui devait être employé en secours et en pensions au profit des 500 orphelins, des 500 veuves et des 3,850 blessés qui survivaient à la lutte.

Le lendemain, le roi reçut la commission de la chambre chargée de lui présenter l'adresse contre la peine de mort. « Le vœu que vous exprimez, répondit-il, était depuis longtemps dans mon cœur.

Témoin dans mes jeunes années de l'épouvantable abus qui a été fait de la peine de mort en matière politique, et de tous les maux qui en sont résultés pour la France et pour l'humanité, j'en ai constamment et bien vivement désiré l'abolition. Le souvenir de ce temps de désastres et les sentimens douloureux qui m'oppressent quand j'y reporte ma pensée vous sont un sûr garant de l'empressement que je vais mettre à vous faire présenter un projet de loi conforme à votre vœu. » Le roi, en prenant ce solennel engagement, la chambre, en le provoquant, affirmaient avec éclat qu'ils voulaient «mettre la tête des ministres à l'abri de l'échafaud » et résister aux passions révolutionnaires comme aux ressentimens populaires. Ils pouvaient même croire qu'ils donnaient satisfaction à un vœu public, car, quelques jours avant, sur la place de Grève, où les loges maçonniques célébraient une fête en mémoire des quatre sergens de La Rochelle, une protestation contre la peine de mort s'était fait entendre et avait été appuyée le surlendemain par une pétition signée de tous les blessés de juillet, encore malades dans les hôpitaux; mais ces deux manifestations dues, la première à l'un de ces mouvemens généreux, ordinairement sans lendemain, qui saisissent les foules à certaines heures et les entraînent dans un accès de clémence passagère, la seconde à l'initiative du général de Lafayette, qui s'efforçait en ce moment de seconder les humaines intentions du roi, ne traduisaient pas le sentiment général. Ce sentiment était hostile aux ministres de Charles X; il s'irrita quand il crut comprendre qu'on cherchait à les soustraire à la vengeance et au châtiment. Cette irritation fut habilement exploitée par les partisans violens de la république, qui accusaient le gouvernement d'avoir trahi la révolution et cherchaient l'occasion de le renverser. Le roi, sa famille, le cabinet, les chambres devinrent tout à coup l'objet des attaques les plus acerbes et les plus injurieuses; des placards portant ces mots : « Mort aux ministres! » furent apposés la nuit sur les murs dans divers quartiers de Paris. Il y eut de terribles menaces adressées, sous cette forme, aux prisonniers de Vincennes. « Un fleuve de sang les entoure, disait un pamphlet; le peuple en armes en garde les bords; ils ne le franchiront jamais. »

Le 17 octobre, ces provocations ardentes se transformèrent et prirent bruyamment possession de la rue. En revenant de Versailles, où il avait passé en revue la garde nationale du département de Seine-et-Oise, le roi trouva aux abords du Palais-Royal, qu'il habitait encore, une foule furieuse qui demandait à grands cris la tête des ministres, déjà traduits devant leurs juges. Repoussée par les troupes de service, elle alla promener ses colères dans les quartiers environnants. Elle revint le lendemain plus nombreuse et plus excitée, poussant les mêmes vociférations; dissipée comme la veille,

elle se rallia dans les faubourgs, qu'elle parcourut en tous sens, en criant : « A bas les ex-ministres! la tête de Polignac! Vive la République! » et en y recrutant des complices. C'est ainsi qu'elle se présenta dans la soirée au Palais-Royal, formant plusieurs bandes, insultant et menaçant le roi. Il fallut faire évacuer les cours et les galeries du palais, fermer les grilles, défendre même contre ces énergumènes l'accès de la demeure royale et en arrêter plusieurs; mais les autres, loin d'être apaisés ou découragés par leur défaite, devinrent plus tumultueux. Tout à coup une voix domina le bruit, en criant : « A Vincennes! à Vincennes! » Ce bruit trouva un retentissant écho dans cette cohue affamée de vengeance et qui se dirigea sur-le-champ vers le château de Vincennes sous les ordres d'un homme à cheval, armée de fusils, de sabres, de bâtons ferrés, rangée autour d'un drapeau sur lequel étaient écrits ces mots : « Désir du peuple : mort aux ministres! » et traînant à sa suite des femmes et des enfans en haillons.

Vers onze heures, l'émeute se présentait aux portes de Vincennes, à la lueur de torches, remplissant la route de ses clameurs. Par l'étroite fenêtre de leurs cellules, les prisonniers pouvaient voir les mains menaçantes dirigées contre les remparts qui les abritaient. La garnison avait pris les armes et était rangée dans la cour. Le général Daumesnil, auquel incombait l'honneur de défendre une troisième fois cette place qu'à deux reprises il avait gardée contre cent mille étrangers, fit ouvrir la porte et se présenta seul à la foule : — Que voulez-vous? demanda-t-il. — Nous voulons les ministres! — Vous ne les aurez pas. Ils sont confiés à ma garde, et ils ne sortiront d'ici que pour aller devant leurs juges! — Leur juge, c'est le peuple! Nous vous ordonnons de nous les livrer. — Et moi, je vous ordonne de vous retirer, reprit intrépidement le général. — Les ministres! les ministres! mort aux ministres! hurlèrent les émeutiers, qui se pressaient maintenant autour du courageux soldat. — Vous ne les aurez pas! répéta-t-il, et si vous forcez les portes du château, plutôt que de vous livrer ces hommes, dont je réponds envers l'état, je vous jure que je mets le feu au magasin des poudres; de cette manière, ajouta-t-il d'un accent railleur, nous rentrerons tous ensemble à Paris par la porte Saint-Antoine. — Cette réponse, appuyée par une sortie de la garnison, fit reculer les factieux. Ils se mirent à crier tout à coup : « Vive la jambe de bois! » puis revinrent vers le Palais-Royal, où ils n'étaient pas attendus, qu'ils firent un instant mine d'envahir, sous le prétexte de parler au roi, et d'où on ne les chassa qu'au moment où plusieurs d'entre eux gravissaient déjà le grand escalier.

Durant cette soirée, les membres du conseil étaient restés en permanence chez le garde des sceaux. L'événement auquel ils assis-

taient, inquiets de l'état de Paris, avait fait éclater une fois de plus le dissentiment grave qui divisait le ministère en deux fractions. « M. Dupont de l'Eure et ses amis, a écrit M. Guizot, portaient impatiemment le poids de notre impopularité, nous celui de leur mollesse. » Les autoritaires du cabinet ayant démontré la nécessité de réprimer vigoureusement l'émeute, les partisans de la politique de « laisser aller » avaient au contraire réclamé une concession qui apaisât les colères de la rue et dispensât de recourir aux armes. Or la concession ne pouvait porter que sur l'adresse de la chambre des députés contre la peine de mort, première cause de l'émeute, que M. Odilon Barrot, préfet de la Seine, considérait déjà comme « une démarche inopportune, qui avait pu faire supposer qu'il y avait concert pour interrompre le cours ordinaire de la justice. » Du débat qui s'engagea entre les ministres sortirent deux décisions. Aux termes de la première, le général Pajol, commandant la division militaire, reçut l'ordre de prendre toutes les mesures pour mettre en sûreté le château de Vincennes, et de dissiper, à l'aide de la garde nationale, tous les rassemblemens; à la suite de la seconde, *le Moniteur* publia une note qui réduisait à une parole vague l'engagement formel pris par les chambres et par le roi. Dans cette note, qu'il est impossible de ne pas considérer comme un acte de faiblesse, il était dit : « Le gouvernement, qui pense que l'abolition universelle et immédiate de la peine de mort n'est pas possible, pense aussi, après un examen attentif, que, pour la restreindre dans notre code aux seuls cas où sa nécessité la rend légitime, il faut du temps et un long travail. »

C'était avouer qu'on n'introduirait aucun changement dans les lois pénales avant le procès des ministres. A cette minute et dans cette concession, c'est la politique de M. de Lafayette et de M. Odilon Barrot qui l'emportait, politique plus naïve qu'habile et qui a permis à un contemporain de porter sur le second de ces personnages ce jugement si profond et si vrai, qui peut s'appliquer à l'un et à l'autre : « Lorsque M. Odilon Barrot parlait aux masses populaires, une disposition singulière de son esprit semblait le condamner à flatter les passions qu'il voulait combattre, et à leur donner sous forme de leçons des encouragemens à ne pas abdiquer (1). » En triomphant, cette politique déjouait les généreuses intentions du roi et de ses conseillers, trompait l'espérance de tous les hommes modérés et laissait planer la peine de mort sur la tête des anciens ministres de Charles X.

ERNEST DAUDET.

(1) Mémoires inédits.

KIANA

SOUVENIR DES ILES SANDWICH.

I.

Nous avions voyagé toute la journée sous un soleil brûlant, un vrai soleil des tropiques. Parti de très bonne heure de Kavaïhaé, où m'avait déposé une des goëlettes qui relient Honolulu, capitale de l'archipel des Sandwich, à la grande île de Havaï, je me proposais de gagner le même jour la ferme d'Éva, située à quinze lieues dans l'intérieur des terres. Mon ami Frank, fils du propriétaire, m'y attendait.

Après avoir gravi pendant six heures les contre-forts pierreux et brûlés qui séparent Kavaïhaé des plateaux élevés de l'intérieur de l'île, je vis enfin se dérouler devant moi une plaine verte, sillonnée de cours d'eau qui murmuraient entre leurs rives gazonnées, et fermée à l'horizon par la forêt d'Éva. Je trouvai là des guides envoyés par Frank, des chevaux frais pour mon domestique et pour moi, et après un court repos bien mérité nous reprîmes notre course. Deux heures d'un galop rapide nous amenèrent à la lisière des bois. Ces bois s'étageaient à perte de vue sur les pentes de Mauna-Loa, la montagne géante qui dressait d'un seul jet sa masse énorme. La cime étincelante de neige miroitait au soleil; des nuages d'un blanc laiteux s'effrangeaient sur les arêtes où ils rampaient en flocons légers.

Rien ne peut rendre l'aspect magique de ces forêts vierges de l'Océanie. Un sentier à peine tracé s'ouvrait devant nous. A droite, à gauche, des lianes enchevêtrées couraient d'un arbre à l'autre, enlaçant les troncs, s'accrochant aux branches, pendant en festons légers terminés par de petites vrilles prêtes à étreindre rameaux ou feuilles à leur portée. Au-dessus de nos têtes, un dôme de verdure à travers lequel se glissait parfois en se jouant un clair rayon de soleil qui traçait sur le sol une raie lumineuse. De grands

pandanus au feuillage ligneux entre-choquaient leurs branches avec un bruit étrange, et leurs fruits énormes exhalaient un parfum pénétrant. Des massifs d'orangers et de citronniers en fleurs embaumaient l'air. Les haos, aux fleurs blanches le matin, jaunes à midi, rouges le soir, mortes le lendemain et remplacées par des milliers d'autres, se mêlaient aux pervenches et aux aristoloches en une véritable orgie de couleurs. Le chemin que nous suivions serpentait en gracieux méandres. J'avançais lentement pour ne rien perdre du paysage dont je savourais les mille beautés. Des bruits légers d'oiseaux effarouchés, jetant dans l'air une note timide mêlée au bruissement de leurs ailes, rompaient seuls le silence de ces grands bois frais et beaux comme au lendemain de la création.

Le jour avançait quand une clairière s'ouvrit devant nous. Le sol piétiné par des pas d'animaux, de primitives barrières formées de troncs d'arbres abattus, indiquaient l'approche d'une habitation. Un temps de galop nous amena à la porte de la ferme d'Éva.

Cette ferme était située en pleine forêt, entourée d'une ceinture de verdure qui semblait l'étreindre doucement. Les derniers rayons du soleil éclairaient un fouillis de constructions groupées autour de l'habitation principale, qui offrait un aspect étrange. C'était une maison vaste et carrée, en bois de koa, dont la couleur rappelle celle de l'acajou avec des tons plus orangés. Le bois, lisse et comme verni à l'extérieur, la toiture, également en bois et de la même couleur, se découpaient en masse sombre sur le bleu pâle du ciel. Une large vérandah occupait toute la façade; elle était séparée de la route par un parterre de fleurs et un mur de pierres construit sans ciment et à hauteur d'appui. De distance en distance, le long de ce mur et du côté extérieur, se dressaient des pieux en bois de koa également surmontés d'un anneau de fer. Une vingtaine de chevaux tout sellés et attachés par un lasso attendaient avec impatience que les Kanaques affairés autour d'eux les eussent débarrassés de leurs lourdes selles mexicaines et lâchés en liberté dans le corral où leurs compagnons se disputaient déjà autour de gros tas d'herbe verte.

Notre arrivée avait été signalée; nous étions attendus, et le maître du logis vint au-devant de moi me souhaiter la bienvenue. C'était un grand vieillard, voûté par l'âge, marchant péniblement; mais le regard était resté vif, les traits du visage réguliers, le front haut et couronné de cheveux blancs. Il s'avança lentement, appuyé sur le bras de son fils Frank, beau jeune homme à la taille élancée, au regard un peu mélancolique, mais plein d'une mâle énergie. Tous deux m'accueillirent affectueusement et me conduisirent à l'appartement qui m'était réservé.

Mon hôte était un des plus riches propriétaires de l'archipel, et

tout chez lui et autour de lui dénotait une large aisance. Plus de cinquante chevaux gras et luisans peuplaient le corral. Tout un monde de serviteurs kanaques allait et venait, occupé aux travaux de la ferme, ramenant des troupeaux de vaches aux clochettes sonores, qu'accueillaient les bêlemens de leurs veaux renfermés dans les étables. De lourds chariots pesamment chargés de peaux s'ébranlaient pour se rendre à Kavaïhaé. Les transports se faisaient de nuit, pour éviter aux animaux les ardeurs du soleil.

— Vous êtes ici chez vous, me dit-il, et j'espère vous y garder quelque temps. Le repas sera prêt dans une heure : d'ici là vous pouvez prendre votre bain et procéder à votre installation. Frank dînera avec vous. Pour moi, obligé par mon âge à suivre un régime plus sévère, je vous prie de m'excuser, mais je compte que vous viendrez prendre le thé avec moi.

J'acceptai avec plaisir et restai seul avec Frank. Nous ne nous étions pas vus depuis plus d'un an. Maintes fois je lui avais annoncé ma visite, une série de contre-temps m'avait empêché de tenir ma promesse; aussi avions-nous beaucoup à nous dire. Tout en causant, je l'observais. Il me parut triste et préoccupé; je lui en fis l'observation.

— Vous ne doutez pas, n'est-ce pas, du plaisir que j'ai à vous revoir? me répondit-il. Il y a longtemps que je vous attends, et si quelque chose peut alléger ma tristesse, c'est votre visite.

— Mais quel sujet de tristesse avez-vous, Frank? Si je suis indiscret, ne me répondez pas. Je suis votre ami, et je saurai respecter votre silence ou justifier votre confiance, à votre choix.

— Je n'ai guère le choix, reprit-il en souriant. Si je me tais, vous devinerez.

— Comment cela?

— Ce soir peut-être, demain au plus tard, je me serai trahi. Je ne sais pas dissimuler, mais soyez sans crainte, je saurai au besoin et avec d'autres que vous me taire et souffrir. Après dîner, je vous raconterai tout; vous me conseillerez. Je sais d'avance ce que vous me direz, n'importe. Vous serez peut-être plus indulgent que je ne le suis pour moi-même.

Ma curiosité était vivement excitée quand nous nous mîmes à table. Le repas était abondant, mon appétit excellent, et je me préparais à le satisfaire quand nous entendîmes ces clameurs bruyantes par lesquelles les Kanaques signalent d'ordinaire un événement inattendu. Des *aoués* poussés avec force, des piétinemens de chevaux, une agitation inusitée, annonçaient l'arrivée de voyageurs. Nous nous rendîmes sur la vérandah à temps pour voir défiler une cavalcade nombreuse. En tête, montée sur un magnifique cheval d'un noir d'ébène, chevauchait une jeune femme indigène. La lueur

incertaine des torches ne nous permettait pas de distinguer ses traits, mais l'aisance avec laquelle elle maniait sa monture, les draperies de soie aux couleurs éclatantes qui ceignaient sa taille et enveloppaient ses jambes, car, ainsi que toutes les femmes indigènes, elle montait à cheval à califourchon, la distance respectueuse à laquelle se maintenait sa suite, tout indiquait que celle qui arrivait à cette heure tardive était d'un rang élevé.

Elle dit quelques mots au majordome, qui se dirigea vers nous. — La princesse Jane demande si on peut la recevoir, elle et ses gens. — Dites-lui, répondit Frank, qu'elle est toujours la bienvenue, et donnez les ordres nécessaires pour qu'on fasse le meilleur accueil à ceux qui l'accompagnent. Nous attendrons, pour nous mettre à table, qu'elle veuille bien nous faire savoir si elle accepte de dîner avec nous ou si elle préfère être servie chez elle.

Quelques instans après, il revint nous dire que la princesse serait des nôtres et ne nous ferait pas attendre longtemps.

Je connaissais depuis plusieurs années la princesse Jane. Sœur du roi, propriétaire d'une grande fortune, d'humeur fort indépendante, elle était arrivée à vingt ans sans se marier. A cet âge et sous les tropiques, une femme est dans tout l'éclat de sa beauté. Jane n'était peut-être pas belle dans le sens absolu que nous autres Européens attachons à ce terme, mais elle l'était pour les Kanaques et même pour beaucoup d'étrangers, qui admiraient sa magnifique chevelure d'un noir de jais, ses yeux grands et brillans, sa taille bien prise, ses formes élégantes et l'air à la fois doux et hautain qui donnait à sa physionomie un caractère tout particulier. Elle était très intelligente, coquette, disait-on, capricieuse et fantasque, enfant gâtée par excellence, mais il y avait en elle un fonds d'énergie et de volonté qui imposait à son frère et à son père qu'elle aimait, et à qui elle n'obéissait pas. Ils avaient renoncé à la dominer et la laissaient vivre à sa guise. Jane usait de son indépendance. Souveraine absolue dans sa cour de femmes, elle habitait rarement Honolulu et paraissait peu au palais. Elle aimait les voyages, les excursions, les hardies chevauchées dans les îles qu'elle parcourait en tous sens. L'île de Havaï avait surtout pour elle un attrait spécial. C'était le berceau de la dynastie, et, en sa qualité de dépositaire des chants et des traditions de ses ancêtres, elle aimait y chercher les souvenirs du passé.

Il était et il est encore d'usage aux îles Havaï de choisir dans chaque famille un enfant, d'ordinaire une fille, à laquelle on enseigne dès le bas âge les chants des ancêtres. Ces chants, qui se transmettent ainsi verbalement, ne sont pas écrits. Ils perpétuent, sur un mode rhythmé d'une infinie variété, les hauts faits d'armes, les généalogies, les alliances, les amours, les revers et les succès des

aïeux. Chaque génération nouvelle y ajoute quelque chose, et, suivant l'importance des événemens auxquels elle a pris part, elle enrichit ce répertoire d'une ou de plusieurs strophes, composées d'ordinaire par celui-là même à qui est confié ce précieux dépôt. Autrefois il jouissait de certains priviléges et d'une sorte d'immunité religieuse. Priviléges et immunités ont disparu depuis que la civilisation a fait reculer la barbarie, mais une auréole superstitieuse s'attache encore à ces gardiens des traditions. Si le bas peuple leur attribue une puissance occulte, chez les chefs ils sont l'objet d'un respect particulier. On les consulte dans les grandes circonstances, ils font autorité en matière d'alliances et d'étiquette. Homme intelligent, très imbu des idées modernes, le roi n'avait pu se soustraire entièrement à l'influence des traditions de sa race. Bien que mécontent parfois des allures singulièrement indépendantes de sa sœur, et surtout de sa répugnance pour le mariage, il se bornait à des remontrances amicales, sans aller jusqu'à user de son autorité.

Pour beaucoup de gens, Jane était une énigme. La colonie étrangère, très nombreuse à Honolulu, ne se faisait pas faute de parler d'elle, de ses absences subites, de ses réapparitions inattendues à à la cour, des accès de coquetterie et d'indifférence, de folle gaîté et de tristesse sans cause auxquels elle s'abandonnait. On faisait d'elle l'héroïne d'anecdotes singulières, mais au fond on ne savait rien. Les indigènes qui l'entouraient, les femmes kanaques qui la servaient, ne pouvaient ou ne voulaient rien dire. Très bavards d'ordinaire, ils se renfermaient dans un mutisme absolu dès qu'il s'agissait de la princesse. Ils la craignaient et lui obéissaient avec un dévoûment aveugle. On en avait eu la preuve dix ans auparavant dans des circonstances tragiques.

Honolulu est le grand rendez-vous des navires baleiniers américains. On en comptait parfois alors jusqu'à deux cents dans le port. A la suite d'une rixe dans un des cabarets de la ville, la police avait arrêté et jeté en prison quelques matelots ivres. Leurs camarades avaient réclamé leur mise en liberté. Sur le refus des chefs, l'agitation grandit, et bientôt six mille hommes déterminés, armés, marins endurcis par les rudes travaux et les dangers des mers arctiques, assiégèrent le palais, exigeant impérieusement que les coupables fussent relâchés. La police, impuissante, fut promptement désarmée par eux; les troupes essayèrent une résistance qui ne fit qu'augmenter le nombre des victimes. Les matelots étaient maîtres de la ville, et tout était à redouter de cette masse d'hommes ivres et exaspérés.

Le père du roi, gouverneur de l'île, vieillard énergique, conseillait seul une résistance obstinée. Les Kanaques, effrayés, se renfermaient chez eux; les chefs, impuissans à conjurer le péril, ne

voyaient de salut que dans des concessions. Le vieux gouverneur monta à cheval, accompagné de sa fille, Jane encore enfant. Quelques hommes courageux se joignirent à lui. Jane, dans un état d'exaltation indicible, réunit ses femmes et entonna avec elles le chant de guerre du grand Kaméhaméha. A ces accens, la foule grossit. « Hookanaka, soyez hommes! » répétait-elle. C'était le dernier mot prononcé par le guerrier mourant. Entraînée par cette enfant, à laquelle elle attribuait une puissance mystérieuse, la population indigène s'arma de tout ce qu'elle trouva sous sa main et se rua sur les matelots, paralysés par cette rage soudaine. En quelques heures, battus, écrasés, ils fuyaient en désordre sur leurs navires. L'émeute était vaincue. Insouciante au milieu du péril, Jane traversa impassible les rues jonchées de victimes, et rentra au palais, acclamée par les Kanaques, plus convaincus que jamais de son pouvoir occulte. Ceux d'entre eux qui avaient connu la régente Kaahumanu, veuve de Kaméhaméha Ier, et qui ne parlaient qu'en tremblant de cette femme terrible dont l'énergique volonté avait achevé l'œuvre de son mari en brisant toutes les résistances et en fondant l'unité havaïenne, affirmaient tout bas que l'âme de son ancêtre Kaahumanu revivait dans l'enfant.

Jane nous tint parole, et quelques instans après son arrivée, elle vint nous rejoindre. Je ne l'avais pas encore vue dans le costume indigène, qu'elle portait de préférence dans ses voyages. A la ville, elle suivait les modes européennes, adoptées par toutes les femmes de haut rang. Ce soir-là, elle était vêtue d'une longue tunique sans taille qui la faisait paraître plus grande qu'elle n'était réellement. Cette tunique montante jusqu'au cou et d'une nuance jaune pâle se drapait merveilleusement autour de son corps. Sa belle chevelure noire encadrait un front large, un peu bas. Elle n'avait pris aucune précaution pour dissimuler une bizarrerie qui attirait l'attention de ceux qui la voyaient pour la première fois. Je veux parler d'une tresse de cheveux d'un blond doré qui, par leur teinte, offraient un contraste étrange avec le reste de son opulente chevelure. Une guirlande de thyarée, jasmin double, d'une éblouissante blancheur et d'un parfum pénétrant, était artistement enroulée dans ses cheveux et affectait la forme d'un diadème. Autour du cou, un collier des mêmes fleurs, mélangées de pétales de haos aux teintes jaune pâle du même ton que la tunique, complétait sa toilette, qui était, sauf la richesse de l'étoffe et une coupe plus élégante, celle des femmes de sa race.

— Bonjour, Frank, dit-elle en s'adressant à notre hôte, dont la pâleur me parut redoubler; je connais de longue date l'hospitalité de votre père et la vôtre, et je n'hésite pas à la demander, vous le voyez.

— Jane est toujours la bienvenue parmi nous.

— Et vous, monsieur, pardonnez-moi d'avoir retardé votre dîner. Ce m'est un grand plaisir, ajouta-t-elle en me tendant la main, de vous retrouver. Je vous croyais à Honolulu.

— Et moi, je ne vous savais pas à Havaï.

— Je n'y suis que depuis peu. Je vais rejoindre mon frère à Kaïlua en passant par le volcan. On me dit qu'une nouvelle éruption se prépare. Est-ce vrai, Frank?

— Je le crois. Nous avons ressenti dans ces derniers jours quelques tremblemens de terre, et deux de nos hommes, revenus ce matin du sommet de Mauna-Loa, ont dit avoir remarqué dans le sud une fumée plus épaisse que d'ordinaire. Avez-vous des guides sûrs? ajouta-t-il avec empressement.

— J'ai Kimo avec moi, aussi n'ai-je pas besoin de guides. La route lui est aussi familière qu'à vous, Frank, et je n'ai pas peur de Pélé, déesse des volcans.

— Kimo est donc toujours à votre service? reprit Frank en fronçant le sourcil.

— Oui certes, et j'espère que ce vieux serviteur ne me quittera jamais. Je me souviens maintenant que vous ne l'aimez pas; que vous a-t-il donc fait?

— Rien, répondit Frank, et, pour être juste, je dois dire qu'il vous est entièrement dévoué. D'où vient la défiance qu'il m'inspire? Je ne sais; elle existe, et... vous ne la partagez pas.

— Loin de là, reprit-elle avec hauteur, et si vous le voulez bien, nous laisserons ce sujet de côté.

La conversation devint générale. L'itinéraire que se proposait de suivre Jane n'était pas précisément le mien. J'avais projeté de faire l'ascension de la montagne, de redescendre sur l'autre versant et de gagner Kaïlua directement sans passer par le cratère. Jane m'engagea vivement à faire route avec elle et à remettre à plus tard mon ascension. Je pouvais aussi bien l'effectuer de Kaïlua, et ce que l'on disait du volcan tentait ma curiosité, aussi acceptai-je son offre sans hésitation.

— Et vous, Frank, ajouta-t-elle, ne voulez-vous pas être des nôtres?

— En doutez-vous?.. Mais je ne sais si je puis m'absenter en ce moment. Mon père a besoin de moi, c'est un lourd fardeau, à son âge, de diriger tout ici.

— Bien. Je lui en parlerai après dîner, dit la princesse, car nous prenons le thé avec lui, n'est-ce pas?

— Il vous attend en effet, il sera bien heureux de vous revoir et de causer avec vous du temps passé.

— Il y prend plaisir, je le sais, et moi, j'aime tant en parler avec lui. Il me comprend mieux que personne. Lorsque nous sommes ensemble, il rajeunit, et moi, il me semble que j'ai son âge et sa sagesse.

Le regard de Frank disait éloquemment qu'il ne partageait pas cette opinion. Si elle s'était regardée dans ses yeux, Jane se fût vue jeune et belle.

Le reste du repas s'acheva au milieu de récits de voyages, d'anecdotes sur les incidens de la route et de plans pour l'excursion projetée.

Frank parla peu, il était évidemment préoccupé et ne semblait s'intéresser à la conversation qu'en écoutant notre compagne. Vis-à-vis de lui, elle fut constamment la même, amicale, simple, naturelle, mais insouciante, en apparence au moins, de l'impression qu'elle produisait et qui n'était que trop visible pour moi.

Le repas terminé, Jane nous quitta. Je restai avec Frank à fumer un cigare sur la vérandah. Je le connaissais depuis plusieurs années. Des circonstances particulières nous avaient rapprochés, et j'avais été à même d'apprécier sa nature franche, loyale et courageuse. Né aux îles, d'un père anglais et d'une mère américaine, son enfance et sa jeunesse s'étaient écoulées au milieu des travaux de la campagne, sur cette ferme créée par son père. Ce dernier avait rendu à Kaméhaméha I[er] des services importans. Frappé du génie de ce conquérant, il s'était dévoué à sa mission civilisatrice et avait reçu en récompense des terres considérables qu'il avait mises en culture. Aimé, estimé des Kanaques, dont il parlait admirablement la langue, Frank, son fils, occupait parmi eux la place et le rang d'un chef. Resté seul de plusieurs enfans, ayant perdu sa mère depuis peu d'années, il était le bras droit de son père, l'orgueil et la joie de sa vieillesse. Frank avait pour lui les égards et la tendresse d'un fils dévoué. Je ne lui connaissais d'autre défaut qu'une sorte de mélancolie que j'attribuais à son genre de vie solitaire et à l'absence de compagnons de son âge et de sa race. Les visiteurs étaient rares à la ferme, et des semaines s'écoulaient sans qu'un voyageur en franchît le seuil.

— Venez avec nous, Frank, nous passerons ainsi quelques jours de plus ensemble. Jane vous l'a demandé, et je me joins à elle.

— J'en ai grande envie, mais... est-ce bien prudent?

— Quel danger courez-vous?

— Vous le savez bien, et ce secret, qui n'en est plus un pour vous, est-il bien nécessaire de vous en faire l'aveu? J'ai peur d'aimer Jane, peur d'être un jouet entre ses mains. Non que je la croie coquette, reprit-il avec animation; je la connais depuis longtemps et je l'ai étudiée sans la comprendre. Étant enfant, elle a passé

quelques mois ici. Son père l'avait confiée au mien ; elle était alors délicate, l'air de nos plateaux devait rétablir sa santé. Nous avons joué ensemble; bien souvent nous avons parcouru ces forêts. Vous savez que nous passons notre vie à cheval ici. Jane avait douze ans, moi seize, nous étions déjà de hardis cavaliers. Je veillais sur elle, je la guidais dans ces labyrinthes qui n'ont pas de secrets pour moi. Je savais où se trouvaient les plus belles fleurs de haos, les plus beaux pandanus; j'en faisais des guirlandes que nous suspendions au cou de nos chevaux, des couronnes qu'elle tressait dans ses cheveux... comme ce soir.

— Sait-elle que vous avez peur de l'aimer?

— Je l'ignore. Cette vie d'intimité dura six mois. J'étais heureux alors sans savoir pourquoi; puis elle partit pour Honolulu; je restai seul. Elle emporta mon bonheur avec elle. Depuis je l'ai revue. Je l'ai trouvée toujours la même, simple, bonne, naturelle, mais...

— Mais quoi?

— Que vous dire? Son regard s'arrête et se pose sur le mien, sans embarras, sans timidité. Je rougis, je pâlis, elle ne change pas.

— Frank, si j'étais vous, je n'aurais pas peur de l'aimer.

— Pourquoi?

— Parce que vous l'aimez, mon cher ami, parce que le mal est fait, parce que je ne sais qu'un moyen de retrouver votre gaîté envolée, votre bonheur évanoui, c'est de vous faire aimer d'elle.

— Et à quoi cela me mènerait-il? consentirait-elle à m'épouser, et, le voulant, le lui permettrait-on?

— Pourquoi pas? Vous êtes riche, jeune, beau, ne rougissez pas. Votre père et vous êtes aimés, estimés de tous. A défaut d'un chef de sa race, et elle a refusé tous ceux qui pouvaient prétendre à elle, qui mieux que vous peut se mettre sur les rangs?

— Mais on n'a jamais vu une princesse indigène épouser un blanc.

— Elle sera la première, voilà tout, et je souhaite de tout cœur que celles qui suivront soient aussi bien partagées. Je ne vois à votre désir qu'un obstacle. Songez-vous, un jour ou l'autre, à retourner en Europe?

— Moi, qu'irai-je y faire? Je suis né ici, je ne connais pas d'autre patrie; ma mère y repose, mon père y reposera un jour. Tenez, là-bas, dans ce bouquet d'arbres que la lune éclaire en ce moment, mon père a fait construire un caveau où sont déjà ma mère, mes deux sœurs et mon frère. Tout ce qui me tient au cœur est ici; je veux mourir où Dieu m'a fait naître, sous ce beau ciel, au milieu de ces gens simples qui me connaissent et qui m'aiment, comme ils ont connu et aimé les miens.

— Bien pensé et bien dit, mon ami. Votre tâche est ici, et vous la remplissez de votre mieux, je le sais, et sur ce, je vous le répète, essayez.

— Vous me dites tout haut ce que je n'osais pas me dire tout bas, reprit-il ; j'essaierai.

Je serrai affectueusement la main de Frank et nous rejoignîmes notre hôte.

De joyeux éclats de rire accueillirent notre entrée. On prenait le thé. Assise sur une chaise basse auprès du fauteuil du vieillard, dont elle tenait la main dans les siennes, Jane achevait de raconter je ne sais quelle histoire qui l'avait mis en gaîté. Dans le fond de la vaste salle, accoudées sur des nattes, quelques-unes des femmes de la suite de la princesse devisaient joyeusement.

— Je suis d'accord avec votre père, Frank, lui dit-elle. Mon départ n'aura lieu qu'après-demain. Il a quelques affaires à Kaïlua qui réclament votre présence. Vous avez toute la journée de demain pour faire vos préparatifs et donner les ordres nécessaires pendant votre absence. Pour vous, monsieur, ce retard n'a pas d'importance, n'est-il pas vrai?

Je m'empressai de ratifier les arrangemens pris. Frank ne fit pas la moindre objection, mais il me sembla que Jane baissait les yeux avec impatience devant le regard ému et reconnaissant du jeune homme.

On causa du voyage projeté. Notre hôte avait, dans ses jeunes années, suivi cette même route avec Kaméhaméha Ier. Il nous raconta les émouvantes péripéties des combats livrés dans le voisinage du volcan, les terreurs superstitieuses qu'il inspirait aux Kanaques, les traditions qui en faisaient le séjour de la déesse Pélé. Jane ne tarissait pas de questions. Elle prenait un intérêt passionné à ces histoires du temps passé. Le vieillard rajeunissait en parlant de ses souvenirs. Sa taille se redressait, son œil lançait des éclairs; l'ami, le compagnon de luttes du conquérant se réveillait en lui. Jane nous récita à son tour quelques vieux chants indigènes, chants de guerre et d'amour, d'un rhythme bizarre, mais pleins d'une ardeur sauvage et d'un charme mélancolique. Je cherchais alors à réunir les matériaux d'une histoire des îles et je recueillais avec soin les traditions orales, seules annales du passé. Jane le savait et voulut bien me promettre de me faire tenir la copie de quelques-uns de ces récits que je lui indiquai.

La soirée était déjà avancée. Nous causions des origines de la population et du grand courant d'émigration qui avait amené la race malaise dans l'archipel, lorsque, se tournant vers moi d'un air malicieux, Jane me demanda : — Savez-vous par qui les îles ont été découvertes?

— Je crois le savoir et je n'y suis pas arrivé sans peine. On a attribué l'honneur de cette découverte, bien à tort, à Cook d'abord, puis à Anson. Les recherches que j'ai fait faire aux îles Philippines constatent que c'est don Juan Gaetano, navigateur espagnol, qui aborda le premier dans ces îles en 1555 et les baptisa du nom de *li Giardini*, les jardins.

— Et moi, je n'en crois rien; le premier Européen qui a mis le pied dans l'archipel n'est pas un Espagnol, c'est une femme, une Anglaise, Kiana.

— Ce n'est pas possible! m'écriai-je.

— Possible ou non, cela est pourtant.

— Mais quelle est la preuve de cette assertion?

— La preuve,... c'est le chant de Kiana.

— Vous le savez?

— Oui.

— Je vous en prie, dites-nous ce chant de Kiana! Si je ne me trompe, c'est un nom anglais, le vôtre, Jane, traduit en kanaque.

— Vous avez raison, mais il m'est difficile de satisfaire entièrement votre curiosité, parce que, seul de nos chants indigènes, celui de Kiana n'est pas complet, il manque la fin.

— Et vous ne la savez pas?

— Non.

— Ni personne autre?

— Si, il y a quelqu'un qui la sait, c'est Kimo, mon majordome.

— Eh bien, nous la demanderons à Kimo.

— Il ne la dira pas.

— Pourquoi?

— Je n'en sais rien. Je la lui ai demandée souvent, il a toujours évité de me répondre.

— Dites-nous ce que vous en savez, peut-être pourrons-nous deviner ce qui manque et trouver le dénoûment.

Elle secoua la tête, mais céda enfin à mes sollicitations, et nous raconta ce qu'on va lire. Les événemens qui suivirent ont à jamais gravé ce chant dans ma mémoire :

« Plusieurs générations avant la naissance de Lono, l'un des plus anciens chefs de Havaï, un Kanaque, Ili, aperçut un matin sur la plage de Kaïlua des débris rejetés par les flots. Il alla trouver le chef, Vakea, et lui fit part de ce qu'il avait vu. Sur son ordre, on suivit la plage, recueillant ces épaves, et dans une anfractuosité des rochers on découvrit le corps d'une femme étrangère. Sa peau était blanche, ses cheveux blonds. Elle paraissait morte, mais elle n'était qu'évanouie. Transportée dans une hutte, elle revint à elle et regarda d'un œil effrayé ceux qui l'entouraient. On lui parla, mais elle ne comprenait pas. Les indigènes lui offrirent du lait de coco, qu'elle but,

puis elle se rendormit, épuisée de fatigue. Pendant plusieurs jours, on crut qu'elle allait mourir, mais peu à peu elle reprit ses forces. Le chef l'avait confiée à deux femmes indigènes qui la soignèrent et l'aimèrent, car elle était douce et bonne. Elle pleurait souvent, murmurait des mots inintelligibles, s'agenouillait, puis, joignant les mains, elle semblait regarder au loin quelque objet invisible. Les semaines s'écoulèrent; Kiana, on la nommait ainsi, apprit quelques mots de la langue kanaque. Bientôt elle fut en état de demander les choses les plus usuelles avec un accent singulier, il est vrai, mais intelligible. D'abord, elle sortait rarement; les indigènes ne pouvaient se lasser de la regarder : ils n'avaient jamais vu d'étrangers. Son visage, son cou, ses mains si blanches les frappaient d'étonnement. D'où venait-elle? Les prêtres consultés déclarèrent qu'elle devait être la fille d'un dieu, confiée à l'hospitalité de la tribu.

« Vakea venait la voir; il la trouvait bien belle, mais il n'osait le lui dire. Il lui envoyait les meilleurs fruits, les plus beaux poissons, les fleurs qu'elle préférait. Il fit construire pour l'étrangère une cabane sur le bord de la mer, car il avait remarqué qu'elle aimait venir sur la plage le matin et le soir et qu'elle passait des heures à regarder au loin sur la mer. Elle pleurait quand elle avait regardé longtemps. Dans cette cabane, vaste et bien abritée, le chef fit porter ses plus belles nattes et des kapas, étoffes en écorce, dont Kiana faisait de longues tuniques.

« Les robes que nous portons aujourd'hui, ajouta Jane, sont taillées comme l'étaient celles de Kiana.

« Quand Vakea venait, Kiana causait un peu avec lui. Elle apprenait rapidement notre langue et la parlait avec facilité. Un jour, on allait sur l'ordre du chef livrer aux requins un Kanaque qui avait volé. Kiana demanda sa grâce à Vakea. Il l'accorda, et pour la première fois on la vit sourire.

« Vakea, lui, ne souriait plus. Il était triste; il n'aimait plus aller à la pêche ou à la chasse; il ne prenait plus de plaisir aux jeux, aux luttes, aux festins. Autrefois si hardi, si fier, il passait maintenant de longues heures à regarder de loin Kiana sur la plage, et quand il osait l'approcher, il était troublé comme un enfant et parlait à peine. Un désir timide de Kiana semblait un ordre pour lui. Il interdit les sacrifices humains : ils faisaient pleurer Kiana, bien qu'on les fît très loin de sa cabane et qu'elle ne pût les voir. Parfois elle l'entretenait de choses étranges, d'un Dieu que nous ne connaissions pas, qui habitait au-dessus de nous, qui avait commandé à tous de s'aimer. Le jour où elle lui parla de cet ordre pour la première fois, Vakea parut heureux.

« Le temps passait. Kiana regardait moins la mer, Vakea la visitait plus souvent. Il ne faisait plus rien sans la consulter, et quand

ils marchaient l'un près de l'autre sur la plage, les Kanaques se disaient tout bas : — Vakea aime Kiana, — et ils souriaient, parce qu'ils la trouvaient belle et qu'elle rendait le chef bon.

« Les prêtres seuls la craignaient. Vakea ne les interrogeait plus et leur refusait des victimes pour les fêtes. Il les évitait et parlait souvent à ceux qui l'approchaient de près de ce Dieu nouveau dont Kiana l'entretenait. Il avait parfois des accès de joie et des momens de tristesse profonde, mais aussitôt qu'il était près d'elle il était heureux.

« Kiana l'aima et consentit à devenir sa femme. Il jura devant le peuple, au nom de ce Dieu inconnu, qu'il n'aurait jamais d'autre femme qu'elle, et Kiana mit sa main dans la sienne. Elle s'agenouilla, et pour la dernière fois on la vit pleurer en regardant la mer. Puis elle leva les yeux en haut, et un doux sourire parut sur ses lèvres.

« Deux années s'écoulèrent. Vakea était heureux. Tous autour de lui l'étaient aussi. Les femmes ne craignaient plus qu'on leur enlevât leurs enfans pour les sacrifier à Kipi, dieu de la guerre, depuis que Kiana berçait dans ses bras et nourrissait de son sein une fille qu'elle avait nommée Malia, Marie, en kanaque. Elle était moins blanche que sa mère. Ses cheveux étaient noirs comme ceux de son père, mais on y voyait une tresse blonde comme celles de sa mère...

« — Kiana est mon ancêtre, dit Jane en s'interrompant, et, depuis l'époque dont je vous parle, toutes les femmes de la famille ont conservé ce signe distinctif de leur origine.

« Malia avait quatre ans quand Kiana fut atteinte d'un mal mystérieux. Elle devint plus blanche, plus maigre. Toujours fatiguée, elle marchait à peine et passait de longues heures étendue sur sa natte. Vakea ne la quittait pas. La voix si douce de Kiana était comme une musique à ses oreilles. Elle lui parlait de son Dieu, elle lui disait d'être bon pour son peuple, indulgent pour les coupables, tendre pour les faibles. Elle allait mourir, répétait-elle, mais elle irait là où elle le retrouverait un jour, où elle pourrait encore veiller sur lui et lui parler dans les heures de la solitude. Vakea pleurait.

« Kiana mourut. On crut parmi le peuple que les prêtres lui avaient donné un poison subtil. La douleur de Vakea fut effrayante. On ne pouvait l'arracher du cadavre de celle qu'il avait tant aimée. Sur son ordre, on brûla la cabane où elle avait vécu avant d'être sa femme. Sur l'emplacement il fit creuser un caveau où l'on déposa le corps, et il fit jurer à ses chefs de le mettre près d'elle quand il mourrait. Un an après, Vakea reposait près de Kiana. »

— Merci, dis-je à Jane, qui essuyait quelques larmes, mais l'histoire est finie, ce me semble.

— Non, car quelques instans avant sa mort Kiana eut une vision. Il n'y avait près d'elle que Vakea et Kama, la plus âgée des deux femmes qui l'avaient recueillie. Elle prononça distinctement quelques phrases qui les frappèrent d'étonnement, et Vakea ordonna à Kama de ne les répéter jamais.

— Et comment Kimo pourrait-il les savoir?

— Kimo est l'unique descendant de Kama, et l'on dit que la prédiction, car c'est ainsi qu'on la désigne, a été, malgré les ordres de Vakea, transmise dans la famille. En tout cas, le secret surpris au lit de mort a été religieusement gardé. Il n'est pas un Kanaque qui ne soit convaincu que Kimo le possède, et Kimo ne l'a jamais nié, mais il ne le dira jamais.

— Et Malia, que devint-elle?

— Laissée orpheline à cinq ans, elle fut élevée par les principaux de la tribu, qui reportèrent sur l'enfant l'affection que leur avait inspirée sa mère. Elle était trop jeune à l'époque de sa mort pour se souvenir d'elle. Quelques-uns de ceux qui avaient été dans l'intimité de Vakea gardèrent bien la mémoire de ce Dieu révélé par Kiana, mais ces impressions s'effacèrent peu à peu. Il n'en resta qu'un souvenir vague dont les premiers missionnaires retrouvèrent une trace indistincte, sans savoir à qui l'attribuer. Devenue jeune fille, Malia épousa le chef de Kona et réunit le sud de l'île sous son autorité. Son fils aîné, qui lui succéda, est l'ancêtre de Kaméhaméha Ier.

Je désirais vivement questionner Kimo; mais l'heure était trop avancée, et force me fut de remettre au lendemain. Nous nous séparâmes, et, avant de m'endormir, j'écrivis sur mon calepin l'histoire de Kiana, dont les traits confus me hantèrent pendant mon sommeil et dont je m'efforçais vainement de deviner la prédiction.

II.

Il faisait grand jour quand je m'éveillai. Les bruits de la ferme, le gazouillement des oiseaux, les piétinemens des chevaux, les chants bizarres des Kanaques me rappelèrent promptement à la réalité. Frank m'attendait pour l'accompagner dans une excursion à quelques milles de distance. Avant de s'absenter, il voulait donner des ordres à ses ouvriers, occupés dans la forêt, où ils achevaient des plantations de bois de sandal. Nous partîmes avec une petite escorte. L'air pur et vivifiant du matin, l'allure rapide de nos chevaux, les ravissans paysages qui se déroulaient devant nous, achevèrent de dissiper mes rêves, et l'image de Kiana alla rejoindre ces impressions fugitives qui sommeillent dans notre mémoire et

qu'un mot réveille en sursaut, comme la Belle-au-bois-dormant des contes de fées.

Je ne sais quelle avait été la nature des rêves de mon compagnon, mais un changement s'était produit en lui. Ce n'était plus le jeune homme timide et taciturne de la veille. Son front s'était éclairci, son regard n'était plus voilé. Il maniait avec aisance un magnifique cheval dont les soubresauts coquets faisaient valoir la sûreté de sa main et sa taille souple et nerveuse.

— Quel bel animal vous avez là, Frank !

— Oui, et il est aussi docile que beau. Il n'a pas été monté depuis quelques jours, et, comme je le réserve pour Jane, j'ai voulu m'assurer s'il n'était pas trop vif.

— Vous ne craignez pas de le fatiguer?

— Sultan ne se fatigue pas pour si peu de chose. Il peut voyager une journée entière sans mouiller un poil de sa robe ou ralentir son allure, reprit-il en caressant doucement le cou du noble animal, qui inclinait la tête pour atteindre la main de son maître.

— Avez-vous vu Jane, ce matin?

— Non. Elle m'a fait dire que, partant demain, elle passerait sa journée à la ferme et la consacrerait à mon père. Vous avez remarqué hier comme il a du plaisir à la voir, et combien elle, si hautaine d'ordinaire, est douce et bonne avec lui.

— Le fait est qu'il semble l'aimer comme une fille et qu'elle le traite comme un père.

— Cela est vrai, dit-il en rougissant, et ce n'est pas la première fois que je le remarque; mais hier, après notre conversation, lorsque je suis entré chez mon père, cette impression a été plus vive... Malheureusement cela ne supprime pas les difficultés, et j'en vois de grandes.

— Quelles sont-elles?

— Tout d'abord me faire aimer d'elle, obtenir son aveu : voilà les deux premières, et pour vous, qui connaissez le caractère de Jane, vous conviendrez que la seconde n'est pas la moindre; puis avoir le consentement de son père et celui du roi. Je sais que son père et le mien sont liés d'une vieille amitié, cimentée par des dangers communs. De ce côté, la réussite est possible, mais le roi me connaît peu.

— Soit, mais vous connaissez la reine, qui a été l'amie de votre sœur. Vous savez qu'Emma a un grand empire sur l'esprit du roi, et qu'il l'aime passionnément. Elle vous connaît, vous apprécie, et maintes fois je l'ai entendue parler de vous et de votre père. Elle vous cite comme un fils modèle et même comme une sorte de héros à la suite de je ne sais quelle aventure où vous l'avez tirée d'un grand danger.

— Je n'ai fait que ce que tout autre eût fait à ma place. Il y a quel-

ques années, avec ma sœur qui vivait alors et qu'elle aimait tendrement, elle voulut, malgré mes avis, suivre nos Kanaques qui allaient chasser des bœufs sauvages. Ne pouvant les accompagner, je leur demandai de ne pas se mêler aux chasseurs, de se tenir sur un monticule qui dominait la plaine et d'assister de loin, sans y prendre part, à ces courses dangereuses. Elles me le promirent. Malgré moi, j'étais inquiet, préoccupé. Ayant terminé plus tôt ce qui me retenait à la ferme, je partis dans l'après-midi et gagnai rapidement, par des chemins de traverse, le lieu du rendez-vous. Elles avaient suivi mon conseil, mais, au lieu de mettre pied à terre, elles étaient restées en selle. Leurs chevaux, excités par les cris des *vaqueros*, par la vue de leurs compagnons qui galopaient dans la plaine et contournaient le monticule, avaient entraîné les deux imprudentes, qui n'en étaient plus maîtresses. Elles n'auraient couru que peu de risques, si elles s'en étaient fiées à l'instinct de leurs montures, dressées de longue date à la poursuite des bœufs, mais elles essayèrent de les diriger, et cela si malencontreusement qu'elles disparurent dans des nuages de poussière au milieu du troupeau affolé. Une chute, un faux pas, elles étaient perdues. Je réussis à les rejoindre. Le sifflement de mon lasso rejeta de droite et de gauche les animaux effrayés, et je parvins à saisir la bride de la monture d'Emma au moment où, presque étouffée par la masse confuse qui s'agitait autour d'elle, elle allait tomber de son cheval, qui lui-même se soutenait à peine. Ma sœur, plus expérimentée, avait pu profiter de ma trouée dans le troupeau pour se dégager et rejoindre mes Kanaques, qui, voyant le danger, me suivaient sans hésiter. Emma m'en a gardé une vive reconnaissance. Depuis son mariage, je ne l'ai pas revue, mais je crois avec vous que, l'occasion se présentant, elle serait heureuse de me venir en aide.

— Et l'occasion se présente. Votre mariage avec Jane ferait de vous son parent et rapprocherait d'elle le frère d'une amie qu'elle regrette. Elle a quelque influence sur Jane, qui l'aime et la respecte, et de ce côté, comme du côté du roi, elle peut être pour vous une alliée précieuse. Je puis aussi vous être utile auprès du roi, vous le savez...

— Merci de vos encouragemens et de votre amitié. Je ferai ce que vous me dites, mais combien il me sera difficile de m'assurer du cœur de Jane !

— Voilà bien les amoureux. Ils ne voient que les obstacles, et lorsqu'ils sont comme vous, Frank, ils se méfient toujours d'eux-mêmes.

— C'est vrai, mais le sort en est jeté, et j'irai jusqu'au bout. Je l'aime trop pour qu'elle ne finisse pas par m'aimer un peu.

Nous étions arrivés au terme de notre excursion. Frank me fit

visiter ses plantations, qui s'étendaient déjà sur un espace considérable. Il m'expliqua qu'autrefois toute cette partie de la montagne avait été occupée par une forêt de sandal, complétement dévastée par une exploitation inintelligente. Ce bois se vendant fort cher en Chine, les chefs n'avaient pas résisté à la tentation d'en tirer parti dans des temps difficiles. Il voulait reconstituer ce capital détruit; chaque année on plantait quelques milliers de jeunes arbres. Nous passâmes deux heures à examiner les travaux; j'admirai l'initiative de mon jeune ami, la sûreté de son jugement, sa douceur et sa patience avec les Kanaques. Il savait les persuader, les intéresser à la réussite de ses projets, les associer à son œuvre, dont il prenait la peine de leur expliquer le but. C'est à lui et à ses pareils que l'archipel havaïen doit aujourd'hui sa prospérité et le maintien de son indépendance.

Après un repas léger, nous nous mîmes en route pour regagner la ferme. Frank était impatient, aussi l'après-midi était-elle peu avancée quand nous arrivâmes. Jane nous vit venir; assise sur la vérandah auprès de notre hôte, elle nous accueillit avec un sourire malicieux.

— Nous ne vous attendions pas sitôt, dit-elle à Frank. Votre père disait que vous ne reviendriez qu'à la nuit, et que la plantation avait pour vous tant d'attraits que vous ne pouviez vous en arracher.

— En temps ordinaire, c'est vrai, répondit-il; mais aujourd'hui je savais vous retrouver, et je vous vois si rarement.

— C'est donc pour moi que vous êtes revenu? reprit-elle en essayant de maintenir la conversation sur un ton enjoué qui contrastait avec l'air grave et simple de Frank.

— Oui.

Elle me tendit la main pour dissimuler son embarras, et nous échangeâmes quelques phrases banales. Frank nous quitta pour veiller aux préparatifs de départ du lendemain. Lorsqu'il revint, il proposa à Jane de sortir avec lui. La grande chaleur du jour était passée; une brise tiède et parfumée agitait doucement les grands hibiscus dont les branches élevées ondulaient sous le poids léger des oiseaux qui cherchaient un gîte pour la nuit. Elle prit son bras, et je les regardai s'éloigner en faisant des vœux bien sincères pour mon jeune ami.

La cloche du repas les ramena après une heure d'absence. Jane avait les yeux humides. — Qu'avez-vous? ne pus-je m'empêcher de lui demander.

— J'ai accompagné Frank au tombeau de sa mère et de sa sœur; il m'a parlé d'elles, et cela m'a émue, moi qui n'ai pas connu ma mère et qui n'ai pas eu de sœur.

— Frank eût pu choisir un autre but de promenade et un sujet d'entretien plus gai pour vous.

— Non certes, et je ne vous comprends pas, dit-elle avec cet accent d'impatience que j'avais quelquefois observé chez elle, non certes, je ne vous comprends pas de le blâmer. L'on ne parle de ceux que l'on a aimés qu'à ceux qu'on estime et qu'on aime.

— Vous avez raison, et j'ai tort. Je sais combien Frank vous estime et vous aime, aussi...

Elle m'interrompit par un geste, en me regardant bien en face comme pour deviner le fond de ma pensée et y chercher une intention cachée, puis tout à coup elle détourna les yeux avec une indifférence hautaine. — Le dîner nous attend, reprit-elle, et je compte sur vous pour nous choisir quelque sujet d'entretien... fort gai.

Nous nous mîmes à table. J'essayai d'obéir, mais sans succès, et malgré moi j'observai plus que je ne causai. Frank avait l'air sérieux, mais sans tristesse; il parlait plus volontiers. Quant à Jane, elle semblait par momens prendre à tâche de le faire sortir de son calme, elle le contredisait, puis, l'instant d'après, elle l'écoutait attentivement. Il nous entretint de ses projets, de l'avenir réservé à l'archipel havaïen, des progrès rapides de la civilisation, des convoitises politiques des grandes puissances. Partisan déclaré de l'indépendance, il voyait avec inquiétude grandir l'influence américaine et il comptait sur la France et sur l'Angleterre pour maintenir l'équilibre au profit de la race indigène.

— On a été trop vite, nous dit-il. Le pays sort à peine de la féodalité, et déjà l'on trouve le régime constitutionnel trop peu libéral. On oublie qu'il n'y a pas un siècle que les premiers missionnaires sont arrivés ici. On s'aveugle sur les résultats obtenus. Il faut bien peu connaître les Kanaques pour s'imaginer que tous soient ralliés de cœur au christianisme.

— Le plus grand nombre l'est cependant, dit Jane, mais il en est beaucoup qui ont abandonné les pratiques superstitieuses de leurs ancêtres sans rien mettre à leur place. Quelques-uns y tiennent encore, mais ils le dissimulent avec soin. Je soupçonne fort Kimo d'être de ces derniers.

— Kimo! m'écriai-je, n'est-ce pas celui dont vous nous parliez hier soir?

— Lui-même.

— Et vous avez encore auprès de vous un des derniers sectateurs de Pélé?

— Je ne sais s'il croit à Pélé et s'il l'adore en secret; je sais seulement que Kimo ne partage pas les opinions de la plupart des Kanaques, qu'il se tient à l'écart de toutes pratiques religieuses. J'ai

vainement tenté de savoir ce qu'il pense à ce sujet; il se maintient dans un silence respectueux.

— Kimo vous est dévoué, m'avez-vous dit?

— A la vie et à la mort. Il ne m'a jamais quittée. Sa mère était ma nourrice. Kimo m'accompagne dans toutes mes excursions. Actif, énergique, intelligent, il comprend à demi-mot; sa probité est à toute épreuve; quand je suis à Honolulu, c'est lui qui règle mes comptes, dirige mes domestiques. En voyage, c'est un guide sûr, un homme de ressources, vous en jugerez demain. Je lui ai tracé notre itinéraire, cela suffit. Nous pouvons nous en fier à lui pour les détails et nous mettre en route, sûrs que tout est prévu, même l'imprévu.

— C'est un homme précieux... Et il sait la prédiction de Kiana?

— Je n'en doute pas, mais je doute qu'il vous la dise. Kimo n'a qu'un défaut : il n'aime pas les étrangers. Vous le trouverez poli, respectueux, mais réservé, et si vous réussissez à lui arracher son secret, vous serez bien habile.

— Et pourquoi Kimo n'aime-t-il pas les étrangers?

— Je ne sais; Kimo n'aime que moi, et il a pour moi un dévoûment sans bornes. Kimo parle peu, c'est un Kanaque de la vieille roche, concentré, fier de son origine et de sa race, dur à lui-même et aux autres. Ses compatriotes l'estiment et le craignent. Il est très intelligent, très fin, et vous vous heurterez à une résistance inébranlable, je le crois.

Tout cela n'était pas fort encourageant. Je ne m'en promis pas moins à part moi de faire de mon mieux. Frank nous avait écoutés sans mot dire.

Comme la veille, nous allâmes rejoindre notre hôte. La soirée se passa sans incidens, et nous nous séparâmes de bonne heure. Nous devions nous mettre en route le lendemain à la pointe du jour.

Au lever du soleil, notre caravane était en marche. Profitant de la fraîcheur de la matinée, nous avions franchi la clairière et nous atteignions la lisière de la forêt. Nous fîmes une courte halte pour saluer d'un dernier regard la demeure hospitalière que nous venions de quitter. Une brise légère nous apportait les *alohas* des Kanaques groupés autour de notre hôte. Nous agitâmes nos mouchoirs, et quelques instans après l'ombre silencieuse des bois fermait l'horizon derrière nous. La route s'enfonçait en droite ligne dans un fouillis de verdure. Kimo, entre deux Kanaques, ouvrait la marche. Venaient ensuite des vaqueros montés sur de petits chevaux secs et nerveux. Autour du pommeau de leurs selles mexicaines s'enroulait le lasso de cuir qui ne les quitte jamais et qui est entre leurs mains une arme redoutable. Une hachette courte et luisante brillait à leur ceinture, et de leurs fortes guêtres de cuir on

voyait sortir le manche du couteau qui leur sert à achever les bœufs sauvages ou les sangliers et à les dépecer. Derrière eux s'avançait un peloton de femmes indigènes, c'était l'escorte de Jane. Rien ne saurait rendre l'aspect pittoresque de ce groupe de femmes aux longues draperies de couleurs vives, couronnées d'épaisses torsades de fleurs et de feuilles. Le cou de leurs chevaux était entouré de guirlandes de fougères destinées à les protéger de la chaleur et à écarter d'eux les piqûres des moustiques. Jane, Frank et moi suivions à une certaine distance; des Kanaques, dirigeant devant eux les mules chargées de nos bagages et de nos provisions, fermaient la marche.

Désireux de laisser mes deux compagnons à eux-mêmes, je poussai mon cheval en avant et rejoignis Kimo. Je le connaissais de vue, mais nous n'avions jamais échangé que quelques paroles banales, quand, à Honolulu, j'allais rendre visite à la princesse. Il s'inclina en me voyant, et les deux Kanaques qui étaient auprès de lui ralentirent discrètement le pas de leurs montures pour nous permettre de prendre les devans.

— Impossible d'être plus exact, Kimo; grâce à toi, nous sommes partis à l'heure dite.

— La princesse m'avait donné ses ordres, je les ai exécutés.

— Et il était difficile de les exécuter mieux, repris-je sans m'émouvoir de ce début qui promettait peu. Quand arriverons-nous au volcan?

— Demain dans l'après-midi, ou le soir, au plus tard.

— Où camperons-nous aujourd'hui?

— A Olaa. Le pâturage y est bon et l'eau fraîche. Nos hommes auront vite fait de vous construire les abris nécessaires pour une nuit. En cette saison, on y trouve en abondance des oies sauvages, et d'ailleurs les provisions ne nous manquent pas.

— Je vois que l'on peut s'en fier à toi. Tu as souvent parcouru ce district.

— Bien souvent; il en est fait mention dans nos légendes.

— Je sais, par Jane, que tu connais beaucoup de chants anciens. Il en est un surtout qui m'a vivement intéressé, celui de Kiana; tu le sais?

— Oui, et avant-hier j'ai entendu la princesse vous le réciter. J'étais sur la vérandah.

— Alors tu as dû entendre ce qu'elle a répondu à mes questions?

— Oui, reprit-il sans la moindre hésitation. Elle vous a dit que je connaissais la prédiction de Kiana. C'est vrai. Elle a ajouté que je garderais probablement le secret, c'est vrai aussi. J'ai juré à ma mère, comme elle avait juré à la sienne, que ce secret ne serait pas trahi. On ne connaîtra la prédiction de Kiana que le jour où elle s'accomplira... Il s'interrompit et garda le silence quelques instans.

— Écoutez-moi, reprit-il; je sais que vous êtes un ami de ma race, que vous défendez ses droits et son indépendance contre les étrangers, je vous en remercie. La prédiction de Kiana est peut-être à la veille de s'accomplir. Le jour où cela sera, si je vis encore, je vous la dirai; jusque-là je me tairai.

Je le regardai avec étonnement. Il parlait avec une si étrange conviction que je me sentis ému.

— Soit, je respecte ton silence, souviens-toi de ta promesse.

— Je ne l'oublierai pas, et, ajouta-t-il avec un profond découragement, je vous dirai ce que vous désirez savoir. Puissiez-vous n'avoir pas à me le demander!

Je ralentis le pas de mon cheval, laissai passer devant moi les cavaliers qui me suivaient, et repris ma place auprès de Jane.

Elle causait gaîment avec Frank. Tous deux jeunes, lui amoureux, ils ne songeaient guère aux vieilles histoires du passé et jouissaient du présent. Frank n'avait pas dû perdre son temps, à en juger par son visage. Celui de Jane respirait une satisfaction sans mélange. Était-ce coquetterie satisfaite, était-ce plus et mieux, je n'aurais su dire.

— Avez-vous réussi à apprivoiser Kimo? me dit-elle. Je vous ai vu causer avec lui, et votre entretien paraissait animé.

— J'ai réussi à savoir que je ne saurais rien, sauf le cas où certains événemens, que je ne dois pas désirer, viendraient à s'accomplir.

— Voilà qui est clair comme un oracle. Qu'est-ce que cela veut dire?

Je racontai ma conversation avec Kimo. Jane m'écoutait gravement, Frank souriait. — Eh bien, dis-je en terminant, qu'en pensez-vous?

— Je ne sais, dit Jane; pourtant, si vous m'en croyez, tenez-vous en là. Je suis peut-être un peu superstitieuse, mais cette histoire de Kiana m'a toujours produit une étrange impression. Une curiosité toute féminine m'a fait chercher autrefois à connaître sa prédiction. Loin d'en vouloir à Kimo de son mutisme, je lui en sais gré maintenant, et n'ai nulle envie de l'interroger.

— Et vous, Frank?

— Moi, je suis quelque peu incrédule à l'endroit des prophéties indigènes. Je crois Kimo de bonne foi, mais je crois aussi qu'il attache une importance exagérée à des paroles prononcées dans le délire de la fièvre, et dont, après des siècles d'intervalle, rien ne garantit l'authenticité. Qui nous dit qu'en passant de génération en génération elles n'ont pas été altérées?

Jane secoua la tête : — Vous vous trompez. La tradition orale ne varie jamais; les Kanaques ont pour elle un respect superstitieux,

et je suis sûre que la prédiction de Kiana s'est conservée intacte et se conservera telle tant qu'il y aura un descendant direct de celle qui l'a recueillie.

— Comment expliquez-vous alors que Vakea ne l'ait pas transmise à ses descendans?

— Malia, sa fille, était trop jeune à l'époque de sa mort pour en recevoir la confidence, et, d'après nos traditions, elle ne pouvait le tenir que de lui.

— Mais Kimo croit que cette prédiction est sur le point de s'accomplir.

— Tout dépend comment il l'interprète, reprit Frank. Les prédictions ne brillent généralement pas par la clarté ; mais laissons là ce secret, qui ne nous concerne pas et qui fait une impression pénible sur Jane.

Frank avait raison, notre compagne semblait mal à l'aise. Je regrettai, à part moi, l'effet produit par ma malencontreuse curiosité. Peu à peu cependant cette impression nerveuse de Jane se dissipa devant le magnifique panorama qui se déroulait sous nos yeux au moment où, sortant de la forêt, nous arrivâmes sur le versant de la montagne. Kimo vint nous rejoindre et, désignant du geste un bouquet d'arbres, sentinelle avancée des bois que nous quittions, il nous dit : — C'est ici que nous allons faire halte. Nous pourrons nous remettre en route à trois heures et arriver à Olaa à la nuit.

Pendant que les Kanaques préparaient notre collation, j'explorai les environs. Kimo m'indiqua l'endroit où s'était livrée, trente ans auparavant, la bataille dans laquelle son père, me dit-il, avait succombé. Je reconstituai, par la pensée et le souvenir des récits du père de Frank, ces luttes où les adversaires se mesuraient corps à corps, où les membres nus s'enlaçaient et se tordaient dans des étreintes désespérées. Le site était admirablement choisi. Sauf le bouquet de bois sous lequel campaient mes compagnons, pas un arbre, pas un arbuste n'accidentait le sol, uni comme un tapis et couvert d'herbe fine et de mimosas. Sous ce soleil éclatant, dans cette plaine inondée de lumière , pas un trait de bravoure, pas une défaillance ne pouvait se dissimuler aux regards des combattans. La lutte avait été atroce : commencée au jour, elle n'avait fini qu'à la nuit. Kaméhaméha, vainqueur, avait vu succomber ses derniers adversaires. Quelques-uns à peine avaient réussi, couverts de blessures, à se traîner jusqu'à la lisière de la forêt ; leurs gémissemens les avait trahis le lendemain, et on les avait achevés. Les cadavres abandonnés avaient été dévorés par les chiens sauvages. Depuis, la nature avait étendu son vert manteau sur ces restes informes dont mon pied heurtait encore quelques débris blanchis par le soleil et la pluie.

Je rejoignis mes compagnons. A l'ombre de l'arbre le plus touffu, les Kanaques avaient empilé des couvertures aux couleurs éclatantes, qui formaient une espèce de divan sur lequel Jane était assise. A côté d'elle, presqu'à ses pieds, Frank, accoudé, suivait ses mouvemens. Autour d'eux les Kanaques, groupés en cercle, causaient. Nos chevaux dessellés paissaient à une courte distance sous la garde des vaqueros. Le repas achevé, nous restâmes seuls. Nos serviteurs prenaient le leur plus loin.

— Vous appréciez comme moi, me dit Jane, le charme de cette vie d'excursions.

— Oui certes, surtout avec de bons amis. Et vous Frank?

— Moi, je l'ai toujours aimée. Vous souvenez-vous, reprit-il en s'adressant à notre compagne, de nos voyages de découvertes dans la forêt, quand nous étions enfans, de vos terreurs sous ces grands bois, de vos ravissemens quand nous trouvions quelques fleurs nouvelles, des belles guirlandes que nous tressions et aussi des goyaves roses dont vous étiez friande?

— Oh oui! Je n'ai rien oublié. Vous étiez bien bon, bien complaisant pour moi, Frank, et j'étais alors une enfant capricieuse qui mettait votre patience à l'épreuve... sans la lasser.

— C'était si doux de satisfaire vos fantaisies, de deviner vos désirs. Depuis j'ai bien souvent regretté cet heureux temps.

— Pas maintenant, j'espère, car il est revenu. Je n'ai guère changé depuis lors, et c'est là ce que l'on me reproche. Je ne comprends pas encore grand'chose à toutes ces exigences d'une civilisation si prompte à nous envahir. Elle marche trop vite, nous avons peine à la suivre. Quand j'étais enfant, on m'enseigna votre religion: je la trouvai bien belle; mais j'ai vu ces mêmes blancs qui nous apportaient vos divins préceptes, qui les avaient reçus avant nous, qui se disaient nos frères, s'emparer de nos terres, s'enivrer d'eau-de-vie, menacer nos chefs, frapper nos serviteurs. J'ai vu des matelots européens envahir notre ville, massacrer des Kanaques inoffensifs, mépriser les supplications de leurs prêtres et promener dans nos rues l'ivresse et la violence. On m'a bien dit, et je le crois, qu'il ne fallait pas confondre les préceptes des uns et les actes des autres, mais tout cela nous choque et nous trouble. Pour moi, j'aime à vivre à l'écart; on s'en étonne, on me blâme, mais je suis la descendante de Kaméhaméha, et vous savez, dit-elle en se tournant vers moi, que son nom veut dire : le solitaire.

Kimo interrompit notre entretien en nous prévenant que l'heure approchait de nous mettre en route. Nos chevaux étaient sellés, les bagages chargés, la caravane s'ébranla de nouveau, et à la nuit tombante nous arrivions à Olaa.

Nos vaqueros nous avaient précédés. Deux huttes en feuillages, rapidement bien qu'artistement construites, nous attendaient. L'une était destinée à Jane et à ses femmes, l'autre nous était réservée. Avec cette activité silencieuse qui caractérisait Kimo, notre installation fut promptement achevée.

Pendant la soirée, Frank décida Jane à parcourir avec lui les environs de notre camp. Ils m'invitèrent à me joindre à eux; j'acceptai, mais je les laissai bientôt seuls, ce dont ils ne parurent pas s'apercevoir, tout absorbés qu'ils étaient dans une causerie dont les souvenirs de leur jeunesse faisaient les frais. Ils y revenaient volontiers, et je n'avais garde de les en distraire. Ce passé n'était-il pas un lien entre eux; l'avenir leur en réservait-il un plus doux? Je l'espérais bien sincèrement et je m'abandonnais à cette rêverie. Lorsqu'ils revinrent, je les observais avec attention : Frank était pâle, mais parfaitement maître de lui-même; Jane me salua d'un regard malicieux et, après une courte conversation, elle prétexta la fatigue et prit congé de nous. Je restai seul avec Frank.

— Eh bien, lui dis-je, êtes-vous plus heureux?

— Plus amoureux, oui, plus heureux, non. Je ne sais que penser : par momens, il me semble qu'elle me devine, mais ces momens sont rares. Elle reprend alors son air hautain et m'entretient de choses indifférentes. Entre elle et moi, elle excelle à élever une barrière invisible que je n'ose franchir. Je sens à quel point elle est jalouse de son indépendance.

— Parce qu'elle n'a pas encore rencontré l'homme qui ait su lui inspirer le désir d'y renoncer. Je crois, moi, que vous serez cet homme. Vous êtes resté dans ses souvenirs d'enfant, vous avez occupé son imagination de jeune fille. De là à son cœur, il y a moins loin que vous ne pensez.

— Puissiez-vous dire vrai! Malgré moi, je tremble et je sens que la partie qui se joue entre nous est décisive.

— Elle le sera, je l'espère bien. Je compte sur notre voyage pour précipiter le dénoûment. L'occasion se présentera, n'hésitez pas à la saisir, et plaidez votre cause avec toute l'éloquence de votre cœur.

— D'ici à peu de jours j'aurai tout gagné ou tout perdu.

Tout en causant, nous nous étions rapprochés du camp. Deux Kanaques, relevés d'heure en heure, veillaient seuls sur nos animaux. Immobiles comme des cariatides, adossés aux troncs d'arbres, ils poussaient de temps à autre un léger sifflement qui suffisait à ramener ceux de nos chevaux qui s'éloignaient. Étendus sur l'herbe, la tête appuyée sur leurs selles, leurs compagnons dormaient en cercle, formant autour des huttes une barrière vivante. Je me disposais à la franchir, lorsque tout à coup j'éprouvai une sensation

étrange. Il me semblait que le sol se dérobait sous mes pas et qu'une puissante oscillation se produisait de l'est à l'ouest. Je reconnus une secousse de tremblement de terre. Ces accidens sont si fréquens dans l'île de Havaï que l'on y fait rarement attention. Les branches élevées des arbres s'agitèrent et s'entre-choquèrent comme secouées par une brusque rafale de vent, puis tout rentra dans le repos. Les dormeurs ne s'en aperçurent même pas. Nos deux veilleurs sourirent silencieusement. Seuls, nos animaux parurent effrayés; les jarrets tendus pour mieux conserver leur équilibre, ils soufflèrent bruyamment, interrogeant l'horizon d'un œil inquiet.

— Nous sommes dans le voisinage de Pélé, déesse des volcans, me dit Frank, elle nous avertit de sa présence. Bonsoir et à demain.

Quelques minutes après, tout dormait dans le camp, sauf les gardes, qui se relevaient à tour de rôle sans qu'aucun bruit les trahît.

J'avais complétement oublié cet incident lorsque je me réveillai le lendemain matin. Frank était déjà debout. Je l'aperçus qui causait avec Kimo. Il me fit signe de venir les rejoindre. Jane et ses femmes reposaient encore.

— Qu'y a-t-il, Frank? lui dis-je, vous paraissez soucieux.

— Un peu, répondit-il, et pourtant jusqu'ici il n'y a pas grand sujet d'alarme. Kimo me rendait compte de la nuit. Il résulte du rapport de nos hommes que la secousse que nous avons ressentie hier soir n'a pas été la seule; à deux reprises, vers le matin, il s'en est produit d'autres.

— Je ne m'en suis pas aperçu.

— Ni moi; mais Kimo, levé avant nous, a constaté que la dernière avait eu lieu de bas en haut et non plus horizontalement.

— Eh bien?

— Ces secousses sont rares et indiquent une éruption prochaine.

— Ce ne sera ni la première ni la dernière, et nous aurons là un beau spectacle.

— Croyez-vous? Une éruption de Kilauéa est en effet un beau spectacle, et j'en ai vu plusieurs; mais où celle-ci se produira-t-elle?

— Au volcan, comme d'ordinaire.

— Kimo en doute, et moi aussi. Quand les secousses sont horizontales, c'est invariablement le cas, et alors nous pourrions sans danger aucun poursuivre notre route. Campés au bord du volcan, nous verrions la lave déborder et suivre sa route accoutumée, non plus en minces filets, mais en un fleuve de feu. Le soulèvement du sol indique une éruption plus violente et qui peut se produire sur un autre point. Lequel? C'est ce que j'ignore, et nous pouvons aller au-devant d'un danger terrible.

— Ne courons-nous pas le même risque en restant ici?

— Oui.

— Et que dit Kimo?

— Il croit qu'il est sage de se hâter et de gagner le volcan; suivant lui, c'est encore là que nous serons le plus à l'abri.

— Il a peut-être raison; en tout cas, nous ne saurions mieux faire que de nous en fier à son expérience et à la vôtre.

Kimo fit un signe aux Kanaques qui se tenaient à distance, attendant le résultat de notre entretien. Cet ordre muet fut immédiatement compris : on ramena les chevaux, on pressa les préparatifs de notre frugal déjeuner. Jane, prévenue, vint nous rejoindre, étonnée de la hâte avec laquelle nous levions le camp. Quelques mots la mirent au courant de nos préoccupations : elle n'en parut pas alarmée; maintes fois déjà elle avait assisté à ces phénomènes volcaniques si fréquens à Havaï. Frank n'insista pas sur les observations faites par Kimo, et elle crut que nous étions désireux de gagner promptement Kilauéa pour assister à une éruption probable.

Nous nous mîmes en marche et franchîmes rapidement la plaine à l'entrée de laquelle nous avions campé. Trente milles nous séparaient encore du cratère. Le volcan de Kilauéa est entouré d'épaisses forêts, à travers lesquelles il est difficile de se frayer un passage. Sous l'ombre de ces grands arbres, l'humidité du sol et la chaleur de la température entretiennent une végétation parasite d'arbustes et de lianes qui s'enlacent en un inextricable fouillis et arrêtent à chaque pas la marche du voyageur. Kimo avait prévu ces difficultés; il avait envoyé nos Kanaques en avant. Armés de leurs hachettes, ils taillèrent un sentier à peu près praticable qui nous permit de rejoindre l'unique route qui relie le volcan au port de Hilo. Il nous fallut cependant mettre pied à terre et faire conduire nos chevaux par la bride. Le sol, jonché de branches d'arbre, rendait la marche incertaine et fatigante. Frank ne quittait pas Jane; il l'aidait à franchir les mauvais pas; elle riait de sa sollicitude.

— Vous ne vous souvenez plus, Frank, que j'étais et suis encore une vraie fille des forêts. Mon pied ne glisse pas plus que le vôtre. Vous me prenez pour quelqu'une de ces ladies étrangères qui viennent de temps à autre visiter le volcan et se persuadent avoir couru d'inénarrables dangers.

— Et vous, avez-vous oublié qu'une fois, à Waipïo, je dus vous prendre dans mes bras pour traverser le torrent?

— Je ne vous l'avais pas demandé, dit-elle en rougissant.

— Non, aussi m'avez-vous grondé, une fois de l'autre côté.

— Je ne m'en souviens pas, et pourtant, je puis le dire, ce jour-là j'avais peur. L'eau courait si vite, l'écume était si blanche et le bruit si assourdissant que j'hésitais. Si vous m'en aviez laissé le temps, Frank, j'aurais bien passé seule. — Et, s'appuyant sur son

bras, ils cheminèrent ensemble jusqu'à ce qu'un hurrah des Kanaques nous apprit qu'ils avaient rejoint la route.

Pendant ce trajet difficile, nous ressentîmes encore quelques légères secousses. Elles étaient si faibles que nous y fîmes à peine attention. Kimo lui-même y paraissait indifférent. Il observait attentivement mes compagnons, et plus d'une fois je surpris son regard attaché sur Jane et sur Frank. Son visage impassible ne trahissait aucune impression, mais sa curiosité était éveillée, et je m'en aperçus quand, remonté en selle, je me rapprochai de lui pour laisser les jeunes gens seuls. Loin de m'éviter, il répondit à mes questions, ramenant la conversation sur Jane, puis sur Frank. Il semblait désirer savoir le but de ce voyage décidé si brusquement et dans le cours duquel il voyait naître chez Frank des sentimens dont il n'avait pas évidemment soupçonné l'existence. Kimo était trop délié pour ne pas deviner que je ne pouvais ou ne voulais rien dire.

Nous avancions rapidement. La route devenait meilleure, les arbres plus espacés laissaient mieux circuler l'air et la lumière; çà et là des fougères arborescentes, hautes de plus de trente pieds, étalaient leur panache qui bruissait au souffle d'une brise légère, des touffes d'ohélos, couvertes de petites baies jaunes, des goyaviers au parfum pénétrant, bordaient l'étroit sentier et annonçaient que nous laissions la forêt derrière nous.

— Encore une heure, dit Kimo, et nous serons au bord de Kilauéa.

— Où je déposerai mon offrande à Pélé, ajoutai-je en riant.

— Pélé, reprit-il d'un ton grave, Pélé nous soit propice!

— Redoutes-tu quelque danger?

— Cette nuit, j'ai eu des craintes; elles avaient disparu, mais elles me reprennent maintenant, dit-il en suivant attentivement les mouvemens de Frank, qui, courbé sur sa selle, venait de cueillir avec dextérité une grappe d'ohélos qu'il offrait à Jane.

— Pourquoi maintenant?

Il hésitait à me répondre lorsqu'une secousse violente se fit sentir. Nos animaux s'arrêtèrent court, inquiets, les oreilles dressées, soufflant bruyamment par leurs naseaux. Le sol oscillait avec un mouvement étrange. On eût dit que la terre soulevée respirait profondément. En même temps, un bruit sourd comme le grondement de l'Océan se fit entendre, lent et confus d'abord, puis il se rapprocha, grandit, passa comme un souffle de terreur sous nos pieds et se perdit au loin. Un grand silence lui succéda. On eût dit que la nature immobile retenait son haleine. Pas un insecte ne bruissait sous l'herbe. Au-dessus de nos têtes, le soleil éclatant, un ciel sans nuages, augmentaient l'étrangeté de cette scène.

— Halte et pied à terre! s'écria Frank.

Chacun de nous obéit sans mot dire. Les Kanaques prirent la bride des chevaux et nous suivirent en silence. Les secousses se succédaient moins violentes, mais plus rapprochées. Kimo marchait en avant. Je le rejoignis. Son visage avait repris toute son impassibilité.

— Vous souvenez-vous du chant de Kiana? me dit-il abruptement.

— Oui, mais à quel propos me demandes-tu cela, et qu'a-t-il de commun avec ce qui se passe?

— Vous le saurez bientôt peut-être.

III.

Nous étions au bord du cratère. Les derniers rayons du soleil plongeaient dans l'abîme dont ils éclairaient les parois perpendiculaires et dessinaient les immenses contours. Sous nos yeux se déroulait un cirque de plus de trois lieues de circonférence et d'environ mille pieds de profondeur. Un bruit lointain, comme celui de la mer à distance, montait jusqu'à nous. Dans ce vaste cratère s'agitait un lac de feu dont les vagues soulevées se déroulaient avec ampleur et venaient battre les parois de roches calcinées qui cédaient çà et là sous cette effroyable chaleur et s'écroulaient dans le cratère comme une dune de sable minée par les flots. On entendait alors un ruissellement pareil à celui d'un torrent sur un lit de cailloux. L'atmosphère embrasée miroitait au soleil. Devant nous, fermant l'horizon à quelques lieues de distance, se dressait la masse énorme du Mauna-Loa, couronné de neiges éternelles que le soleil teintait d'un rose vif, et qui semblait défier le lac béant soulevé à ses pieds en efforts impuissans. Frank sonda d'un coup d'œil rapide l'abîme de feu, et je surpris sur son visage une expression de satisfaction.

— Tout va bien, me dit-il. Nous pouvons camper ici sans danger cette nuit, et demain nous contournerons le volcan pour gagner la route de Kaïlua. Décidément je m'alarmais à tort.

— Que dit Kimo?

Nous le cherchâmes du regard, il avait disparu. Les Kanaques, tête nue, attendaient des ordres. Nous nous dirigeâmes vers un monticule qui formait une pointe avancée sur le cratère. Tout à coup Frank appuya sa main sur mon bras. — Regardez, dit-il à voix basse. — Kimo, debout sur ce monticule, faisait des gestes étranges. Sa main, étendue vers le volcan, s'agita lentement, puis laissa échapper quelques objets qui se perdirent dans l'espace et dont nous ne pûmes suivre la chute ni constater la nature. Cela fait, il

s'accroupit et parut plongé dans une sorte de contemplation extatique.

— Éloignons-nous, me dit Frank; je préfère qu'il ne sache pas que nous l'avons vu.

— Que fait-il donc? repris-je.

— Il invoque Pélé. Jane avait raison, Kimo est un des sectateurs de la déesse. Évitons en ce moment d'aborder ce sujet avec lui, et, pour cela, feignons d'ignorer ce que le hasard nous a appris.

Quelques instans après, Kimo nous rejoignait. Son visage ne trahissait aucune de ses émotions. Frank l'entretint de son projet, qu'il approuva, et, comme la veille, les Kanaques construisirent deux huttes pour Jane et pour nous.

Nos craintes diminuées nous permettaient de jouir du grandiose tableau qui se déroulait devant nous. La nuit venait. Un dernier rayon se jouait sur la cime de la montagne, dont il semblait se détacher à regret. Cette lueur fugitive brilla, s'effaça, reparut, puis cessa, et sans transition l'obscurité envahit tout. Sur le fond devenu noir, le lac se dessinait plus rouge, passant par toutes les teintes de l'orange à un blanc cru, dont l'œil pouvait à peine soutenir l'insupportable éclat. Jane, non plus que moi, ne pouvait s'arracher à ce spectacle. Aussitôt notre repas achevé, nous revînmes sur les bords du cratère où Frank nous rejoignit après avoir donné les ordres pour la nuit. Jane lui exprima le désir de passer la journée du lendemain où nous étions. Il secoua la tête en souriant.

— Vous ne voulez pas, dit-elle d'un air surpris. Vous êtes donc bien pressé de gagner Kaïlua?

— Oui, car je ne suis qu'à demi rassuré. Il est prudent de nous rapprocher de la mer, et nous en sommes loin. L'éruption qui se prépare, car il s'en prépare une, soyez-en sûre, pourrait nous couper la route. Mon avis est de partir demain à la pointe du jour et de gagner Kona, si possible.

Jane n'insista pas, et deux heures après tout reposait autour de nous. Je restai seul avec Frank, regrettant, moi aussi, de quitter si promptement le volcan et ne pouvant me rassasier de cet étonnant spectacle. Frank était évidemment préoccupé. Je veillai quelque temps avec lui, et la nuit était déjà avancée quand nous gagnâmes notre hutte, non sans qu'il eût réitéré l'ordre aux veilleurs de redoubler de vigilance.

Je dormais profondément lorsque mon compagnon m'éveilla. — Debout, dit-il, et sans bruit. — L'aube ne blanchissait pas encore l'horizon. Il me semblait qu'un calme surnaturel régnait autour de nous; le bruit monotone du volcan avait cessé, pas un souffle dans l'air, pas un bruissement de feuilles. Je me levai. Frank m'attendait au seuil de notre cabane. — Venez, me dit-il.

Je me dirigeai avec lui vers le cratère, dont nous étions éloignés de quelques centaines de mètres, et je m'arrêtai, croyant rêver, lorsqu'il me dit : — N'allez pas plus loin, nous sommes au bord. Je regardai à mes pieds : je distinguai vaguement les immenses parois, le gouffre béant, plus grand encore entrevu dans l'obscurité; mais là où j'avais laissé une mer de feu il n'y avait plus rien. Une âcre odeur de soufre me prenait à la gorge; une énorme colonne d'un blanc laiteux, formé de vapeurs sulfureuses, s'élevait du fond de l'abîme, se dressait à des centaines de pieds au-dessus de nous et déployait un gigantesque panache qui oscillait à peine dans l'air immobile.

— Nous n'avons pas un instant à perdre, me dit Frank. Une éruption terrible se prépare, mais où, je l'ignore. Tant que la lave bouillonne dans le cratère, il n'y a rien à craindre. Kilauéa est la soupape de sûreté de l'île, mais quand Kilauéa se tait, c'est un signe infaillible que la lave va s'ouvrir une nouvelle issue. Le fait s'est déjà produit en 1862. Je l'ai constaté par moi-même, et vous savez ce qu'a été cette éruption. Nous sommes à la veille de voir les mêmes désastres. Il n'est que trois heures du matin, mais il faut hâter le départ. Kimo, prévenu, fait seller les chevaux. Laissons reposer Jane et ses femmes jusqu'au dernier moment.

Autour de nous s'agitaient des ombres silencieuses. On ramenait les chevaux, et, pour éviter de troubler avant l'heure le repos de la princesse, on les sellait à une certaine distance du camp. Quand tout fut prêt, Kimo fit prévenir Jane. En peu de mots, Frank la mit au courant. Elle l'écouta attentivement et donna ordre à ses femmes de se conformer d'une manière absolue aux instructions de Frank. Notre repas fut promptement achevé, et la caravane s'ébranla. Frank marchait en tête, je suivais avec Jane. Kimo, entouré de quelques Kanaques sûrs, formait l'arrière-garde. Ils devaient, en cas de panique, empêcher la débandade et la fuite des animaux qui portaient nos provisions. Nous cheminions dans l'obscurité. Frank, qui connaissait admirablement la route, nous guidait sans hésitation. Il nous fallait contourner le volcan dans toute sa longueur, puis gravir les contre-forts de Mauna-Loa, qui formaient à quelques milles de distance un repli de terrain derrière lequel commençait le district de Kona.

Au jour naissant, nous avions dépassé l'extrémité sud du cratère, et nous nous élevions sur des pentes raides et pierreuses pour atteindre le plateau. Un silence profond régnait autour de nous; les oiseaux inquiets voletaient de branche en branche; tout ce monde d'insectes, qui s'agite et bruit sous le chaud soleil des tropiques, se taisait; pas un souffle d'air, la nature semblait dominée par une inexplicable terreur. L'atmosphère était lourde et brûlante; de

temps à autre, un frémissement du sol trahissait le danger inconnu qui nous menaçait. Tout à coup une secousse plus violente que les autres se fit sentir. Sur un signe de Frank, Kimo le rejoignit; ils échangèrent quelques mots à voix basse, puis Frank nous invita à mettre pied à terre. Il était temps : une seconde secousse nous fit chanceler. Des blocs de rochers détachés des sommets glissèrent avec grand fracas sur les pentes, bondissant et brisant dans leur course les arbres et les arbustes qui se trouvaient sur leur passage.

— Du courage! dit Frank, nous ne pouvons rester ici. Il nous faut gagner le monticule que vous voyez là-bas, — et il nous désignait à quelques centaines de mètres un tertre au sommet duquel se dressait un bouquet de cocotiers et de pandanus.

Nous nous mîmes en marche, Jane appuyée sur le bras de Frank. Les secousses se multipliaient, les arbres éperdus agitaient leurs panaches, nos chevaux refusaient d'avancer et nous dûmes les abandonner. Un grondement sourd et incessant roulait sous nos pieds, on sentait qu'une mer de feu battait de ses vagues soulevées le sol qui nous portait. Nous parvînmes pourtant à gagner le tertre.

Nous étions à bout de forces. La terre oscillait, tout semblait tourner autour de nous. Frank fit rapidement desseller les chevaux et porter les provisions à l'abri du soleil sous les arbres, à l'ombre desquels il installa Jane et ses femmes. — Attendons maintenant, me dit-il; si je ne me trompe, nous n'attendrons pas longtemps.

Une commotion terrible fit pousser un cri d'effroi à nos compagnons, puis nous entendîmes un ruissellement semblable à celui d'un torrent impétueux. Je crus qu'une avalanche de pierres et de rochers descendait de la montagne dans la plaine. Je regardai dans la direction d'où venait le bruit. Un fleuve de feu se ruait sur nous. La lave s'était frayé une issue sur les flancs de Mauna-Loa; ses flots rouges, irisés de blanc, s'avançaient avec une effrayante rapidité, entraînant avec eux des quartiers de roc qui éclataient et se fendaient dans ce brasier ardent. Aveuglés par la terreur, les Kanaques voulurent s'enfuir. Où? Quelques-uns des plus affolés coururent au bas du tertre pour franchir le ravin et gagner la plaine. La lave courait plus vite qu'eux; elle les atteignit, les emporta sans qu'un cri se fît entendre. La voix impérieuse de Frank arrêta les autres. Pâle et silencieuse, Jane se serra près de lui. — Nous sommes perdus, s'écria-t-elle.

— Perdus, répéta la voix de Kimo. Pélé se venge. Malheur à ceux qui l'ont reniée! — Et son regard sombre s'attachait sur Jane.

— Silence! lui dit Frank. Si nous sommes perdus, il ne sera pas dit que nous mourrons en lâches. Éloigne-toi. — Kimo sourit avec mépris et alla s'asseoir au pied d'un arbre dans l'attitude impassible du Kanaque qui attend la mort.

— Ami, dit Frank en me tendant la main, Kimo a raison. La lave nous entoure, et si elle n'atteint pas le sommet du tertre, ce qui n'est qu'une question de temps, nous n'en périrons pas moins de soif et de faim dans cette fournaise ardente. Quand les secours viendront, s'ils viennent, car on ignore où nous sommes, il sera trop tard. Il est dur de mourir au moment où la vie semblait pouvoir être si belle; mais il reste une dernière chance, bien faible, bien incertaine. Je vais la tenter. Je vous confie Jane. Si je meurs, ajouta-t-il, dites-lui que je l'aimais.

Si bas qu'il eût parlé, Jane l'avait entendu. — Tu m'aimes, dit-elle, et son visage s'éclaira d'un sourire radieux. Sache donc à cette heure solennelle que moi aussi je t'aime et depuis des années, que j'ai juré de n'être qu'à toi. J'espérais que ce serait vivante. Ne me quitte pas, nous mourrons du moins ensemble. Je t'aime. — Elle s'inclina vers Frank, qui déposa sur son front son premier, peut-être son dernier baiser.

— Je puis vivre ou mourir maintenant, comme il plaira à Dieu, dit-il. Courage, ma bien-aimée Jane, ma femme! Si tu ne me revois plus, garde-moi ton amour et ta foi. La mort n'est rien quand on est aimé.

Jane comprit que sa résolution était prise. — Adieu, lui dit-elle, toi qui es tout pour moi. Nous nous retrouverons bientôt pour toujours.

Frank m'entraîna rapidement vers la lave. Les secousses avaient cessé avec l'éruption. Le torrent de feu entourait complétement l'îlot. Il montait lentement autour de nous, minant le sol, dévorant comme une paille les arbustes qu'il entraînait. Une fumée intense ne nous permettait pas d'en deviner la largeur et nous cachait l'autre bord du ravin dont il emplissait le lit. Des pandanus coupés par le pied s'abattaient lourdement et disparaissaient, consumés en quelques secondes. Frank s'arrêta au pied d'un cocotier gigantesque. Il était impossible d'avancer plus loin. La chaleur intense nous brûlait les yeux et nous desséchait le gosier. Encore quelques instans, et l'arbre chancelant allait tomber.

— Qu'allez-vous faire, Frank?

— Tout tenter pour la sauver. Vous voyez cet arbre, c'est mon dernier espoir. Il va s'abattre, lui aussi, sur ce torrent que je crois profond, mais étroit. Je veux essayer de le franchir. C'est l'enfer à traverser en une seconde. Si je réussis, si je puis retrouver un de nos chevaux, gagner Éva, je vous amènerai des secours. Si je succombe, je ne devancerai que de peu la mort inévitable qui nous attend ici. Je ne puis pourtant pas, s'écria-t-il avec désespoir, la laisser périr sans un effort.

J'essayai vainement de le dissuader. Il ne m'écoutait pas. L'œil fixé sur le torrent, il le regardait monter. L'arbre oscilla.

— Adieu, ami; dites-lui que je suis mort pour elle et en pensant à elle.

Le cocotier s'inclina; son tronc immense résista quelques instans, puis il se pencha majestueusement et s'abattit en travers du torrent. Frank s'élança et disparut dans la fumée. J'entendis un horrible craquement, un crépitement de branches enflammées, un cri, puis tout se tut. Je détournai les yeux le cœur serré. Debout, près de moi, Kimo n'avait rien perdu de cette scène. Son visage trahissait une satisfaction cruelle qui me fit horreur. Son regard se croisa avec le mien, puis, sans mot dire, il s'éloigna.

Quand je revins à Jane, je la trouvai abîmée dans un profond désespoir.

— Pauvre Frank, dit-elle, il m'a donné sa vie comme il avait la mienne. Heureusement nous ne sommes plus séparés pour longtemps.

Les heures s'écoulèrent, mornes et silencieuses; la lave montait lentement, mais elle montait, et la chaleur devenait intolérable. A la fin du jour, je fis une distribution de vivres et d'eau. Grâce à la prévoyance de Frank, nos provisions avaient été sauvées et transportées au sommet du tertre. Je constatai avec effroi que nous en avions pour deux jours au plus, et encore en observant la plus stricte économie.

La nuit vint tempérer quelque peu la chaleur. Au jour naissant, je descendis au pied du tertre. La lave s'était élevée de plusieurs mètres. Elle roulait sans interruption ses flots rouges et clapotans. La fumée était moins intense, mais le miroitement de l'air surchauffé empêchait d'entrevoir l'autre bord du ravin. Cette journée fut une journée d'agonie. Les feuilles des arbres se desséchaient et leurs rameaux flétris ne nous donnaient plus qu'une ombre insuffisante. Mes compagnons, abattus, attendaient la fin inévitable. Je réussis pourtant à réveiller chez quelques-uns d'entre eux un peu d'énergie et à leur faire construire deux huttes de branchages pour abriter les femmes et nous-mêmes. Que la nuit était lente à venir! Si horrible qu'elle fût, elle était préférable au jour, pendant lequel le soleil redoublait nos souffrances.

Jane était admirable de résignation; grandie par l'amour et le danger, elle y puisait une force d'âme, une foi religieuse que je n'avais jamais soupçonnées en elle. Elle me parlait de Frank, qui l'attendait dans un monde meilleur. Elle se souvenait de tout ce qu'il lui avait dit; elle était heureuse et fière d'avoir été aimée de lui, heureuse surtout de lui avoir avoué son amour.

La seconde nuit finissait. Je sortais d'un sommeil lourd et fiévreux. L'aube blanchissait la cime de Mauna-Loa, le torrent roulait toujours. Il avait gagné plusieurs pieds encore, mais la fumée, dis-

sipée, me permettait de voir au-delà de l'autre rive. Il n'y avait pas de possibilité de salut pour nous. Bien que courant entre deux monticules, le fleuve de lave était d'une largeur telle qu'il fallait abandonner tout espoir de le franchir. Debout à côté de moi, Kimo le contemplait d'un œil farouche.

— Nos dieux l'emportent, me dit-il.

Je souris avec dédain. Nos heures étaient comptées. Le flot de feu montait toujours, la force du courant portait vers nous, et le tertre, lentement miné, s'effondrait peu à peu. Il n'y avait rien à faire, rien à tenter, et nos forces diminuaient à mesure que le péril grandissait.

— Et elle? repris-je, en lui désignant Jane agenouillée.

— Elle l'a voulu. Kiana l'a prédit.

— Kiana?

— Oui. Je puis maintenant satisfaire votre curiosité. Demain, ce soir peut-être, nous appartiendrons à Pélé. Écoutez la prédiction de Kiana : Je t'ai aimé, a-t-elle dit à Vakea, et un jour viendra où l'unique héritière de notre sang aimera un homme de ma race. Si elle devient sa femme, les dieux havaïens auront vécu et mon Dieu l'emportera sur eux.

— Cette femme, cette unique descendante de Kiana, c'est Jane?

— Oui. Et lui, Frank, est mort.

Je m'éloignai le cœur serré, lorsqu'un cri poussé par Jane me fit tressaillir. Son bras étendu semblait m'indiquer quelque chose d'extraordinaire. Je courus vers elle, son regard fixe dévorait l'horizon.

— Regardez, me dit-elle.

Loin, bien loin dans la plaine roulait un tourbillon de poussière au sein duquel semblaient se mouvoir des ombres aussitôt disparues qu'entrevues. Un repli de terrain le déroba à nos yeux, mais quelques instans après il reparut sur la crête. Un cavalier lancé à toute vitesse se dessina un moment sur le fond blanc du ciel. D'autres le suivaient. Ils se dirigeaient vers nous.

— Frank! c'est Frank! s'écria Jane.

Était-ce Frank, et pouvait-elle le reconnaître à une telle distance? Tous debout, immobiles, nous suivions du regard cette course vertigineuse, ces cavaliers emportés par un galop furieux et que chaque bond de leurs chevaux rapprochait de nous. Jane ne s'était pas trompée. Frank devançait son escorte. Il s'arrêta de l'autre côté du ravin. Son regard la cherchait avec anxiété; elle le comprit, se détacha du groupe de ses femmes et lui tendit les bras.

Sauvée... et par lui!

Frank descendit de cheval. Nous le vîmes chanceler, mais par un puissant effort de volonté il se redressa. Ses compagnons l'avaient rejoint. Après une rapide consultation entre eux, ils se dispersèrent,

explorant les bords du torrent de feu qui nous séparait d'eux. Bientôt ils nous firent signe de nous diriger vers le sommet du tertre, à l'endroit où la lave se divisant en deux décrivait à droite et à gauche la courbe qui nous encerclait. Là en effet le ravin était plus escarpé, le cours plus rapide et plus effrayant, mais aussi plus étroit. Nous ne pouvions correspondre que par signes, le ruissellement de la lave ne permettait pas à la voix d'arriver jusqu'à nous. Nos Kanaques ne perdaient pas un geste. L'instinct du salut réveillé en eux leur avait rendu toute leur vigueur. Sur un signe de Frank, l'un d'eux, le plus jeune et le plus alerte, grimpa avec agilité sur un pandanus énorme qui se dressait à quelques mètres du torrent. Il atteignit promptement les branches les plus élevées et attendit. Frank, debout sur l'autre rive, l'œil fixé sur lui, balançait lentement de son bras droit une fronde indigène. Peu à peu il la fit tournoyer et lui imprima un irrésistible élan. La pierre, lancée d'une main sûre, vint traverser comme une balle le sommet de l'arbre. Le Kanaque courba la tête, puis saisit une cordelette mince et souple attachée à la pierre. Un hurrah énergique se fit entendre de l'autre rive. Lentement, prudemment, notre Kanaque, aidé de ses compagnons, attira à lui cette corde et avec elle une autre plus grosse faite de fibre de haos, dont la force de résistance est incroyable. Les indigènes en fabriquent des lassos qui défient les efforts des taureaux sauvages. Cela fait, il la noua fortement à la plus grosse branche de l'arbre. De l'autre côté du ravin, nos sauveurs en faisaient autant, et bientôt la corde tendue relia notre île à la rive opposée. Nous vîmes ensuite un Kanaque fixer, sur l'ordre de Frank, une poulie sur cette corde, pendant que ses compagnons construisaient rapidement avec leurs hachettes et des branches d'arbre une sorte de siége grossier, assujetti à la poulie par des cordes. Frank voulait essayer de passer le premier, mais les instances de ses compagnons et son état de faiblesse le forcèrent à y renoncer. Le plus jeune se hasarda : nous suivions, haletans et le cœur serré, cette traversée périlleuse. La corde pliait sous son poids. Lorsqu'il fut à mi-chemin, elle décrivit une courbe effrayante. Il avançait péniblement, retardé par une seconde corde nouée autour de ses reins et qui nous semblait se dérouler avec une lenteur terrible. Un moment, il parut suffoqué par la chaleur du torrent qui coulait à quelques mètres au-dessous de lui, mais un effort énergique lui permit de s'élever, et bientôt il était hors de danger, au milieu de nous.

— Et Frank? fut le premier mot de Jane.

— Il est blessé, épuisé de fatigue et d'anxiété; mais ne craignez rien pour lui.

Bientôt la seconde corde fut fixée : on les raidit toutes deux, et le

sauvetage commença. Un à un, nos Kanaques s'aventurèrent, les femmes ensuite. Il ne restait plus que Jane, Kimo et moi.

Je ne perdais pas Kimo de vue. Il semblait anéanti; mais je craignais un réveil terrible de son fanatisme. Qu'allait-il faire? A plusieurs reprises je l'avais pressé de passer, il avait refusé par un geste de tête.

— A toi maintenant, lui dis-je.

— Non. Je passerai le dernier.

J'avais promis à Jane de l'accompagner, mais je n'osais laisser Kimo derrière nous. Je le croyais capable de tout; et puis sous notre double poids les cordes n'allaient-elles pas céder, ou tout au moins se courber au point de nous exposer au danger d'être asphyxiés?

Je pressai Jane. Elle hésitait, mais un signe impérieux de Frank triompha de sa résistance. Elle se hasarda. Debout au pied de l'arbre, je surveillais Kimo, prêt à le tuer au premier geste. Il n'en fit aucun. Jane passa, et quelques instans plus tard je la vis s'affaisser dans les bras de Frank.

— Tu me suivras, Kimo, lui dis-je, au moment de le quitter.

— Oui.

— A bientôt!

— Peut-être : il faut une victime à Pélé.

Que voulait-il dire? A mon tour, je me lançai au-dessus de l'abîme. Deux minutes, qui me parurent deux siècles, s'écoulèrent avant que je n'atteignisse l'autre rive.

Je vis ensuite Kimo monter lentement dans l'arbre. Il saisit la corde, franchit sans difficulté la moitié du parcours, puis il nous sembla qu'il s'arrêtait. Que faisait-il? La corde se courba lentement, elle oscilla. Un cri de terreur s'échappa de nos poitrines. Un craquement se fit entendre, une forme humaine, les bras étendus, disparut dans l'abîme mugissant.

Nos Kanaques affirmèrent qu'ils avaient vu Kimo scier avec son couteau la corde qui le soutenait.

Jane et Frank sont mariés depuis huit ans. Le ciel a béni leur union. Trois charmans enfans, deux fils, dont l'aîné est mon filleul, et une fille appelée Kiana, font leur joie et leur orgueil. Ils s'aiment tendrement, et ce n'est jamais sans émotion que ma pensée se reporte vers eux. Ma curiosité est satisfaite; je sais la fin du chant de Kiana. Kimo m'a-t-il trompé? Je ne le crois pas; vraie ou supposée, la prédiction de Kiana s'est accomplie, et les dieux havaïens ont vécu.

C. DE VARIGNY.

LES MÉMOIRES

D'UN

HUMANISTE AMÉRICAIN

GEORGE TICKNOR

Life, Letters and Journals of George Ticknor, 2 vol. London 1876.

II.

L'EUROPE DE 1835 A 1838 (1).

I.

A Londres, en janvier 1819, Ticknor ne connaissait pas de société plus agréable que celle de Holland-House. Lord Holland, bon humaniste lui-même, savait causer avec agrément. On voyait dans son salon sir James Mackintosh, logique en toutes choses, brillant surtout dans les réunions sérieuses, — Sidney Smith, qui savait se plier à tous les entretiens et charmer tous ses interlocuteurs, — Brougham, peu séduisant par l'extérieur, banal à l'ordinaire, se transformant dès que le sujet discuté en valait la peine; ce grand orateur, — qui l'eût cru! — aimait mieux causer avec deux ou trois amis dans un coin que se livrer à une conversation générale; — puis lord John Russell, lord Auckland, en un mot tout ce que le parti libéral avait d'hommes intelligens. Jeffrey était là aussi, plus réservé, moins bruyant qu'il ne s'était montré en Amérique. Toutefois notre Américain avait rencontré un écueil dans ce monde élégant et distingué : il avait déplu à lady Holland. Celle-ci lui demanda un jour, par étourderie, si la Nouvelle-Angleterre n'avait pas été peu-

(1) Voyez la *Revue* du 15 avril.

plée par les *convicts* de la mère-patrie. « Je l'ignore, répliqua-t-il, mais je sais que plusieurs membres de la famille Vassall (la famille de lady Holland) y sont arrivés au début et qu'ils se sont établis dans le Massachusetts. » La réponse était de bonne guerre; peut-être eût-elle eu plus de succès à Paris qu'à Londres.

Ce n'est pas à Londres seulement, c'est surtout dans les châteaux qu'il est intéressant d'observer la haute société anglaise. Ticknor fut invité à passer quelques jours à Woburn-Abbey, chez le duc de Bedford, père de lord John Russell. Jamais si splendide résidence ne s'était trouvée sur son chemin. Woburn-Abbey renfermait une splendide galerie de tableaux contenant deux cents toiles dont quelques-unes pouvaient compter parmi les meilleures des écoles italienne et espagnole, une magnifique bibliothèque comprenant les meilleures éditions des classiques de tous les pays. Au dehors, c'étaient des volières, des viviers, des serres, des jardins, un jeu de paume, un manége, une galerie d'antiquités, sans compter le domaine proprement dit cultivé avec la science agricole que les grands seigneurs anglais déploient volontiers, et un parc de onze milles de circonférence où justement se donnait la dernière grande chasse de la saison. Bien qu'il y eût nombreuse société chez le duc de Bedford, trois des assistans, Ticknor, M. Adair, ancien ministre d'Angleterre à Vienne, et lord John Russell, se déclarèrent seuls indignes de prendre part à cette fête cynégétique, ce qui ne les empêcha point d'en admirer les résultats. Le soir, le garde-chasse en grande tenue venait annoncer au dessert que 404 pièces, lièvres, perdrix ou faisans, avaient été tuées. C'était là jeu de grand seigneur, on en conviendra.

Ce n'était point assurément le même monde que Ticknor fréquentait à Édimbourg quelques jours plus tard. Les études philosophiques ou littéraires brillaient encore du plus vif éclat dans la capitale de l'Écosse. Nulle part en Europe, dans la société élégante, si grande place n'était faite au talent, à la culture intellectuelle. L'érudition s'y offrait avec d'autant plus de charme qu'elle y était possédée par des gens de bonne compagnie. Le vieux Playfair s'y faisait encore remarquer par des élans d'enthousiasme associés aux recherches scientifiques. Dugald Stewart, malade de corps et d'esprit, ne paraissait plus; mais Walter Scott, atteint déjà par les infirmités, quoiqu'il n'eût que quarante-huit ans, jouissait de l'incomparable réputation que ses vers lui avaient acquise en Écosse et ses romans dans le reste de l'Europe. Ticknor eut la bonne fortune de passer deux jours à Abbotsford, seul avec la famille du grand romancier. C'était encore à cette époque un modeste manoir, plein des souvenirs de l'ancien temps, la résidence favorite d'un pur jacobite à qui la terre natale a fourni ses meilleures inspirations. « Chaque

pierre de ce domaine, chaque point de vue est le sujet d'une tradition ou d'une ballade qu'il vous récite avec enthousiasme, et ses traits s'illuminent alors d'une façon qui contraste avec le calme habituel de son visage. »

A Abbotsford, on déjeunait à neuf heures; ensuite tout le monde se promenait en écoutant les histoires que Walter Scott racontait à toute occasion. Pendant le dîner, à quatre heures et demie, le joueur de cornemuse en costume authentique de highlander se faisait entendre sous les fenêtres; le dessert venu, il se retirait après avoir avalé son verre d'eau-de-vie. Le maître de la maison aimait à rester longtemps à table, en causant avec ses hôtes. Puis au salon le musicien rentrait pour faire danser aux jeunes gens les rondes écossaises. On soupait à dix heures, la conversation se prolongeait ensuite jusqu'à minuit sans ennui ni fatigue. Walter Scott menait cette vie patriarcale entouré de ses enfans, qu'il avait élevés lui-même avec soin, mais avec certaines idées préconçues que l'on n'aurait pas attendues d'un poète. Les deux filles avaient l'originalité et la simplicité de leur père; le fils aîné était moins bien doué. « Je lui ai fait donner la dose d'instruction qui pouvait lui être utile, racontait-il à Ticknor; en outre je lui ai appris à être beau cavalier, bon chasseur et à dire la vérité. Ce sera un bon soldat qui servira bien son pays, au lieu d'être un triste étudiant ou un avocat médiocre. »

A son retour vers le sud de la Grande-Bretagne, le voyageur américain ne pouvait manquer de rendre visite aux *lakistes*, ces admirateurs passionnés de la nature dont la poésie simple et touchante était une des gloires littéraires de l'époque. Justement, il avait été présenté à Wordsworth et à Southey qu'il avait rencontrés plusieurs fois en diverses villes de l'Europe. Ce dernier surtout l'attirait par un mélange bizarre de sauvagerie, d'exaltation et d'aptitude universelle. Southey avait alors sous presse une vie de Wesley, il achevait un livre sur le Brésil, une histoire de la guerre d'Espagne précédée d'une introduction sur l'état moral de la France, de l'Angleterre et de l'Espagne entre 1789 et 1808, plus un poème dont six cents vers sur six mille étaient seulement écrits. Il avait en manuscrit une histoire du Portugal, sur laquelle il comptait le plus pour passer à la postérité, et une histoire des Indes portugaises. « C'est assurément un homme extraordinaire dont j'ai peine à comprendre le caractère, car je ne discerne pas comment des élémens si dissemblables peuvent être réunis, un esprit si prompt avec tant d'application au travail, tant de douceur et tant d'irritabilité nerveuse, un talent si poétique et un savoir si minutieux. Il se considère lui-même comme un écrivain de profession à tel point que pendant les heures consacrées à un travail régulier il

n'écrit jamais rien qui ne soit bon à vendre. Les vers sont un amusement auquel il donne le temps qui précède le déjeuner, son médecin lui ayant ordonné de se lever tard. Quand j'aurai ajouté qu'il lit après souper pour se distraire les cinquante-trois volumes in-folio des *Acta sanctorum*, on aura l'idée d'une industrie que je n'ai encore vue qu'en Allemagne. » Enfin cet homme si laborieux vivait avec luxe à la campagne, entouré de six beaux enfans à l'éducation desquels il sacrifiait la moitié de son temps. N'est-ce pas un singulier poète que ce travailleur universel, et ne valait-il pas la peine de s'arrêter en chemin pour lui faire visite?

Au milieu de ces pérégrinations sans repos et de ces entrevues si variées, Ticknor n'avait jamais perdu de vue l'objet principal de son séjour en Europe. Il avait franchi l'Atlantique, non pour apprendre telle ou telle science en particulier, mais pour s'imprégner des idées européennes, si l'on peut ainsi parler. Les littératures de l'ancien monde étaient alors pour les habitans des États-Unis ce que sont pour nous les littératures des langues mortes dont on comprend le texte à l'aide d'un dictionnaire, dont on ne pénètre pas le sens. A force de voir des personnes instruites, de recueillir leurs opinions, il s'était approprié cette sorte de tradition orale qui se conserve en chaque pays et en fait la véritable originalité. Il se rembarquait pour l'Amérique en mai 1819, après quatre années d'études bien dirigées. Il avait assurément profité de ce long voyage, car il laissait derrière lui des souvenirs durables dans les diverses sociétés où il avait été admis. Nous n'en donnerons pour preuve que la lettre suivante que lui écrivait, à la veille de son départ, une des femmes les plus distinguées du monde parisien, dont la protection bienveillante lui avait ouvert bien des portes, dont la grâce ingénue lui avait inspiré une respectueuse affection :

« Qui sait si les révolutions ne nous amèneront pas dans votre tranquille et beau pays? Je ne vous parlerai pas de notre politique, que vous dédaignez. Je vous dirai pourtant que nous avons de la peine à faire avancer la liberté, quoique avec un ministère à bonnes intentions. Il rencontre des difficultés en haut et en bas, et il n'a pas beaucoup de force pour les vaincre. Vous avez tort de mépriser les efforts d'une nation pour être libre. Toutes les créatures de Dieu sont faites pour une noble destinée, et vous n'avez pas le droit de nous regarder comme des êtres inférieurs. En voilà assez là-dessus. Vos amis les ultras sont toujours en colère, et nous détestent beaucoup. Il y a eu quantité de duels. Ce qui est horrible, les querelles politiques deviennent des querelles privées. Cela n'égaie pas Paris. Le reste est toujours de même, les salons comme vous les avez vus, beaucoup de vanité, peu d'affection... Vous nous avez tous gagné le cœur. Je ne sais pas si vous avez assez de vanité pour être con-

tent du succès général que vous avez eu ici. Au reste, vous avez plus d'orgueil que de vanité, comme nous avons dit. »

Ceci le prouve assez, Ticknor était resté Américain, malgré la fréquentation de tant de personnages exotiques. S'il eût eu moins de force de caractère, s'il eût été moins frappé de l'empreinte nationale, n'est-ce point un Français qu'il serait devenu, malgré ses préventions primitives, plutôt qu'un Allemand, qu'un Espagnol ou qu'un Anglais? Ce qu'on a cité de sa correspondance et de ses mémoires ne porte-t-il pas le cachet de cette légèreté d'expression que l'on nous reproche, de cette précision de pensée que nous aimons à nous attribuer et que lui-même ne nous contestait pas!

Revenir de Liverpool à New-York en trente-sept jours était en 1819 une traversée rapide. Ticknor eut ce petit bonheur. Cependant, en vue des côtes d'Amérique, le vent devint contraire; le voyage menaçait de se prolonger : notre jeune passager profita d'un bateau-pilote qui rentrait à New-Bedford. Quoique sa bourse fût vide, il se fit conduire dans le meilleur hôtel de la ville, demanda quel était le plus riche habitant de l'endroit et s'en fut droit, avec l'imperturbable confiance de son âge, lui emprunter ce dont il avait besoin. Ainsi pourvu, il loua une chaise de poste, partit le soir même, voyagea toute la nuit et rentra sous le toit paternel, en sa chère cité de Boston, dans la matinée du 6 juin 1819. Tandis qu'il parcourait l'Europe, il avait eu la douleur d'apprendre la mort de sa mère. Il lui restait son père, un homme fortement trempé, aux conseils duquel il était redevable, suivant toute apparence, d'avoir vu le monde si jeune avec tant de profit. « Le principal objet de votre excursion, écrivait Elisha Ticknor à son fils peu de jours après le départ de celui-ci, est d'acquérir un savoir solide dans les sciences, dans les arts et dans les belles-lettres, d'apprendre à connaître les hommes et à les dépeindre sur le papier avec assez d'exactitude et d'impartialité pour qu'on vous lise avec plaisir. Vous devez aussi, par ce que vous verrez, apprendre à disposer de votre fortune avec économie, de façon à vivre honnêtement d'une fortune médiocre. Vous n'avez pas quitté votre pays natal dans le seul dessein de voir des vallées et des montagnes, mais bien pour devenir meilleur et plus sage, pour vous rendre utile à vous-même, à vos amis, à votre patrie. » Plus tard il lui disait encore : « N'écrivez pas beaucoup de lettres, mais mettez-y votre meilleur style, des opinions sobres, honnêtes, sans exagération. » Enfin, lorsqu'il était question de son retour : « Nous avons consenti à cette séparation pour votre bien, pour votre bonheur et pour le bien public. Personne ne désire autant que nous voir, embrasser son fils et jouir de sa société; mais nous sentons qu'il faut faire des sacrifices auxquels nous n'avions pas d'abord songé. Vous voyez, mon fils, que je suis assez explicite

pour être compris. Faites en ce moment ce qui vous paraîtra préférable. Soyez heureux et content. Évitez ce qui ne vous rendrait pas meilleur, gardez-vous des tentations, soyez juste et honnête, aimez vos parens, comme vous l'avez toujours fait, et songez à vos amis, qui de leur côté ne vous oublieront pas. »

Ceci montre assez quelle mâle éducation George Ticknor avait reçue avant de quitter Boston, quels sages conseils lui arrivaient sur la terre étrangère, dans quel milieu austère il se retrouvait au retour. Un de ses amis d'enfance disait de lui que ses sentimens étaient si bien contrôlés par sa raison, son esprit si sagement équilibré, qu'il était toujours heureux en accomplissant un devoir. On admettra sans peine qu'il était capable d'occuper avec fruit la chaire de professeur que la corporation de Harvard College lui avait offerte lorsqu'il n'était encore qu'étudiant à Gœttingue.

On n'ignore pas qu'aux États-Unis les écoles d'enseignement primaire sont créées et entretenues par les communes, tandis que les écoles supérieures, les académies, les universités qui, sous des noms divers, tiennent la place de nos lycées et de nos facultés, sont à la charge des états ou vivent sur le produit de fondations particulières. Dans ce dernier cas, qui est le plus fréquent, l'unité, l'organisation, font défaut aux établissemens d'instruction publique. La générosité des bienfaiteurs n'est pas toujours éclairée. Les uns fondent une chaire qui portera leur nom et dont ils fixent le titre, voire le programme; d'autres font un don pour construire une chapelle, un dortoir, une bibliothèque; d'autres encore lèguent des livres ou des collections d'histoire naturelle. Une université se trouve quelquefois, par son origine même, soumise au contrôle de trois corporations indépendantes l'une de l'autre : le collége des professeurs qui délibère sur le régime intérieur de l'institution, le bureau des commissaires élus, qui exerce une surveillance générale au nom de l'intérêt public, le bureau des *trustees* ou curateurs, qui représente les bienfaiteurs de l'œuvre et jouit du droit de régler le budget annuel. Aussi les changemens d'organisation qui doivent obtenir l'adhésion de ces diverses autorités ne s'exécutent-ils qu'avec une lenteur désespérante, à moins que l'opinion publique, toute-puissante aux États-Unis, ne les réclame avec instance.

Une lettre que Jefferson écrivait à Ticknor en 1817 montre bien l'importance que les principaux citoyens de l'Union attachaient à l'instruction, l'initiative qu'ils ne craignaient pas de prendre pour la répandre dans toutes les classes de la société. L'ancien président, retiré dans sa résidence confortable de Monticello, ne s'occupe plus des affaires du gouvernement; à ses yeux, l'enseignement est un objet d'intérêt supérieur qu'aucun homme de doit négliger. Il rêve donc d'organiser un système général d'éducation dans l'état

de Virginie qu'il habite : des écoles primaires gratuites où tous les enfans apprendront les élémens, des colléges pour les langues anciennes et modernes, pour les sciences, la géographie et l'histoire, une université où sera donné le haut enseignement. La législation de l'état ne le seconde pas assez, il s'en plaint; mais il a réuni des souscriptions privées, on construit déjà les bâtimens de cette future université; il ne manque plus que des professeurs, et c'est là ce qui semble l'embarrasser le plus, car la culture intellectuelle était alors peu répandue en Amérique. Il se console en pensant que, s'il n'exécute point en entier le vaste plan qu'il a conçu, il aura du moins fait ce qu'il était en son pouvoir de faire, ce qui est le devoir de tout homme vivant en société.

Les états du nord, le Massachusetts en particulier, étaient plus avancés sous ce rapport que les états du sud. Harvard College a été fondé en 1638, moins de vingt ans après l'arrivée des premiers émigrans, par le révérend John Harvard, qui légua sa bibliothèque et une partie de sa fortune à la petite ville de Newton, désignée depuis sous le nom de Cambridge, à trois milles de Boston. C'est la plus ancienne université des États-Unis; c'en est aussi l'une des plus renommées. George Ticknor y était chargé de deux cours, l'un de belles-lettres, l'autre de littératures française et espagnole. L'enseignement des langues vivantes étant donné par des maîtres spéciaux, il ne lui restait, pour ce dernier cours, qu'à expliquer les bons auteurs, les commenter, faire l'histoire de la langue et des écrivains; ses voyages l'y avaient fort bien préparé. Peut-être eût-il été difficile de rencontrer, même en Europe, même en Espagne, un professeur qui connût au même degré la littérature espagnole. Quant au cours de belles-lettres, l'objet n'en était point défini. Il n'y avait pas à s'occuper des classiques grecs, compris dans le programme du professeur de grec, ni des classiques latins ou anglais, dont le professeur de rhétorique conservait le monopole. L'une des chaires dont Ticknor était titulaire pouvait donc compter pour une de ces superfétations comme il s'en produit dans les académies dont les bienfaiteurs, plus zélés qu'intelligens, font presque tous les frais. Ce n'est pas tout; la règle de Harvard College était telle que les élèves profitaient peu des moyens d'étude mis à leur disposition. Ils étaient mal surveillés, paraît-il, et ils en abusaient. Du reste l'instruction ne pouvait être que superficielle parce qu'elle s'étendait à trop de sujets divers. Au début, lorsqu'il n'y avait que quelques professeurs et un petit nombre d'élèves, ceux-ci étaient tenus d'assister tous à tous les cours. Quoiqu'il s'y trouvât en 1820 20 professeurs et 300 élèves, la règle primitive restait en vigueur : les classes trop nombreuses ne profitaient à personne; les jeunes gens de l'université n'avaient pas la liberté de s'en tenir aux études

qui leur devaient être utiles dans l'exercice d'une profession ou pour lesquelles ils se sentaient un goût déterminé. Ticknor et Edward Everett, avec l'expérience qu'ils avaient acquise tous deux à Gœttingue, déploraient cette fâcheuse organisation. Ils auraient voulu la réformer; mais comment mettre en branle un cénacle de professeurs attachés à la routine qu'ils avaient toujours suivie, et un bureau de commissaires élus à qui les questions d'enseignement étaient étrangères? Les deux amis, secondés par quelques gens instruits, proposaient de diviser l'université en sections, comme elle l'est aujourd'hui, c'est-à-dire d'y instituer une académie pour l'enseignement des humanités, et des facultés de théologie, de droit, de sciences, dont les cours ne seraient pas tous confondus. Ce projet de réforme était prématuré sans doute, puisqu'il ne réussit pas. Ticknor se dégoûta peu à peu d'être professeur en de telles conditions. Il donna sa démission et eut pour successeur le poète Longfellow, qui venait aussi de compléter son éducation en Europe.

Au surplus, les années lui avaient apporté les douleurs et les joies de la famille. Sa mère était morte lorsqu'il était encore en Angleterre; son père peu de mois après son retour. Il s'était marié; il avait eu plusieurs enfans et il en avait perdu. La vie de Boston ne manquait pas d'attraits pour lui, car dans cette ville, dont la prospérité s'accroissait sans cesse, il comptait de nombreux amis. Son patrimoine lui permettait une existence indépendante. Il ne se laissait pas oublier des gens qu'il avait connus en Europe et que les hasards de la vie amenaient quelquefois dans le Nouveau-Monde. Ainsi il avait la satisfaction de recevoir chez lui, en 1824, le général Lafayette, qu'il avait vu à Paris et à Lagrange. Il voyageait d'ailleurs autant que les devoirs du professorat le lui permettaient. Il retournait voir Madison dans sa retraite de Montpellier et Jefferson à Monticello. Ce dernier, vieillard de quatre-vingt-deux ans, lui montrait son dictionnaire grec, usé à force d'être feuilleté, en lui disant : « Quand je ne pourrai plus lire ni monter à cheval, j'aime mieux m'en aller. » Un séjour de plusieurs semaines à Washington lui faisait goûter à nouveau les douceurs de la vie mondaine : « C'est une ville très curieuse, écrit-il à son ami l'historien Prescott, toute différente de ce que l'on voit dans les autres pays du monde. Les habitans, depuis le président (c'était alors John Quincy Adams jusqu'au plus humble citoyen, mènent une vie fatigante. Leur affaire est de recevoir les étrangers, et ils s'en acquittent chacun selon ses moyens, mais toujours d'une façon pénible. Le président donne un dîner chaque semaine à trente ou quarante personnes, dans une salle très froide, au mois de janvier. Il m'a invité : je n'y suis pas allé. J'ai assisté cependant à un dîner d'une douzaine de couverts en l'honneur de Lafayette. Le vieux général s'y est montré

fort agréable; mais cela était en dehors de l'ordinaire... On n'a rien à faire ici qu'à s'amuser, et vous pouvez compter que personne n'y manque. Pour ma part, je n'ai jamais mené une vie si intéressante et si agitée. » Deux ans plus tard cependant, après un nouveau séjour à Washington, il constatait avec regret que la ville était triste, que les divisions politiques y empoisonnaient l'existence.

Au fond du cœur, il songeait toujours à revenir en Europe. Redevenu libre, il eut bientôt pris son parti. Il s'embarquait pour Liverpool au mois de juin 1835 avec sa femme et ses deux filles. Semblable au philosophe antique, il emmenait avec lui ce qu'il avait de plus précieux. On ne naviguait encore en ce temps que par navires à voiles. La traversée fut heureuse, si ce n'est qu'à l'embouchure de la Mersey un coup de vent faillit jeter le navire à la côte. Ce sont de ces incidens que raconte volontiers un touriste qui a vu de près le péril du naufrage et qui s'en rappelle, non sans plaisir, les palpitantes émotions.

II.

A cette époque (juillet 1835), Guillaume IV régnait encore, et lord Melbourne était premier ministre. Il y avait déjà entre les États-Unis et la Grande-Bretagne cette sourde mésintelligence qui dure toujours, que l'on s'étonne de voir subsister entre deux peuples de même origine. Dans un dîner à Holland-House, où Ticknor avait occasion de rencontrer les principaux hommes d'état du moment, lord Melbourne ne lui cacha point que Jefferson, Madison, John Quincy Adams, étaient considérés comme des ennemis de l'Angleterre. Seuls Monroe et le général Jackson, président actuel, passaient pour indifférens. Ces plaintes indisposèrent-elles notre voyageur? Toujours est-il qu'il paraît fort enclin à la critique sur ce qu'il aperçoit du monde officiel anglais. Lord Melbourne est un indiscret qui raconte tout haut que la veille le roi a porté quatorze toasts et fait quantité de discours à sa propre table. Les membres des communes ont mauvaise tenue en séance; ils causent, rient et se promènent sans faire attention à ce qu'on discute. Sir Robert Peel est judicieux, véhément, maître de lui-même et du sujet qu'il traite, mais c'est un orateur de second ordre; son unique talent est de savoir conduire une assemblée délibérante. Au reste, Ticknor ne séjourna guère à Londres cette fois; il ne voulait que passer l'été en touriste dans les îles britanniques et s'en aller en Allemagne pour la saison d'hiver.

Le moyen de transport qu'il avait adopté pourrait figurer maintenant, à quarante ans de distance, dans un musée archéologique. C'était une vaste berline, aménagée à l'intérieur avec l'expérience

des bons carrossiers anglais. Femme, filles, domestiques et bagages s'y entassaient à l'aise, et quatre chevaux de poste conduisaient le tout de relais en relais. Cette lourde machine n'abandonnait pas nos voyageurs, même lorsqu'il fallait traverser la mer. Leur premier trajet fut de Londres à Holyhead, d'où ils s'embarquèrent pour l'Irlande. L'Association britannique, qui tenait alors sa cinquième session à Dublin, avait encore tout l'attrait de la nouveauté; les savans y venaient déjà en foule, et le public ignorant s'y intéressait. C'était donc une réunion curieuse pour des étrangers. Ticknor s'y trouvait en compagnie de sir John Franklin, un marin bien bâti, « dont les façons ne sont pas recherchées, dont la parole dans la conversation ou dans les discussions publiques n'est pas toujours élégante, mais vigoureuse, vive et pittoresque, » d'Agassiz, alors presque inconnu, du professeur Sedgwick, du vieux physicien Dalton, de Babbage, l'inventeur d'une machine à calculer, de Tocqueville et Gustave de Beaumont, qu'il avait connus à Boston lors de leur voyage aux États-Unis. Pour un républicain de l'autre monde, cette réunion avait un intérêt d'autre genre, c'était d'y voir figurer le lord-lieutenant d'Irlande, lord Mulgrave, avec tout l'apparat d'une vice-royauté. Durant son premier séjour en Europe, il avait un peu dédaigné les réceptions des souverains; il n'y était plus aussi indifférent, on le verra par la suite.

Il faut passer rapidement sur une visite à miss Edgeworth, l'ingénieux auteur de livres bien connus, — sur un séjour d'une semaine à Wentworth-House, chez lord Fitz William, où il eut le spectacle vivant de cette existence fastueuse des grands seigneurs à la campagne que chacun connaît, tout au moins pour en avoir lu la description dans les romans anglais. Il apprit là, ce qu'il avait ignoré jusqu'à ce moment, que la chasse au renard, qui réunit à un jour donné les propriétaires voisins, est le meilleur moyen qu'il y ait d'étudier la nature humaine : du moins lord Spencer, jadis chancelier de l'échiquier, lui en donnait l'assurance. L'hiver approchait; la famille Ticknor voulait arriver à Dresde avant la mauvaise saison. Elle prit la route de la Saxe par Bruxelles, Bonn et Weimar, ne s'arrêtant dans cette dernière ville que pour aller en pèlerinage à la maison de Goethe, « monument de la vanité d'un homme qui a passé sa vie, une très longue vie, dans un succès constant, dont les désirs ont été toujours remplis, anticipés même, au point d'en être venu sur la fin à croire que le monde entier s'intéressait à lui. »

Pourquoi ces touristes américains avaient-ils choisi Dresde pour leur quartier d'hiver? Leur ami Washington Irving leur en avait fait grand éloge à son retour d'Europe quelque temps auparavant. Toutefois cette petite capitale n'avait aucun attrait particulier. Ticknor y trouvait sans doute l'occasion de continuer des études qu'il

n'avait jamais négligées, une riche bibliothèque ouverte à tout venant, quelques érudits dont la conversation lui était précieuse; mais les hommes de lettres y vivaient à part, plus agréables à rencontrer dans leur cabinet de travail que dans un salon. Certaines gens s'imaginent encore que le savant allemand est distrait, négligé dans sa tenue, indifférent à tout ce qui sort de ses études habituelles. Ce type de comédie n'est plus guère conforme à la réalité, cependant Ticknor semble n'en avoir pas connu d'autres en 1835. Les artistes, peintres ou sculpteurs, étaient peu nombreux et d'un mérite médiocre. Bourgeois et commerçans étaient tous de moyenne fortune, partant n'entendaient rien à la vie élégante, dont il avait vu quelques spécimens en Angleterre et dont il devait voir plus tard d'autres exemples à Paris. Qu'y avait-il donc pour lui plaire en dehors de la vie de famille qu'il aurait aussi bien menée dans sa maison de Boston? C'était une société raffinée que les hautes classes composaient seules, d'abord la famille royale de Saxe, non moins respectable par ses mœurs privées que par la culture intellectuelle; puis le corps diplomatique qui, dans une si petite cour, ne pouvait être divisé par des dissentimens très sérieux; puis une colonie nomade de Russes et de Polonais qui venaient y chercher pendant l'hiver des distractions ou un climat plus doux.

Cependant on aurait tort de croire que cette société saxonne fût calquée sur celle des autres capitales européennes. Il s'y trouvait quelque chose de patriarcal que l'on eût en vain cherché ailleurs. On dîne à une heure de l'après-midi, on va au bal à six heures du soir, et l'on en sort entre dix et onze; il faut une circonstance bien extraordinaire pour que la veillée se prolonge jusqu'à minuit. Chez les gens de classe moyenne, la maîtresse de la maison s'assoit à peine à table avec les invités, ou, si elle le fait, elle se lève à chaque instant, pour les servir, pour aller à la cuisine; elle est, en un mot, le principal domestique. Chez les gens de cour, cet usage n'est passé de mode que parce qu'on a pris les coutumes étrangères. On n'emploie que le français dans le beau monde; la langue maternelle est abandonnée aux boutiquiers et aux gens de service. Un soir, à la réception de l'ambassadeur de Russie, on parlait allemand par hasard; survient un grand seigneur russe qui s'en étonne: « Je m'en sers si rarement en bonne compagnie! » dit-il; à quoi une dame d'origine germanique lui répond gaîment : « Vous le parlez si correctement qu'il paraît que vous avez beaucoup de pratique. » Tout le monde rit, et personne ne se fâche. Peut-être l'idée de la grande patrie allemande dont on a fait tant de bruit plus tard n'existait-elle alors que pour les professeurs et les érudits, comme Ticknor l'avait constaté vingt ans plus tôt. Quel sentiment de ce genre pouvaient éprouver en ce temps les Saxons, qui

s'étaient battus avec les Prussiens jusqu'à la journée d'Iéna, contre eux quelques mois plus tard, avec les Français pendant la campagne de Russie, et qui, pour finir, étaient venus en France comme ennemis ?

Notre voyageur n'avait assurément aucun préjugé monarchique ; aussi doit-il être cru sur parole lorsqu'il fait l'éloge d'une famille souveraine. Au surplus, il n'en juge que par ce qu'il voit ou par ce qu'il entend dire dans le monde qu'il fréquente. On lui raconte qu'en 1830, à la suite des journées de juillet, il y eut à Dresde une petite émeute pour obtenir une constitution avec le régime parlementaire. Le roi n'a pas d'enfans, son frère Maximilien en a deux : l'aîné, Frédéric, qui est héritier présomptif, Maximilien ayant renoncé à la couronne, et Jean, qui monta plus tard sur le trône en 1854. Les insurgés voulaient que le roi abdiquât en faveur de son neveu Frédéric, qui est populaire; celui-ci se hâta de descendre sur la place publique et de déclarer que, si l'on insistait, il quitterait la Saxe pour n'y plus jamais revenir. Là-dessus, il fut nommé régent, et tout se calma. Le roi, octogénaire, n'a pas gardé rancune à ses sujets. S'il donne un bal, le peuple est admis dans la salle principale, séparé des invités par une simple barrière. Ce vieux souverain danse encore malgré son âge; tous les princes sont affables, toutes les princesses sont aimables; le prince Jean est un érudit qui consacre ses loisirs à traduire le Dante. On comprend en définitive que des touristes américains devaient se trouver bien à Dresde, où, malgré quelques coutumes surannées, rien ne choquait ni leurs sentimens, ni leurs opinions.

Il n'en fut pas de même à Berlin. Humboldt s'y trouvait, mais un Humboldt mécontent d'avoir quitté Paris et se promettant d'y retourner au plus tôt. « Vous savez, disait-il en souriant, j'ai fait marché avec le roi, comme font les cantatrices. Il m'accorde trois mois de congé par an pour les passer où je veux, et ce que je veux c'est Paris. » Bien que pensionnaire de la couronne et employé à l'occasion dans les affaires de l'état, ce savant universel éprouvait en outre le désagrément d'être presque seul libéral au milieu d'une cour absolutiste. La Prusse vivait en ce temps sous un régime bien sévère : les livres étaient soumis à la censure, les journaux ne publiaient que ce qui ne déplaisait pas au ministère; la société se divisait en deux partis politiques fort animés l'un contre l'autre. En quarante ans de règne, au milieu des circonstances les plus critiques, le roi Frédéric-Guillaume III s'était si bien identifié avec son peuple qu'aucune insurrection n'était à craindre, lui vivant; mais il était âgé, et, après lui, la Prusse devait-elle renoncer à tout jamais aux institutions représentatives dont jouissaient déjà la Saxe et la Bavière? Les grands changemens introduits dans les lois du

royaume depuis vingt-cinq ans étaient le prélude d'un gouvernement libre; Scharnhorst, par le décret qui prescrit que tout citoyen sera soldat, a donné à chacun le sentiment de la responsabilité personnelle : Stein, en permettant aux communes d'élire leurs municipalités, a préparé la nation à l'exercice des droits politiques; l'instruction primaire obligatoire a élevé les mœurs publiques. Malheureusement le prince héritier est, dit-on, moins libéral encore que son père, et son ancien précepteur, son conseiller favori d'aujourd'hui, n'est autre que le premier ministre Ancillon.

Lorsque Ticknor rencontre quelque part en Europe un homme d'état tory, suivant son expression, il le juge avec sévérité. On a déjà lu comment il parle de Talleyrand; le portrait d'Ancillon n'est pas plus flatté. C'est un Neufchâtelois que le roi a attiré à Berlin; quelques bons livres de littérature légère ont commencé sa réputation. Devenu précepteur de l'héritier présomptif, il eut parfois l'occasion de donner son avis sur les affaires publiques; puis il fut nommé ministre des affaires étrangères contre son gré, prétendait-il. Il raconte que son seul bonheur est de se rafraîchir chaque matin d'une page de grec ou de latin, ce que Ticknor trouve, avec raison, assez pédant. Il parle bien, il sait faire des phrases; mais il a le tort de trop s'écouter parler. Humboldt, le causeur élégant, l'homme aux aptitudes universelles, s'en moque volontiers. « En somme, conclut notre voyageur, je n'aime pas M. Ancillon. Ce n'est pas un esprit de premier ordre, ni un caractère noble ou élevé. C'est peut-être un ministre compétent pour la besogne de tous les jours; il peut s'en tirer tant que les circonstances ne réclament ni une décision hardie ni beaucoup de sagesse. Il parle avec agrément et fait de jolies phrases; c'est tout. Tel qu'il est cependant, les destinées de la Prusse sont entre ses mains, puisqu'il possède la confiance du roi et que le prince est son pupille. Et les destinées de la Prusse sont importantes en vérité pour l'Allemagne entière et pour toute l'Europe... »

Ticknor arrivait à Vienne un mois après, porteur d'une lettre de Humboldt pour M. de Metternich. Celui-ci était alors en Hongrie; dès son retour, il écrivait à notre Américain pour le prier de venir entre deux et trois heures au palais de la chancellerie. Ticknor y fut à l'heure exacte, un peu surpris dans sa simplicité de l'autre monde de traverser tant d'antichambres et de s'y rencontrer avec tant de gens qui attendaient une audience. Il convient ici de lui laisser la parole, car son récit perdrait sans contredit à être abrégé :

« Enfin les personnes arrivées avant moi furent admises; c'était, d'après ce que je compris ensuite, une députation milanaise; elle fut promptement expédiée. Ce fut alors mon tour. Après avoir franchi une double porte, je me vis dans une belle et grande biblio-

thèque au milieu de laquelle le prince s'avançait à ma rencontre. Il me reçut avec bonté, avec beaucoup de dignité, et, me faisant traverser la bibliothèque, il m'introduisit dans son cabinet, une autre grande pièce avec des livres de tous les côtés, des tables couvertes de papiers, des tableaux aux murs, des meubles massifs, le tout riche et confortable. Il me fit asseoir sur un fauteuil à côté d'une petite table, et s'assit lui-même de l'autre côté. Il fixa alors les yeux sur moi et les détourna à peine tant que je fus là. Il me demanda comment j'avais laissé M. de Humboldt; il me dit que M. de Humboldt parlait de moi comme d'un vieil ami, mais qu'il avait sans doute l'avantage sur moi sous ce rapport, car ils se connaissaient depuis trente-trois ans, et ma figure ne permettait pas de croire que je fusse dans ce cas. Il voulut savoir ensuite par quelle route j'étais venu à Vienne; sur ma réponse que c'était par la voie de Prague, il fit ce dont on m'avait prévenu, il prit un sujet et disserta. Le sujet choisi par lui était la Bohême. Aucune partie de l'Europe n'avait gagné autant que la Bohême depuis vingt ans, etc... Le prince de Metternich a maintenant soixante-trois ans; sa taille est un peu au-dessus de la moyenne; il est bien conservé, assez vigoureux, non corpulent, avec une bonne figure tout à fait allemande, des yeux bleus peu expressifs et un beau nez romain. Ses cheveux sont presque blancs, son attitude est digne et imposante, surtout quand il marche, toujours affable. Sa conversation ne m'a laissé d'autre impression que celle d'un esprit bourré de faits, arrangés en ordre et prêts à servir. Son langage est clair et convenable; il s'exprime bien et d'une façon concise. »

Voilà la première impression. Ce que Ticknor entendait raconter ensuite dans la société des gens de lettres viennois qu'il fréquentait ne l'eût pas réconcilié avec le tout-puissant ministre. La censure existait alors en Autriche, anodine le plus souvent, sévère envers les écrivains qui attaquaient les personnages en place, arbitraire toujours. Par exemple, les hommes studieux, reconnus comme tels, obtenaient sans peine la permission d'introduire en Autriche pour leur usage personnel les livres qu'il était interdit au vulgaire de posséder. Le célèbre orientaliste von Hammer, qui occupait en ce temps de hautes fonctions à la chancellerie impériale, avait eu maille à partir avec cette institution. L'un de ses amis, le comte Auersperg, mort récemment, publiait, sous le pseudonyme d'Anastasius Grün, des poésies mises à l'index; il n'en vivait pas moins tranquille. Le blâme des censeurs signifiait que le prince de Metternich n'aimait pas ces poésies, et rien de plus.

Néanmoins Ticknor ne dédaigna pas de paraître aux soirées du premier ministre, à Schœnbrunn. La résidence impériale était alors très brillante, à cause de la présence du roi de Naples et de l'im-

pératrice Marie-Louise. Metternich y occupait un hôtel dans les jardins du palais. La princesse, quoique affligée par la mort toute récente d'un jeune enfant, n'avait pu se soustraire à la triste nécessité d'en faire les honneurs, ce salon étant en quelque sorte l'un des organes du gouvernement. Elle était gracieuse, au reste, avec une nuance de naïveté que le voyageur s'étonne un peu de rencontrer dans le monde diplomatique. « Je n'aime pas les libéraux en Europe, lui dit-elle; en Amérique, c'est différent. Votre gouvernement est démocratique; c'est un devoir d'y être libéral. » Quelques jours plus tard, dans une autre soirée, il y eut tout à coup une alerte. Un secrétaire annonçait à l'improviste que le roi de Naples daignait rendre visite au premier ministre. Un citoyen des États-Unis n'avait nulle raison de désirer une entrevue avec ce jeune souverain. Quel contraste entre la face blême, la mine niaise et vulgaire de ce triste roi et le grand air de l'imposant chancelier! Ticknor s'en retourna toutefois satisfait. Metternich l'avait invité à dîner pour le vendredi suivant, quatre heures, en ajoutant par surcroît d'amabilité : « Vous aimez les beaux livres, venez à trois heures, je vous montrerai ma bibliothèque. »

C'était en vérité l'un de ces rendez-vous auxquels un touriste curieux n'a garde de faire défaut. Au jour et à l'heure dits, Ticknor se rencontrait dans l'antichambre ministérielle avec von Hammer. « Vous le connaissez? dit Metternich à son hôte lorsqu'ils furent seuls. C'est un homme extraordinaire en son genre; il est unique en Europe; mais, de même que tous les philologues, il est très querelleur. Ce sont peut-être leurs études qui les rendent si nerveux. J'en ai beaucoup connu; je les ai toujours vus en disputes. » Ceci n'était qu'un prélude, qu'une entrée en matière déstinée à fournir au grand ministre le thème de sa dissertation du jour. Il serait trop long de reproduire en entier la conversation qui suivit. On va essayer du moins d'en rendre, par une courte analyse, les saillies, l'esprit général. Le récit de Ticknor a un air d'exactitude qui donne envie de le prendre pour un document historique. Notons au surplus que l'entretien paraît avoir été tenu en français.

« Il n'y a rien de plus important pour un homme que d'être raisonnable et modéré, de ne rien désirer au-delà de ce qu'il peut accomplir, ajouta Metternich sans attendre une réponse de son interlocuteur. J'ai l'esprit calme, très calme. Je ne me passionne pour rien. Aussi n'ai-je pas de sottises à me reprocher. On prétend que je suis absolu en politique. Cela n'est pas. Il est vrai que je n'aime point la démocratie, qui est, partout et toujours, un principe dissolvant. Cela ne convient pas à mon caractère. Par caractère et par habitude, je suis constructeur. La monarchie est donc le seul gouvernement qui me convienne : la monarchie seule réunit les

hommes, les rend capables de combiner leurs efforts pour le plus haut degré de culture et de civilisation.

« Je fis observer, continue Ticknor en fédéraliste convaincu, que dans une république, bien que le gouvernement soit de moins de conséquence que dans une monarchie, les individus y ont un rôle plus important. Ils sont plus vraiment hommes, ils ont une intelligence plus active que dans une monarchie qui fait presque tout pour eux. Il écoutait avec attention, car il est toujours poli; puis il répliqua : — Vous parlez de votre pays; moi, je parle du mien. La démocratie vous est naturelle. En Europe, c'est un mensonge, et je hais tout mensonge. Chez vous, c'est un tour de force perpétuel. Vous êtes souvent dans une position dangereuse; votre système s'use vite. — Une jeune constitution se guérit aisément des maladies qui en tueraient une plus vieille. — Oui, oui; vous deviendrez de plus en plus démocratiques. J'ignore comment cela finira; mais vous ne vivrez pas vieux et tranquilles.

« Après avoir un peu parlé de l'Autriche, — notre vieille Autriche, comme il l'appelait toujours, — et loué le dernier empereur, il mit la conversation sur l'Europe et me répéta plusieurs fois cette phrase : L'état actuel de l'Europe me dégoûte. L'Angleterre marche vers une révolution. — Et sur un doute de ma part : — Non, monsieur, elle ne l'échappera pas. L'Angleterre n'a plus de grands hommes d'état. Malheur au pays qui ne produit plus d'hommes capables de diriger ses affaires. Quant à la France, elle a la révolution au dos; mais elle manque aussi d'hommes d'état. Louis-Philippe est le plus capable que l'on y ait vu depuis longtemps. De plus cette nation manque de stabilité. Il y aura vingt-sept ans le mois prochain que je dirige la politique de la monarchie autrichienne; il y a eu pendant ce temps vingt-huit ministres des affaires étrangères en France. — Puis, après de longues dissertations sur la politique française, revenant à son idée première : — Il y a encore une autre raison pour que les démocraties ne me conviennent pas. Je ne me soucie nullement du passé, si ce n'est comme un enseignement pour l'avenir. C'est toujours avec le lendemain que mon esprit lutte. — Il prononça cette dernière phrase avec beaucoup de force, presque avec émotion. Il parlait bien, surtout à la fin, gesticulait souvent, mais il conservait toujours un air digne et un ton séduisant. La conversation dura une heure et demie. Plusieurs fois un domestique était venu le prévenir que le dîner était servi. Enfin il se leva. J'aperçus de nouveau la belle et riche bibliothèque, dont par parenthèse il n'avait pas été question, bien que l'invitation qui m'avait été faite n'eût pas d'autre motif apparent. Je traversai une série de salons, tous magnifiques, et trouvai dans la dernière pièce la princesse avec trois vieilles

dames et deux messieurs. Le dîner fut aussi délicieux que la science culinaire le peut faire. A table, la conversation fut banale. Au milieu du repas, un secrétaire apporta le courrier de Paris et de Londres. Metternich en prit occasion pour montrer qu'il détestait lord Melbourne. Lorsque nous fûmes revenus au salon, le prince s'assit près d'une fenêtre et ne s'occupa plus que des journaux. A huit heures, on se séparait. Courtois jusqu'au bout, il me reconduisit jusqu'à la porte avec force complimens. Cinq minutes après, j'ose le dire, il ne se souvenait plus que j'existais. »

In cauda venenum. Cette dernière remarque, de la part d'un homme si discret dont la plume ne connaît pas les expressions violentes, indique suffisamment que le fédéraliste bostonien n'était pas content de Metternich. Cependant il était injuste cette fois. Le baron de Humboldt lui écrivait de Sans-Souci l'année suivante : « Le prince de Metternich, que j'ai vu à Tœplitz, a été ravi des entretiens qu'il a eus avec vous. Né dans une république, vous aurez pourtant paru plus raisonnable à ses yeux que ce qu'il appelle mon libéralisme. » Ce que pensait au fond ce républicain de naissance des doctrines politiques européennes ou plutôt des mœurs européennes, on l'apprend par une lettre qu'il écrivait peu après à un ami : « Le prince de Metternich, ce phénix des tories, m'a dit et redit que l'état actuel de l'Europe le dégoûte. Il est vrai que les vieux principes, qui donnent la vie et l'essor à la société, sont minés, que la décadence s'annonce de tous côtés, à peine combattue par un appareil gouvernemental trop compliqué. Les rouages se multiplient, le frottement augmente, le mouvement diminue. La machine est enrayée, les ressorts n'ont plus d'élasticité, il n'y a que la force pour la faire encore marcher. Dans les hautes classes, auxquelles le pouvoir appartient, vous ne voyez que faiblesse, présomption et dégradation morale. Ceux qui mènent les affaires redoutent l'avenir, ils temporisent; concessions et sévérité, ils font tout à contre-temps. Les classes moyennes deviennent riches et intelligentes; en bas, avec une instruction incomplète, il y a du mécontentement et de la jalousie. Tous les gouvernemens essaient de s'appuyer sur les classes moyennes, c'est-à-dire de prendre pour base la propriété. C'est une révolution. L'intérêt personnel ne remplace pas le respect de l'autorité. Il reste à voir quel sera le résultat de cette expérience chez des peuples corrompus en haut et dépourvus en bas du sentiment moral, peuples que l'on trouve partout sur le continent, même en Angleterre, sauf quelques réserves. Aux États-Unis, nous avons les défauts contraires; je les préfère. Nous avons à la base la pureté de la vie domestique qui manque ici. Nous avons, dans les régions de la société les moins favorisées, des hommes qui possèdent tant d'intelligence, de volonté, de savoir

que les habitans de ces pays-ci semblent appartenir à une race inférieure. En général, un homme est plus homme chez nous que partout ailleurs. Nonobstant les fautes que la liberté permet de commettre, c'est une satisfaction pour le cœur et pour l'âme de penser qu'il vaut mieux vivre aux États-Unis que de ce côté de l'Atlantique. »

Quel singulier mélange de perspicacité et d'infatuation patriotique! Ce voyageur est un habile médecin des plaies sociales. Il a diagnostiqué la maladie avec une heureuse précision. Il connaît le remède : c'est cette liberté politique dont il est fier que son pays natal ait le privilége d'user quelquefois jusqu'à l'abus. Il n'ose nous le conseiller, parce qu'il doute que notre tempérament ait assez de vigueur pour s'en accommoder. C'est toujours l'homme auquel Mme de Broglie écrivait dix-huit ans auparavant : « Toutes les créatures de Dieu sont faites pour une noble destinée. Vous avez tort de mépriser les efforts d'une nation pour être libre, et vous n'avez pas le droit de nous regarder comme des êtres inférieurs. » Au surplus, il n'était pas en cette circonstance conséquent avec lui-même, car rien à son avis n'annonçait mieux le réveil d'un peuple que le progrès des lettres et des sciences, et il constatait en Europe, en France tout au moins, un rajeunissement des choses de l'esprit dont il ne méconnaissait pas l'éclat et la profondeur.

III.

Partie de Vienne au commencement de juillet 1836, la famille Ticknor consacra les trois mois d'été à des excursions en Autriche, en Bavière, dans le Tyrol. Elle se rendait en pèlerinage à Coppet, qui rappelait à notre Américain non-seulement le souvenir de Mme de Staël, mais aussi celui de son fils Auguste, mort depuis peu d'années et qu'il avait beaucoup connu lors de son premier séjour à Paris. Genève lui apparaissait changée à son désavantage. La société intelligente qu'il y avait fréquentée en 1817 s'était dispersée. Genève était devenue ville de commerce. On y rencontrait plus de gens riches, moins de savans et d'hommes de lettres. A Turin, il retrouvait avec bonheur le comte Cesare Balbo, attaché jadis à l'ambassade piémontaise en Espagne. Balbo s'était fait le protecteur de Silvio Pellico, lorsque celui-ci fut mis en liberté. Petit, modeste, tranquille, Pellico avait moins l'air d'un conspirateur que la mine d'un homme épuisé par un long séjour en prison. Au reste, Ticknor traversait le Piémont sans presque s'y arrêter. Le seul obstacle à son voyage était une épidémie de choléra dans la Haute-Italie. Tous les petits princes de ce pays s'étaient prémunis contre le fléau par les moyens alors en usage. A la frontière du duché de Modène

son passeport était pris avec des pincettes et soumis à des fumigations; la monnaie qu'il avait à payer passait dans un bain de vinaigre; des carabiniers à cheval escortaient sa chaise de poste de brigade en brigade jusqu'à la frontière toscane. Là, c'était pis encore. Cette famille de touristes se voyait obligée à un internement de quinze jours dans le lazaret. Ces procédés sanitaires sont si bien oubliés aujourd'hui qu'on s'étonne d'en trouver la mention dans un récit de voyage d'il y a quarante ans. Ticknor était de bonne composition. Cette réclusion ne lui sembla qu'un repos salutaire dans la vie ambulante qu'il menait depuis son départ d'Amérique. Sauf les musées et les palais que l'on visite en quelques jours, Florence n'avait pas alors de société qui pût retenir des étrangers. Le grand-duc régnant, quoique honnête et bien intentionné, s'était rendu impopulaire en s'abandonnant aux conseils rétrogrades du parti politique qui redoutait une révolution. La comtesse d'Albany, dont le salon avait été le plus agréable de Florence, était morte. La noblesse italienne vivait à l'écart. Qu'on le remarque, ce que notre voyageur recherche dans les villes où la fantaisie le conduit tour à tour est un ensemble de circonstances qu'il est rare de rencontrer réunies; il lui faut la culture intellectuelle parce qu'il est instruit lui-même, la vie élégante ou plutôt confortable dont un Anglo-Saxon de fortune moyenne ne saurait se passer, un milieu sympathique aux idées libérales dont il est imbu. Aussi juge-t-il avec sévérité les mœurs indolentes des peuples méridionaux.

« Les étrangers ressentent vivement l'absence de toute société intelligente, agréable, tant à Florence que dans l'Italie entière. J'ai pensé quelquefois que les Italiens s'en affligeaient eux-mêmes, surtout les personnes distinguées par le rang ou par la naissance, qui vivent tristement à l'étage supérieur, quelquefois dans un coin d'un palais vide et magnifique, sans feu en hiver, sans tapis, sans un mobilier suffisant. S'ils le font, ce n'est point par pauvreté, c'est plutôt par mollesse, par mauvaise habitude; ils s'en aperçoivent, ils en sont quelquefois honteux. Sans doute, dans les classes élevées les fortunes sont souvent compromises, surtout depuis les vingt dernières années. Les gens qui étaient en état de représenter sont obligés maintenant de vendre leurs tableaux, de louer leurs palais. C'est vrai en général à Venise et à Bologne, en partie à Florence. Cela ne justifie pas suffisamment les habitudes sociales de l'Italie, ni la faiblesse de l'instruction, en particulier chez les femmes. »

Ticknor avait passé à Dresde le premier hiver. Pour le second, il s'établissait à Rome dans un charmant logement sur la pente du Monte-Pincio, d'où l'on avait la vue sur la ville entière et les rayons du soleil toute la journée. Il y retrouvait, de même qu'à son pre-

mier voyage, un petit cénacle d'Allemands dont la société lui plaisait par-dessus tout : c'étaient le ministre de Prusse, Bunsen, un ami de jeunesse, marié alors à une Anglaise et déjà père de neuf enfans; puis l'égyptologue Lepsius, le sculpteur Thorwaldsen, l'archéologue Gerhard, d'autres encore dont les noms sont moins connus. Jadis il avait assisté au dîner anniversaire de l'incinération des bulles du pape par Luther. Cette fois il fêtait avec eux l'anniversaire de la naissance de Winckelmann, avec discours, chœurs nationaux, le tout couronné par une ovation à Thorwaldsen, digne vieillard que l'Allemagne revendiquait pour un de ses enfans, bien qu'il fût Danois. Cette colonie germanique était au reste d'une activité remarquable. Après avoir fondé un institut archéologique, elle y faisait des cours sur la topographie de Rome, sur les vases peints, sur les monumens égyptiens. Les réunions se tenaient au palais du ministre de Prusse. Si les Romains ne s'associaient pas à ces divertissemens intellectuels, il convient de dire à leur décharge que, lorsqu'ils avaient essayé d'en faire autant, le gouvernement papal s'y était opposé. A défaut du goût, trop doctoral pour eux, des études archéologiques, les plus lettrés admiraient le Dante, le commentaient volontiers. A l'instigation du comte Ludolf, ministre de Naples, légitimiste fort dévoué d'ailleurs, ils s'étaient réunis douze ou quinze une fois la semaine pour parler de leur grand poète. On en parla si bien que quelqu'un vint un jour leur insinuer que la tendance de cette petite association n'était pas bonne. Ils comprirent d'où venait l'avis et ne se firent pas dire deux fois qu'il y fallait renoncer. En dehors des jouissances intellectuelles, qu'est-ce que Rome offrait aux étrangers? La contemplation des œuvres d'art et des antiquités, les réunions mondaines de l'aristocratie ou du corps diplomatique, les grandes fêtes catholiques de la semaine sainte. Les Ticknor virent tout, avec la curiosité de gens qui viennent de loin; malgré la différence de religion, ils s'émurent en assistant à la prise de voile d'une jeune patricienne et aux cérémonies de la chapelle Sixtine. Puis, le printemps venu, ils se remirent en route, consacrèrent leur été à visiter Milan, Venise, Munich, Heidelberg; ils arrivèrent enfin à Paris en septembre 1837 pour y passer leur troisième hiver.

On s'en est déjà aperçu, Ticknor recherche dans chacune des villes où il fait séjour deux sociétés bien distinctes : d'une part les érudits, et surtout ceux qui se sont adonnés à l'étude des anciennes langues européennes, de l'autre les hommes politiques avec qui l'on peut causer à loisir de questions sociales et religieuses. Tout est pour le mieux, s'il a la bonne fortune de les voir réunies dans les mêmes salons. Paris lui offrait bien des ressources sous ce double rapport. Ainsi Fauriel était à son avis l'homme du monde le plus instruit en ce qui concerne la littérature espagnole des temps pri-

mitifs. Il rencontrait chez le baron de Gérando et chez Ternaux-Compans les savans les plus distingués de l'époque, Jomard, « dont on ne saurait trop admirer la modestie et le savoir, » Jouffroy, « le professeur libéral, » Villemain, devenu célèbre depuis qu'il l'avait entendu à la Sorbonne en 1817, Aimé Martin, « d'une ignorance honteuse pour ce qui a rapport à l'Amérique, » M. Mignet, qu'il s'étonne de trouver si jeune, connaissant les ouvrages déjà sortis de sa plume. Celui qu'il préfère entre tous, c'est Augustin Thierry, presque aveugle, à moitié paralysé, toujours laborieux cependant et préparant, avec l'aide de deux ou trois secrétaires, ses ouvrages sur l'affranchissement des communes ou sur les temps mérovingiens. Il est assez de mode aujourd'hui de critiquer les étymologies suspectes d'Augustin Thierry et la couleur locale plus ou moins exacte dont il eut l'art d'orner ses moindres écrits. C'était nouveau dans ce temps; le lecteur l'en croyait sur parole, heureux de rencontrer l'élégance de la forme alliée à l'appareil d'une érudition sérieuse. Ticknor assistait aussi à une séance de l'Académie des Sciences morales et politiques; il avouait n'avoir vu nulle part une séance académique plus digne ni avoir entendu des lectures plus instructives que l'éloge de Rœderer par M. Mignet, ou un mémoire de Rossi sur la situation du droit civil en France. En dehors de cette région sereine de la haute littérature, il avoue franchement que le reste lui déplaît. Les libraires lui apprennent qu'ils ne gagnent de l'argent qu'avec les rééditions d'auteurs connus, surchargées de gravures ou d'illustrations. La comédie française, depuis Molière, est pleine d'allusions grossières. Au moins le ton général en était autrefois respectable; maintenant le théâtre est immoral. Les romanciers prêchent des doctrines inconvenantes. Comment s'expliquer cela? Est-ce que les classes moyennes, qui vont au spectacle, qui lisent les romans populaires, sont vraiment corrompues? La richesse, l'éducation même, plus répandues qu'autrefois, ouvrent-elles la porte aux passions vicieuses? Il est tenté de le croire. La brièveté de son séjour, le monde exclusif qu'il fréquente, ne lui permettent pas de pénétrer au cœur de la société française et d'en percevoir le véritable esprit. Bien d'autres étrangers se sont trompés à nous juger sur les apparences. Et puis, s'il nous croit moins moraux, s'il soupçonne une sorte de décadence dans les mœurs depuis l'époque de son premier voyage, c'est peut-être qu'en prenant des années il est devenu plus exigeant. Cet humaniste, qui connaît si bien ses auteurs, est à son insu le *laudator temporis acti* du poète latin.

Il y avait encore à Paris quelques-unes des grandes familles légitimistes que Ticknor y avait connues en 1817, par exemple la duchesse de Rauzan, fille de « l'admirable » duchesse de Duras, chez

qui il avait rencontré Talleyrand. Mme de Pastoret y était aussi, pleine de bonté et d'indulgence, uniquement occupée des écoles du premier âge qu'elle avait fondées. Son mari, en qualité de tuteur légal du comte de Chambord, tenait chaque semaine en son hôtel un conseil où les affaires de l'héritier des Bourbons se discutaient. Quoique ce fût connu, personne n'y faisait obstacle. Aussi Mme de Pastoret disait-elle avec grâce aux membres de son parti qui se plaignaient d'être persécutés : « Je crois que nous sommes une forte preuve du contraire. » Quant à Chateaubriand, retiré au-delà de Sainte-Geneviève, à l'extrême limite de la ville, dans une sorte d'isolement sauvage, il reçoit peu de monde et ne va nulle part. Il me reçut avec bonté dans son cabinet, qui n'est pas très confortable. Les rides ont creusé son visage, ses traits sont devenus durs : il a cependant cet air théâtral que ses portraits rendent très bien. Il me parla de Mme de Duras avec affection, — ou du moins il fit semblant d'en éprouver, — et du règne de Louis XVIII avec amertume, ne cachant pas que les choses auraient tourné autrement, si l'on avait suivi ses conseils. Lorsque je m'en allai, il me pria de le venir voir quelquefois, ajoutant avec beaucoup de grimaces qu'il était un pauvre ermite, qu'il n'avait rien à offrir à un étranger habitué aux grands salons de Paris. C'est mon avis, et je n'y retournerai guère. » — On le voit, l'épigramme revient toujours dans ce journal de voyage, sous une forme bien anodine il est vrai, lorsqu'il s'agit des hommes absolus, dont les doctrines blessent les sentimens intimes de notre Américain.

C'était toujours, de même qu'en 1817, à l'hôtel de Broglie que Ticknor allait le plus volontiers et qu'il était reçu avec le plus de familiarité. Mme de Broglie avait toujours le même charme, la même bonté, la même franchise. Le duc avait eu de graves soucis depuis quelques années; on n'est pas premier ministre impunément. Sa confiance dans l'avenir des institutions libérales semblait ébranlée. L'observateur ne s'est-il pas mépris sur ce point? Il avait encore toutefois les allures originales de sa jeunesse, avec un singulier mélange de fierté, de modestie et de cordialité. Ticknor rencontrait avec plaisir dans ce salon « un homme qui a la réputation d'avoir beaucoup de moyens et qui est en quelque sorte le secrétaire du duc, M. Doudan. » C'est, on le sait maintenant, le lettré délicat dont la vie fut volontairement effacée et dont la correspondance posthume a obtenu un succès mérité. M. Guizot s'y montrait aussi souvent. A la façon dont notre auteur en parle, on est tenté de croire que Guizot est le véritable homme d'état tel qu'il l'imagine. Nulle part il ne le dit en termes positifs, mais il le loue sur toutes choses, sauf lorsqu'il s'avise de rechercher les succès de conversation et de montrer dans un salon qu'il a beaucoup d'esprit. On ne l'a pas ou-

blié, Ticknor n'aime pas les hommes d'esprit, peut-être par jalousie. Ce récit d'une visite du matin n'est-il pas un éloge auquel on ne peut guère rien ajouter? « J'ai vu Guizot aujourd'hui. Il est pauvre et vit modestement dans un petit appartement où il lui serait impossible de recevoir grande compagnie; je pense qu'il n'a jamais cherché à faire fortune. Il me fit ce matin beaucoup de questions sur les États-Unis, en me laissant voir qu'il n'avait plus confiance dans la stabilité de nos institutions populaires. Il en était autrement jadis. Il se montra très anxieux à ce sujet; à son avis, ce serait une calamité pour le monde entier si l'expérience de la liberté échouait aux États-Unis. L'autre jour, chez le duc de Broglie, il parlait en homme d'esprit; ce matin, il a parlé en homme d'état. »

Lamartine est jugé plus sévèrement. « Il est franc, sinon tout à fait naturel... Ce n'est pas un grand poète, sans doute; il a le tort de se croire un *politicien...* Il marche sans cesse d'un bout à l'autre de son salon, causant avec une ou deux personnes qui se promènent à ses côtés. En une demi-heure de conversation, deux choses me frappèrent surtout : son ignorance complète de la littérature anglaise contemporaine et la conviction sincère que les progrès récens de la vie matérielle, tels que machines à vapeur et chemins de fer, ont un côté poétique que l'on exploitera plus tard avec succès. » Autant le portrait de Guizot est exact, autant celui de Lamartine est injuste. Pourquoi? c'est que l'auteur est un doctrinaire à sa manière; c'est que, sans être insensible aux manifestations du beau, il ne comprend ni la poésie ni les poètes. Quant à M. Thiers, dont Ticknor avait entendu faire l'éloge par les doctrinaires, malgré la différence des tendances politiques, il convient, dès la première visite, que son attente a été surpassée; nulle part on n'entend causer de façon si brillante et si sérieuse. « J'y allai ce soir à dix heures, écrit-il dans son journal de voyage, avec l'intention de n'y passer qu'une demi-heure et de faire ensuite d'autres visites; j'y suis resté jusqu'à minuit. Il n'y avait que trois ou quatre personnes, entre autres le général Bugeaud et Jusuf, en costume arabe, l'être le plus pittoresque que j'aie jamais rencontré. La conversation était d'autant plus piquante que le ministère était dans l'embarras, et que M. Thiers avait quelque espoir de rentrer aux affaires. Celui-ci avait conscience de la situation : il ne le cachait point. Bugeaud manifestait le désir d'exécuter certaines choses en Afrique si M. Thiers rentrait au pouvoir. Entre les deux, Jusuf allait et venait comme un vrai Arabe, si bien que Bugeaud, impatienté, lui dit : « Vous avez une belle tête, Jusuf; si vous continuez à vous conduire ainsi, vous vous la ferez couper. » Le point en discussion était de savoir si l'occupation française en Algérie devait être militaire ou agricole. Bugeaud soutenait l'un et Jusuf l'autre. Tous

deux montrèrent beaucoup de talent; tous deux finirent par se fâcher, en sorte que M. Thiers eut l'avantage sur l'un et sur l'autre en se servant de leurs argumens, suivant son habitude, pour défendre sa propre opinion. Il fut parfois très éloquent, surtout en démontrant les effets d'une dévastation militaire dans l'Afrique septentrionale. »

C'était, on en conviendra, un homme sagace que cet étranger qui traversait tous les salons de Paris et qui, sur quelques heures de conversation, jugeait ses interlocuteurs avec tant d'impartialité. Il est clair que les incidens de notre politique l'amusaient plus qu'il n'en veut convenir. Au reste, les circonstances le servaient à souhait, car à ce moment (février 1838) le ministère Molé était fort ébranlé. Un soir, comme la crise se déclarait, il veut se donner le spectacle des ambitions en présence. Il va donc d'abord au ministère des affaires étrangères. Les salons sont presque vides; à peine quelques députés s'y montrent-ils un instant. Cependant les ambassadeurs étrangers sont tous là, épiant avec curiosité les indices d'un changement ministériel. Le comte Molé est plus blême que d'habitude, rigide, embarrassé. Il cause longtemps avec Ticknor, qui ne se fait pas illusion sur les causes de cette bonne fortune inusitée. Notre voyageur est un neutre; les attentions que l'on a pour lui ne signifient rien, par conséquent ne compromettent pas la situation. De là il se rend chez M. Guizot, dont l'antichambre est encombrée à tel point que l'on pénètre avec peine dans le salon. Le baron de Barante se montre très animé. Il restera ambassadeur avec Molé; mais il préférerait Guizot et surtout de Broglie, et surtout il préférerait être lui-même au ministère, ce qui est dans l'ordre des choses possibles. Lamartine se remue aussi; on sait qu'il s'exagère l'importance de son rôle politique. Jaubert, Duchatel, tous les doctrinaires en un mot sont en pourparlers. Au milieu de ce monde qui se parle à l'oreille ou dans l'embrasure d'une fenêtre, le duc Decazes, autrefois premier ministre et favori d'un roi, ne reste pas inactif. M. Guizot lui-même conserve l'air digne qui lui est habituel; on ne devine le trouble qui l'agite qu'aux efforts qu'il fait pour avoir l'air plus impassible que d'habitude. L'hôtel de la place Saint-George n'est pas moins encombré, quoique les visiteurs y soient d'un autre parti. On y aperçoit Arago, le maréchal Maison, Odilon Barrot, tous plus gais, plus expansifs que les personnages rassemblés chez M. Guizot. M. Thiers parle à tout le monde, est content de tout le monde, même du comte de Montalembert et de quelques carlistes qui sont venus là on ne sait à quel propos. « Il se remue peut-être un peu plus qu'il ne convient à sa dignité, mais il connaît à merveille sa vocation et son entourage, et lorsque je partis entre minuit et une heure, il ne donnait aucun signe de fatigue. »

C'est si bien un spectacle que Ticknor se donne qu'il ne daigne même pas mentionner le résultat de cette crise ministérielle. C'est encore par curiosité qu'il se fait présenter aux Tuileries. Il s'y rend un soir avec huit ou dix de ses compatriotes accompagnés du général Cass, ministre des États-Unis à Paris. Il y a en outre dans les salles de réception une soixantaine d'Anglais, quelques Autrichiens, des Allemands, des Espagnols, des Italiens et un seul Russe, Tourguénef, qui ose seul braver la mauvaise humeur du tsar contre ceux de ses sujets qui présentent leurs hommages au roi des Français. Lorsque tous ces étrangers sont rangés en ordre sous la conduite de leurs ambassadeurs respectifs, le roi arrive suivi de la reine donnant le bras à la princesse Clémentine, de la duchesse d'Orléans, de Mme Adélaïde et du duc d'Orléans. Ticknor n'avait jamais eu si belle occasion de montrer ses connaissances polyglottiques. Il cause en français avec la reine, en allemand avec la duchesse d'Orléans, en anglais avec Louis-Philippe et avec son fils, qui, par courtoisie, se servent tous deux de cette langue quand ils s'adressent à des Anglais ou à des Américains. En sortant, il laisse voir que cette cour bourgeoise ne lui déplaît pas ; il y trouve de la bonhomie et de la bienveillance, et il n'ignore pas que les vertus privées dont il fait le plus grand cas y sont en honneur.

En somme, il déclare qu'il aurait été tout à fait content de son hiver passé à Paris si l'on y avait moins parlé politique. A part quelques salons philosophiques ou littéraires, comme ceux de Jomard, de Gérando, de Jouy, il a vu partout que les opinions politiques décident que l'on ira dans telle maison et que l'on n'ira pas dans telle autre. Selon lui, il y a trop de partis en France. Il n'en voudrait que deux, à l'instar de l'Angleterre et des États-Unis. Aussi croit-il que tout est chez nous dans un état de transition, le gouvernement, la société, la littérature, même la morale et la religion. Il ajoute, en quoi il se montre prévoyant, que cette situation durera plus longtemps que lui. Ce qu'il n'a pas compris, c'est que ce mouvement presque révolutionnaire des idées, cette agitation perpétuelle des hommes et des choses sont notre vie naturelle et que nous y pouvons vivre calmes et prospères.

Rassasiés de plaisirs par trois années de pérégrinations à travers l'Europe, avides de rentrer dans leur pays natal après une si longue absence, nos touristes américains n'attendaient que le retour de la belle saison pour franchir de nouveau l'Atlantique. En attendant, ils voulaient voir une dernière fois l'Angleterre et parcourir l'Écosse. Ticknor était trop bon patriote pour ne pas se sentir joyeux en remettant le pied sur la terre où l'on parle anglais. Tout lui semble beau dans les îles britanniques, en dépit du froid et du brouillard. Les routes y sont meilleures, les chevaux de poste plus alertes, les

hommes plus hospitaliers que partout ailleurs. Il tombait à Londres au milieu d'une société où il comptait déjà beaucoup d'amis : Sidney Smith, l'un des fondateurs de la *Revue d'Édimbourg,* chanoine de Saint-Paul, et l'un des causeurs les plus amusans de la Grande-Bretagne, lord Jeffrey, devenu célèbre depuis son voyage aux États-Unis en 1819, moins hautain et cherchant à montrer dans la conversation plus de bon sens que d'esprit, l'historien Hallam, le poète Southey. Chose étrange, ces écrivains, dont la réputation était déjà faite, ne se louaient pas de l'aristocratie anglaise ; ils en parlaient avec amertume, en hommes qui ont éprouvé des déboires de ce côté, tout en continuant de se montrer dans les salons dont le succès littéraire leur a ouvert les portes. Ticknor n'avait aucune raison d'éprouver de pareils dégoûts. Il dînait sans arrière-pensée chez lord Holland ou chez lord Lansdowne, heureux de se mêler aux discussions du jour et sans regretter l'atmosphère exclusivement politique dans laquelle il avait vécu tout un hiver à Paris.

On s'étonnerait qu'un érudit dont le premier voyage en Europe avait eu l'étude pour but n'ait pas visité cette fois Oxford et Cambridge, les deux foyers de la science britannique ; mais, il faut bien le dire, il déclare que la nature, les besoins et les ressources de l'éducation populaire sont mal compris en Angleterre, au moins en pratique. S'il pénètre dans ces citadelles du torysme, ce n'est point, comme autrefois à Gœttingue, pour en suivre les cours, ou, comme l'hiver précédent à la Sorbonne et au Collége de France, pour se rendre compte de l'instruction que les auditeurs y reçoivent. A Oxford, c'est la bibliothèque bodléienne qui l'attire le plus ; encore n'y trouve-t-il rien, parmi le demi-million de volumes qu'elle contient, qui ait rapport aux origines de la littérature espagnole dont il s'occupe. A Cambridge, il assiste aux solennités de la fête de Pâques, au grand dîner des professeurs dans Trinity-Hall, avec les coutumes du moyen âge et sous les boiseries vénérables qui ont abrité les étudians des siècles passés. Dans les bibliothèques de l'Université et de Trinity-College, il feuillette avec émotion les manuscrits de Newton et de Milton. Ces évocations d'un autre âge lui laissent un regret, c'est qu'une organisation pédagogique si vénérable par son antiquité, des ressources financières si puissantes, des professeurs si studieux ne soient pas mieux appropriés aux besoins de l'époque présente. Hallam, à qui il accorde un jugement sain et droit, quoique un peu novateur, et qui connaît bien d'ailleurs les deux universités pour avoir été élevé à Oxford et pour avoir envoyé son fils à Cambridge, Hallam l'en avait prévenu. L'esprit moderne se détourne de ces institutions surannées qui ne savent pas se réformer elles-mêmes.

On est tenté de croire que Abbotsford était le but principal d'une

excursion en Écosse. « Depuis 1832, quinze à dix-huit cents personnes viennent chaque année visiter cette maison, et le pèlerinage continuera tant que les pierres resteront debout, tant que la langue anglaise sera parlée dans l'univers. C'est maintenant, ce sera longtemps un lieu de tristesse et d'affliction. » Ticknor avait au plus haut point, — il convient de l'en louer, — la mémoire du cœur. De même qu'il s'était arrêté sur la tombe de Mme de Staël à Coppet, sur celle de Lafayette au cimetière de Picpus, de même il voulait revoir ce manoir d'Abbotsford où Walter Scott, qui l'y avait reçu jadis avec bienveillance, était mort pauvre quelques années auparavant. A Édimbourg encore, il retrouvait à chaque pas les souvenirs de l'illustre romancier. Mais la capitale de l'Écosse ne renfermait plus, comme autrefois, une société brillante en talens de tous genres : les uns étaient morts; d'autres étaient partis pour se produire à Londres sur un plus vaste théâtre.

L'époque du retour aux États-Unis était proche. Les dernières impressions de notre voyageur sur les salons de Londres ne sont point cependant sans intérêt. Il y rencontre lord Brougham qu'il n'aime pas, sans qu'on puisse trop en deviner la raison; il s'est laissé dire que c'est un homme rude et violent. Il ne lui déplaît point d'apprendre que le romancier Bulwer, dont la tenue originale l'a peut-être choqué, n'a jamais été reçu dans le beau monde sur un pied d'égalité, bien qu'il soit de bonne famille et que ses écrits l'aient rendu populaire. Le baron Stockmar, secrétaire confidentiel du roi des Belges et de la reine Victoria, lui fait l'effet d'un personnage fin et instruit. Il assiste à une conférence de Carlyle, qui, pour vivre, fait un cours de littérature à une centaine d'auditeurs payant deux guinées chacun. C'est un orateur puissant, plus pittoresque que poétique, souvent obscur. Que citerons-nous encore de ce journal de voyage? Une soirée au club géologique où se réunissent les savans les plus en renom de la Grande-Bretagne; une visite à la splendide bibliothèque de lord Spencer à Althorp. Quelle aubaine pour un bibliophile d'être admis dans ce château, où se cache la plus belle collection de livres qu'un simple particulier ait jamais possédée! Plus de 100,000 volumes! et quels livres! les incunables, les éditions *princeps*, les exemplaires uniques ou rarissimes. C'est au reste une folie et un luxe inutile que cette collection ensevelie, loin des savans ou des amateurs, dans un domaine souvent inhabité du comté de Northampton.

Enfin le jour du départ était arrivé. Le 10 juin 1838, la famille Ticknor s'embarquait à Portsmouth sur un navire à voiles. Le premier bateau à vapeur transatlantique avait accompli sa traversée d'essai quelques mois auparavant. Notre homme était prudent; quoiqu'il n'eût aucune défiance des inventions du génie moderne,

il préférait laisser à d'autres l'expérience d'un mode de transport plus rapide. C'était avec joie qu'il rentrait en sa patrie après trois ans d'absence. D'un commerce prolongé avec les esprits les plus cultivés de l'Europe, il ne rapportait aucun dédain à l'égard de ses concitoyens moins instruits. Au contraire le spectacle d'une prospérité matérielle croissante le rendait fier, parce qu'il l'attribuait au moins autant à l'honnêteté de ses compatriotes qu'à leur travail. Une lettre écrite de Boston au comte Fitz William, trois mois après son retour, porte le témoignage des sentimens patriotiques dont il était animé. « Il est difficile de vous exprimer à quel point je suis frappé des progrès réalisés ici pendant mon absence. Ces trois années, qui ont été marquées par la crise commerciale la plus grave, auraient eu dans d'autres pays des conséquences profondes, peut-être dangereuses. La condition des classes inférieures est ici si confortable, elles ont tant de profits et d'épargnes, par-dessus tout tant d'éducation et d'intelligence, de moralité et de bonheur domestique, que ce qui affecte la condition des riches ne les atteint que fort tard ou même ne les atteint pas du tout. Partout s'offrent à mes yeux des preuves d'amélioration, des maisons en construction ou récemment construites, des villages et des hameaux qui sortent de terre en quelque sorte devant moi, trois chemins de fer à Boston, des bateaux à vapeur dans toutes les directions, tous les signes de l'activité et du succès, activité et succès qui appartiennent non à une classe en particulier, mais au peuple tout entier. L'éducation fait plus de progrès que la richesse. En vérité, si nous sommes capables de conserver au même point la pureté de la vie domestique et de disséminer l'instruction chez tous les citoyens, je ne vois pas ce que nous pouvons demander de plus pour notre pays. Nos institutions libres auront alors de belles chances de durée. Si elles échouent, ce sera par des défauts qui leur sont inhérens et non par la faute des circonstances au milieu desquelles on en aura tenté l'essai. »

Ces paroles sont d'un moraliste qui ne méprise pas les biens de la terre. Il répondait un jour à quelqu'un qui l'interrogeait sur la situation des idées philosophiques aux États-Unis : « Nous sommes des gens pratiques. Si la maladie métaphysique se déclare jamais chez nous, elle sera courte, elle ne deviendra jamais chronique comme chez les Allemands. » On en aura fait plus d'une fois la remarque dans les pages qui précèdent : Ticknor est de son temps. Il n'a rien de nébuleux ni d'alambiqué; il s'élève sans quitter la terre. Cet ensemble de qualités qu'il a su conserver intactes au milieu des sociétés les plus diverses ne donne-t-il pas une saveur particulière aux jugemens qu'il porte sur les hommes et sur les institutions du monde européen?

H. Blerzy.

WILLIAM GODWIN

SA FAMILLE ET SES AMIS

D'APRÈS DE NOUVEAUX DOCUMENS

William Godwin, his friends and contemporaries, by C. Kegan Paul. London 1876; King.

Le nom de William Godwin méritait-il d'être tiré sinon de l'oubli, du moins de cette ombre discrète où sont fatalement condamnés les écrivains qui ont essayé tous les genres sans exceller dans aucun, et qui, tour à tour publicistes, moralistes, pamphlétaires et romanciers, semblent par la diversité de leurs ouvrages destinés à faire le désespoir des amateurs de classification? Était-il bien nécessaire de remuer tous les souvenirs que rappelle l'auteur de *Caleb Williams*, et de ranimer les traits à demi effacés de cette figure plus étrange qu'aimable, à tout prendre? C'est là peut-être ce que l'on pourrait demander à M. Kegan Paul, s'il n'avait eu soin de prévenir lui-même l'objection en faisant une place dans son titre aux amis et aux contemporains de Godwin. En effet, ce n'est pas une réhabilitation qu'il a tentée. Depuis longtemps Godwin est apprécié à sa juste valeur et mis à la place qui lui convient. En publiant de nombreux fragmens de sa correspondance, M. Kegan Paul a voulu seulement éclairer d'un jour plus abondant une période intéressante de l'histoire de la littérature anglaise. Si le beau-père et le maître de Shelley, le confident de Coleridge et de Lamb, n'est pas le premier écrivain venu, il faut avouer aussi qu'il doit aux amitiés qu'il sut inspirer une grande part de la curiosité que son nom excite encore. La génération actuelle ne connaît guère ses œuvres que par le titre qu'elles portent, mais la philosophie radicale lui a emprunté plus d'une de ses théories, et pour maint disciple enthousiaste il

a été une manière de prophète et de sage dont l'influence ne peut être contestée. Ami généreux et directeur de conscience à la fois, il a dans sa longue vie groupé autour de lui des jeunes gens avides de recueillir ses enseignemens, et quoique ses élèves aient en général assez mal tourné, leur histoire n'est pas sans offrir de l'intérêt. On y voit apparaître tout un coin de bohème littéraire, longtemps avant que ce nom eût été inventé; parfois même la tragédie s'y mêle à la comédie, et le drame est complet. M. Kegan Paul n'a eu le plus souvent qu'à laisser parler les acteurs eux-mêmes; mais il les introduit sur la scène avec beaucoup d'art. Godwin, bien des années avant sa mort, avait de sa propre main arrangé dans un ordre méthodique ses manuscrits et sa volumineuse correspondance. Telle est la source où le biographe a puisé, se contentant de relier d'un fil léger les extraits habilement choisis qu'il donne au public. Le seul reproche qu'on puisse lui faire, c'est d'avoir quelquefois supposé le lecteur plus instruit qu'il ne l'est communément, et d'avoir ainsi laissé à la critique le soin de remplir les lacunes de sa narration.

I.

La théorie célèbre qui fait la part si grande aux influences du milieu ne pourra jamais se servir de l'exemple de Godwin qu'avec beaucoup de restrictions. Cet apôtre de l'athéisme eut pour parens les méthodistes les plus sévères, et ce fut dans l'asile d'une piété toute puritaine qu'il vit le jour, petit-fils et fils de ministres dissidens. Godwin a laissé de son père un portrait auquel on ne saurait reprocher l'enthousiasme. Il nous le représente comme un brave homme qui passait sa vie à cheval pour visiter ses paroissiens, et commençait régulièrement à écrire le samedi soir le sermon qu'il devait prêcher le lendemain matin, mais il ajoute que ce fut avec beaucoup de peine qu'il se décida à quitter « la scène de ce monde sublunaire. » Bon dissident, il avait en abomination l'église établie et il poussait jusqu'au scrupule le respect du dimanche. Un des rares souvenirs que Godwin eût conservés de lui c'était d'avoir été rudement tancé pour avoir profané la sainteté du sabbat en se promenant dans le jardin avec un chat sur les bras. Heureusement Mme Godwin était là pour tempérer l'austérité de son mari par son humeur enjouée. Elle aimait à raconter des histoires piquantes et mettait son ambition dans les reparties heureuses. C'était une excellente ménagère, mais une femme peu instruite : on s'en aperçoit bien quand on lit les lettres très touchantes et très comiques en même temps que jusqu'à la fin de sa vie elle ne cessa d'écrire à son fils pour le ramener à la foi de son enfance.

William Godwin, né à Wisbeach en 1756, était le septième de treize enfans. On aimerait à savoir comment une famille aussi nombreuse put être entretenue avec un revenu qui ne dépassa jamais 1,300 francs : M. Kegan Paul ne le dit pas. Le jeune Godwin paraît avoir été un enfant précoce et qui montrait pour la prédication des dispositions étonnantes, car il n'avait pas huit ans que déjà, monté sur une chaise, il prêchait de petits sermons dans la cuisine. Plus tard, à l'école qu'il fréquentait, son zèle s'exerçait sur ses camarades. Une fois même, pour donner plus de force à son éloquence, il se procura en cachette la clé du temple dissident, et, du haut de la chaire paternelle, adressa ses exhortations à l'un de ses condisciples dont l'âme lui semblait particulièrement en danger. En 1767, on le remit aux soins du ministre indépendant de Norwich, Samuel Newton, qui partageait les opinions religieuses d'un certain Sandeman, connu dans le nord de l'Angleterre pour son calvinisme outré. Godwin prétendait méchamment que Calvin se contente de damner les quatre-vingt-dix-neuf centièmes du genre humain, tandis que Sandeman avait trouvé le moyen de damner quatre-vingt-dix-neuf sur cent des disciples de Calvin. Il faut ajouter que Godwin ne s'est avisé que longtemps après de cette distinction plaisante. Pour le moment, il accepta docilement les doctrines de son nouveau maître. Il est vrai que celui-ci avait pour les faire pénétrer des moyens irrésistibles, parmi lesquels la verge n'était pas un des moindres. La première fois que M. Newton, après une exhortation pleine de métaphores facétieuses, fit voir au petit garçon trop épris de sa personne cet argument tout nouveau pour lui, il lui sembla qu'il tombait du ciel sur la terre. Il faut croire pourtant qu'il finit par s'y habituer, car pendant trois ans il vécut en bons termes avec son rigoureux précepteur. Il sortit même de ses mains si convaincu de la vérité de ses principes, que, lorsqu'il se présenta au séminaire dissident de Homerton, on ne voulut pas l'y recevoir : on le suspectait de *sandemanianisme*. Il alla frapper à la porte de Hoxton College, où l'on fut moins difficile.

Dans l'intervalle, son père était mort, et il avait accepté cette perte avec le stoïcisme qui ne l'abandonna jamais dans les deuils de famille. Ses études théologiques durèrent cinq ans. Il lut, du moins il l'affirme, tous les auteurs de quelque réputation qui ont écrit sur les points les plus discutés de la doctrine chrétienne, se levant à cinq heures du matin et se couchant à minuit par amour de la métaphysique. Pour se détendre l'esprit, il faisait des plans de tragédie, ce qui est un moyen héroïque. En fin de compte, il en resta au calvinisme. Quand il quitta Hoxton, il avait l'esprit muni de toutes les connaissances nécessaires : une seule chose lui manquait; mais il ne s'en aperçut qu'après. L'histoire de son ministère évan-

gélique est aussi courte que mal connue. Il alla d'abord s'établir, comme pasteur dissident, à Ware, dans le Hertfordshire, puis à Stowmarket. Ce fut là qu'il perdit la foi. Il a lui-même noté avec une exactitude minutieuse les différentes phases qu'il traversa avant d'arriver à l'incrédulité complète. Il rencontre d'abord un jeune homme de son âge, Joseph Fawcet, qui avait l'habitude de déclamer contre les affections domestiques et qui n'eut sans doute pas grand'peine à le convertir. En 1782, la lecture du *Système de la nature* fait de lui un déiste. Au printemps de 1783, le livre de Priestley l'incline au socinianisme, et ainsi de suite. Sur quel fondement reposaient donc des croyances si faciles à ébranler?

A la suite d'une discussion qu'il eut avec ses auditeurs de Stowmarket sur une question de discipline ecclésiastique, il reprit sa liberté, et il fit bien. Entre l'hypocrisie, qui lui aurait assuré le pain quotidien, et la franchise, qui ne lui assurait que l'indépendance avec la misère en perspective, il n'hésita pas. Il ne faudrait pas cependant exagérer le mérite de ce choix. La vie littéraire le tentait : il y entra par la petite porte. Il écrivit d'abord dans des recueils oubliés aujourd'hui des articles plus oubliés encore ; il se mit à la solde du libraire Murray, composa des pamphlets pour le parti libéral, fréquenta Sheridan, et néanmoins ne voulut pas se vendre, ce qui était d'autant plus louable qu'il lui fallait quelquefois, pour dîner, mettre sa montre ou ses livres en gage. Deux fléaux, les emprunts et les dettes, ont tourmenté son existence; mais il semble très vite en avoir pris son parti. On dirait presque qu'il croyait, avec le héros favori de Rabelais, que « nature n'a créé l'homme que pour prester et emprunter, » tant était vive sa foi dans la bourse de ses amis, tant il ouvrait naïvement pour autrui la main qu'il venait de tendre pour lui-même. Au reste, en agissant de la sorte, il ne faisait que suivre la coutume et les traditions de patronage littéraire encore en honneur au XVIIIe siècle. Depuis cette époque, les gens de lettres ont pris l'habitude de compter un peu moins sur le prochain et un peu plus sur eux-mêmes, et ce sentiment de fierté bien placée nous rend plus difficile à comprendre ce qui semblait alors tout naturel.

Godwin a été en Angleterre un des derniers représentans de la littérature besoigneuse. Quant à sa générosité, elle était extrême. Au milieu de sa pauvreté, il fut toujours prêt à secourir ceux qui étaient plus pauvres que lui, et surtout les jeunes gens. C'est ainsi qu'au moment où il avait peine à se suffire à lui-même, on le voit recueillir un cousin éloigné dont il voulait faire l'éducation. Malheureusement il ne suffit pas d'aimer la jeunesse pour la bien conduire, et l'histoire des rapports de Godwin avec son élève en fournit la preuve. En la lisant, on voit paraître devant soi l'une de

ces figures de jeune garçon que le roman anglais excelle à peindre, et Dickens eût signé plus d'une des lettres que Tom Cooper écrivait à Godwin. Celui-ci n'était pas un maître toujours facile à contenter. Il avait une façon humiliante de corriger les défauts de son parent, et, de son côté, Tom Cooper n'oubliait rien. Quelquefois même, pour se rafraîchir la mémoire, il couchait ses griefs par écrit, sous forme de mémorandum. Un jour par exemple, sur un bout de papier qu'il laissait traîner à dessein, il traçait les lignes suivantes : « Il (Godwin) m'a appelé... *un misérable sot*... en ma présence. Il m'a comparé... *à une vipère*... Je suis *un tigre*... en mon absence. Il m'a appelé... *une brute*... Il veut *m'écraser*... Croit-il que je me laisserai tranquillement faire? » Et Godwin, enchanté du « degré de sensibilité » que trahissaient ces notes, prenait la plume et répondait pompeusement à son élève qu'il n'avait qu'un désir qui était de faire de lui un homme vertueux, et que sa haine lui était à ce prix indifférente.

Atteignit-il son but? Fit-il de ce nouvel Émile l'être sensible et bon qu'il rêvait en fidèle disciple de Rousseau? Une chose est certaine, c'est qu'il en fit d'abord un mauvais comédien. Avec son assentiment, Tom Cooper se consacra, paraît-il, à la scène. Il fut recommandé au tragédien Kemble, qui lui confia pour commencer un rôle modeste. Il s'agissait de faire partie du cortége de la grande actrice Siddons dans une pièce de Congreve et d'y représenter un personnage muet. Le débutant monta cependant en grade, car il annonce un jour à Godwin qu'il fera dans *Macbeth* la seconde sorcière. De sorcière, on le voit ensuite retomber sénateur dans *Othello*, ce qui était une disgrâce, car il n'avait plus rien à dire. Il est vrai que ses fonctions lui rapportaient une guinée par semaine. Par malheur, le soir où Kemble lui avait enfin accordé un rôle plus en rapport avec son ambition, l'infortuné se troubla au dernier vers, perdit la mémoire, manqua la réplique et fut sifflé. Kemble lui déclara qu'il ne ferait jamais rien de bon sur les planches, et Tom Cooper n'en voulut pas croire un mot. Il s'engagea dans une troupe ambulante où il eut même une représentation à son bénéfice, ce qui, par une suite de circonstances déplorables, lui coûta dix livres sterling. A ce compte-là, l'Angleterre lui revenait trop cher; il finit par partir pour l'Amérique, où longtemps après il donnait encore des représentations à son bénéfice, mais cette fois avec un succès moins illusoire. Ce fut là le premier élève de Godwin. La plupart de ses amis n'étaient pas à cette époque dans une position beaucoup plus brillante. C'était James Marshal, littérateur discret qui faisait des traductions et des index, qui servait de secrétaire à Godwin et partageait avec lui le dernier shilling d'une caisse ordinairement vide. C'était Holcroft, l'auteur comique, qui, n'ayant pas fait fortune au

théâtre, avait l'ingénieuse idée d'aller acheter fort cher en Allemagne des tableaux qu'il expédiait à grands frais en Angleterre et dont personne ne voulait à aucun prix. Ces amitiés, que resserraient les difficultés de la vie, n'échappaient pas à la loi commune et connaissaient les tempêtes. Godwin a toujours aimé « dire à Juda son forfait et à Israël son iniquité. » Il excellait à blesser les gens, étant lui-même fort susceptible. Les deux billets suivans que lui écrivit une fois Holcroft donnent une idée suffisante de la rapidité avec laquelle on passait dans ce monde-là de l'état de paix à l'état de guerre :

« Je ne vous ferai certainement par défaut mardi, Dieu voulant. Si j'avais le pouvoir d'écarter de nous tous les difficultés, oh! l'on verrait de belles choses. Pour l'amour du ciel, ne vous tourmentez point; le temps et les saisons ont d'étranges vicissitudes, et qui peut dire que le soleil ne se lèvera plus jamais? »

« Monsieur, je vous écris pour vous faire savoir qu'au lieu de vous voir à dîner demain, je désire ne plus vous voir jamais, étant bien déterminé à n'avoir plus jamais avec vous *aucun* rapport d'*aucune* espèce. »

Le dîner en question n'avait probablement pas eu le temps de se refroidir qu'à la brouille avait succédé la réconciliation.

II.

Ce fut sans doute à Holcroft que Godwin dut d'être introduit dans le petit cercle d'hommes remarquables dont les doctrines de la révolution française avaient enflammé l'imagination et qui, poètes ou publicistes, rêvaient une nouvelle ère pour l'humanité. Les uns, comme Wordsworth, Coleridge et Southey, séduits par la poésie de la liberté, devaient un jour, reniant devant ses excès leur juvénile enthousiasme, éteindre dans un torysme tempéré les ardeurs d'un républicanisme d'importation étrangère : ils se contentaient alors d'une admiration platonique pour les principes de 89. Les autres, philosophes et gens d'action, comme Thomas Hardy, Horne Tooke, Tom Paine, allaient plus loin et auraient voulu les appliquer en Angleterre. Ils avaient formé, sous le nom de *Corresponding society*, une société qui professait assez de sympathie à l'endroit de la France pour que le gouvernement de Pitt s'en fût ému. Tom Paine avait en 1791 publié son célèbre pamphlet des *Droits de l'homme* comme réponse au livre de Burke sur la révolution française, et bientôt la peur des idées révolutionnaires, dépassant toutes les bornes de la raison, avait envahi l'Angleterre et l'Écosse. Pitt lui-même avait conçu des inquiétudes. Il voyait aux portes le danger social et disait à sa nièce qui lui citait les *Droits de l'homme :*

« Paine n'est pas un sot; mais si je faisais ce qu'il demande, j'aurais demain des milliers de bandits sur les bras et Londres serait en flammes! » De là une suspension de l'*habeas corpus* et des mesures de rigueur qui valurent à l'Angleterre une terreur, mais en petit. Un extrait du journal que Godwin ne cessa de tenir jusqu'à la dernière semaine de sa vie marque bien les limites de la position qu'il prit dès le commencement tout en donnant la nuance de ses opinions politiques :

« C'était l'année de la révolution française. Un grand sentiment de liberté gonflait mon cœur et le faisait battre fort. Depuis neuf ans j'étais républicain en principe. J'avais lu avec satisfaction les ouvrages de Rousseau, d'Helvétius, ainsi que ceux des auteurs français les plus populaires, et je ne pouvais m'empêcher de concevoir les plus vives espérances d'une révolution qui avait eu de tels écrits pour précurseurs. Cependant j'étais loin d'approuver tout ce que j'avais vu même au début. Je n'ai jamais cessé de blâmer le gouvernement de la populace, la violence et les impulsions que se donnent les uns aux autres les hommes rassemblés en multitude. Les changemens politiques que je souhaitais ne devaient provenir que de la claire lumière de l'intelligence, des sentimens droits et généreux du cœur. »

Godwin est donc un philanthrope et un réformateur, mais c'est surtout un théoricien, et, bien qu'il ait vaillamment défendu ceux qui dans la pratique allaient plus loin que lui, il occupe une place à part dans le groupe des *révolutionnaires* anglais. Ceux-ci, de leur côté, en étaient bientôt venus à le regarder comme un prophète et comme un champion. On savait que, de plus en plus attiré par la politique, il préparait un traité destiné à ébranler les piliers de l'ordre social non moins que les voûtes du ciel, et l'on attendait avec impatience le grand œuvre qui vit le jour en 1793. Peut-être serait-il assez oiseux de s'étendre sur ce fameux écrit : quatre-vingts années ont singulièrement diminué les mérites de *la Justice politique,* et, pour en bien comprendre la portée, il faudrait d'abord désapprendre toute l'histoire de la pensée contemporaine et toutes les tentatives de réforme sociale que notre siècle a vu tenter. De ces théories qui paraissaient jeunes alors, de ces utopies où se heurtaient les idées les plus absurdes et les souhaits les plus généreux, une odeur de vétusté se dégage qui n'a rien d'attrayant. Un livre qui a marqué une époque dans la littérature politique du pays, qui a été l'objet des admirations les plus brûlantes comme des critiques les plus dures, un livre qui a fait des disciples et des conversions, ne peut pas être un ouvrage sans valeur; mais combien il est difficile à la distance où nous sommes d'en sentir la puissance et l'originalité!

Le paradoxe y prend un air si déclamatoire et la vérité des façons si brutales! On l'a dit, le grand défaut de cette philosophie, c'est qu'elle est trop ambitieuse, et l'ambition perdit les anges. L'auteur de *la Justice politique* prend la raison abstraite pour règle universelle de conduite, et pour fin le bien abstrait. Le jour où chaque être humain faisant ce qui lui semble bon fera en même temps le bien de la communauté, le grand secret de la politique sera trouvé. En attendant, tout doit céder devant la raison, suprême régulatrice du monde idéal que l'auteur construit. C'est la raison qui doit apprendre par exemple à *la femme de chambre de l'archevêque de Cambrai* qu'il lui faut se laisser brûler dans l'incendie pour sauver son maître, parce que sa propre vie est d'un moindre intérêt pour l'humanité. Et si cette femme de chambre est la mère ou la femme de Godwin, entre elle et l'archevêque, Godwin sauvera celui-ci, parce que la justice pure exige que des deux valeurs la plus petite soit sacrifiée. Quant à l'archevêque, il ne sera tenu envers son bienfaiteur à aucune reconnaissance personnelle, vu que ce dernier aura, comme certain personnage du *Festin de Pierre*, agi pour l'amour de l'humanité. Avec de pareils argumens, on va loin. Aussi, quand l'auteur arrive à la question de la propriété et à celle du mariage, n'est-on pas surpris du tout de l'aisance avec laquelle il fait place nette. La justice veut que les biens de la fortune n'appartiennent légitimement qu'à ceux qui en ont le plus besoin ou à ceux qui en feront le meilleur usage. Étant donné par exemple un morceau de pain, c'est au plus affamé qu'il doit revenir. S'il en est autrement, c'est que la religion, s'accommodant à tous les préjugés et à toutes les faiblesses du genre humain, a substitué la charité à la justice. Le mariage est aussi une propriété, et la pire de toutes, et l'abolition de cette loi funeste, loin d'ouvrir la porte à la dépravation, n'entraînerait avec elle que des conséquences heureuses. Peut-être, dit Godwin, prévoyant une des nombreuses objections que soulève cette opinion hardie, peut-être d'autres que moi préféreront-ils la même personne : il n'y a-là aucune difficulté. Nous pourrons tous trouver du plaisir à sa conversation, et nous serons tous assez sages pour considérer le reste comme une bagatelle sans importance. C'est, on le voit, la théorie des *femmes spirituelles* que certaines sociétés américaines pratiquent avec un succès contesté. Il est vrai que Godwin, sur ce point délicat, devait plus tard changer d'avis. Le jour où le philosophe, se trouvant personnellement intéressé dans la question, éprouva, non pas même l'amour, mais seulement une de ces amitiés qui, pour parler comme Fontenelle, ont l'air amoureux, ce jour-là il s'avisa que ses principes souffraient au moins une exception, et, comme tout le monde, il se maria.

Quoi qu'il en soit, le livre de Godwin n'eut pas le succès de scan-

dale qu'il pouvait en attendre : il y manqua la persécution du gouvernement, qui pensait qu'un ouvrage coûtant 3 guinées ne serait jamais très répandu dans le public. L'auteur n'en fut pas moins dès lors regardé par les uns comme le grand adversaire de toute religion et de toute moralité, par les autres comme le maître d'une nouvelle philosophie sociale, et par tous comme un homme extraordinaire. Il avait jusqu'à ce moment vécu dans une retraite dont ses amis seulement connaissaient le chemin. Un procès criminel lui fournit l'occasion d'en sortir. Accusés d'avoir essayé de changer la forme du gouvernement établi par la publication de différens pamphlets, accusés en outre d'avoir fait partie de sociétés politiques qui avaient la même fin en vue, Horne Tooke, Thomas Hardy, Holcroft et quelques autres passèrent en jugement. Godwin ne les abandonna pas dans cette épreuve et montra que son audace n'était pas toute au bout de sa plume. Jour après jour il vint s'asseoir dans l'enceinte du tribunal, à côté de ses amis prisonniers, indifférent aux conséquences de son courage. Il fit plus encore. Il écrivit dans le *Morning Chronicle* une critique impitoyable du réquisitoire du *chief justice*, et rendit ainsi un égal service à la cause de la liberté politique et aux prévenus qui furent acquittés. Dans cette même année, il publiait le plus célèbre de ses romans, *Caleb Williams*.

II.

« Ma vie a été pendant plusieurs années le théâtre de toutes les calamités. Je me suis vu en butte à la vigilance de la tyrannie, sans pouvoir y échapper. Mes plus belles espérances d'avenir ont été flétries. Mon ennemi s'est montré inaccessible aux supplications, infatigable dans sa persécution. Il a fait ses victimes de ma réputation et de ma félicité, et tous ceux qui ont connu mon histoire, refusant de m'assister dans ma détresse, ont exécré mon nom. »

Ainsi débute *Caleb Williams*. A ce style solennel et larmoyant, on reconnaît aussitôt un disciple de Richardson, et la suite du récit ne fait que justifier ce rapprochement. C'est le même procédé d'analyses morales, le même abus de dissertations philosophiques, la même emphase de langage. *Caleb Williams* est l'histoire d'un jeune paysan qui, pris en affection par un homme opulent et devenu son secrétaire, soupçonne qu'un meurtre se cache dans le passé de son maître, et n'a plus dès lors qu'une idée en tête, qui est de découvrir la vérité. Sa curiosité sera punie par la haine de M. Falkland, qui tient à sa réputation et qui, fort de l'impunité que sa richesse lui assure, épuisera sur Caleb toutes les formes de la persécution jusqu'au jour où, vaincu par la grandeur d'âme de ce jeune homme et

par ses propres remords, il avouera son crime devant un magistrat. Cette donnée, qui pouvait être mise en œuvre d'une façon vraisemblable, est présentée par Godwin avec si peu d'habileté qu'on se refuse à y voir autre chose qu'un jeu d'imagination. Les acteurs chargés de la développer s'acquittent de leur rôle avec beaucoup de conscience, mais on ne parvient pas à les croire vivans. Ils se traitent réciproquement de serpens, de monstres, de scélérats, de rebut du monde; on ne fait qu'en rire, car ils n'existent pas. On les a pris d'abord pour des épileptiques, on s'aperçoit bientôt qu'on s'est trompé : ce ne sont que des mannequins pourvus du don de l'intelligence et de la parole. Ils ne mangent, ni ne boivent, ni ne dorment comme les autres hommes; ils dissertent, ils dialoguent en trois points par raisons démonstratives, et le reste du temps ils se regardent penser. Falkland, le héros, commence par tuer en traître un homme qui l'a brutalement outragé, laisse accuser et pendre deux innocens et continue en accumulant les calomnies et les impostures sur la tête de Caleb; il n'en reste pas moins pour celui-ci « le plus noble esprit qui ait vécu parmi les fils des hommes. » Seulement il avait « bu dans sa jeunesse le poison de la chevalerie; » cette fausse idée de l'honneur l'a perdu. Quant à Caleb, c'est une âme « sensible, » on ne peut le contester; mais lorsque la sensibilité se fait sotte à ce point, elle n'inspire pas une admiration très vive. Par ces deux personnages qui sont les meilleurs, on peut juger des autres. Sous ce fatras, une thèse se devine : c'est que la justice n'est faite que pour protéger le fort et pour écraser le faible. Godwin a voulu trop prouver. Et pourtant, quoiqu'il n'y ait ni poésie, ni esprit, ni passion dans *Caleb Williams*, le livre n'est pas une œuvre vulgaire. Il témoigne d'une certaine puissance et donne l'idée d'un cauchemar en plusieurs volumes. Ce genre était alors à la mode. On a depuis tenté de le remettre en honneur, mais on s'y est pris avec plus d'art. Aussi ne peut-on s'empêcher de sourire quand on compare l'invraisemblable grossièreté des ressorts employés par le romancier avec la perfection de mécanisme que présentent aujourd'hui ces sortes d'ouvrages.

Si Godwin était mort à ce moment, la littérature n'y aurait pas perdu grand'chose, et l'auteur de *Caleb Williams* y aurait gagné de pouvoir partager la gloire incomplète, et par cela même plus touchante, dont le souvenir de la postérité entoure tous ces écrivains enlevés avant l'âge et qui n'ont pas rempli leur destinée. En revanche, l'histoire du philosophe ne présenterait pas l'intérêt qu'elle doit en partie aux personnes distinguées qui s'y mêlent dès lors. En effet, dès que Mary Wollstonecraft paraît, le roman, que Godwin reléguait froidement dans le domaine de la fiction, se montre dans celui de la réalité. C'est une destinée singulière que celle de cette

jeune femme qui, joignant aux dons de l'intelligence ceux de la grâce, commence par le sacrifice et la piété pour finir par la passion et le désordre. Plus encore que Godwin, Mary Wollstonecraft se révolta dans ses écrits contre les opinions de la société; mais quand on lit ses lettres, quand on la suit dans les efforts héroïques de sa jeunesse, il est bien difficile de ne pas croire qu'elle valait mieux que sa réputation et qu'elle a reçu de ce monde moins qu'elle ne méritait. Fille d'un père qui s'était ruiné par ses dissipations, elle était l'aînée de six enfans, pour lesquels elle travailla longtemps comme une esclave. Elle essaya d'abord de l'enseignement, cette grande ressource des jeunes filles pauvres en Angleterre, et commença par tenir une école où les profits furent moindres que les pertes; puis elle se mit à la peinture, quitta le pinceau pour l'aiguille et descendit presque jusqu'au bout cette pente rapide qui va de la gêne à l'indigence honteuse. Elle se raidissait contre les malheurs de tout genre, et vivait moins pour elle que pour les siens. « Les soucis, écrivait-elle, m'ont tellement traquée et j'en vois un si grand nombre devant moi que mon courage est abattu. J'ai perdu toute espèce de goût pour la vie, et mon cœur à demi brisé ne se réjouit qu'à la pensée de la mort. Cependant il se peut que je mette des années à mourir; il me faut donc de la patience, car en ce moment souhaiter ma fin serait de l'égoïsme. » Sa piété la soutenait dans la lutte douloureuse, et elle s'appuyait humblement sur « cette Providence qui ne se contente pas de relever les affligés, mais qui leur donne encore une paix qui surpasse toute description. » La mort de sa plus chère amie sembla briser pour la première fois sa force d'âme; sa santé faiblissait sous tant de chocs, et elle s'apercevait avec une sorte de joie que les murs de sa prison se délabraient et que bientôt la prisonnière serait libre. Ce fut alors que, demandant un nouvel effort à sa brave nature, elle écrivit un pamphlet sur l'éducation des filles. Un éditeur généreux lui en donna 10 guinées, et en même temps ses amis lui trouvèrent une place d'institutrice en Irlande, dans la famille de lord Kingsborough. On peut se faire une idée de la vie qu'elle mena dans le château de Mitchelstown par les extraits suivans de sa correspondance :

« J'ai pour toute société une collection de femmes sottes dont l'humeur turbulente et les rires sans motifs m'épuisent, pour ne rien dire des altercations domestiques que chaque heure voit naître. Mariage et toilette, voilà les sujets traités tour à tour, et dans un style qui n'a rien de sentimental. Hélas! pauvre sentiment, ce n'est point ici qu'il réside. Je souhaiterais presque que mes élèves lussent des romans et fussent romanesques. J'aime mieux, je le déclare, le faux raffinement que point de raffinement du tout. Ces jeunes filles comprennent plusieurs langues et ont lu des char-

retées de livres d'histoire, car leur mère était une femme prudente. Quant à lady Kingsborough, sa passion pour les animaux remplit les heures qui ne sont pas employées à la toilette... Tous les enfans ont été malades de mauvaises fièvres. Sa seigneurie leur a fait une visite de bienséance, et cependant leur état excitait ma compassion, et je m'efforçais de les distraire tandis qu'elle prodiguait à ses chiens les tendresses les plus gauches. Je crois encore entendre son bégaiement enfantin. Elle met du rouge; en un mot, c'est une belle dame sans imagination ni sensibilité. Vous allez vous dire que je ne suis pas sous l'influence de mon sentiment favori, la pitié; il n'en est pas toujours ainsi. Je sais faire la part des circonstances et je m'accommode aux choses : je parle de maris à trouver pour les dames — et pour les chiennes, et je me rends tout à fait divertissante. Et puis je me retire dans ma chambre, j'y construis des figures dans le feu, j'écoute le vent ou je regarde les *Gotties*, cette belle chaîne de montagnes qui nous entoure, et de cette façon le temps se passe dans l'apathie ou dans la souffrance. Je me sens très malade et si découragée que mes larmes coulent par torrens sans que je m'en aperçoive. Je lutte avec moi-même, mais j'espère que mon père céleste aura pitié d'un pauvre roseau brisé, et compassion d'une malheureuse créature dont seul il connaît les chagrins. »

Trois quarts de siècle ont séché l'encre de ces lignes désolées sans en affaiblir l'accent, et depuis, que de mains à jamais inconnues ont tracé dans les larmes le même refrain désespéré! Mary Wollstonecraft ne resta pas longtemps dans la famille du grand seigneur irlandais. Lady Kingsborough, jalouse de l'affection que lui témoignaient ses filles, renvoya l'institutrice, qui se trouva sans asile une seconde fois. L'éditeur Johnson vint encore à son aide. Il lui confia quelques ouvrages à traduire du français, et dans les intervalles de liberté que lui laissait cette besogne, elle écrivit son livre des *Droits de la femme*, qui lui fit tout d'un coup, dans ces jours de pur torysme, une célébrité voisine de celle que donnait le pilori. Ce n'était pas que le livre attaquât ni la religion, ni le mariage. L'auteur demandait seulement l'égalité d'éducation pour les deux sexes, protestait contre l'usage qui fait de la femme le jouet de l'homme, et professait que le bonheur conjugal dépend surtout du rapport des intelligences. Malheureusement ces thèses, fort soutenables en elles-mêmes, étaient développées avec une franchise d'expression qui paraît étonnante sous une plume féminine, et dont la seule excuse est dans la brutalité d'une époque qui appelait les choses par leur nom. En outre le volume, ce qui n'en faisait pas la moindre originalité, était dédié à Talleyrand et portait les marques de la phraséologie révolutionnaire. Il sentait trop la

France, cela seul aurait suffi pour décréditer l'écrivain. Ses sœurs mêmes, pour lesquelles elle s'était sacrifiée, s'écartèrent de Mary Wollstonecraft, en répétant la prière du pharisien. Ce fut vers la France que celle-ci se tourna.

Elle partit seule pour Paris à la fin de 1792; elle n'en devait revenir que trois ans après, mais bien changée. Ce qu'elle fit dans la tourmente, il serait difficile de le savoir. La guerre qui éclata entre la France et l'Angleterre rendit sa situation d'autant plus critique que les communications d'un pays à l'autre étaient rares et le retour impossible. Les lettres que l'on a d'elle à cette époque ne jettent que peu de lumière sur son séjour à Paris. On a dit qu'elle se mêla de politique, qu'elle fréquenta les girondins. Cela n'est pas invraisemblable; ce qui est certain, c'est que dans l'été de 1793, elle fit la connaissance d'un spéculateur américain, Gilbert Imlay, et que, protégée par lui, elle lui donna son cœur et sa personne. M. Kegan Paul a pris beaucoup de peine pour expliquer cette chute. Il reconnaît que son héroïne eut tort de se confier dans la loyauté de Gilbert Imlay; mais il prouve que les circonstances étaient extraordinaires, que le mariage légal n'aurait pu se célébrer sans danger, qu'il n'aurait pas même été valable, et il ajoute que dans la suite Imlay reconnut Mary Wollstonecraft pour femme dans un document qu'il ne serait pas impossible, « en certains cas, » de considérer comme un acte de mariage. La vraie raison, c'est que l'auteur des *Droits de la femme* en était arrivé à tenir l'affection mutuelle pour un lien suffisant aux yeux de Dieu et des hommes. Sous une influence dont on n'aperçoit que les effets, elle avait passé du christianisme pur au déisme de Rousseau et de l'orthodoxie au système naturel de Godwin. Peu de temps après, les affaires commerciales de Gilbert Imlay s'embarrassèrent, son affection se refroidit et la pauvre Mary découvrit qu'elle avait sous son toit même une indigne rivale. De désespoir elle se jeta dans la Tamise du haut d'un pont, et pourtant elle avait un enfant. Sauvée malgré ses efforts pour périr, elle refusa tout secours pécuniaire de la main d'Imlay. « Je n'ai jamais voulu que votre cœur, lui dit-elle; cela perdu, vous n'avez rien d'autre à me donner. »

Quand Godwin l'aperçut dans le monde, elle était encore sous le coup de son malheur, mais les exhortations de ses amis lui avaient rendu quelque courage. Southey, qui la vit alors, a laissé d'elle un petit portrait que l'on peut croire ressemblant : « De tous les *lions* que j'ai vus ici, c'est Mary Imlay qui fait la meilleure, de beaucoup la meilleure figure. Le seul défaut de ses traits, c'est une expression où se trahit le sentiment de sa supériorité. Ce n'est chez elle ni hauteur, ni sarcasme, mais c'est quelque chose de déplaisant. Ses yeux sont d'un brun clair, et ce sont les

plus expressifs que j'aie jamais vus. » Malheureusement pour Godwin, la plume de Southey ne s'est pas arrêtée là. « Quant à Godwin, ajoute le futur poète lauréat, il a de grands et nobles yeux, et un nez! oh! l'abominable nez. Le langage n'a pas assez de termes de blâme pour en décrire l'effet et le prolongement perpendiculaire. » Ces deux êtres qui, tant par leurs théories que leur conduite, avaient bravé l'opinion du monde, se rencontrèrent pour ne plus se séparer, et comme, à ce que prétend un proverbe anglais, il n'est jamais trop tard pour s'amender, ils finirent par en revenir à l'antique et bonne coutume : ils se marièrent un matin de printemps dans l'église de *Old-Saint-Pancras.* Il faut ajouter que le nouvel époux, fort entêté de ses principes, s'empressa de déclarer à ses fidèles qu'il y tenait autant que jamais malgré cette apparente contradiction, et qu'il ne se sentait pas plus lié qu'avant la cérémonie, déclaration qui n'aurait peut-être pas été du goût de la nouvelle mariée. Au reste, pour mieux prouver à ceux qui le connaissaient l'immutabilité de ses doctrines, il s'en alla demeurer dans une autre maison que sa femme, en haine de ce qu'il appelait la cohabitation. Ce couple original ne se voyait donc que quand il lui plaisait, et remplaçait par la correspondance le commerce de la vie domestique. Tantôt Mme Godwin écrivait à son mari pour lui demander un morceau de gomme élastique, tantôt M. Godwin prévenait sa femme qu'il aurait l'honneur de dîner chez elle. Quant à l'enfant de Gilbert Imlay, Fanny, elle allait de sa mère à son beau-père; seulement il était recommandé formellement à celui-ci de ne pas donner à la petite fille de beurre avec son *pudding.*

Cette union, d'ailleurs parfaitement heureuse, ne dura que peu de temps. Mary Godwin mourut au bout d'une année après avoir donné le jour à celle qui devait être l'épouse du poète Shelley. Qu'aurait-il fallu pour que cette femme, vraiment remarquable, laissât dans la littérature anglaise autre chose qu'un souvenir? Elle avait le talent d'observation, comme le prouve sa correspondance; et l'on trouverait dans les *Droits de la femme* plus d'une ligne éloquente sur l'éducation des enfans. Peut-être ne lui a-t-il manqué que d'avoir rencontré plus tôt Godwin, et de n'avoir jamais rencontré l'Américain Imlay.

La douleur de Godwin fut sincère. Il perdait une compagne de ses travaux qui avait déjà commencé d'exercer sur ses idées une influence heureuse, et qui, si elle avait vécu plus longtemps, lui aurait sauvé les embarras financiers et les méprises dont la seconde moitié de sa carrière fut remplie. Mary Wollstonecraft en effet, bien qu'elle n'eût fait qu'apparaître dans sa vie, y avait laissé cependant des traces de son passage. Elle avait appris une grande leçon à son mari, c'est que l'homme n'est pas une machine dont la

logique puisse régler tous les mouvemens, mais un être soumis à l'empire des sentimens, et Godwin s'était aperçu qu'en ne faisant aucune part aux affections dans son système de philosophie sociale, il avait bâti dans l'espace un monde chimérique. Peut-être faut-il attribuer à ce changement de point de vue, non moins qu'à la difficulté d'élever deux jeunes enfans, le désir de se remarier qu'il laissa percer bientôt.

Il y avait alors à Bath deux sœurs qui, dans des circonstances assez bizarres, s'étaient fait un nom littéraire. Fille d'un acteur, miss Sophia Lee, l'aînée, avait eu, à l'âge de trente ans, la bonne fortune de faire représenter sur le théâtre de Haymarket une comédie fort goûtée, et l'ingénieuse idée d'ouvrir avec les profits de sa pièce une pension de demoiselles. Il faut croire que la société de Bath ne montra point de prévention contre cette alliance extraordinaire de l'éducation et de l'art dramatique, car le pensionnat devint très prospère, et miss Sophia Lee, faisant un pas de plus, aux triomphes de la comédie ajouta bientôt ceux de la muse tragique. Sa sœur, miss Harriet Lee, ne devait pas rester en arrière. Elle s'était tournée vers le roman et, soutenue au début par la collaboration de son aînée, elle avait fait paraître, sous le titre de *Contes de Cantorbery*, une suite de nouvelles qui gardent leur place dans la littérature romanesque de l'Angleterre. Godwin étant venu à Bath au printemps de 1798, y fit la connaissance des deux sœurs et se résolut aussitôt de demander la main de la cadette.

Il ne l'avait vue que quatre fois en tout; il ne s'en crut pas moins autorisé, dès qu'il eut quitté Bath, à lui écrire une lettre que miss Harriet Lee, quelque force d'imagination qu'on lui suppose, dut trouver un peu surprenante de la part d'un homme qu'elle avait à peine entrevu et qui comptait moins d'une année de veuvage. En tout cas, elle la laissa sans réponse. Godwin revint à la charge; il avait affaire à forte partie. Miss Harriet Lee, sans se laisser toucher par le ton de sa missive, prit un crayon, souligna les passages importans, et, en personne méthodique, transcrivit sur la marge le résumé de ses critiques pénétrantes. Le style de Godwin lui avait paru « trahir une vanité désappointée par la rareté des hommages qu'elle avait reçus, plutôt que le découragement. » Le correspondant de miss Lee rentra plus tard en possession de la correspondance; il retrouva la lettre avec les annotations marginales dont elle avait été ornée, et put ainsi se convaincre qu'on l'avait compris, ce qui est toujours une satisfaction. Pour le moment, on lui fit seulement savoir par un billet cérémonieux que sa visite serait bien accueillie. En principe, miss Lee n'avait pas d'objections contre le mariage, mais elle craignait l'opinion du monde et surtout celle de sa sœur; on voit que, pour écrire des romans, elle n'en était pas beaucoup

plus romanesque. Elle redoutait aussi la différence des opinions religieuses, car elle croyait en Dieu. Godwin entreprit de vaincre ses répugnances sur tous ces points avec une ardeur, une ténacité et une confiance en soi-même qui donnent à cette correspondance amoureuse un caractère tout à fait imprévu. C'est, si l'on peut ainsi dire, une série de sermons laïques que le philosophe adresse à celle dont il veut conquérir le cœur. Il lui démontre d'abord qu'elle aurait tort de quitter la vie sans avoir su ce qu'est la vie, façon plus insidieuse que modeste de laisser entendre qu'il était seul capable de lui en faire connaître la valeur, et ensuite qu'en ce qui concerne son développement moral, elle aurait tout à gagner à le prendre pour époux, flatterie dont on peut contester le raffinement. « Quand je vous regarde, lui disait-il galamment, quand je cause avec vous, ce qui me charme c'est bien plus l'image de ce que vous pourriez être que la contemplation de ce que vous êtes. » Miss Lee se montra rebelle à ce conseil : l'idée ne lui souriait pas d'être pour ce Pygmalion une autre Galatée; elle se trouvait suffisamment parfaite telle qu'elle était. Elle se rejetait toujours sur la question religieuse, opposant la foi chrétienne à l'athéisme de son prétendant. Celui-ci s'évertuait alors à lui prouver par des exemples bien choisis qu'il existe une morale indépendante où tous les honnêtes gens peuvent se donner la main, et il lui reprochait de parler en disciple du XIIe siècle. Miss Lee fut encore insensible à cet argument historique. En désespoir de cause, Godwin passa de la posture de suppliant à celle de juge. Dans une péroraison pathétique, il dénonça son endurcissement à la coupable, et s'en lava les mains.

La philosophie devait être vaincue dans cette passe d'armes. Miss Harriet Lee fit réflexion qu'il fallait y regarder à deux fois avant de sacrifier une indépendance de quarante années, et, coupant court à la dialectique de Godwin, elle déclara à ce dernier qu'elle serait toujours son amie, mais qu'elle ne serait jamais sa femme. Elle devait avoir encore plus d'un demi-siècle pour se repentir ou pour se louer de cette résolution, car elle ne mourut qu'en 1851. Afin de se consoler, Godwin écrivit le roman de *Saint-Léon*, qui n'eut pas le même succès que *Caleb Williams*, mais fit de nouveaux disciples parmi les jeunes enthousiastes qui venaient lui demander des conseils et quelquefois aussi de l'argent pour faire leur chemin dans le monde. Les conseils, il en avait toujours une abondante provision; quant à l'argent, lorsqu'il ne possédait pas la somme requise, ce qui était généralement le cas, il l'empruntait. Crabb Robinson, assez méchante langue d'ailleurs, raconte dans son amusant journal qu'une fois, Godwin, qui la veille avait dans un dîner fait la connaissance de l'avocat Rough, vint lui dire : « A propos, croyez-vous que Rough me prêterait 50 livres? j'ai justement be-

soin d'un peu d'argent. — Il n'était pas parti depuis une heure, ajoute Robinson, que Rough arriva pour me demander si Godwin ne pourrait pas lui escompter un billet. » Cette anecdote caractéristique est malheureusement trop vraisemblable, et la scène décrite par Robinson dut se répéter sans doute plus d'une fois dans le cours d'une vie où la gêne fut la règle et l'aisance l'exception. Que Godwin ait été coupable de négligence, de désordre et de générosités déplacées, cela n'est pas douteux. Avec plus de soin, il aurait pu fournir plus honorablement aux besoins de sa famille; mais il aurait fallu qu'on tînt la bourse pour lui. L'idée qu'il ne serait jamais capable de régler ses dépenses sur ses recettes ne fut pas étrangère à ses divers projets de mariage, et, l'occasion d'une nouvelle tentative s'étant présentée, il la saisit avec empressement.

Au nombre des adeptes de ses enseignemens philosophiques il avait jadis compté deux jeunes époux. Maria James, fille d'un marchand anglais de Constantinople, joignait à une grande beauté l'attrait romanesque d'une éducation orientale. L'architecte Reveley l'ayant rencontrée à Rome, où elle étudiait la peinture sous Angelica Kauffmann, s'était épris d'elle, avait obtenu sa main et l'avait emmenée à Londres. En 1799, Reveley mourut subitement. Godwin, qui jusqu'alors n'avait vu dans Mme Reveley qu'une charmante élève, supposa tout d'abord que la séduisante personne ne ferait pas difficulté d'échanger ce titre contre un titre plus doux. Il attendit un mois avant de demander l'autorisation de lui exposer verbalement sa requête, et, sur le refus de Mme Reveley, il mit la main à la plume, ce qui était, on l'a vu, sa ressource préférée. L'aimable veuve avait eu, paraît-il, le malheur de lui faire entendre que l'opinion du monde et la coutume exigeaient qu'elle vécût dans la retraite *pendant quelque temps*. Et Godwin de tonner contre ces servitudes de l'usage qui font de la femme une esclave. Il la pressait de secouer ses chaînes, en d'autres termes, de lui ouvrir la porte. La porte resta probablement fermée, car le mois suivant il en était encore réduit à la correspondance. Dans l'intervalle, Mme Reveley avait repoussé assez loin l'idée de mariage. Godwin entreprit alors de lui démontrer : 1° qu'elle devait l'aimer; 2° qu'elle l'avait aimé; 3° qu'elle était tenue de montrer si elle avait un cœur ou si elle n'en avait pas; 4° qu'il avait l'âme trop vigoureuse pour mourir d'un refus. Cette dernière assertion, peu galante au premier abord, ne l'empêchait pas entre temps de faire quelques allusions capables de flatter une vanité féminine, au risque d'encourir le reproche de contradiction apparente. « Vous êtes invitée, lui disait-il, à faire l'unique bonheur de l'un des hommes les plus connus de son temps... Vous prétendez que vous ne pouvez vivre sans passion, et cependant vous préférez une pure abstraction, le billet inconnu que

vous pouvez tirer dans la loterie des hommes, à l'attachement d'un homme qui a quelques vertus, d'un homme qu'autrefois vous avez aimé, que longtemps vous avez cru aimer. » Si le pauvre Godwin avait eu la connaissance la plus élémentaire du cœur humain, il n'aurait certainement pas employé ce dernier et dangereux argument; en pareille matière, rien n'est plus maladroit que de se prévaloir du passé. Bon ou mauvais, la veuve récalcitrante préféra tirer elle-même son billet de loterie, et ce n'était pas le nom de Godwin qui se trouvait écrit dessus, mais bien celui de M. Gisborne qu'elle épousa. Godwin avait annoncé qu'il ne chercherait pas dans le suicide une consolation à sa mésaventure, il tint parole et même au-delà. Un soir qu'il était assis à son balcon, il entendit une voix de femme s'écrier : « Est-il possible que ce soit l'immortel Godwin que j'aperçois! » La personne qui tenait ce langage était une veuve, Mme Clairmont, déjà pourvue de deux enfans et sans fortune. « L'immortel » Godwin avala l'hameçon : nulle flatterie n'était trop grossière pour lui. Au bout de l'année, il se trouvait l'époux soumis d'une dame acariâtre qui ne devait pas plus cesser de l'admirer que de le quereller. C'était à cette fin prosaïque qu'avaient abouti son éloquence et ses poursuites acharnées; mais au moins son amour-propre était sauf : il n'avait eu qu'à se laisser voir pour triompher.

III.

Les amis de Godwin à cette époque étaient devenus très nombreux. Le plus illustre était certainement Coleridge et le plus aimable Charles Lamb. Le premier était déjà l'auteur de cette étrange et sauvage légende du *Vieux matelot*, que l'Angleterre sait par cœur. Il errait autour des lacs du Westmoreland, célébrés par Wordsworth, et s'occupait à faire connaître aux Anglais la poésie et la métaphysique allemandes sans avoir pu jamais réussir à laisser de lui-même une idée nette, sans avoir donné la mesure de son rare mais incomplet génie. Les lettres qu'il écrivait à Godwin sont intéressantes, car elles ajoutent quelques traits à cette physionomie originale et difficile à saisir dans son ensemble. Peut-être ne s'est-il nulle part mieux peint que dans les lignes suivantes : « Le punch après le vin m'a grisé la nuit dernière; ce n'est pas que j'aie la tête lourde, ni qu'en vous quittant je me sois senti malade ou chancelant; non, c'est parce que l'ébriété produit, et produit toujours sur moi un effet déplaisant : elle me fait parler de la façon la plus extravagante. Or, comme, lorsque je n'ai rien pris, je parle déjà d'une façon assez extravagante pour faire croire que je suis gris, il arrive que la question de savoir quand je suis ou quand je ne suis pas

sous cette influence devient une affaire très délicate. Une idée surgit dans ma tête : aussitôt je la suis par monts et par vaux, à travers bois et à travers champs, avec tout l'intérêt apparent d'un homme qui défendrait ses principes les plus anciens et les plus chers. De ce genre était notre conversation quand je pris congé de vous. Je ne crois pas qu'il soit possible à un être humain d'avoir plus horreur que moi des sentimens et des principes dont nous nous entretenions; personne n'est plus convaincu de leur absurdité; mais toutes les habitudes de penser de ma vie ne peuvent me protéger contre la foule et la presse qui se font dans mon esprit lorsqu'il est monté plus haut que son degré naturel. Mardi, nous causerons plus sagement avec les dames. » Cette « influence, » qui faisait de Coleridge un si merveilleux causeur, est sensible dans tous ses ouvrages : toute sa vie, il s'est grisé de sa parole et de ses pensées, et, comme si cette excitation ne suffisait pas, il lui plut un jour d'y ajouter celle de l'opium.

Charles Lamb n'est pas moins original que l'auteur de *Christabel*, seulement il a l'avantage d'être plus facile à comprendre. Cet humoriste, le plus charmant de tous, vivait alors d'un petit emploi dans la Compagnie des Indes auprès d'une sœur malade et folle, qui dans un accès de démence avait tué sa mère d'un coup de couteau. Godwin aimait à fréquenter ce logis modeste où dormaient des souvenirs si tragiques. Il trouvait du plaisir à la conversation de Lamb, en vertu sans doute de cette loi de sympathie qui attire les contraires, car jamais écrivain n'eut moins d'humour que Godwin. Ce fut à Lamb qu'il demanda conseil pour une entreprise littéraire qui vers 1800 lui tenait fort au cœur. Comme il avait le goût du théâtre et qu'il passait au spectacle une grande partie de ses soirées, il s'était imaginé qu'il avait le génie dramatique. On peut supposer aussi qu'il n'était pas insensible au profit qu'il tirerait d'une pièce favorablement accueillie. Il se mit à l'œuvre avec ardeur. Le sujet d'*Antonio* ne doit pas cependant lui avoir coûté beaucoup de peine, car il était d'une simplicité tout à fait primitive. Une jeune Castillane, Helena, fiancée à Roderigo, l'ami de son frère Antonio, l'oublie pendant qu'il est à la guerre et se marie à don Gusman. Telle est l'exposition. A son retour, Antonio laisse éclater une rage qui conviendrait peut-être mieux à son ami Roderigo, plus directement atteint; il arrache sa sœur au domicile conjugal et demande au roi d'annuler le mariage. Helena, comme moyen terme, sera-t-elle mise au couvent? C'est la péripétie. Le roi, peu versé dans des traditions dramatiques, s'impatiente et déclare le mariage valable. Alors Antonio fend la foule des gardes et tue sa sœur, ce qui est à la fois la catastrophe et le dénoûment. Lamb, malgré sa bonté d'âme, ne put s'empêcher de faire remar-

quer à son ami que son drame manquait d'action. Il lui suggéra même quelques idées brillantes, par exemple « une galerie de portraits d'ancêtres qu'Antonio montrerait à sa sœur l'un après l'autre, avec une anecdote pour chacun. » On sait comment, avec l'instinct du génie, Victor Hugo a, dans *Hernani*, retrouvé cette scène si conforme a l'esprit du vieux théâtre anglais. Pour sauver *Antonio* de la chute qui l'attendait, il aurait fallu plus d'une donnée semblable. Kemble, en sa double qualité de directeur et d'acteur, se montra plus franc et plus difficile que ne l'avait été Lamb. Il ne cachait pas ses tristes pressentimens, et surtout il ne voulait pas se charger du rôle d'Antonio. Godwin fit en plusieurs pages une invocation solennelle à la conscience du comédien et finit par le décider en sa faveur. A la première représentation, la tragédie tomba tout à plat. L'accident fut plus tard raconté par Lamb dans un fragment peu connu dont la manière ingénieuse de l'écrivain fait le principal charme :

« Le soir de la représentation arriva. J'étais assis dans une loge entre l'auteur et son ami Marshall. Godwin se montrait joyeux et plein de confiance. Dans les yeux de Marshall, lequel avait eu connaissance de la pièce en manuscrit, je lisais une certaine terreur. Antonio finit par paraître en la personne de John Kemble, tout raide d'amidon, dans une fraise irréprochable et avec des moustaches où il n'y avait rien à reprendre. La mise de John était toujours dans ces occasions d'une correction provocante.

« Le premier acte se passa dans la solennité du silence. Godwin assura Marshall qu'il devait toujours en être ainsi pour l'exposition, la protase, d'une pièce : les spectateurs étaient dans leur rôle en restant muets; il ne s'agissait que d'introduire les personnages, les passions et les incidens se développeraient dans la suite; jusqu'à ce moment tout applaudissement serait une impertinence; tout ce qu'on pouvait souhaiter, c'était un silence attentif. Le pauvre Marshall se soumit à cette opinion, mais à son honnête et affectueux visage, je pouvais voir qu'un seul applaudissement, même déplacé, lui aurait été plus agréable que tout ce raisonnement. Le second acte, et c'était son devoir, excita un peu plus d'intérêt; mais John ménageait encore ses forces, — par politique à ce que prétendait Godwin, — et l'auditoire mettait dans son attention la plus grande complaisance. De fait la protase était à peine développée. Marshall essuya son front mouillé d'une amicale transpiration : c'était sa manière de témoigner son zèle. Une ou deux fois dans le cours du second acte il avait rapproché les paumes de ses mains et faiblement tenté d'en faire sortir un son, et le bruit solitaire n'avait point éveillé d'écho : « aucun abîme ne répondait à cet abîme. » Godwin le pria instamment de se tenir tranquille. Le troi-

sième acte amena enfin la scène qui devait progressivement échauffer la pièce jusqu'à l'embrasement final de la catastrophe. A l'approche de cette scène, un calme philosophique descendit sur le front serein de Godwin. Les lèvres de Marshall tremblèrent. Il s'agissait d'un cartel et d'une promesse de combat. Le parterre alors, s'élevant à la hauteur de la circonstance, suivant son habitude, se montrait prêt à faire le cercle autour des combattans, quand tout à coup Antonio, qui était le provoqué, prenant sa revanche sur le provocateur, déjoue à la fois l'humeur batailleuse de celui-ci et la légitime attente du parterre avec quelques déclamations contre le duel, déclamations empruntées à la nouvelle philosophie. Le sens moral de l'auditoire était mis à l'épreuve : il ne pouvait pas applaudir, car il était désappointé, et d'autre part l'amour de la morale défendait tout témoignage de mécontentement. L'intérêt se pétrifia, et le jeu de John n'était pas pour le fondre. On était alors dans la semaine de Noël, et la température fournissait des prétextes aux affections asthmatiques. Quelqu'un se mit à tousser; son voisin fut pris de sympathie, et la toux devint épidémique; mais, quand cette toux, à demi artificielle chez les spectateurs du parterre, en vint à se naturaliser parmi les personnages du drame, quand Antonio lui-même (ce n'était pas un jeu de scène indiqué) sembla plus occupé de soulager ses poumons que les angoisses de l'auteur et des amis de l'auteur, alors Godwin « pour la première fois connut la peur, » et se tournant avec douceur vers Marshall, il lui donna à entendre qu'il ne savait pas que M. Kemble fût enrhumé, et cela sans rien perdre de la sérénité de sa contenance, tandis que Marshall suait comme un taureau. »

Ce curieux morceau de critique théâtrale ne réussit pas à convaincre l'auteur que sa pièce était mauvaise : jusqu'à son dernier jour au contraire il soutint que c'était son plus bel ouvrage.

IV.

On a dit avec quelque irrévérence que Godwin, après son second mariage, se trouva dans un intérieur qui ressemblait fort à une ménagerie. C'était tout au moins un singulier assemblage que celui que formait cette famille. Au fonds commun, Mme Clairmont avait apporté un fils et une fille, et Godwin sa propre fille sans compter la fille d'Imlay, qu'il avait adoptée. Le malheureux écrivain s'aperçut bientôt qu'il avait aliéné son indépendance. Cette fois il était réduit à la « cohabitation. » Sa nouvelle épouse avait un caractère impérieux; elle voulait être seule maîtresse dans la maison et tenir à distance les amis de son mari qui ne lui plaisaient pas. Elle avait même pour éloigner ceux-ci des prétextes qui faisaient plus d'hon-

neur à son imagination qu'à sa véracité. C'était par exemple un chaudron d'eau bouillante qui était tombé sur le pied de M. Godwin; le pauvre homme souffrait le martyre et ne pouvait recevoir personne, — ce qui n'empêchait pas qu'on le rencontrât au bout de la rue et sur ses deux jambes. Parfois les choses prenaient une tournure plus grave. Godwin avait prié à dîner l'un de ses amis d'Irlande, le grand avocat Curran. L'invité ayant manqué deux fois de parole, Mme Godwin enjoignit à son mari, sous peine de séparation, d'exiger de M. Curran la promesse formelle qu'il tiendrait ses engagemens. Elle voulait même *quelque chose de plus qu'une promesse*. Godwin, fort embarrassé de satisfaire à une demande aussi vague et aussi pressante, lui représenta qu'elle était dans son tort, et que, si elle le quittait, elle quitterait « le meilleur des maris et le plus capable de supporter le pire des tempéramens. » Cette dernière considération la toucha, car elle ne le quitta pas et continua d'exercer sur lui une influence qui malheureusement ne se bornait pas aux choses du ménage. Comme la plume de Godwin ne suffisait plus à l'entretien de la maison, elle persuada au littérateur de se faire éditeur et libraire. L'affaire se présenta d'abord avec de brillantes apparences. Sous le pseudonyme prudent de *Baldwin*, Godwin se mit à compiler des livres élémentaires d'éducation qui se vendirent en grand nombre. Les chefs du parti libéral, les lords Holland et Lauderdale en tête, ramassèrent par souscription une somme considérable destinée à favoriser l'entreprise, et pendant un certain temps la spéculation fut heureuse. Si elle ne réussit pas jusqu'au bout, c'est sans doute qu'on ne va pas contre sa destinée, car elle réunissait toutes les conditions du succès. Mais Godwin n'était pas fait pour la fortune. Il avait beau admirer dans la Bible la prière d'Agur qui ne demandait à Dieu ni pauvreté ni richesse, il ne devait pas jouir de l'état intermédiaire. Ce fut à cette époque qu'il fit la connaissance de Shelley, sans se douter que celui-ci allait apporter dans sa vie une tragédie plus émouvante que celle qu'il avait mise sur la scène.

Hazlitt, qui était bien plus près de Godwin que nous ne le sommes aujourd'hui, s'étonnait déjà que la réputation du philosophe eût mis si peu de temps à passer de la température de l'eau bouillante à celle de la glace. Il se demandait si c'était seulement un « roseau agité par le vent » que ce Gamaliel aux pieds duquel toute une jeunesse avide de sagesse était venue s'asseoir, et il ne cessait pas d'admirer comment cette *philosophie moderne* avait pu si rapidement de fiancée pleine de jeunesse se changer en douairière décrépite. Si l'on veut se faire une idée d'un culte que nous comprenons moins encore, il faut lire la première lettre que Shelley écrivit à Godwin quand il apprit que le prophète dont il avait dévoré les

œuvres était toujours sur la terre des vivans : « Le nom de Godwin a de tout temps excité en moi des sentimens de révérence et d'admiration. Je me suis habitué à le considérer comme un luminaire trop éblouissant pour les ténèbres qui l'entourent... Vous ne serez donc pas surpris de l'inconcevable émotion avec laquelle j'ai appris votre existence. J'avais mis votre nom sur la liste des morts honorés. J'avais regretté que la gloire de votre existence eût disparu de notre terre. Il n'en est pas ainsi. Vous vivez encore et, je le crois fermement, vous projetez encore le bonheur de l'humanité. »

Le « luminaire » n'était pas éteint; seulement il avait, l'âge aidant, mis un abat-jour sur ses rayons. Shelley en était resté à la *Justice politique*, Godwin avait fait du chemin depuis, mais en arrière. Il avait fini par s'apercevoir que ses principes étaient beaucoup moins innocens qu'il ne l'avait cru d'abord. Il tenta de tempérer l'ardeur du jeune enthousiaste en lui répétant que « chaque forme de société est bonne à sa place. » Shelley ne se laissa pas persuader. Son âme, une des plus étranges qui aient passé dans ce monde, était, il faut l'avouer, d'une autre trempe que celle de Godwin. L'élève brûlait d'essayer à la pierre de touche de la réalité l'idéal rêvé par le maître. Pour commencer, il s'était marié à Gretna Green, ce qui néanmoins était un moyen terme; il allait mieux faire et aux dépens de Godwin. L'histoire a été racontée bien des fois et de différentes manières. Le journal de Godwin ne fournit sur ce point que des faits et des dates. En effet, si l'auteur avait l'habitude de noter fidèlement ce qu'il faisait jour par jour, il se contentait de souligner d'un trait les événemens graves ou d'espacer les mots, seule expression que son stoïcisme permît à ses sentimens. D'autre part, le récit de lady Shelley dans le livre intitulé *Shelley memorials* est, on le comprend, peu impartial sur ce point. Ce qui est certain, c'est que Shelley vint à Londres vers la fin de 1812 avec sa femme, y passa six semaines et vit tous les jours Godwin, et que deux ans après il fit la connaissance de Mary Godwin. Il s'était alors séparé de sa femme, — c'est du moins ce que prétend lady Shelley, — pour incompatibilité d'humeur. Mary Godwin, qui était, au jugement de son père, une jeune fille à l'esprit singulièrement audacieux et très jolie, devint bientôt l'objet des attentions du poète. Elle avait accoutumé, par les chaudes journées de juin, de passer, un livre à la main, toutes ses heures de liberté sous le saule pleureur qui ombrageait la tombe de sa mère, dans le cimetière de *Old-Saint-Pancras*. Ce fut là que Shelley, en termes brûlans, lui fit le récit de son passé et sans doute aussi de son mariage; ce fut là que, suivant l'expression de lady Shelley, Mary Godwin, plaçant sa main dans la main du jeune homme, associa son sort au sien.

Pour parler de façon moins poétique, un matin du mois de juillet 1814, Mary Godwin, accompagnée de Jane Clairmont, abandonna la maison paternelle pour suivre Shelley. Les trois coupables gagnèrent Douvres en poste et passèrent le détroit dans un bateau de pêche, au milieu d'une tempête. L'irritation de Godwin fut, paraît-il, extrême. Ses idées en matière de mariage n'étaient plus les mêmes qu'autrefois, et il s'agissait de sa fille. S'il ne poursuivit pas les fugitifs, c'est peut-être qu'il se doutait que le séducteur pourrait lui répondre qu'il n'avait fait qu'appliquer, pour le plus grand bien de l'humanité, les principes jadis posés par le philosophe. Aussi préféra-t-il envoyer sa femme à sa place. La substitution n'était pas heureuse, car Mme Godwin n'avait aucune influence sur sa belle-fille, qu'elle n'aimait pas. Elle n'obtint même pas que sa propre fille, Jane Clairmont, retournât avec elle, et la « grosse dame, » c'est le nom que Shelley lui donne dans son journal avec une liberté d'esprit tout à fait remarquable, s'en revint seule à Londres. Les deux amoureux et miss Clairmont partirent pour Paris, y achetèrent un âne et, se servant tour à tour de cette humble monture, ils gagnèrent Genève. Dans le récit intéressant qu'il a laissé de ce voyage, le poète raconte qu'il visita, *la Nouvelle Héloïse* à la main, les lieux charmans célébrés par Jean-Jacques. C'était perfectionner les théories de *la Justice politique* et mettre sur la froide prose du réformateur le vernis de poésie et d'éloquence qui lui manquait. On peut admirer beaucoup l'auteur de l'*Epipsychidion*, mais quand on songe qu'il était père de famille et que Mary Godwin n'avait pas dix-sept ans, il devient bien difficile de trouver dans sa conduite les circonstances atténuantes que l'on est convenu d'accorder au génie. Godwin ne fut pas implacable; quand le voyage sentimental eut pris fin, il revit sa fille et Shelley. Quelque temps après, celui-ci se trouva libre : sa femme, miss Westbrook, s'était donné la mort en se jetant dans la Serpentine. Les apologistes du poète ont toujours prétendu que ce fut pour des raisons particulières, et que le chagrin de se voir abandonnée fut étranger à ce suicide. Ils ajoutent que personne plus que Shelley ne déplora ce hasard qui lui permettait d'épouser Mary Godwin. La preuve cependant n'a pas paru suffisante à tout le monde, et bien des gens ont nommé remords la douleur de ce singulier époux.

Un mois auparavant, Godwin avait enregistré dans son journal un autre événement tragique. Fanny Godwin, fille d'Imlay, était une aimable personne. Elle avait le mérite inappréciable de voir le bon côté des choses dans une maison où tout allait de travers et dont la maîtresse ne rendait pas la vie facile à ceux qui en faisaient partie. Spirituelle, intelligente et vive, elle rappelait sa mère Mary

Wollstonecraft par la douceur de son caractère et par un certain penchant à la mélancolie. Elle avait quitté Londres un matin d'octobre pour rejoindre ses tantes dans le pays de Galles, mais elle méditait un plus grand voyage. Quelques jours après son départ, on trouva dans une auberge de Swansea le cadavre d'une étrangère. Sur la table, à côté d'une fiole de laudanum vide, était un billet dont on avait déchiré ou brûlé la signature. Le costume de l'infortunée, les lettres marquées sur ses bas et sur son corset la firent reconnaître, mais la cause de sa résolution suprême, on ne la connut jamais. Un seul mot, *Swansea*, indique dans le journal de Godwin le souvenir de cette fin mystérieuse. Comme toujours, l'émotion refoulée n'a pas laissé de trace, et cependant Godwin aimait cette jeune fille, qui partageait ses travaux. Peut-être aussi commençait-il à s'habituer aux tragédies qui se jouaient dans sa demeure. Une d'entre elles au moins finit par un mariage. Le 30 décembre 1816, Percy Bysshe Shelley épousa Mary Godwin dans l'église de Saint-Mildred. On a supposé que la sanction de la cérémonie religieuse fut imposée à Shelley par Godwin. M. Kegan Paul n'en dit rien, mais il n'a pas publié toutes les lettres que le gendre et le beau-père échangèrent à cette époque, et cette réticence devait faire réfléchir la critique. Quoi qu'il en soit, une fois marié, Shelley disparaît du cercle de Godwin et pour toujours. On sait en effet que le poète, après un séjour de quelques années en Italie, trouva dans les flots du golfe de la Spezzia la fin de son existence tourmentée (1).

Le soir de la vie de Godwin n'offre rien que d'assez triste. On y voit des embarras pécuniaires, une banqueroute, des souscriptions, sans aucune œuvre littéraire de grande valeur. Les amis et les disciples de Godwin meurent les uns après les autres, et son ardeur va s'éteignant. Il est toujours athée, mais il ne veut pas l'on fasse des prosélytes. On a raison, dit-il, de ne pas croire en Dieu, mais on a tort de vivre sans religion. Ce qu'il entendait par ce dernier mot, c'était l'amour de la nature universelle. « Tout ce que je vois, la terre, la mer, les rivières, les arbres, les nuages, les animaux et par-dessus tout l'homme, me remplit d'amour et d'étonnement. Mon âme est pleine à éclater du mystère de ce monde, et ce mystère même ne me le fait que mieux aimer. Voilà ce que j'appelle religion. » On comprend qu'une pareille définition ne satisfaisait pas tous les esprits qui s'adressaient encore au vieillard comme à la source de la sagesse. Parmi ceux-ci, disciples ou curieux, il y en avait qui s'arrêtaient en route ou même qui revenaient sur leurs pas. Ce fut le cas pour un certain Crooke, qui sur son lit de mort

(1) Voyez, dans la *Revue* du 1er février, l'étude de M. É. Schuré sur Shelley.

devint chrétien et désira que Godwin fût instruit de son retour à la foi de l'Évangile. Il y en avait d'autres qui, tout en le proclamant leur maître, lui apportaient un cœur où la désolation le disputait à l'enthousiasme.

Telle fut lady Caroline Lamb, l'amie de Byron, qui lui écrivait : « A partir de ce jour, je veux essayer de vaincre ma violence et toutes mes passions; mais vous êtes destiné à devenir mon maître. Voici seulement ce qui calme mon ardeur : pour quoi et pour qui tâcherais-je de devenir sage? quel est le but de la vie? quand nous mourons, quelle différence y a-t-il entre un grillon et moi? Oh! si je pouvais, avec les sentimens qui sont maintenant les miens et sans un seul motif d'ambition ou de vanité, si je pouvais enfin me dire que je suis dans la voie de la vérité, me dire que je suis utile aux autres... La seule prière que je répète jamais avec celle du pécheur, et la seule biographie que ma main laissera jamais de moi, c'est que j'ai fait ce que je n'aurais pas dû, et que je n'ai pas fait ce que j'aurais dû. » Que pouvait répondre le directeur de conscience à ce douloureux appel? Contre le mal qui dévorait cette âme désespérée, sa sagesse ni sa « religion » n'avaient de remède. Il n'avait que le stoïcisme à proposer, et ce stoïcisme il le prêchait d'exemple. On ne saurait, en effet, refuser une certaine grandeur aux derniers jours de cette longue vie. Sans cesse harassé par les soucis d'argent et les troubles domestiques, il ne paraît pas que Godwin se soit jamais découragé. Son énergie littéraire fut indomptable, et ce serait faire une longue liste que de nommer seulement les livres qu'il composa dans les circonstances les plus difficiles pour écarter ou pour ajourner la ruine. Économie politique, histoire, romans, biographies, il reprenait tour à tour tous les genres et montrait au moins que l'âge n'avait pas affaibli les qualités d'un style dont on loue encore la fermeté. Il écrivait non pas en vue « du marbre que l'on mettrait sur ses restes, » mais pour donner à sa bouche le pain qui lui était nécessaire. Le moment allait venir où, malgré ses efforts, ce pain même lui aurait manqué, quand des amis obtinrent en sa faveur une petite sinécure du gouvernement. Le patriarche de la philosophie radicale n'était plus qu'un whig inoffensif, et le duc de Wellington lui-même s'intéressait à son sort. Ce fut dans cette retraite qu'il atteignit sa quatre-vingtième année. Un jour, sentant que la fin était proche, il colla sur la dernière page de son journal une feuille qu'il avait préparée peu de temps auparavant : il ne voulait pas laisser son volume sans conclusion. Pour la première fois, devant le terme fatal, l'écrivain se sentit ému, et l'homme retrouva son cœur. De là ces lignes qui terminent un livre de notes peut-être unique par la durée qu'il embrasse, ces lignes où l'on sent confusément s'agiter des pensées qui, suivant le mot

de Wordsworth, sont à une trop grande profondeur pour pouvoir s'exprimer par des larmes :

« 21 août 1834. Avec quelle facilité n'ai-je pas marqué ces pages du sceau des semaines, des mois et des années écoulées, toutes uniformes et toutes vides! Quelle étrange puissance y a-t-il là : voir à travers une longue suite de temps, et ne rien voir! Tout cela maintenant n'est que pure abstraction, symboles sans réalité. Rien ici de réellement visible; c'est un ensemble de chiffres, de signes conventionnels, limites imaginaires de choses que l'imagination ne se représente pas. Il n'y a ici ni joie, ni chagrin, ni plaisir, ni peine. Cependant quand vraiment le temps viendra, quand arrivera le jour amené par le cours de l'année, quels prodigieux événemens marqueront peut-être cette page! Quelle angoisse, quelle horreur, ou peut-être quelle joie, quelle divine élévation de l'âme! Ici sont renfermées des fièvres, des tortures horribles « dans leur embryon sacré endormies; » ici se trouvent les plus tristes revers, le dénûment et le désespoir, la faim et la nudité, sans un lieu où reposer la tête, des jours fatigans, des nuits sans fin dans leur insupportable et noire monotonie, toutes les variétés de la misère sous la même teinte sombre, assoupissemens sans sommeil, veilles sans animation, rêves confus sans rien de distinct. Et toutes ces pages ont un air d'innocence et de bonté, toutes se ressemblent. J'y ai déposé quatre-vingts années et vingt-trois jours, et j'y pourrais mettre encore cent et soixante années. Mais à quel endroit la plume, toute prête à poursuivre le récit, tombera-t-elle de mes mains pour ne plus être reprise? » L'instant que Godwin prévoyait n'était plus bien loin. La plume lui tomba des mains le 26 mars 1836. Quelques jours après, il était mort.

Du philosophe et du romancier, il ne reste aujourd'hui qu'un nom. Un système qui abolissait toutes les lois morales et ne laissait subsister que celle qui a pour objet le bonheur, qui supprimait toutes les institutions politiques comme autant d'obstacles, qui voyait dans tout gouvernement une tyrannie et dans toute assemblée nationale la tyrannie de la majorité, ce système n'avait pas grande chance de prendre racine en Angleterre. Quant au millenium promis à l'humanité à la condition qu'elle voulût bien se soustraire aux impostures sociales sous le joug desquelles elle gémissait, le réformateur à la fin de sa carrière semblait en avoir désespéré le premier même en théorie; au fond, il survivait à ses croyances. Il survivait aussi à la réputation de son œuvre littéraire et pouvait prévoir que sa place serait bien petite dans le groupe brillant des écrivains de ce siècle.

LÉON BOUCHER.

LES PRÉLIMINAIRES

DE

LA GUERRE TURCO-RUSSE[1]

I.

Les troupes russes ont franchi le Pruth, les Turcs se concentrent sur le Danube : la guerre a surpris l'Europe au moment où l'Europe croyait toute chance de guerre écartée. Voilà où, après dix-huit mois de négociations, aboutit l'insurrection d'une obscure province dont le vulgaire ignorait jusqu'au nom. Jamais peut-être aussi vaste incendie n'aura été allumé par une aussi faible étincelle; jamais la diplomatie, avec son imposant appareil et sa vaine activité, ne se sera montrée aussi incapable d'éteindre ou d'étouffer le feu de la guerre. Ce n'est point le temps qui lui aura manqué; il y a bientôt deux ans qu'a éclaté la petite insurrection herzégovinienne, et pendant ce long sursis la diplomatie n'est point demeurée oisive. Les premiers à se mettre à l'œuvre ont été les trois empires et les trois chanceliers érigés en une sorte de triumvirat international ou de directoire des affaires européennes, qui s'était donné pour fonction de maintenir la paix et le *statu quo* territorial. Les empereurs ont eu des entrevues et les chanceliers des conférences, le comte Andrassy et le prince Gortchakof ont successivement rédigé des mémorandums solennellement annoncés à l'Europe et l'un après l'autre éconduits par la Turquie ou abandonnés de leurs auteurs. Au con-

(1) Bien que la *Revue* ne partage pas entièrement les appréciations de l'auteur de cette étude, nous n'avons pas moins cru devoir lui laisser toute liberté de parole; la grande connaissance qu'il a de la Turquie et de la Russie lui donnant le droit de juger la question à un point de vue plus personnel.

cert restreint des trois empires a succédé sans plus de bonheur l'action combinée des six puissances. Le second acte de la pièce jouée en Orient a été semblable au premier : en dépit des longs dialogues et des changemens de scènes, l'action n'a point marché; mais voici que le troisième acte commence, les péripéties vont se succéder et la guerre précipiter le dénoûment.

Qui est responsable de cette soudaine et misérable issue de tant de mois de négociations? La Russie et l'ambition moscovite, disent les uns, la Turquie et l'obstination musulmane, répondent les autres. La vraie, la grande coupable, c'est l'Europe, qui n'a pas su s'entendre pour prévenir les hostilités, ou, ayant fait mine de s'entendre, n'a pas su appliquer ou imposer son programme. A travers toutes leurs fautes ou leurs erreurs, Russes et Turcs ont eu une politique suivie, l'Europe n'en a point eue ou n'a point su s'y tenir. Il serait puéril de se le dissimuler, la principale responsabilité de la guerre retombe sur les neutres qui n'ont pas su l'empêcher, sur leur manque de volonté ou de décision, qui lui-même ne tient qu'à leur manque d'union, à leurs soupçons et à leurs défiances. Dans la plupart de ces négociations, à Londres en particulier lors du dernier protocole, les puissances n'ont pu s'entendre qu'à l'aide de formules péniblement élaborées; elles se sont mises d'accord plutôt sur les mots que sur les choses, accord factice et illusoire que doivent toujours suivre de rapides déceptions. Les puissances n'ont pu convenir d'une ligne de conduite, et quand, à force de concessions réciproques, elles ont fini par s'arrêter à un programme comme à la conférence de Constantinople, elles n'ont pu se concerter pour l'action, et leur intelligence est restée stérile, leur programme lettre morte. L'on ne s'occupait que des difficultés de la rédaction, et l'on ne voulait rien prévoir, rien décider en cas de refus de la Porte ou d'inexécution de ses promesses. Ce qui était plus fâcheux encore, les puissances n'apportaient manifestement dans les notes présentées en commun ni la même foi ni le même zèle, les unes témoignant un attachement sincère aux mesures réclamées de la Sublime-Porte, les autres se laissant soupçonner de ne les appuyer que pour la forme, sans confiance dans leur efficacité, sans rancune contre le divan, qui les devait repousser. Au lieu de se laisser intimider par les demandes solennelles des six puissances, la Turquie a pu ainsi n'y voir qu'une sorte de cérémonie officielle, une affaire d'étiquette diplomatique où les gouvernemens, dissimulant mal leur scepticisme, ne prenaient part que par bienséance. Une démonstration énergique eût seule pu détromper le divan. Il est triste de voir qu'après un demi-siècle de progrès l'Europe s'est trouvée moins unie, moins hardie, moins intelligente de ses propres intérêts que sous la restauration, à l'époque où la France et l'Angle-

terre se joignaient à la Russie pour la contenir, et où, pour mettre fin à l'insurrection grecque, les trois gouvernemens imposaient la paix à la Porte et à ses sujets révoltés.

Il est deux puissances qui par une attitude décidée dans les récentes complications eussent pu préserver l'Europe de tout conflit armé : l'une est l'Allemagne, l'autre l'Angleterre. La première pouvait retenir la Russie, la seconde fléchir la Turquie. Je n'essaierai point d'expliquer la conduite de l'Allemagne : peut-être la Prusse est-elle trop liée avec sa grande voisine par les chaînes de la reconnaissance ou par des engagemens anciens pour lui pouvoir faire d'ingrates remontrances, peut-être aussi le nouvel empire n'est-il point fâché de voir le colosse du Nord faire l'épreuve de ses forces et au besoin les user dans une campagne d'Orient; une Russie affaiblie ne serait pour sa bonne voisine qu'une amie plus sûre.

La conduite de l'Angleterre est plus simple, il n'y a point à y chercher malice. Si la Grande-Bretagne n'a point garanti la paix, ce n'est pas faute de bonne volonté. Une chose certaine cependant, c'est qu'une bonne part de la responsabilité de la guerre revient au pays qui désirait le plus sincèrement l'écarter. Le cabinet britannique semble s'être donné pour mission de personnifier les vœux stériles et les velléités impuissantes de la diplomatie européenne. Après avoir, au printemps dernier, par ses justes susceptibilités, fait échouer le mémorandum de Berlin et la politique exclusive des trois empires, l'Angleterre, s'emparant du premier rôle, a pris sur la scène orientale la direction du chœur peu écouté des six puissances. Le cabinet de Saint-James a obtenu la réunion de la conférence de Constantinople; son ambassadeur spécial, le marquis de Salisbury, a parcouru, avant d'arriver au Bosphore, toutes les cours de l'Europe pour établir un accord entre les gouvernemens, et quand à force de sagesse l'accord s'est fait sur un programme modéré, offrant des garanties aux chrétiens sans blesser la dignité de la Porte, l'Angleterre n'a su ni triompher des résistances du divan, ni trouver une satisfaction pour l'amour-propre national de la Russie. On eût dit qu'aux yeux du monde la Russie dût se contenter de voir ses propositions de réformes platoniquement soutenues par l'Europe, et ne point sentir la confusion d'un échec partagé entre tous les gouvernemens éconduits par la Porte. Quelques semaines après, lord Derby signait à Londres un protocole où les puissances se proposaient « de veiller avec soin à la façon dont les promesses du gouvernement ottoman seraient exécutées, » où, « si leur espoir était encore déçu, » les cabinets européens se réservaient « d'aviser en commun aux moyens qu'ils jugeraient les plus propres à assurer le bien-être des populations chrétiennes et les intérêts de la paix générale, » et, en signant ce document, le chef du *foreign office*

avait soin d'annoncer dans une déclaration annexe que, si le protocole ne réussissait pas à maintenir la paix entre la Russie et la Turquie, le protocole était nul et non avenu, comme si, par sa seule rédaction et sans aucune sanction, cet instrument diplomatique eût eu la vertu de mettre fin aux complications de l'Orient.

Le rôle prédominant joué par l'Angleterre dans les dernières négociations n'a eu d'autre effet que de remplir l'intermède entre la dernière guerre serbe et la prochaine guerre russe, et de donner au tsar et au sultan le loisir de s'équiper pour rentrer en scène les armes à la main. Si la Grande-Bretagne s'est contentée de prêcher la paix sans oser se faire obéir, ce n'est point que la vieille Angleterre soit incapable d'action ou de résolution, elle dispose de puissantes ressources et saurait bien le montrer au besoin; c'est que le gouvernement légal et la majorité parlementaire ne se sentaient point en parfait accord avec la véritable souveraine des trois royaumes, avec l'opinion populaire, reine souvent indécise et capricieuse. Le malheur de l'Europe est qu'entre le ministère tory et l'opposition libérale, entre M. Disraeli et M. Gladstone, entre les vieilles défiances britanniques pour la politique russe et les nouvelles répugnances des Anglais pour la barbarie turque, la nation et le gouvernement, tirés en deux sens contraires, n'osant ou ne pouvant céder à leur penchant, sont demeurés paralysés et impuissans. Les conseils de l'Angleterre ont par là perdu toute autorité sur la Porte, qui savait ne rien avoir à redouter d'elle, et comptait de sa part sur un changement de langage et de politique. A la conférence de Constantinople, la Grande-Bretagne avait deux représentans : l'un, l'ambassadeur extraordinaire, qui parlait beaucoup et s'évertuait avec le zèle le plus sincère à faire accepter de la Porte le programme de l'Europe; l'autre, l'ambassadeur ordinaire, qui disait peu de chose et laissait voir peu de confiance dans le succès de la conférence. Pour la Turquie, c'est ce dernier qui est toujours resté le vrai représentant des sentimens anglais et des vues du cabinet de Londres. On raconte qu'avant la guerre de Crimée un ambassadeur avait été chargé par son gouvernement de conseiller à la Porte d'accueillir le mémorandum de Vienne dont les clauses étaient assez analogues aux demandes de la dernière conférence. Le diplomate se rendit en uniforme auprès du grand-vizir, lui donna l'avis prescrit par son gouvernement; puis, sortant de la salle, il quitta son uniforme, remit sa redingote et, rentrant dans le cabinet du grand-vizir, lui donna comme particulier le conseil de repousser le mémorandum qu'il venait de lui recommander comme ambassadeur. L'anecdote peut n'être point exacte, elle n'en peint pas moins l'attitude de certains diplomates à Constantinople, et explique l'incrédulité endurcie des ministres turcs vis-à-vis des

demandes des puissances. Pour triompher d'un tel aveuglement, il fallait quelque chose de plus que des représentations officielles et des notes diplomatiques.

Est-ce le droit des gens, est-ce le respect de l'indépendance ottomane qui ont décidé l'Angleterre et l'Europe à s'incliner silencieusement devant le *non possumus* du divan? On a beaucoup répété que les traités défendaient aux puissances toute intervention effective en Turquie et que le droit international prohibait toute mesure de coercition vis-à-vis d'un état étranger en lutte avec ses sujets ou ses vassaux révoltés. De pareils scrupules semblent singulièrement timorés quand il s'agit des plus hauts intérêts de la civilisation et de la paix générale. Si dans une maison il éclatait périodiquement des incendies menaçant d'embraser les maisons contiguës, le propriétaire serait-il libre d'interdire à ses voisins de l'aider et au besoin de le contraindre à éteindre un feu qui peut les consumer eux-mêmes? La Turquie est pour l'Europe comme une de ces fabriques ou l'un de ces dépôts de matières inflammables que la police est obligée de soumettre à des règlemens spéciaux. En dépit de toutes les théories, l'Europe sera malgré elle pendant longtemps encore dans la nécessité d'intervenir plus ou moins souvent, plus ou moins ouvertement dans les affaires ottomanes. Ce sera beaucoup si elle peut échapper au besoin de mettre la Turquie, comme un mineur ou un incapable, en tutelle ou en curatelle.

Le passé peut à cet égard éclairer l'avenir. De fait, l'immixtion des puissances dans les affaires du sultan a depuis un demi-siècle été continuelle. La Turquie lui a dû plus d'une fois son salut. L'on peut dire que les précédens ont créé un droit d'intervention et que les traités ne l'ont pas abrogé. Si le droit d'intervention individuelle au nom d'intérêts particuliers russes, autrichiens, anglais, a toujours été justement contesté, le droit d'intervention collective a toujours été admis de l'Europe, toujours plus ou moins implicitement reconnu de la Porte elle-même. Quand par le traité de Paris la Turquie fut officiellement admise dans le concert européen, elle s'engagea solennellement à l'exécution du *hatti-houmaïoun* promettant aux chrétiens l'égalité religieuse, militaire et civile. C'est à ce prix que les puissances sanctionnèrent l'indépendance de la Porte et s'engagèrent à ne plus s'immiscer dans les rapports du sultan avec ses sujets. Si ce traité avait un sens, c'était un contrat synallagmatique, n'engageant l'Europe qu'autant que la Porte remplirait ses propres engagemens. Les puissances signataires du traité avaient le droit de veiller elles-mêmes à son exécution, le droit de s'enquérir si la Porte était fidèle à ses promesses, et en cas de besoin elles restaient libres d'aviser aux moyens de suppléer au mauvais vouloir ou à l'impuissance du divan. Le traité de Paris, qu'on

oppose à toute intervention, est sur ce point d'accord avec le bon sens et l'intérêt de la civilisation : ce ne pouvait être pour les abandonner à l'arbitraire musulman que la France avait, les armes à la main, enlevé les chrétiens d'Orient au protectorat exclusif de la Russie. On le vit bien en 1860, après les massacres de Syrie, lorsque la France, représentant du syndicat européen, envoya ses troupes occuper le Liban. Si alors encore la diplomatie, toujours désireuse de sauver les apparences, mit en avant l'initiative du sultan, l'on peut dire que ce n'était qu'une simple fiction juridique (1).

Nous nous sommes habitués depuis la guerre de Crimée à parler de l'intégrité et de l'indépendance de la Turquie comme de deux termes connexes et naturellement liés l'un à l'autre. Or, si l'on veut prendre ces deux mots à la lettre, l'on ne tarde pas à s'apercevoir qu'au lieu d'être le corollaire l'un de l'autre, ils sont inconciliables entre eux. La domination ottomane ne saurait être longtemps maintenue dans ses limites actuelles sans l'appui et l'immixtion de l'étranger, et en maintenant les raïas sous le joug musulman, l'Europe est moralement obligée de ne les point abandonner à l'arbitraire de leurs maîtres. Le seul moyen pratique de conserver l'intégrité de l'empire turc, c'est l'intervention, et le seul moyen efficace d'assurer pleinement l'indépendance de la Porte, c'est de réduire le nombre des provinces soumises à son administration directe, en sorte que les deux termes consacrés de la formule officielle, indépendance et intégrité, au lieu d'être logiquement associés, ne sont en Turquie qu'une alliance de mots s'excluant l'un l'autre.

Dans les dernières complications, les puissances avaient pour intervenir une autre qualité, une qualité incontestée. Depuis que la Porte était entrée en guerre avec des principautés dont l'Europe avait, à diverses reprises, sanctionné l'existence, il ne s'agissait plus seulement des affaires intérieures de la Turquie, mais bien d'une question internationale, au même titre que toute autre guerre. L'Europe était maîtresse d'interposer sa médiation entre la Turquie et la Serbie, entre la Turquie et le Montenegro surtout. Le Cernagore en effet n'est point comme la Roumanie et la Serbie une principauté vassale de la Turquie, il n'a jamais été subjugué par la Porte, et, grâce à sa citadelle de rochers et au bon vouloir des puissances, il a toujours su maintenir son indépendance. Qu'il fût question des principautés ou des raïas révoltés par des années d'oppression, l'Europe tenait de ses traditions et des précédens un droit d'intervention contre lequel la Turquie ne pouvait opposer qu'un

(1) Sur cette question et spécialement sur l'interprétation des articles 7 et 9 du traité de Paris, voyez une substantielle étude publiée en Belgique par M. Rolin-Jacquemyns sous ce titre : *le Droit international et la Question d'Orient*, Gand 1876.

article d'un traité dont elle n'avait elle-même jamais rempli les obligations. Aussi la Porte a-t-elle toujours faiblement contesté ce droit de l'Europe, et, au lieu de s'opposer catégoriquement à ce qu'il fût exercé, l'a-t-elle tacitement reconnu en admettant dans sa capitale même une conférence internationale à la discussion de ses propres affaires. Si l'Europe ne s'est pas servie d'une prérogative que lui conféraient les fautes et l'impuissance de la Turquie, ce n'est certes point par scrupule, c'est par indécision, par manque d'union, par crainte de ne pouvoir maintenir une entente dès qu'on oserait passer des paroles à l'action. C'est ainsi que, pour éviter de tomber dans des complications possibles, la diplomatie a laissé choir l'Europe dans la guerre.

II.

La Turquie ne pouvait toujours répondre à l'Europe par une fin de non-recevoir, elle ne pouvait au printemps repousser impunément le protocole de Londres, comme elle avait l'hiver rejeté les demandes de la conférence de Constantinople, et l'été dernier le mémorandum de Berlin. Après plus d'une année de stériles négociations soulevées par une insurrection aussi vivace qu'aux premiers jours, après des préparatifs militaires de six mois et avec deux armées sur la double frontière turque, la Russie, impatiente de tant de délais, ne pouvait voir venir la belle saison sans prendre un parti. L'armistice, une première fois arraché à la Porte par un ultimatum russe, deux fois renouvelé sous la pression de l'Europe, ne pouvait être successivement et indéfiniment prolongé. Pour échapper à la guerre, la Turquie devait faire la paix avec le Montenegro avant l'échéance de la trêve. On ne saurait trouver les prétentions du Montenegro excessives : en vérité, lui aussi, vu sa position et ses succès, s'était montré modéré. Le Cernagore réclamait deux choses de tout temps reconnues indispensables à son indépendance : un peu de terre en plaine au pied de ses rochers pour faire vivre ses habitans en dehors du pillage et des razzias, un port de mer sur la côte qu'il domine pour n'être plus tributaire des douanes turques ou autrichiennes et ne plus relever des deux empires voisins dans ses communications avec le monde. La Porte, appuyée par l'Autriche, a refusé le petit port de Spizza, dont elle ne fait rien, et le Montenegro a renoncé à cette mer dont il entend les flots battre le pied de ses montagnes. Au lieu d'un port, la Turquie lui offrait la libre navigation d'une rivière d'ordinaire non navigable, la Boïana : le Montenegro s'en est contenté. Le prince Nikita a réduit ses demandes à une rectification de frontière, comprenant Nicksich, pe-

tite forteresse que ses troupes bloquent depuis six mois. Ce que demandaient les plénipotentiaires de Cettinie était un pays de tout temps contesté, sur lequel le Montenegro peut faire valoir des droits historiques, un pays tout entier soulevé contre la Turquie et occupé par les Monténégrins; c'était beaucoup pour la lilliputienne principauté, c'était peu pour le vaste empire ottoman. Il est difficile de croire que ce soit pour Niksich que la Porte risque une guerre qui lui peut coûter la Bulgarie et la Bosnie, la Thessalie et la Crète, la Géorgie turque et l'Arménie. C'est par principe, pour le maintien de sa dignité, que la Porte refuse d'obtempérer aux exigences du knèze de Cettinie. La Porte est dans son droit, mais pour un état comme pour un particulier, dans les transactions extérieures comme dans la politique intérieure, il n'est pas toujours bon de s'en tenir obstinément à son droit et de se faire un devoir de ne pas s'en départir. Dans les joutes diplomatiques comme dans les luttes de partis, l'opportunisme a ses avantages, l'intransigeance ses périls. La cession d'une parcelle de territoire est d'autant plus facile à la Turquie que son empire ne repose que sur la conquête; l'abandon d'une ou deux villes turques ne saurait être comparé à ces sanglantes mutilations nationales auxquelles la force seule peut soumettre un peuple homogène.

La Turquie eût été sage en cédant au péril au lieu de jouer avec lui; mais le Turc a son amour-propre national, le musulman son fanatisme religieux. Il y a des hommes qui pensent, qui sentent, qui parlent à Stamboul, il y a une opinion à Constantinople, et par ce temps de révolution où les softas détrônent les sultans, le chef des croyans est obligé de compter avec l'opinion. Pour aider le sultan à triompher des préventions musulmanes, l'apparition d'une flotte européenne dans la mer de Marmara n'eût pas été de trop. Par malheur, s'il y a une opinion publique à Stamboul, il y en a une aussi à Moscou. Si la première ne permettait aucune concession de la Turquie pour acheter la paix, la seconde défendait au tsar de désarmer sans avoir obtenu quelques garanties pour les chrétiens du Balkan. Nous vivons dans un temps ou tsar et padichah sont obligés de tenir compte du vent qui souffle dans leurs états, et, pour n'avoir point encore de parlement, l'autocrate de Russie ne fait pas moins de cas du sentiment de ses sujets que le premier empereur constitutionnel des Ottomans.

L'on dit souvent : Il fallait donner aux Turcs le temps d'accomplir les réformes exigées d'eux; il fallait, avant de les exécuter comme un débiteur insolvable, leur accorder un délai, un sursis. La Porte ne réclamait qu'un an, deux ans, trois ans au plus pour exécuter ses plans de réforme et renouveler l'empire. En vérité, ce n'était

pas beaucoup exiger pour une entière transformation, et aucune chrysalide n'eût accompli en moins de temps une telle métamorphose. Le malheur est que ce délai, ce répit d'un an ou deux, si court pour la tâche à remplir, était bien long pour les chrétiens, las de toujours attendre, bien long pour la Russie, qui devait l'arme au bras regarder les Turcs à l'œuvre. L'on ne fait volontiers crédit qu'aux débiteurs qui font preuve de ressources ou de bonne volonté. Or, chaque fois qu'il s'est agi de remplir ses engagemens vis-à-vis des chrétiens et de l'Europe, la Porte s'est toujours montrée infidèle à ses promesses ou impuissante à les remplir. « Le *hatti-houmaïoun* de 1856, écrivait jadis le prince Gortchakof, est une traite qui a perdu toute sa valeur pour n'avoir pas été acquittée (1). » Comment s'assurer qu'à l'avenir la Porte fera plus d'honneur à sa signature? Abandonnés à eux-mêmes, les Turcs, depuis Mahmoud, n'ont jamais rien corrigé, rien réformé, et le peu qu'ils ont tenté a plutôt tourné au dommage qu'au profit des chrétiens. La guerre de Crimée a donné à la Porte un sursis de vingt ans : on sait ce qu'a accompli la Russie durant cette période. Qu'a fait la Turquie de ces vingt années de grâce? Les promesses de la paix de Paris, le *hatti-houmaïoun* et les firmans d'Abdul-Medjid sont là; où sont les réformes, où sont les améliorations? La mauvaise administration a persisté, le joug des chrétiens est seulement devenu plus pesant avec les progrès de la centralisation; les taxes se sont alourdies et les dilapidations financières élargies, avec les emprunts avancés à l'incurie ottomane par la naïve générosité des capitalistes anglais ou français. La Porte a installé en Europe, au milieu de ses paisibles sujets de Bulgarie, des bandes de pillards circassiens, et l'Europe n'a rien dit. Les massacres de Syrie sont survenus; j'ai vu, sur les croupes de l'Anti-Liban, des villages de 500 habitans où il ne restait plus que des femmes, les hommes ayant été systématiquement mis à mort. L'Europe a pacifié le Liban et poursuivi l'expérience sans abréger d'un jour le long délai accordé à la Porte. La Crète s'est soulevée, réclamant son annexion à la Grèce, et l'Occident, en prêtant à la Turquie ses capitaux, lui a fourni les moyens de réduire les Candiotes révoltés. En vérité, l'on ne peut dire que depuis la guerre de Crimée l'Europe ait manqué de patience, manqué de longanimité vis-à-vis de la Porte. La France et l'Angleterre ont dépensé 3 milliards et sacrifié 100,000 hommes sur les plateaux arides de la Crimée pour laisser à la Turquie la liberté d'accomplir elle-même ses réformes. Elles lui ont annuellement prêté des centaines de millions pour l'aider dans son travail de régénération : qui

(1) Dépêche de juin 1860.

pourrait dire que cette politique de patience ait réussi? Toute l'histoire de la Turquie proclame que pour ses sujets chrétiens il n'y a rien à attendre que de l'initiative et de la surveillance de l'Europe.

Sous la pression des derniers événemens les Turcs ont, il est vrai, pris un grand parti, un parti vraiment héroïque; ils se sont décidés à faire ce qu'on n'eût jamais osé leur demander : au lieu d'autonomie locale à telle ou telle province, la Porte a octroyé à tous ses sujets une constitution du type le plus moderne, un parlement taillé sur le patron le plus en vogue. Ce coup de théâtre vis-à-vis de la Russie autocratique a paru d'une audacieuse et impertinente habileté. En s'habillant soudainement à l'européenne, la Turquie semblait mettre la Russie au défi d'en oser faire autant. Cela pouvait à Constantinople passer pour un bon tour, mais qu'en devaient penser les esprits sérieux et au fait de l'Orient, qu'en devaient penser les Russes, qui débutent prudemment dans la vie politique par le bas de l'échelle, et non par le sommet, par les institutions provinciales et municipales, et non par des chambres de parade? Certes l'impression ne pouvait être favorable; ce n'est point qu'à la longue le jeu constitutionnel et la comédie parlementaire de la Turquie ne puissent devenir plus dramatiques que ne le souhaitent peut-être les auteurs de la pièce et l'inventeur du libretto: ne serait-ce qu'un effort pour se mettre à la mode du temps, ne serait-ce qu'un changement de costume, cette sorte de travestissement constitutionnel aurait encore son importance, car à la longue le vêtement a son influence sur les états comme sur les hommes, et, en dépit du proverbe, l'habit fait parfois le moine.

Quand, en prenant le masque parlementaire, la Porte ferait autre chose que se déguiser, la constitution turque, loyalement appliquée, ne saurait remplacer pour les chrétiens les garanties réclamées en leur faveur par la conférence. Je l'ai montré ici même, la charte ottomane qui remet tout le pouvoir aux musulmans d'Asie est pour les chrétiens d'Europe moins une garantie qu'un péril, et un péril d'autant plus grand que les fictions constitutionnelles seront plus religieusement respectées (1). Loin d'assurer l'avenir des populations chrétiennes, la constitution de Midhat compromet les minces résultats du passé et les concessions jadis arrachées à la Porte en faveur de ses sujets chrétiens. Pour les raïas en effet, les seules garanties efficaces ont toujours été des mesures locales, un certain degré de *self-government* provincial là où les chrétiens sont en majorité. Or la nouvelle constitution rend toute nouvelle émancipation de ce genre impossible, elle fait plus, elle menace toutes les petites autonomies aujourd'hui existantes. Les priviléges anciens ou ré-

(1) Voyez, dans la *Revue* du 1er décembre 1876, *les Réformes de la Turquie.*

cens, les droits des Mirdites et des Crétois, de Samos ou du Liban, vont être à la merci d'un parlement centraliste et d'une majorité musulmane. La constitution sera pour la Porte un instrument d'unification et de nivellement qui, en passant et repassant sur toute la surface de l'empire, y renversera toutes les barrières et effacera jusqu'aux derniers vestiges de l'autonomie régionale. Les chrétiens mis par les traités internationaux ou les firmans de la Porte en possession de droits particuliers ont pressenti le danger et se sont émus. Ils ont compris que la Porte se pouvait appuyer sur son parlement pour leur enlever leurs privilèges, de même qu'elle s'appuie sur ses chambres novices pour résister aux demandes de l'Europe. L'inquiétude s'est répandue parmi les raïas, jusqu'ici les mieux protégés contre l'arbitraire musulman. En plusieurs provinces, les chrétiens n'ont point voulu prendre part aux élections, et les raïas chargés pour la forme de les représenter ont été désignés par les seuls musulmans. Les Grecs de Crète ont refusé d'envoyer des députés à Constantinople avant que le nouveau parlement n'ait solennellement reconnu leurs privilèges. En Albanie, les Mirdites, la plus puissante des tribus catholiques de la montagne, sont déjà en lutte ouverte avec la Porte. C'est qu'en effet pour une minorité nationale ou religieuse il n'y a point de plus dangereux engin de persécution et de nivellement qu'un parlement et une majorité hostile.

Son peu de confiance dans la constitution turque n'est pas le seul mobile qui pousse la Russie à passer le Danube; elle a, pour refuser à la Porte tous nouveaux délais, des raisons personnelles et pressantes. La première, c'est que voici plus d'un an que la Russie attend les résolutions de la Porte et que depuis des mois elle les attend l'épée à la main avec ses troupes sur le pied de guerre, incertaine du lendemain que lui réservent les résolutions du divan. Pendant que les diplomates turcs discutaient les notes de l'Occident, l'armée russe, campée dans les plaines marécageuses du Dniester et du Pruth, restait inutilement exposée à toutes les maladies qui accompagnent les grandes concentrations d'hommes; le commerce russe était interrompu, le papier-monnaie perdait 30 pour 100, et les faillites financières jonchaient déjà le sol de Pétersbourg et de Moscou de nombreux débris. Un peuple encore tout asiatique comme les Turcs, sans industrie et sans commerce, un gouvernement en pleine banqueroute, qui n'a plus de crédit et plus de souci de ses créanciers, peut à la rigueur prolonger indéfiniment une situation qui a presque tous les inconvéniens de la guerre sans avoir les mêmes chances de ramener la paix. Un état moderne, un état civilisé ne saurait demeurer longtemps dans cette énervante incertitude, arrêté au seuil de la guerre, sans le franchir.

La longue inaction de la Russie, mal comprise ou mal interprétée

de ses adversaires, est devenue pour elle un autre et puissant motif d'action. Ce n'est pas là un paradoxe, c'est une vérité difficile à contester. La modération de la Russie a été attribuée à un sentiment de faiblesse, les scrupules du tsar à des appréhensions sur le sort de ses armes; la patience du gouvernement de Saint-Pétersbourg a été prise pour l'hésitation de la crainte et sa bonne volonté pour un aveu d'impuissance. En voyant le tsar demeurer immobile au bord du gouffre de la guerre, on a cru qu'il n'osait s'y jeter, on a soupçonné les Russes de manquer de confiance en eux-mêmes, en leurs forces, en leur administration, en leurs finances. Cette opinion, imprudemment propagée par les adversaires de la Russie, est devenue une des principales causes de la guerre, en encourageant les Turcs à restreindre leurs concessions et en obligeant la Russie à étendre ses réclamations. Les efforts pacifiques du gouvernement russe, les sentimens de conciliation bien connus du tsar, devaient ainsi, grâce aux fausses interprétations de l'étranger, accroître les chances d'un conflit à mesure même que le conflit semblait s'éloigner. Après les propos tenus sur son compte dans toutes les capitales et les chancelleries de l'Europe, après tous les bruits répandus sur les secrètes faiblesses du colosse du Nord et toutes les railleries plus ou moins contenues sur sa présomption, la Russie ne pouvait sembler reculer devant l'entêtement de la Porte sans perdre ce qui pour un état est aussi précieux que la force matérielle, tout prestige et toute force morale. Cherchait-elle des moyens de conciliation, on l'accusait de vouloir se dérober au combat; c'était la contraindre à élever la voix et à risquer la guerre, ne fût-ce que pour montrer qu'elle ne la redoutait point. De là les exigences de la Russie dans les derniers temps, de là son attitude plus impérieuse et la hautaine déclaration ajoutée à ce protocole que le vulgaire croyait destiné à masquer une retraite, et qui, au lieu d'assurer la paix, devait précipiter les hostilités.

La conduite de la Russie se comprend sans peine, ses détracteurs mêmes l'ont amenée à user des armes dont ils la disaient hors d'état de se servir. Comment justifier l'attitude de la Porte qui a tant à perdre à une défaite à la longue inévitable, et si peu à gagner à une victoire? Quelque déraisonnable qu'elle semble, la politique de la Porte a aussi ses raisons. La première peut-être est encore cette patience inattendue, cette surprenante longanimité de la Russie pendant l'insurrection de l'Herzégovine et la guerre turco-serbe. Plus que personne, la Porte a cru à la faiblesse du *Moskol*, à ses hésitations, à la pénurie de son trésor. Le divan a cru que la Russie faisait mine de vouloir un conflit sans avoir l'intention de le provoquer, et il a trouvé sage et habile de ne pas se laisser effrayer

par un épouvantail, de ne point reculer devant le simple masque de la guerre. Les illusions naturelles à tous les peuples, l'ignorance lettrée et présomptueuse du musulman, les prophéties des devineresses et des astrologues, encore fort en vogue à Stamboul, l'esprit de superstition des oulémas et des softas ont fait le reste, aidés des calculs des politiques ottomans qui n'ont cessé de spéculer sur la division des puissances, sur la tendresse des Magyars, sur un retour de sympathie de l'Angleterre. La détresse financière, qui semblait devoir rendre la Porte accommodante et pacifique, a peut-être été pour quelque chose dans son obstination et son attitude belliqueuse. Après avoir suspendu les intérêts de sa dette, avant même d'avoir encaissé tout son dernier emprunt, le divan en faillite ne peut espérer puiser de nouveau dans les économies de l'Europe. Il sent qu'il n'a plus aucun secours pécuniaire à recevoir de la Bourse et du *Stock exchange*. Comme un aventurier au lendemain d'une banqueroute, la Porte, n'ayant plus rien à attendre de la naïveté de ses créanciers, n'avait qu'à mettre à profit les sommes qu'elle était parvenue à leur soustraire.

Grâce aux milliards des aveugles capitalistes de l'Occident, la Turquie est aujourd'hui dans une situation militaire où elle aura peine à se retrouver de longtemps; elle a une armée bien équipée, des fusils perfectionnés, des canons Krupp, un nouveau matériel. Les folies du maniaque Abdul-Aziz n'ont pas été tout à fait inutiles à l'empire : il lui doit sa marine de guerre et ses beaux cuirassés, qui pourront contribuer à la défense du Danube. Ainsi armé et outillé, ainsi équipé à neuf aux frais de l'Europe, et sentant qu'il ne pourra de longtemps retrouver une pareille bonne fortune, le Turc est singulièrement tenté de s'en aller en guerre et de montrer qu'il n'est pas encore le paralytique dépeint par ses ennemis, ou le vieillard impotent dont un voisin ambitieux n'a qu'à étendre la main pour recueillir l'héritage. Aujourd'hui il peut entrer en lice, dans quelques années il ne le pourra peut-être plus. Voilà pour la Porte un motif de montrer à tous qu'il faut encore compter avec elle, et d'accepter une lutte que ses concesssions ne feraient que retarder. Les indécisions apparentes de la Russie n'ont pu que confirmer le divan dans ses résistances; plus le tsar se montrait modéré et conciliant, laissant réduire par la conférence ses prétentions à un minimum aisément acceptable pour la dignité ottomane, et plus les Turcs, croyant découvrir des incertitudes chez leurs antagonistes, se montraient fiers, susceptibles, intraitables. Il y a des adversaires devant lesquels il ne faut jamais avoir l'air de reculer. Les Orientaux sont du nombre. Les Turcs se laissent aussi volontiers encourager par leurs souvenirs; ils se rappellent qu'en 1828

et 1829 il a fallu aux Russes deux campagnes et bien des fautes de leurs ennemis pour forcer le large fossé du Danube et l'épais rempart du Balkan. Ils se remémorent le long siége de Silistrie en 1854, et aiment à répéter que, pour repousser l'agression russe, la Porte n'avait nul besoin de la France et de l'Angleterre, qu'elle se fût aisément passée de l'Alma et de Sébastopol. Mieux équipés, mieux préparés qu'en 1828 et en 1854, en sécurité du côté de la mer, les Turcs se persuadent que, couverts par le Danube et appuyés au Balkan, ils peuvent dans le quadrilatère de la Bulgarie orientale soutenir longtemps une guerre défensive contre un ennemi mieux pourvu d'hommes que d'argent. On s'est dit à Constantinople qu'en cas de défaite l'on pourrait toujours, grâce à la médiation des puissances, obtenir la paix à des conditions presque aussi douces qu'en obéissant aux injonctions de la diplomatie, et cela avec plus d'honneur, avec plus de respect de la part de l'Europe, avec plus de sécurité pour l'avenir.

L'événement montrera dans quelques mois ce qu'il y a de fondé dans les calculs de la Porte. En fait, la Turquie risque beaucoup en Europe comme en Asie, elle peut perdre plusieurs de ses plus riches provinces; elle n'a pas encore cependant à lutter pour son existence, comme elle le prétend dans sa réponse au protocole. Personne en ce moment ne songe à détruire l'empire ottoman, ni même à rejeter les Turcs en Asie. Les projets de la Russie sont moins vastes, moins inquiétans pour l'avenir. Victorieux ou vaincu, le Turc restera longtemps encore, selon le mot prêté à M. de Metternich, le sublime-portier du Bosphore. Ce qui est en jeu dans la guerre actuelle, c'est le sort des provinces du Danube et de la Save, peut-être aussi de la presqu'île du Pinde. Les Russes engagent la lutte au nom du droit des peuples, au nom de la liberté contre l'esprit d'oppression et l'héritage de la conquête; peut-on espérer que cette campagne n'entraînera pas les défenseurs des opprimés à des conquêtes? Ce ne serait pas la première fois depuis 1814 et 1815 qu'une guerre, entreprise au nom de l'affranchissement des peuples, tournât à leur asservissement; c'est à la Russie de montrer sa sincérité et par là de reconquérir les sympathies que lui vient d'aliéner sa brusque entrée en guerre. Rien, on doit le reconnaître, n'autorise à douter de sa bonne foi, si ce n'est la difficulté de toujours rester maître de sa politique, de toujours résister aux entraînemens de la lutte et à l'enivrement de la victoire qui emporte les peuples et les gouvernemens au-delà de leurs desseins prémédités. « Si je suis contraint d'entrer en Bulgarie, j'en saurai bien sortir, » a dit le tsar à l'ambassadeur d'Italie. La sécurité de l'Europe et l'honneur de la Russie l'exigeront; par malheur, il est sou-

vent moins aisé d'abandonner le sol conquis par les armes que de forcer les retranchemens de l'ennemi. Il en est de la guerre après une victoire comme de l'escalade des rochers escarpés et des montagnes à pic, qui sont parfois plus faciles à gravir qu'à descendre. Il y a heureusement dans le passé des précédens encourageans, les Russes ont déjà en 1829 traversé en vainqueurs le Danube et le Balkan, et ils en sont revenus.

En se bornant à sa mission libératrice, la Russie reconquerra le droit qu'on lui dénie aujourd'hui de se présenter comme l'exécutrice des volontés de l'Europe. L'Occident, quoi qu'en disent ses détracteurs moscovites, n'est point insensible aux souffrances des chrétiens de l'Orient, tous ses vœux sont pour leur affranchissement; mais il ne veut point que la délivrance des peuples opprimés de l'Orient compromette sa propre sécurité, sa propre liberté. Une guerre sur les Balkans peut avoir des contre-coups qui mettent en péril l'équilibre déjà si mal affermi de l'Europe. Si vers l'embouchure du Danube il y a de petits peuples aspirant à l'affranchissement, il y a sur le Rhin, au centre même de l'Europe, des peuples grands et petits dont l'indépendance et la prospérité sont dignes de tout respect et intéressent hautement la civilisation. Ce serait payer trop cher l'émancipation des riverains du Danube que de l'acheter aux dépens de telle ou telle nation libre ou au prix d'une guerre générale. Si tout mouvement en Orient excite de telles inquiétudes en Occident, si, au moment où l'un des grands empires du continent prend en main sur le Danube la cause des opprimés, le reste de l'Europe ne se sent qu'à demi rassuré, à demi satisfait de cette générosité, la faute n'en est ni à notre folle cervelle ni à notre mauvais caractère, la faute en est au trouble latent et au malaise secret de l'Europe, aux secousses des dernières années et aux méfiances laissées par de trop récens souvenirs.

Si, devant la fatale obstination de la Porte, la guerre n'a pu nous être épargnée, elle peut au moins être circonscrite, être enfermée dans un cercle étroit. C'est là l'intérêt de tous, l'intérêt de la Russie, qui, pour ses finances et sa transformation intérieure, a plus que personne besoin de retrouver la paix; l'intérêt des puissances qui pourraient être tentées d'intervenir dans la lutte, et qui en élargissant le champ de bataille laisseraient la guerre remettre tout en question en Europe. Pour ne pas rencontrer devant elle d'autres adversaires que les Turcs, la Russie doit s'appliquer à calmer les défiances de l'Autriche et de l'Angleterre, elle doit se garder de suivre les conseils donnés jadis de Berlin à l'Italie, à l'égard de l'Autriche, se garder de faire une guerre à fond. La sagesse du tsar et le bon sens du peuple russe les empêcheront de chercher à

frapper l'empire turc au cœur; quelque puissent être les provocations de la victoire, ils sauront s'arrêter sur le chemin de Constantinople et ne point courir au-devant des susceptibilités anglaises. Le mieux pour la Russie, comme pour l'Europe, serait d'appliquer par les armes, sans trop le dépasser, le programme de la conférence de Constantinople. La délivrance des Bulgares, et l'occupation de la contrée sise entre le Danube et les croupes méridionales du Balkan, sont une tâche assez belle pour l'honneur du peuple russe, et assez difficile pour la gloire de ses armes. Sur le Danube et sur le Balkan comme en Asie, les troupes du tsar auront à vaincre l'homme et la nature (1). Si pour de tels sacrifices la Russie, qui n'a aucune indemnité pécuniaire à espérer de son adversaire, a besoin d'une compensation territoriale, elle en peut trouver en Asie sur la côte orientale de la Mer-Noire, dans le joli port de Batoum par exemple, qui, pour ses provinces du Caucase réduites au mauvais havre de Poti, serait un débouché précieux et un complément naturel.

Une fois les hostilités engagées, la raison et l'humanité doivent désirer que le sang versé ne soit point stérile pour la vallée du Bas-Danube et pour la liberté des chrétiens. Jusqu'ici, on ne saurait le nier, la diplomatie s'est toujours montrée impuissante à démêler les fils confus de la question d'Orient : elle n'en a jamais su dénouer un nœud qu'après qu'il avait été tranché par l'épée. Rien de durable ne s'est encore fait en Orient sans le secours des armes, et en revanche, ce qui ne peut se dire de tous les conflits, aucune guerre n'y est demeurée sans résultats. La guerre de Crimée a valu à l'Europe l'émancipation de la Roumanie, tout comme Navarin et les campagnes des Russes en 1828 et 1829 lui avaient valu l'indépendance de la Grèce ou pour mieux dire d'une partie de la Grèce. Puisse la guerre actuelle faire faire à cette éternelle question d'Orient un nouveau pas dans la seule voie des solutions rationnelles, dans la voie de l'autonomie des populations chrétiennes; c'est l'intérêt de la civilisation comme du repos futur de l'Europe. Que la lutte reste localisée, que l'affranchissement des chrétiens du Balkan ne coûte rien à l'indépendance d'autrui, et l'Occident se réjouira s'il peut dire au retour de la paix : Il n'y a qu'un peuple libre de plus en Europe.

ANATOLE LEROY-BEAULIEU.

(1) L'ouvrage de M. de Moltke sur les campagnes des Russes en 1828 et 1829 fait admirablement connaître le théâtre de la prochaine guerre et les obstacles que doivent rencontrer les Russes. C'est la même lutte qui recommence sur la même scène, mais avec de tout autres proportions, avec des forces incomparablement supérieures de part et d'autre.

LA FAUSSE SORTIE

DU

CHANCELIER DE L'EMPIRE ALLEMAND

Les grands hommes aiment à savoir comment on parle d'eux quand ils ne sont pas là; ils se défient de la gêne qu'inspire leur présence, leurs flatteurs les ennuient, et ils inventent des artifices pour mettre les langues en liberté. Le calife Haroun-al-Rachid s'amusait quelquefois à revêtir un déguisement pour se promener la nuit dans les rues de Bagdad; à la faveur de son incognito, il entrait en conversation avec les passans, et il découvrait ainsi ce que le petit peuple des faubourgs pensait du calife et de son grand-vizir. On raconte aussi l'histoire d'un grand seigneur anglais qui mit à l'épreuve ses amis et ses ennemis en se faisant passer pour mort. Il se fit rapporter tous les commentaires auxquels avait donné lieu la fausse nouvelle, toutes les oraisons funèbres qui avaient été prononcées en son honneur. S'il eut le chagrin de constater que plusieurs de ses amis avaient pris fort gaîment leur parti de son accident, il ne fut pas fâché d'apprendre que quelques-uns de ses ennemis lui avaient rendu justice en disant : « Après tout, cet homme avait du bon. » Argan éprouva un déplaisir et un plaisir du même genre quand, sur le conseil de Toinette, il s'avisa de contrefaire le mort. Sa femme, dont il se croyait adoré, s'écria : « Le ciel en soit loué! me voilà délivrée d'un grand fardeau. Quelle perte est-ce que la sienne, et de quoi servait-il sur la terre? Un homme incommode à tout le monde, fatiguant sans cesse les gens et grondant jour et nuit servantes et valets. » En revanche, Argan eut la joie de se voir pleuré par sa fille Angélique, qu'il accusait à tort d'être une mauvaise fille; il lui ouvrit brusquement ses bras en lui criant : « Je ne suis pas mort, et je suis ravi d'avoir vu ton bon naturel. »

M. de Bismarck vient de faire la même expérience que le malade imaginaire; il a mis à l'épreuve ses amis et ses ennemis, les gens de

sa maison et les gens du dehors; il s'est procuré la satisfaction de savoir ce que Berlin, l'Allemagne, le monde entier pensaient de lui, et il ne peut se plaindre du résultat de son enquête. Pendant quelques jours, le bruit a couru que le tout-puissant chancelier de l'empire germanique avait donné sa démission. Charles-Quint, accablé de gloire et de dégoûts, avait abdiqué l'empire pour se retirer au couvent de Saint-Just, où il employait son temps à régler des horloges. Personne ne soupçonnait M. de Bismarck de vouloir se retirer dans un couvent; mais on assurait qu'usé par ses glorieuses fatigues, las de lutter contre des compétiteurs incommodes, contre des intrigues de cour qui traversent ses desseins et paralysent ses forces, irrité de ne pouvoir se débarrasser d'agens indociles qui résistent à ses fantaisies, il déposait l'écrasant fardeau de ses honneurs et de ses charges et qu'il avait résolu de s'enterrer à jamais à Varzin pour ne plus s'occuper que d'exploiter ses forêts et de compter ses sapins. Il y avait bien de l'invraisemblance dans ces bruits. Sans doute on n'ignorait pas que depuis longtemps une partie de la cour de Prusse nourrit des dispositions hostiles à l'égard du chancelier et qu'une auguste personne n'a jamais pu se réconcilier entièrement avec lui; mais on savait aussi que l'impératrice d'Allemagne a renoncé à exercer quelque influence sur les affaires, qu'elle se contente de sauver sa dignité par son silence, qu'elle se recueille dans ce bonheur triste, mais fier, que procure aux âmes nobles le sentiment d'être toujours demeurées fidèles à leur caractère et de ne s'être jamais inclinées devant la fortune, et qu'enfin son action se borne à intervenir de temps à autre en faveur de tel de ses amis dont la situation est menacée par des coups de tête ou de boutoir. On savait également que depuis que le comte Arnim a été mis hors de combat, il n'est pas un homme en Allemagne qui se croie de taille à supplanter M. de Bismarck, et ceux qui connaissaient le général Stosch ont souri à la pensée qu'on pût transformer cet administrateur habile et capable en un rival dangereux de César. Le général a été bien surpris et plus chagriné encore que surpris du rôle qu'on lui attribuait; il a trop de mérite pour se méconnaître, et il n'a eu garde de prendre au sérieux les portraits de fantaisie qu'on faisait de lui. Toutefois, malgré l'invraisemblance de la nouvelle, pendant quarante-huit heures l'Europe l'a tenue pour vraie. Plus d'un journaliste a pris la peine de raisonner longuement sur les causes et sur les conséquences d'un événement qui n'avait pas eu lieu; d'autres ont cru le moment venu de prononcer sur l'illustre démissionnaire le jugement de la postérité, et ils ont accompagné leur verdict de considérations plus ou moins flatteuses, plus ou moins équitables. Au milieu de ce grand bruit de plumes courant à bride abattue sur le papier, la France s'est fait remarquer par sa discrétion, par sa réserve, par sa retenue; elle a prouvé qu'elle ne voyait pas dans la retraite de M. de Bismarck un gage

de sécurité pour elle, et, s'il veut être juste, il doit lui dire comme Argan à sa fille : « Je suis ravi d'avoir vu ton bon naturel. »

L'Europe ne tarda pas à se désabuser ; elle apprit bientôt que la démission de M. de Bismarck n'avait point été acceptée, que sa retraite définitive s'était changée en un congé, et bientôt après que ce congé n'en était pas un, que le chancelier se proposait seulement de changer d'air, qu'en son absence il se déchargerait du détail des affaires courantes sur le secrétaire d'état, M. de Bulow, et sur le président de la chancellerie, M. Hoffmann, mais que ces deux personnages ne seraient que ses représentans, ses mandataires, prenant ses ordres, recevant ses instructions, et qu'il garderait la haute main sur tout, la responsabilité et le contre-seing. Ce qui vient de se passer n'est qu'un nouvel accès, plus grave que les autres, de ce mal intermittent, de cette maladie périodique que les Allemands appellent *die Reichskanzlerkrisis*, la crise du chancelier de l'empire ; mais cette crise a tourné tout autrement qu'on ne le pensait, même en Allemagne ; M. de Bismarck en est sorti triomphant. Il avait éprouvé quelques contrariétés, quelques mécomptes, il avait cru démêler chez quelques-uns de ses agens des velléités de résistance, il craignait que certaines réformes auxquelles il attache une grande importance ne rencontrassent une opposition inquiétante parmi ses collègues du ministère prussien ou dans le sein du *Reichstag*. Il a mis à tout le monde le marché à la main. On lui attribue ce mot : — « Je suis curieux de savoir ce qu'ils feront sans moi. » Il savait d'avance qu'on n'essaierait pas de rien faire sans lui, et l'événement a justifié sa confiance. On l'a jugé indispensable ; il a fait ses conditions, elles ont été acceptées et par le souverain et par les partis. Aujourd'hui tout le monde est à sa discrétion, et on peut affirmer que jamais sa situation n'avait été aussi forte qu'aujourd'hui. Il jouait quitte ou double, il a gagné la partie. Ce doit être pour son orgueil une vive satisfaction, et il serait heureux, s'il pouvait l'être. Hélas ! il se plaît à répéter qu'il est le plus malheureux des hommes. Plus d'un chancelier lui envierait son malheur ; mais il en est des grands politiques comme des grands artistes, ils sont agités d'une éternelle inquiétude qui fait leur supplice. M. de Bismarck n'a pas été mis au monde pour être heureux, ce n'est point sa vocation, et il doit s'en consoler en méditant cette sentence d'un philosophe : — « Il y a heureusement dans ce monde autre chose que le bonheur. »

Un politique d'outre-Rhin nous disait, il y a quelques années : « La constitution de la confédération de l'Allemagne du nord a été faite par un homme et pour un homme ; il en résulte que toutes les fois que cet homme a un accès de fièvre, ou qu'il a mal dormi, ou qu'il n'a pas dormi du tout, il y a crise dans les affaires de l'état. » L'empire allemand a emprunté sa constitution à la confédération de l'Allemagne du nord, et ce qui était vrai il y a sept ans l'est encore aujourd'hui. L'homme

qui est chancelier de l'empire allemand et qui seul est responsable de tout ce qui s'y passe est en même temps président du ministère prussien, président du conseil fédéral, et il ne peut se dispenser de prendre une part active aux délibérations du *Reichstag*, et même des deux chambres prussiennes, quand il leur soumet quelque projet de loi qui intéresse les destinées de l'empire. Qu'il vienne à tomber malade, tout languit, ou la confusion se met partout. Quand M. de Bismarck se plaint de sa santé, on peut l'en croire, et il n'est point un malade imaginaire. Les sages prétendent qu'il se porterait mieux, s'il distribuait mieux son temps, s'il réglait mieux sa vie, s'il prenait plus de soin de ses redoutables nerfs. Il ne se couche jamais avant quatre heures du matin, il résiste au sommeil jusqu'à sept heures, il dort jusqu'à midi. A son réveil, les affaires ont eu le temps de s'accumuler, il les aborde avec humeur, avec chagrin ou même avec colère; c'est le terrible réveil du lion, *quærens quem devoret*. Les sages en parlent à leur aise. M. de Bismarck apprît-il à gouverner sa vie, ses heures et ses nerfs, il faudrait un miracle pour qu'il n'y eût jamais de crise dans sa santé et dans les affaires de l'état. Un corps d'airain pourrait seul résister, sans fléchir jamais, à cette charge effrayante d'occupations et de soins qui pèse sur la tête d'un chancelier de l'empire allemand. Cette machine est tout un monde, et le mécanicien qui l'a construite est le seul qui en connaisse le secret, le seul qui puisse la faire marcher et répondre de tout; si un rouage se détraque, c'est à lui qu'on impute l'accident, et c'est à lui de parer aux conséquences. Dès 1869, alors que la machine était moins compliquée, M. de Bismarck se plaignait à un de ses intimes que l'excès des fatigues eût ruiné son robuste tempérament; il lui exprimait sa crainte de ne pouvoir suffire jusqu'au bout à sa tâche, il lui témoignait le désir de trouver une combinaison qui lui permît de sortir du ministère prussien, pour se consacrer tout entier aux affaires de l'empire. Mais, comme l'ont remarqué judicieusement les auteurs d'un livre qui vient de paraître, « le gouvernement de l'Allemagne ne représente pas exclusivement les intérêts généraux de la fédération, il représente surtout les intérêts particuliers d'un état fédéré qui domine les autres; c'est pour cela que l'empire allemand, tout en empruntant les formes extérieures d'un état fédératif, constitue plutôt en réalité une union d'états demi-souverains avec un état souverain (1). » M. de Bismarck ne peut renoncer à diriger les délibérations et la conduite du gouvernement prussien; livré à lui-même, ce gouvernement enverrait peut-être au conseil fédéral des plénipotentiaires qui contrarieraient les vues du chancelier. Malgré qu'il en ait, M. de Bismarck doit gouverner un empire et un royaume. Les intérêts de ce royaume et de cet empire ne sont pas toujours les mêmes, il est tenu de les concilier, sous peine de se voir

(1) *Précis du droit des gens*, par MM. Th. Funck-Brentano et Albert Sorel, Paris, Plon et Comp., 1877, p. 42.

accusé par les uns d'être un mauvais Allemand, par les autres d'être un mauvais Prussien, et on assure qu'il est difficile d'être à la fois Prussien et autre chose.

Ajoutez à la responsabilité écrasante qui pèse sur cet homme extraordinaire la nécessité où il se trouve de rendre compte de tout ce qu'il veut et de tout ce qu'il fait. Grâce à lui, l'empire allemand n'est pas entré en possession du véritable régime parlementaire; mais on vit à Berlin sous le régime de l'universelle discussion, et tant qu'il habite cette ville terrible dont le séjour lui devient odieux, M. de Bismarck doit passer sa vie à discuter. Il ne discute pas seulement avec son souverain pour obtenir de lui le renvoi de tel fonctionnaire qui manque de souplesse, il discute avec ses collègues dans le ministère prussien pour leur démontrer que ses projets de loi ne sont pas contraires aux intérêts de la Prusse, il discute avec les plénipotentiaires du conseil fédéral pour leur prouver que sa politique n'attente pas à l'indépendance des petits états, il discute avec les députés du *Reichstag* pour les gagner à ses vues d'économie sociale, pour combattre les préjugés de celui-ci, pour calmer les impatiences de celui-là. C'est un pénible et humiliant travail pour cette raison superbe que d'avoir à s'expliquer avec des raisons subalternes, que de se dépenser en paroles pour convertir à ses idées ceux qui ne comprennent pas et ceux qui ne veulent pas comprendre. A mesure que grandissent l'orgueil et le mépris des hommes, s'accroissent aussi l'horreur de parler et l'impatience fiévreuse causée à des nerfs orageux par le bourdonnement d'une mouche. Cet homme de haute taille est condamné chaque jour à se plier en deux pour pénétrer dans des portes basses; il en a comme une courbature d'esprit, et il lui prend par intervalles des fureurs de briser tous les linteaux et de démolir toutes les portes. C'est à quoi pense le lion en se réveillant à midi. On a dit que M. de Bismarck était une figure unique dans l'histoire; c'est que sa situation est unique. Il s'est trompé d'heure, il aurait dû venir au monde avant l'invention des parlemens. Qu'on se représente les souffrances d'un génie césarien, né pour commander et réduit à l'ingrat labeur de convaincre.

Sa tâche serait plus aisée s'il avait une meilleure assiette parlementaire, s'il était parvenu à grouper autour de lui une majorité cohérente, compacte, dévouée à ses projets, et qui s'abstînt de lui marchander son concours. La majorité sur laquelle il s'appuie est indisciplinée, elle le discute et le marchande. M. de Bismarck est un solitaire, la solitude est son élément; la postérité le verra de préférence sous les traits de l'ermite de Varzin, causant avec ses gardes-chasse, avec ses chevaux, et ne communiquant avec le reste de la terre que par un fil télégraphique. Il a dans le tempérament une sorte de sauvagerie romantique, pour qui c'est un plaisir de dompter un coursier fougueux et un mortel ennui de mettre à la raison M. Lasker; mais la principale cause de son isolement

est que, dans le fond, ce grand révolutionnaire a l'esprit tempéré et que, préoccupé de concilier des intérêts contradictoires, il suit avec une énergique persévérance une politique de transaction, trop audacieuse pour les uns, trop timide pour les autres. Il a dû rompre avec ses amis d'autrefois, avec les conservateurs prussiens, qui ne l'auraient jamais aidé à faire l'Allemagne. Il avait décidé dès le principe que le particularisme prussien était le plus tenace, le plus dangereux de tous, et que, pour pouvoir médiatiser les petits états, il fallait commencer par médiatiser la Prusse. Il ne pouvait exécuter ses desseins qu'en liant partie avec les nationaux-libéraux, qu'il aime peu et qui lui reprochent ses ménagemens; ces doctrinaires n'ont de goût que pour les mesures radicales. L'un d'eux disait : « L'Allemagne ne sera faite que lorsque nous serons débarrassés à jamais de toutes ces petites dynasties, qui ne s'occupent que de thésauriser. » M. de Bismarck tient plus de compte de ces petites dynasties, il n'est pas disposé à les jeter si cavalièrement par-dessus bord; il veut bien alléger le navire, mais il n'entend pas le décharger de son lest, et les petites couronnes servent à lester l'empire allemand. Les relations qu'il entretient avec les nationaux-libéraux sont sujettes à bien des difficultés, à bien des tracasseries. Il avait pensé qu'en déclarant la guerre à l'église catholique, il donnerait une satisfaction suffisante au radicalisme de ses alliés; mais les nationaux-libéraux acceptent avec gratitude tout ce qu'il leur donne et lui demandent avec insistance tout ce qu'il est résolu à ne pas leur donner. Ils le mettent en demeure d'instituer un ministère responsable de l'empire; il leur répond : « Le ministère, c'est moi, moi seul, et c'est assez. » Il veut être tout ou n'être rien, et il se refuse à partager la responsabilité avec qui que ce soit, au risque de succomber à la peine. Il adore le fardeau qui le tue.

La constitution de l'empire allemand est incomplète, elle devrait renfermer un article ainsi conçu : « Le chancelier de l'empire est tenu de se porter toujours bien. » Mais M. de Bismarck ne peut s'engager à se bien porter qu'à la condition que ses alliés ne lui donneront jamais aucun ennui et que les fonctionnaires à ses ordres feront tous serment d'être aussi intelligens que dociles, aussi dociles qu'intelligens. Il suffit d'un indiscipliné, d'un faiseur d'objections, d'un ergoteur, pour compromettre sa santé, et s'il ne peut obtenir la mise à pied de l'ergoteur, il parle incontinent de s'en aller. Plusieurs des mesures qu'il a le plus à cœur, le rachat des chemins de fer par l'empire, la réforme de l'impôt, l'établissement de droits compensateurs, avaient été critiquées en haut lieu, et, d'autre part, les dernières élections n'avaient pas répondu entièrement à ses désirs; il avait sujet de craindre que la majorité du *Reichstag*, avant de voter les nouveaux projets de loi, ne s'avisât, selon sa coutume, de lui faire ses conditions, qu'il juge inacceptables. Il a pris les devans, il a offert sa démission, comme il l'avait déjà fait en 1874.

Cette fois, la crise a duré assez longtemps pour qu'on pût passer en revue tous les successeurs qu'il était possible de lui donner, tous les hommes capables de le remplacer et qui ont en eux l'étoffe d'un chancelier de l'empire. Un député du *Reichstag* s'est fait l'interprète de l'opinion publique quand il a dit : « Rien de plus frappant que l'accueil qu'ont trouvé partout les divers projets colportés par les journaux touchant les successeurs possibles du prince de Bismarck. Il y avait dans le nombre des dignitaires de l'empire fort considérés, des hommes éminens qui se sont distingués dans la guerre, dans la paix, dans les délibérations parlementaires, et aucun de nous, si on nous avait demandé lequel de ces hommes était de force à porter le fardeau colossal qui pèse aujourd'hui sur les épaules de M. de Bismarck, n'aurait pu réprimer un sourire. En vérité, après cet examen, tous ces hommes de mérite courent le risque de devenir des personnages presque grotesques. » On ne peut aspirer à remplacer M. de Bismarck sans se couvrir de ridicule, voilà la morale de la pièce qui vient de se jouer à Berlin.

Il ne pouvait venir à l'esprit de personne que l'empereur Guillaume acceptât la démission du chancelier. S'il devait jamais se séparer du grand ministre dont il a su deviner le génie, de ce serviteur providentiel avec qui il a couru tant de hasards et qui lui a mis sur la tête la couronne impériale, il croirait divorcer avec son passé et avec sa gloire. Les souverains de la Prusse ne considèrent que le bien de l'état; ils contractent de bonne heure l'habitude de lui sacrifier leurs aises et leurs commodités. Sans doute l'empereur Guillaume a souffert quelquefois des échappées d'humeur et des haut-le-corps de l'impérieux chancelier, il a pu blâmer ses incartades, ses emportemens, ses rancunes implacables; mais il en a pris philosophiquement son parti et s'est contenté de dire : — « Il est ainsi fait, il faut le prendre comme il est. » — Personne à Berlin ne s'est étonné de son attitude pendant la crise; elle a été ce qu'on attendait. On a été plus surpris de l'intervention active du prince impérial; le zèle qu'il a déployé est pour M. de Bismarck un gage qui a son prix. On savait que depuis 1870 le prince Frédéric-Guillaume s'était rapproché de M. de Bismarck, dont il avait souvent désapprouvé la politique. Ce rapprochement était devenu plus sensible encore depuis le jour où le chancelier avait ouvert sa campagne contre l'église. L'insistance avec laquelle l'héritier du trône de Prusse et de la couronne impériale a représenté à M. de Bismarck que l'Allemagne avait besoin de lui a été fort remarquée. C'était lui dire qu'il serait l'homme du futur règne. Ce point n'est plus mis en question, et c'est peut-être un des éclaircissemens que M. de Bismarck désirait se procurer; il s'est toujours soucié de tâter le pouls à tout le monde, de faire le bilan de sa situation. Le présent lui appartient, l'avenir est à lui.

Comme le souverain, comme la dynastie, le parlement s'est empressé d'affirmer bien haut que M. de Bismarck est un homme nécessaire, et

que ses adversaires eux-mêmes ne peuvent se passer de lui. La séance tenue par le *Reichstag* le 13 avril a été aussi intéressante que significative. Chaque parti avait délégué l'un de ses principaux orateurs pour payer son tribut d'hommages à l'illustre malade, et pour le supplier de rétablir le plus tôt possible sa santé. L'un des chefs de ce parti progressiste, que M. de Bismarck a pris en détestation, est venu déclarer le premier que tous les successeurs présomptifs et présomptueux du chancelier sont des hommes qui ont perdu le sentiment du ridicule. A la vérité, le docteur Hænel a eu soin de représenter au *Reichstag* que la gravité de la crise était un avertissement, qu'une constitution dont le bon fonctionnement dépend de la santé d'un homme et se trouve être à la merci d'une attaque de nerfs demande à être remaniée; mais il a promis, sans se faire prier, d'ajourner indéfiniment toutes les propositions qu'il pouvait être tenté de faire à ce sujet. Après le docteur Hænel, M. de Bennigsen, le chef le plus considéré du parti national-libéral, a rappelé tous les services rendus à l'Allemagne par M. de Bismarck, tous les titres qu'il possède à son éternelle gratitude; il a ajouté que, bien que l'institution d'un ministère responsable de l'empire fût une réforme nécessaire, cette réforme ne devait être tentée qu'avec l'agrément et le concours du chancelier, parce que seul il pouvait la faire accepter de l'Allemagne, et il a conclu qu'il fallait attendre son complet rétablissement pour soulever la question. A son tour, le chef du centre catholique, M. Windthors, a pris la parole et il a nié que le bruit qui avait couru de la retraite définitive de M. de Bismarck eût été un sujet de joie pour les ultramontains allemands. « M. de Bismarck, s'est-il écrié, a prouvé par ses actes que lorsqu'il voudra nous rendre la paix religieuse, il sera plus apte à le faire que personne, et, pour ma part, si jamais des négociations venaient à s'ouvrir pour mettre fin à la lutte, j'aimerais mieux traiter avec lui qu'avec la bureaucratie prussienne. » Par la bouche de M. de Kleist-Retzow, le parti conservateur a dit aux libéraux : « Messieurs, si vous voulez du bien au chancelier de l'empire, si vous souhaitez sincèrement que sa cure de repos lui soit profitable, ne venez pas nous proposer des réformes qui, vous le savez, ajouteraient aux difficultés de sa situation, achèveraient de lui rendre la vie insupportable. C'est à lui, c'est à lui seul, quand il aura recouvré ses forces, de corriger ce qu'il peut y avoir de défectueux dans nos institutions. » Enfin, le représentant des conservateurs libres, le comte Bethusy-Huc, a déclaré que le premier devoir du parlement était de voter les lois qui tiennent au cœur du chancelier, en particulier l'abolition des contributions matriculaires et le remaniement des impôts, et il a déclaré aussi que le retour de la crise ne pouvait être prévenu que si le chancelier de l'empire trouvait dans le ministère prussien cette homogénéité de vues en matière d'impôt et de finances qui est indispensable à l'exécution de ses plans. C'est ainsi que dans cette re-

marquable séance, tous les partis sont venus, dans une attitude inclinée, déposer des couronnes aux pieds de l'homme nécessaire. Ils ont tous dit : — Puisque nous ne pouvons le remplacer, conspirons avec ses médecins pour le rétablissement de sa santé. Abstenons-nous de toute discussion qui lui serait désagréable; ne faisons pas de bruit, ne parlons pas trop haut, ajournons les réformes que nous nous proposions de lui demander, et votons sans plus tarder celles qu'il nous demande et qui ne nous agréent qu'à moitié. Puisque nous avons le bonheur d'avoir à notre tête un grand homme, nous sommes tenus d'en prendre soin; périssent nos espérances, pourvu qu'il se porte bien! — L'Allemagne est un pays où, dans les grandes occasions, le patriotisme l'emporte sur l'esprit de parti. Si le *Reichstag* n'avait pas fait son devoir, le pays l'aurait mis à la raison. Les villes et les campagnes se seraient émues, le *meeting* de Brême aurait trouvé partout de l'écho, et M. de Bismarck aurait prouvé une fois de plus qu'il tient l'Allemagne dans sa main.

S'il se plaint qu'il manque quelque chose à son triomphe, il est vraiment bien difficile. Peut-être dans les loisirs très occupés que lui procureront son congé et les plaines du Lauenbourg trouvera-t-il quelques instans pour relire Shakspeare, qu'il connaît si bien, et en particulier la tragédie de *Coriolan*, qui doit lui plaire entre toutes. Le grand poète y a peint un politique patriote et ambitieux qui a rendu d'éclatans services à son pays, mais qui souffre d'une maladie funeste et incurable, le mépris des hommes. Il n'a de respect que pour Volumnie, sa mère, ni d'affection que pour sa femme Virgilie, laquelle baisse la tête et se tait devant lui, et qu'il appelle en souriant « mon cher silence. » Lorsque le peuple ingrat l'exile de Rome : « Triste meute de chiens, s'écrie-t-il, dont je hais le souffle autant que les vapeurs d'un marais empesté, dont j'estime la tendresse autant que la carcasse d'un mort sans sépulture qui corrompt l'air autour de moi, ce n'est pas vous qui me bannissez, c'est moi qui vous bannis de ma présence. Restez où vous êtes avec vos pensées changeantes; que vos âmes soient à la merci du moindre bruit qui peut frapper vos oreilles! Que vos ennemis, en agitant leurs panaches, vous soufflent au cœur un lâche désespoir! Gardez toujours le pouvoir de bannir vos défenseurs jusqu'à ce qu'ennemis de vous-mêmes, incapables de vous sauver, votre ignorance vous fasse tomber aux mains de quelque nation qui aura raison de vous sans coup férir. Vous êtes cause que, méprisant ma patrie, je lui tourne le dos. Il y a un monde ailleurs. » Ah! que le sort de M. de Bismarck est différent de celui de Caïus Marcius, vainqueur de Corioles! Parle-t-il de quitter Rome, de l'abandonner à elle-même, à son ignorance, à ses pensées changeantes, Rome se met à ses pieds pour le retenir, et si jamais elle était tentée d'oublier ses promesses, il lui dirait : « J'ai voulu te débarrasser de moi; pourquoi m'as-tu retenu? » Il n'a pas définiti-

vement retiré sa démission; il consent à essayer de rétablir sa santé, il s'est réservé le droit de renouveler le crise quand il lui plairait.

« Rome n'est pas l'univers, disait Coriolan, il y a un monde ailleurs. » Qu'il se retire à Varzin ou dans le Lauenbourg, M. de Bismarck porte un monde avec lui, le monde de ses pensées. Il a pris son congé au moment où la guerre éclatait sur les bords du Danube. Un éminent homme d'état prétendait jadis que « les choses, pas menées, mènent à la guerre. » Les affaires d'Orient ont été si peu ou si mal menées que la diplomatie a dû passer la parole aux canons. M. de Bismarck a quitté Berlin avec l'assurance qu'il aurait désormais toute sa liberté d'action non-seulement pour proposer les lois qu'il croit utiles à l'empire et au royaume dont il a la gestion, mais pour faire prévaloir sa politique en Orient. Ce n'est pas seulement le chancelier, c'est le ministre des affaires étrangères qui vient d'obtenir un blanc-seing. En attendant que l'heure soit venue de faire connaître sa pensée, il se dérobe aux curiosités, aux questions indiscrètes, aux sollicitations de la diplomatie; il est rentré dans son nuage, où parfois l'Europe croit entendre gronder la foudre, nuage qui n'est transparent que pour lui et au travers duquel son œil ardent promène ses regards sur toutes les cases de l'échiquier européen.

Personne ne doute en Allemagne ni ailleurs qu'un grand rôle ne soit réservé à M. de Bismarck dans le règlement des affaires orientales et des remaniemens territoriaux qui pourraient en résulter. Personne ne doute qu'à l'heure fatale il n'apparaisse comme le *deus ex machina* et qu'il ne prononce le mot décisif. Quel sera ce mot? Peut-être n'en sait-il rien, peut-être ses combinaisons ne sont-elles pas encore définitivement arrêtées. La politique est pour lui une dynamique, il étudie les forces en jeu, et les événemens déterminent sa conduite. Il est à la fois l'homme des vues lointaines, des longues préparations et des improvisations soudaines et hardies. Le 23 novembre 1872, M. de Balan écrivait au comte Arnim : « Son altesse vous fait remarquer à cette occasion, comme habituel à la politique allemande, le défaut de se préparer trop tôt aux événemens dans une direction déterminée. »

De tous les orateurs qui ont pris la parole dans la séance du 13 avril, M. de Bennigsen était, de l'avis commun, le mieux placé pour pénétrer les impénétrables desseins de M. de Bismarck, et le langage qu'il a tenu était de nature à rassurer l'Europe : « Dans ce moment, a-t-il dit, les yeux du monde entier sont dirigés sur les affaires d'Orient, qui touchent plus ou moins aux intérêts de tous les états. L'Europe tout entière est convaincue que, si l'on réussit à localiser le conflit qui est sur le point d'éclater et à prévenir une collision générale, c'est la politique pacifique du chancelier allemand qui mettra le poids décisif dans la balance. Peu d'années se sont écoulées depuis que nous avons dû rassembler toutes nos forces pour faire prévaloir nos droits sur l'opposition

de l'Autriche et de la France, et cependant, après de si redoutables événemens et de si glorieux succès qui ont excité dans tous les cabinets la jalousie, la surprise et la crainte, nous avons réussi à répandre partout la conviction que l'Allemagne n'est pas une puissance essentiellement militaire et guerrière, mais qu'après avoir reconquis ses anciennes frontières, elle s'est imposé la tâche de poursuivre par des voies pacifiques son développement intérieur, sans nourrir aucun mauvais dessein à l'égard des puissances voisines. C'est l'œuvre de l'empereur et de son chancelier, et voilà pourquoi non-seulement en Allemagne, mais dans toute l'Europe, la retraite du chancelier de l'empire serait considérée comme un événement fatal et inquiétant. » — « M. de Bennigsen, a répondu le chef du centre catholique, a coutume d'être bien informé; puisqu'il a insisté sur la politique pacifique de M. de Bismarck, j'en conclus que cette politique l'emporte aujourd'hui, et personne ne peut s'en réjouir plus que moi dans un moment où les troubles orientaux ont provoqué une guerre ouverte entre deux puissances. » C'est ainsi que dans la séance du 13 avril M. de Bismarck a été célébré comme le génie de la paix, et le 26 avril, les déclarations faites par M. de Bennigsen ont été confirmées par M. Lasker et par M. de Moltke lui-même. Si ces prophéties excellentes s'accomplissent, si M. de Bismarck travaille à localiser la guerre et à préserver la paix générale, si le jour où il sortira de son nuage il se présente au monde une branche d'olivier à la main, le monde lui en aura la plus vive reconnaissance, et la santé du chancelier deviendra aussi chère à l'Europe qu'elle peut l'être à M. de Bennigsen ou au comte Bethusy-Huc.

Il est téméraire assurément de vouloir annoncer et prédire ce que fera M. de Bismarck, tel cas échéant. Nous vivons dans un temps où les événemens semblent se jouer de toutes les prévoyances humaines, où toutes les mesures proposées trompent l'attente de ceux-là même qui avaient cru sauver la paix du monde en les conseillant. On voit dans une comédie représentée avec beaucoup de succès un intrigant politique qui, moyennant finance, emploie des femmes de petite vertu à extorquer leurs secrets à tous les secrétaires de deuxième ou de troisième classe qu'elles peuvent attirer dans leurs filets; ce malhonnête bonhomme, fin comme une dague de plomb, revend très cher à son gouvernement les précieuses informations que lui procurent ses sirènes blondes ou brunes. Les temps sont bien changés; aujourd'hui les secrets de secrétaires, qu'ils soient de première ou de deuxième classe, ne valent pas beaucoup d'argent. Les chargés d'affaires eux-mêmes, les chefs de légations, les ambassadeurs, n'ont pas de peine à ne pas commettre le péché d'indiscrétion, il leur en coûte peu d'avoir l'air d'ignorer ce qu'ils ne savent pas. Il vivent la plupart au jour le jour, et leur tête deviendrait subitement transparente que nous n'en serions pas plus éclairés sur l'avenir prochain de l'Europe. N'avons-nous pas entendu des diplomates

qui revenaient de Constantinople et des ministres des affaires étrangères déclarer d'un ton de certitude que personne ne voulait la guerre, que nous avions devant nous deux ans de paix assurée? Quelques jours plus tard les Russes passaient le Pruth. Pendant de longs mois, l'Europe tout entière s'est appliquée à conjurer cette guerre dont les conséquences probables l'effrayaient; toutes les précautions qu'elle a pu prendre n'ont servi qu'à précipiter le sinistre dénoûment. Mémorandums, conférences, protocoles, ont tourné à mal, et on a mis le feu aux poudres en cherchant à les noyer. Le public européen se demande si tant de bonnes intentions ont été traversées par une politique machiavélique, aussi raffinée dans ses moyens que profonde dans ses calculs, ou si l'irréflexion, les entraînemens, les maladresses n'ont pas tout fait, si les malins ne sont pas des dupes, et s'il ne faut pas répéter avec Voltaire : « Ainsi va le monde sous l'empire de la fortune; elle nous fait jouer en aveugles à un jeu terrible, et nous ne voyons jamais le dessous des cartes. »

Une chose est certaine, l'Allemagne désire sincèrement que la guerre qui vient d'éclater en Orient soit resserrée dans son foyer, et beaucoup d'Allemands, lesquels ne sont pas tous députés au *Reichstag,* sont persuadés que c'est M. de Bismarck qui, après avoir fait la part du feu, l'empêchera de gagner la maison voisine. L'un d'eux nous disait : — « On juge mal le chancelier. Il a jadis étonné l'Europe par son audace, il l'étonnera par sa sagesse et sa modération. Au plus fougueux des tempéramens, il joint cette haute raison qui met un frein à l'esprit d'entreprise et lui interdit de dépasser le but; il a le sens de la mesure, du possible, et il se connaît en vraie gloire. Tenez pour certain qu'il est moins occupé de rêver des agrandissemens périlleux qui compromettraient son œuvre que de la rendre durable, définitive, de bâtir sa maison à chaux et à ciment, de mettre hors d'insulte et hors de discussion le puissant empire qu'il a créé. Il disait en 1874 : « J'ai besoin de dix ans de paix pour faire l'Allemagne. » La guerre générale le dérangerait dans son travail. Vous objecterez peut-être qu'il ne tenait qu'à lui d'étouffer dans sa naissance le conflit oriental et d'arrêter la Russie comme plusieurs d'entre nous avaient la candeur de le lui demander. L'alliance moscovite a joué toujours un trop grand rôle dans ses combinaisons et lui a rendu de trop grands services pour qu'il ne se crût pas tenu de la ménager. Il n'a pas fait cause commune avec les Russes, mais il a usé de tolérance; il leur a dit : « Dieu vous soit en aide! passez le Pruth à vos risques et périls! » Il ne pouvait lui convenir que, ne trouvant pas à Berlin les complaisances, les empressemens auxquels ils pensaient avoir droit, ils allassent chercher ailleurs un allié. Son déplaisir a été vif lorsqu'il a cru s'apercevoir que Saint-Pétersbourg coquetait avec Paris; cette intrigue coupable lui a porté sur

les nerfs. Heureusement la France a fort bien compris que les avances que lui faisait la Russie n'étaient pas sérieuses, qu'elles étaient seulement destinées à exciter les jalousies de l'Allemagne, à la rendre plus souple, plus complaisante aux désirs du prince Gortchakof. Selon l'expression d'un spirituel diplomate, le cabinet de Saint-Pétersbourg voulait faire jouer à la France le rôle d'une mouche cantharide; mais c'est un rôle qu'elle a eu la modestie ou l'orgueil de refuser. M. de Bismarck n'a pas de raisons pour douter de la sagesse des Français, tant qu'ils seront en république; mais il estime que cette sagesse est le fruit de l'inquiétude, et de temps à autre il croit nécessaire de réveiller les inquiétudes françaises par des tracasseries. Cet homme si audacieux est infiniment circonspect et aussi longtemps que le grand ouvrage de l'organisation intérieure de l'Allemagne ne sera pas achevé, il sera défiant et ombrageux. Il a jugé que dans l'intérêt de l'unité allemande il devait entrer en lutte avec l'église et le particularisme catholique, et que des provinces gouvernées par un clergé ultramontain seraient toujours des provinces d'une fidélité douteuse. Il a aujourd'hui sa Vendée, et quiconque se permet de conspirer avec sa Vendée est à ses yeux son pire ennemi; il n'est pas besoin de vous dire qu'il est dans son caractère d'aimer à détruire ses ennemis, et si jamais il voulait ameuter les Allemands contre la France, certaines imprudences cléricales lui donneraient beau jeu. »

On peut répondre à cela que, de ce côté-ci des Vosges, l'opinion publique n'a pas attendu les avertissemens de M. de Bismarck pour faire justice de certaines imprudences cléricales et des provocations insensées de prélats brouillons qui calomnient l'épiscopat, en faisant croire aux étrangers que les évêques français sont des Français dont la patrie n'est pas en France. Bien que la France n'éprouve point ces craintes perpétuelles, ces appréhensions pusillanimes qu'on se plaît à lui prêter, elle est fermement résolue à ne pas se mêler des affaires de ses voisins, et elle n'aurait garde de conspirer avec les Vendéens d'aucun pays. Elle exige de son gouvernement qu'il n'épouse aucune autre cause que la sienne, et elle se défie de tous les conseils que pourraient lui donner les hommes de parti. Cléricaux ou autres, les hommes de parti ont tous l'esprit monastique, ils ont plus à cœur la prospérité de leur couvent que le bien de leur patrie. Nous avons lu quelque part que quand Mahomet II assiégea Constantinople, les moines s'occupaient beaucoup plus de défendre contre l'hérésie l'éternité de la lumière du Thabor, qu'ils croyaient voir à leur nombril, que de défendre la ville et ses remparts contre les Turcs.

G. VALBERT.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

30 avril 1877.

C'est donc décidé, fatalement décidé, tout aura été inutile. Vainement les empereurs, les chanceliers, les ministres, les diplomates, tous les sages ou ceux qui passent pour sages, auront pendant deux ans mis en commun leur habileté, leur prudence, sans doute aussi leur esprit de conciliation, dans une suite de négociations, de mémorandums et de protocoles : voilà le résultat! L'outre aux tempêtes est rouverte en Orient.

Dût cela ressembler à de l'ingénuité, on nous permettra de dire qu'il y a peu d'aventures plus humiliantes pour la diplomatie. Quoi! six grands gouvernemens qui représentent l'Europe s'agitent depuis deux années autour d'une question qui touche sans doute aux points les plus vifs, les plus délicats de la politique, mais qui avant tout est une question d'humanité et de civilisation. Ils sont ou du moins ils paraissent d'accord sur la nécessité de chercher ensemble un moyen de tempérer la crise orientale en préservant dans tous les cas la sécurité de l'Occident. Ils n'ont que des vues désintéressées, ils ne cessent de le répéter, ils désavouent toute intention, toute arrière-pensée de politique particulière; leur unique objet est la paix! Ils peuvent ce qu'ils veulent, cela n'est point douteux, — et, par une fortune ironique, ces grands gouvernemens, si attachés à la paix, si prodigues de déclarations de bonne intelligence, n'arrivent qu'à constater devant le monde qu'ils se sont livrés à un effort stérile, qu'ils ne se sont même peut-être jamais entendus. Ils n'ont fait qu'ouvrir le chemin où l'une des puissances engagées, la Russie, plus impatiente que les autres, vient de se précipiter, sans se demander si elle est suivie, ce que peut enfanter de conséquences imprévues cette décision redoutable. C'est la triste réalité aujourd'hui; elle éclate heure par heure dans cette série d'actes qui se succèdent depuis le malheureux et inutile protocole de Londres. L'empereur Alexandre II s'est rendu au camp de Kichenef, où il est allé passer une dernière fois la revue de ses soldats et d'où il a voulu dater

son manifeste de guerre. Le prince Gortchakof, de son côté, dans une circulaire adressée à toutes les cours, s'est chargé de commenter la résolution de son souverain. Le commandant en chef de l'armée du sud, le grand-duc Nicolas, a donné à son tour le signal de la marche en avant, et depuis quelques jours déjà, les Russes, après avoir franchi le Pruth, se hâtent à travers la Roumanie à la rencontre des Turcs. Les armées sont en présence en Asie comme sur le Danube. Les premiers coups de fusil ont été tirés autour de Batoum, vers la frontière de la Géorgie. De toutes parts se dessine l'attaque russe; la campagne est ouverte, et voilà cette éternelle question d'Orient livrée une fois de plus par l'initiative de la Russie au jeu sanglant des batailles, tandis que l'Europe stupéfaite en est encore à s'interroger sur les dernières péripéties d'où est sortie la guerre, sur le caractère de cette lutte nouvelle, sur les conditions où vont se trouver toutes les politiques.

Avant que l'inexorable signal fût donné officiellement, il y a quelques jours à peine, lord Derby parlait devant les pairs d'Angleterre en homme qui n'espérait plus et qui semblait même n'avoir jamais espéré beaucoup. Le chef de l'opposition dans les communes, lord Hartington, disait à son tour qu'il considérait depuis assez longtemps comme « peu probable que ce tissu compliqué de forces à demi civilisées, de rivalités fanatiques de races et de religions, d'intrigues politiques, pût être démêlé autrement que par l'épée... » C'était peut-être aussi le sentiment de bien d'autres qui, en travaillant ardemment, obstinément pour la paix, parce que la paix était l'intérêt souverain du monde, ne pouvaient se défendre d'une anxiété croissante à mesure qu'ils voyaient l'impuissance de la diplomatie se dévoiler, les symptômes inquiétans se multiplier, la situation tout entière s'aggraver. A vrai dire, c'est désormais une question de savoir si depuis le premier moment, depuis le jour où les insurrections de l'Herzégovine, de la Bosnie, ont éclaté et se sont développées, il n'y a pas eu une fatalité secrète déjouant tous les efforts pacifiques, conduisant en quelque sorte la crise d'étape en étape jusqu'au dénoûment. Oui, c'est une question de savoir s'il n'y a pas eu dès l'origine une préméditation plus ou moins déguisée d'intervention, si on n'a pas trop complaisamment cédé à la tentation de profiter des circonstances pour ressaisir l'initiative, la direction, la prépondérance dans ces affaires orientales malheureusement toujours ouvertes à toutes les entreprises.

Qu'on se souvienne un instant de cette série de faits qui se succèdent depuis deux ans, qui sont comme les préliminaires de la crise d'aujourd'hui. En 1875, les mouvemens de l'Herzégovine, de la Bosnie, se produisent; ils naissent, nous le voulons bien, des abus, des extorsions, des violences oppressives de l'administration turque; ils sont aussi visiblement favorisés, soutenus par des influences extérieures. Presque aussitôt les trois empereurs du Nord se réunissent pour délibérer entre

eux, ce qui est déjà un commencement de complication par l'importance qu'une telle réunion donne aux mouvemens insurrectionnels et par le caractère à demi énigmatique de cette action particulière organisée en dehors des autres puissances. De cette délibération sort à la fin de 1875 la note Andrassy, une note mesurée, prudente, énumérant les réformes, les garanties qu'on pourrait demander à la Turquie, et communiquée au reste de l'Europe, qui l'accepte sans y mettre aucune susceptibilité. La note Andrassy a malheureusement le sort de toutes les œuvres modérées : elle ne résout rien, elle échoue devant les exigences des insurgés encore plus que devant les mauvais vouloirs de la Porte. C'est le premier acte diplomatique. Bientôt, en mai 1876, éclate pour ainsi dire le mémorandum de Berlin, programme nouveau, plus accentué, plus étendu que la note Andrassy et laissant déjà percer la menace « d'ajouter à l'action diplomatique la sanction d'une entente en vue de *mesures efficaces.* » Le mémorandum de Berlin, préparé par la Russie, accepté avec plus ou moins d'empressement ou, si l'on veut, avec plus ou moins de réserve par l'Autriche et par l'Allemagne elle-même, est arrêté net par le véto de l'Angleterre; il n'a d'autre résultat que de faire sentir le danger des délibérations particulières et de ramener la question sous la juridiction collective de l'Europe. La Russie n'insiste plus pour le moment. C'est le second acte.

Sur ces entrefaites, tout s'aggrave par les révolutions de Constantinople, par la prise d'armes de la Serbie, du Montenegro, qui se jettent dans la mêlée, et malheureusement aussi par les désordres croissans dans les provinces turques, par ces massacres de la Bulgarie qui deviennent un grief de plus pour la Russie, pour l'Europe civilisée. Un instant, durant cet été de 1876, la Turquie, violemment assaillie, tient tête aux difficultés, et elle est même assez heureuse pour réduire les Serbes aidés par les volontaires russes, pour reconquérir une sorte de prestige des armes; elle s'est ouvert le chemin de Belgrade. Aussitôt la Russie entre en scène comme pour relever le drapeau de la cause vaincue avec les Serbes. Jusque-là, spectatrice passionnée, mais immobile, de la lutte engagée sur la Morava, elle s'est bornée à laisser partir des milliers de volontaires pour la Serbie; maintenant elle réunit pour son propre compte une armée puissante sur le Pruth. Reprenant le programme de Berlin, elle presse l'Autriche d'entrer de son côté en Bosnie, en Herzégovine, pendant qu'elle entrera elle-même en Bulgarie, toujours sans doute au nom de la politique des « mesures efficaces; » elle signifie des ultimatums à Constantinople! D'une heure à l'autre, la guerre entre la Russie et la Turquie peut éclater dès cet automne de 1876, lorsque le cabinet de Londres obtient un dernier répit. L'Angleterre, à son tour, a son programme, elle prépare la réunion d'une conférence européenne où l'on pourra examiner en commun les moyens de pacifier l'Orient, d'obtenir de la Turquie les réformes, les garanties les

plus désirables, d'assurer aux populations chrétiennes de l'empire ottoman des conditions meilleures, sans aller toutefois jusqu'aux interventions et aux occupations armées. C'est la conférence de Constantinople, le troisième acte du drame diplomatique de ces dernières années.

A quoi sert-elle cependant, cette conférence invoquée comme la ressource suprême de la paix? Elle n'est à tout prendre qu'un grand malentendu. La plupart des puissances n'ont évidemment d'autre pensée que d'empêcher la guerre en désintéressant la Russie par les plus amples concessions, en s'efforçant de la retenir dans la sphère d'une action européenne toute morale, assez fortement organisée pour peser sur la Porte-Ottomane; la Russie n'a visiblement d'autre préoccupation que d'entraîner l'Europe à sa suite, de l'amener à préciser des conditions, qu'elle se réserve, quant à elle, le droit d'interpréter et d'imposer, fût-ce par les armes. Le malentendu est sensible, il va éclater d'une manière frappante, et c'est ainsi que se déroule cette campagne diplomatique à travers les réunions des trois empereurs, les délibérations européennes la note Andrassy, le mémorandum de Berlin, la mission Soumarokof, les négociations de Livadia, la conférence de Constantinople, le voyage du général Ignatief, jusqu'à ce protocole du 31 mars d'où se dégage la pensée persévérante d'intervention militaire, qui n'a cessé d'animer la Russie et qui a rendu tout impossible.

Assurément, nous ne dirons pas le contraire, les Turcs n'ont rien fait pour détourner la crise qui les menaçait et ils ont tout fait pour la rendre plus périlleuse. Si un instant ils ont déployé contre les Serbes une vitalité militaire dont ils ont grand besoin aujourd'hui contre les Russes, s'ils ont montré jusqu'au bout dans leur diplomatie une dextérité et une conviction dignes d'une meilleure cause, si en un mot ils ont soutenu cette campagne de deux ans sans trop d'inégalité, ils n'ont pas su même s'assurer les avantages de leur position. Après avoir épuisé le discrédit sous toutes les formes, ils n'ont pas eu la prudence ou l'habileté de se concilier des appuis par des satisfactions opportunes. Ils n'ont pas compris qu'au lieu de pallier des excès qui les compromettent et de chercher un abri contre toutes les réclamations dans des profusions de réformes auxquelles on ne croit pas encore, ils étaient les premiers intéressés à désarmer l'Europe par des concessions précises, pratiques, dont la plupart des cabinets leur auraient su gré. Ils ont mis un fatalisme orgueilleux à tenir en échec la diplomatie, à éluder des propositions, à décliner tous les conseils, même quand ces conseils venaient de ceux qui ont plus d'une fois défendu leur indépendance, et ils se sont exposés à rester seuls dans une lutte terrible qu'il n'y a plus eu aucun moyen de prévenir.

C'est leur faute, ils peuvent l'expier cruellement; mais si les Turcs ont leur part de responsabilité dans des événemens qui ne les menacent pas seuls, qui peuvent menacer l'Europe entière, il n'est point douteux

que les Russes ont, eux aussi, une responsabilité des plus graves et au dernier moment décisive. La Russie a tout compromis en laissant voir à chaque pas dans ces longues négociations, depuis le mémorandum de Berlin, une pensée de menace, l'impatience d'une victoire en Orient. Pour une puissance qui aurait voulu la paix, rien que la paix, elle a trop laissé chez elle les passions nationales s'enflammer pour toutes ces redoutables questions de races, de religion, qui finissent par dominer les résolutions des gouvernemens. Elle a compliqué la situation d'un élément plus délicat encore, le point d'honneur, la susceptibilité d'orgueil militaire, le jour où elle a réuni une nombreuse et vaillante armée en lui montrant un but prochain, en échauffant son dévoûment par des discours comme celui de Moscou. Elle s'est placée dans des conditions où la retraite était difficile, nous en convenons, et lorsqu'enfin, emportée par la logique, elle a cru devoir accompagner le protocole de Londres d'une déclaration qui était un défi, elle n'a pas vu qu'en fermant la dernière issue de conciliation elle restait avec l'initiative du plus périlleux des conflits. Elle n'a pas pris garde qu'elle justifiait la Turquie dans ses résistances en lui donnant le droit de dire que toutes les propositions de réformes n'étaient que le déguisement d'une longue préméditation de guerre.

La Russie est aujourd'hui en marche. Elle peut sans aucun doute expliquer sa résolution suprême par toute sorte de raisons dont le manifeste de l'empereur Alexandre et la circulaire du prince Gortchakof sont l'expression officielle. C'est le programme de la guerre selon la politique de Saint-Pétersbourg. En réalité, sur quoi se fonde la Russie? Elle ne peut évidemment invoquer les traités qui auraient été violés, dont elle irait défendre l'autorité. Le traité de Paris, qui est la dernière transaction réglant les rapports des puissances avec l'Orient, est pour le moment, à ce qu'il nous semble, la moindre de ses préoccupations. C'est elle justement qui méconnaît ce traité dans ses dispositions essentielles, notamment dans celle qui donne pour limite à l'intervention diplomatique et au contrôle de l'Europe la souveraineté indépendante du sultan, l'intégrité des droits de la Porte. Elle intervient par les armes dans les affaires intérieures de l'empire ottoman, et, par une bizarrerie de plus, elle a laissé au divan la ressource de faire un inutile appel à un article aussi prévoyant qu'inefficace. Cet article est celui qui, en cas de dissentiment entre la Sublime-Porte et l'une des puissances, fait une obligation, « avant de recourir à l'emploi de la force, » de mettre « les autres parties contractantes en mesure de prévenir cette extrémité par leur action médiatrice. » C'est le cabinet de Saint-Pétersbourg qui s'affranchit des traités, c'est la Porte qui les invoque. La Russie ne peut, d'un autre côté, alléguer des griefs personnels. Elle n'a ni des injures particulières à venger ni des réparations à demander pour des sévices

infligés à ses nationaux ou à ses intérêts. Si elle considère comme un grief la résistance de la Porte aux programmes qui lui ont été proposés, c'est là un fait qui n'a rien de particulier à la Russie, qui touche toutes les puissances, dont l'Europe réunie est seule juge, et le prince Gortchakof, en tenant toujours à représenter la Russie comme le soldat de l'intérêt européen, ne prétend pas, nous devons le dire, que l'armée du tsar ait reçu un mandat des puissances de l'Occident.

Que reste-t-il donc pour expliquer cette guerre entre les deux empires? L'intervention russe en Turquie est un de ces actes qui se proposent un objet moral. La Russie prend les armes pour la protection ou la délivrance des populations chrétiennes de l'Orient : c'est une croisade! Le grand-duc Nicolas, dans l'ordre du jour qui donne le signal du départ, tient ce langage : « Les chrétiens opprimés par le joug turc se sont soulevés contre l'oppresseur; le sang coule depuis des mois... Nous n'allons pas conquérir, nous allons seulement défendre nos frères opprimés et notre religion... » Délivrer, protéger, soit : c'est une entreprise pleine de noblesse, et la Russie est sincère, nous n'en doutons pas, quand elle dit qu'elle ne veut rien conquérir. Ne voit-on pas seulement ce qu'il y a de redoutable dans une guerre ainsi engagée sans cause positive, sans but précis, avec ce caractère vague et ces proportions indéfinies? Ne sent-on pas ce qu'il y a de menaçant dans une lutte où un empire peut tomber en ruines et où tous les antagonismes peuvent éclater soudainement en se compliquant de toutes les passions de race et de religion? La Russie se flatte d'obéir à des mobiles généreux, elle peut se promettre et promettre aux autres de limiter son action. Par le fait, la guerre actuelle n'a point de sens ou elle est une grande tentative de la puissance russe pour reconstituer, à la faveur des circonstances, son ancien ascendant en Orient. Voilà la vérité, et le premier effet de cette crise, ouverte au milieu du fracas des armes, est nécessairement de réveiller à la fois toutes les questions, de créer d'inévitables inquiétudes, de contraindre toutes les politiques à chercher leur chemin et leur rôle à travers les événemens. C'est le grief que le cabinet de Saint-Pétersbourg donne contre lui à tous les esprits réfléchis de l'Europe, car enfin la Russie ne peut s'y méprendre : quelles que soient ses intentions pour l'avenir, elle commence par se lancer et par nous lancer avec elle dans l'inconnu; pour accomplir son « œuvre civilisatrice, » elle commence par rompre un concert européen auquel elle a paru un moment attacher du prix, et elle ne peut plus faire un pas sans risquer de toucher aux rapports du continent, aux conditions internationales, aux traditions, aux intérêts permanens des principales puissances du monde.

La situation n'est point sans doute au-dessus de la prévoyance et de la bonne volonté des gouvernemens; elle ne laisse pas d'être difficile pour tous. Que vont-ils faire? Jusqu'ici ils ont poursuivi ensemble une

certaine politique qui se proposait de conserver la paix de l'Occident et d'obtenir des réformes, des garanties en Orient. La résolution de la Russie change tout. Pour l'Angleterre, c'est évidemment une déception et une épreuve assez amère. L'Angleterre ne peut voir d'un œil favorable et rassuré une crise qu'elle s'est efforcée jusqu'au bout de conjurer. Elle a aujourd'hui toute sa liberté en face de ce duel qui s'engage. Elle n'a rien négligé pour vaincre les résistances opposées par la Porte aux conseils de l'Europe, à toutes les propositions de réformes. Elle n'a promis aux Turcs ni appui ni secours, elle n'a cessé au contraire de leur répéter qu'ils seraient seuls dans la lutte, qu'ils n'avaient point à compter sur une alliance; mais si l'Angleterre est diplomatiquement libre, elle a ses sentimens intimes, les instincts de sa vieille politique, les traditions qui la lient, et le vrai sentiment anglais n'a pas tardé à se faire jour à travers toutes ces explications plus ou moins réservées qui se succèdent dans le parlement. L'Angleterre n'a rien promis à la Porte-Ottomane, qui s'est trop dépopularisée par ses actes; elle est encore moins avec la Russie depuis la déclaration de guerre, et ce n'est point, selon toute apparence, pour être agréable au cabinet de Saint-Pétersbourg que le *foreign office* a tout dernièrement livré à la curiosité publique un nouveau *Blue-Book* contenant une série de rapports des agens anglais sur la conversion forcée des paysans grecs-unis dans le royaume de Pologne. La coïncidence a pu paraître singulière, d'autant plus que ces actes de la politique russe remontent déjà à quelques années. Lorsqu'on a interrogé le cabinet sur les motifs de cette divulgation, lord Derby s'est borné à répondre sans trop de façon, en faisant un rapprochement encore plus étrange que tout le reste : « Nous n'avions aucune raison de tenir ces documens cachés; les motifs de leur publication ont été les mêmes qui ont amené la divulgation des rapports relatifs aux massacres de Bulgarie. » Lorsqu'on a demandé ces jours derniers au ministère anglais des explications sur cette assertion de la circulaire du prince Gortchakof que la Russie représenterait les intérêts de l'Europe, lord Derby, sans vouloir juger un document émané d'un cabinet étranger, s'est hâté néanmoins de dire : « Nous ne sommes liés en aucune façon par l'opinion du gouvernement russe; nous n'acceptons ni la conclusion ni les argumens contenus dans ce document... » Au fond l'Angleterre n'est liée par rien : elle assiste aux événemens, non sans une certaine méfiance, avec réserve pourtant et probablement avec la volonté de se tenir prête à faire sentir le poids de son influence soit par une médiation opportune, soit de toute autre façon, si les circonstances devenaient pressantes.

L'Autriche, de son côté, est dans des conditions bien autrement délicates qui résultent pour elle de sa position si compliquée en Europe, de ses intérêts directs en Orient, de ses rapports avec le cabinet de

Saint-Pétersbourg aussi bien qu'avec l'Allemagne. Sa diplomatie est obligée de tenir compte de tout, de la diversité des races dans l'intérieur de l'empire comme de la situation générale du continent. Elle aussi, elle se réserve, ne pouvant ni se soustraire entièrement à l'influence des relations d'amitié qui la lient depuis quelques années à la Russie, ni accepter d'avance une abstention systématique ou des coopérations dangereuses. Le comte Andrassy joue habilement cette difficile partie. L'Autriche attend, elle observe; plus que toute autre puissance, elle est intéressée à limiter, à localiser la crise qui vient de s'ouvrir. Qui ne voit cependant qu'il y a un jour possible où des incidens plus ou moins inattendus, soit en Serbie, soit dans les autres provinces turques, soit sur le Bas-Danube, peuvent ne plus lui laisser la liberté de l'inaction et de son savant recueillement? De quel côté ce jour-là l'Autriche se tournera-elle? sous quelle forme se manifestera son action? Il y a, dit-on, à Vienne des influences puissantes qui la pressent de s'allier entièrement à la Russie, d'accepter les offres de coopération que le cabinet de Saint-Pétersbourg lui a déjà faites l'automne dernier par la mission Soumarokof. Ces offres, plus spécieuses que solides, pleines de périls, fécondes peut-être en conséquences redoutables, l'Autriche les a déjà déclinées, elle les déclinerait sans doute encore. Elle peut d'autant moins les accepter que les Hongrois, prépondérans aujourd'hui dans l'empire, ne se prêteraient certainement pas à une coopération ou à une intervention qui servirait la Russie, et qui, dût-elle trouver son prix, n'aurait d'autre résultat que d'accroître les élémens slaves dans la monarchie austro-hongroise. Ce que l'Autriche fera, le comte Andrassy ne le sait pas lui-même peut-être encore. Si elle était appelée à prendre un parti, elle se maintiendrait vraisemblablement dans un rôle indépendant, ni turc ni russe, tout autrichien; elle jouerait dans des temps nouveaux, dans la mesure des circonstances, son rôle européen, traditionnel, de pacification, de préservation et d'équilibre. Pour l'Orient, le comte Andrassy ne semble pas avoir déserté son programme de *statu quo* amélioré; dût-il y ajouter quelque supplément, il en poursuivra autant que possible l'application. Ce sera plus sûr pour la monarchie austro-hongroise que d'entrer dans des combinaisons où des annexions précaires, incohérentes, entraîneraient peut-être des soustractions irréparables.

L'Italie, à son tour, comme l'Autriche, ne semble nullement disposée à se départir d'une attitude de modération attentive, circonspecte et prévoyante. Le ministre des affaires étrangères de Rome, M. Melegari, et le président du conseil, M. Depretis, interpellés par M. Visconti-Venosta, ont eu l'occasion de le déclarer dans le parlement : l'Italie entre dans cette crise libre d'engagemens, résolue à éviter les aventures et à exercer une influence pacificatrice, ayant un sentiment très vif de ses intérêts qui se confondent en Orient comme partout avec les intérêts

de l'Occident. L'Italie n'a aucun traité particulier avec la Russie, comme on s'est plu à le dire; elle n'a de traité de ce genre avec personne. Comme l'Angleterre, elle ne reconnaît dans ces questions d'autre loi internationale, d'autre transaction supérieure que ce traité de Paris, par lequel elle a fait, sous le nom du Piémont, son entrée dans la vie diplomatique de l'Europe, dans le concert des puissances. M. Melegari n'a point hésité à représenter encore aujourd'hui le traité de Paris comme une garantie contre les dangers que la disparition de la Turquie pourrait créer pour l'Europe. Et ce que M. Depretis a cru devoir ajouter, c'est que « l'Italie a réglé honorablement ses rapports avec toutes les puissances, plus spécialement avec celles qui sont ses voisines, et dont elle considère la prospérité comme sa prospérité, comme la condition principale de sa sécurité. » Ainsi la situation de l'Italie est nette au début de cette phase nouvelle des affaires d'Orient.

Quant à l'Allemagne, quel sera son rôle? Quelle est sa vraie pensée? M. de Bismarck a dit plus d'une fois que tout ce qui se passait en Orient ne valait pas qu'on risquât les jambes d'un grenadier poméranien. En réalité l'Allemagne, comme toutes les autres puissances, a des intérêts divers à concilier. Elle a les yeux tournés vers l'Orient et encore plus vers l'Occident. Certainement elle a des liaisons intimes avec la Russie, elle ne pourrait cependant rester indifférente à des événemens de guerre qui modifieraient les souverainetés dans le bassin du Danube. Elle peut retenir l'Autriche, si l'Autriche était trop disposée à prendre un rôle actif; elle est obligée de voir dans la monarchie austro-hongroise une sorte de rempart de l'intérêt allemand du côté de l'Orient. Au fond, il n'est point impossible que la politique de Berlin ne consiste tout simplement aujourd'hui à rendre au tsar le service que la Russie a rendu à l'Allemagne en 1870; c'est un système de garantie. Quel lien y aurait-il réellement entre cette politique et les discours un peu imprévus que M. de Moltke vient de prononcer dans le parlement de Berlin à propos d'une augmentation de cadres dans l'armée allemande? C'est ce qu'il serait difficile de saisir. M. de Moltke ne parle pas souvent, et quand il parle, ce n'est pas sans motif. Les deux discours du feld-maréchal, — et le second n'est qu'une atténuation ou un commentaire du premier, — contiennent deux faits. Le chef d'état-major de l'armée prussienne prend prétexte de l'importance présumée des corps français entre Paris et la frontière pour laisser entrevoir, comme mesure de compensation, une augmentation des forces allemandes dans l'Alsace-Lorraine, et son dernier mot dans son second discours est pour réserver la liberté d'action de l'Allemagne. Tout le monde réserve sa liberté d'action, cela va sans dire, et les déclarations de ce genre ne peuvent avoir aucune signification extraordinaire. Quant à l'importance des forces françaises dans une partie de notre territoire, évidemment les paroles de M. de

Moltke ne s'appliquent à aucun fait saisissable, nouveau ou accompli, ou ayant un sens quelconque, car, s'il y a une puissance au monde qui ne songe pas en ce moment à se jeter dans une aventure, c'est la France. Plus que toute autre nation, la France est disposée à rester neutre, occupée qu'elle est de ses propres affaires. C'est son devoir, c'est son goût. Elle s'est prêtée à toutes les négociations possibles pour arriver à empêcher la guerre, et maintenant que la lutte est ouverte, elle rentre dans son rôle de simple observation, gardant ses relations amicales avec la Russie, fidèle aussi d'esprit à ses traditions de politique occidentale. La France, dans sa situation particulière, avec la mesure spéciale de réserve qu'elle doit s'imposer, est, comme l'Angleterre, comme l'Autriche, comme l'Italie, comme l'Europe, pacifique. Pour toutes ces puissances, la neutralité est le mot d'ordre, et cette neutralité impartiale est la meilleure politique pour limiter la guerre d'abord, pour exercer ensuite à un moment donné, une médiation opportune, rendant enfin la paix à l'Orient, la sécurité à l'Occident.

Certes, si depuis bien des années il y a eu un moment où la France dut veiller sur elle-même, où elle eut besoin de garder son calme intérieur, de réunir toutes ses forces, c'est celui-ci; qui le croirait cependant à voir toutes ces passions, ces polémiques assourdissantes, ces fureurs de parti ou de secte qui se déchaînent à tout propos et sous toutes les formes? Et ceux qui devraient être les plus pacifiques, les plus mesurés ne sont malheureusement pas les derniers à fomenter ces dangereuses agitations. Ainsi, à l'heure où une crise redoutable s'ouvre en Europe, en présence d'événemens où la France peut avoir un rôle délicat et doit mettre le soin le plus attentif à entretenir, à fortifier ses relations, voilà des hommes religieux ou prétendus religieux, des prélats emportés par leur zèle qui ne craignent pas d'entrer en campagne pour protester contre une loi sur les abus du clergé faite en parlement italien, pour demander au gouvernement, aux chambres, d'aller délivrer le saint-père, visiblement captif au Vatican! Voilà un évêque, celui de Nevers, organisant dans son diocèse un pétitionnement, s'adressant aux maires comme à des auxiliaires presque officiels de sa propagande! Depuis quelques semaines, ce mouvement a pris, nous ne dirons pas une extension démesurée, mais une sorte de recrudescence fiévreuse. Qu'en peut-il résulter cependant? Ce n'est là évidemment qu'une agitation artificielle qui ne répond à rien et qui ne peut tarder à s'éteindre, d'autant plus qu'en définitive ce sont trois ou quatre évêques, dans l'épiscopat français, qui font tout ce bruit. Si elle pouvait être prise au sérieux, la première conséquence serait que M. le ministre des affaires étrangères devrait aussitôt entrer en explications avec l'Italie pour lui demander de rendre la liberté au pape, de changer ses lois, et comme l'Italie pourrait bien ne pas se prêter à une négociation semblable, on

serait en lutte réglée. C'est, dit-on, une exagération, une interprétation fausse du pétitionnement : on ne demande pas de déclarer la guerre à l'Italie. Nous le croyons bien; mais alors à quoi veut-on arriver avec ces manifestations et ces mandemens? Non, on ne déclare pas la guerre à l'Italie, on se contente de l'insulter, de la menacer, et on ne voit pas que pour la satisfaction d'un esprit de secte on compromettrait, si on le pouvait, un intérêt de sécurité nationale. On ne compromet pas sans doute sérieusement cet intérêt, parce qu'il est assez visible aux yeux de ceux qui ont à conduire les affaires des deux pays que ce mouvement ne répond à aucune émotion publique; mais on donne tout au moins à nos adversaires un prétexte de dénaturer les sentimens de la France.

Que voyez-vous d'un autre côté? Voici un homme à l'esprit aussi honnête que libéral, un professeur éminent de Sorbonne, M. Saint-René Taillandier, qui arrive dans son cours à la révolution française et qui traite avec une juste sévérité des personnages tels que Robespierre! Aussitôt M. Saint-René Taillandier se voit l'objet d'indécentes manifestations dirigées par des jeunes gens qui se prétendent sans doute libéraux, — et des docteurs républicains aspirant au gouvernement sont d'avis qu'un professeur « payé par l'état » devrait pourtant éviter de blesser le « sentiment national! » Ainsi, on veut bien nous laisser espérer une république assez honnête et assez libérale pour qu'un professeur entouré de l'estime publique n'ait pas le droit de fustiger Robespierre! C'est au gouvernement de faire sentir son autorité au milieu de ces excès contraires. Il l'a déjà fait pour les pétitionnemens cléricaux. M. le président du conseil est intervenu par une circulaire publique, et sans doute aussi on a dû rappeler des prélats abusés à leur mission sacerdotale. Le ministère ne doit pas se montrer moins vigilant à l'égard de cette démagogie turbulente, car enfin, aujourd'hui plus que jamais, il nous doit un gouvernement ayant le souci de notre sécurité intérieure autant que de nos intérêts extérieurs. CH. DE MAZADE.

THÉATRE-FRANÇAIS. — *Jean Dacier*, drame en cinq actes et en vers, de M. CH. LOMON.
THÉATRE DE L'ODÉON. — Reprise de *Mauprat*, de GEORGE SAND.

La Comédie-Française vient de représenter un drame qui a obtenu un très franc succès, et qui nous a révélé un jeune auteur dont le talent autorise de grandes espérances. Si la donnée qu'il a choisie n'est pas nouvelle, si elle réveille plus d'une réminiscence, il y a pourtant, dans la manière dont elle est développée, un cachet personnel qui dénote un tempérament dramatique. Voici en quelques mots le sujet de *Jean Dacier*.

Nous sommes en Vendée, en 1792. Les paysans de Valvieille sont moins disposés à s'engager dans les armées républicaines qu'à suivre leur seigneur, qui médite de délivrer le roi prisonnier. Le vieux comte sent qu'il mourra dans la lutte ; qu'importe, il aura fait son devoir. Il sait d'ailleurs que son neveu Raoul aime la comtesse d'un amour chaste et discret, et il se console de sa mort en pensant qu'elle fera deux heureux. Mais voilà qu'un roulement de tambours annonce l'arrivée des républicains; Berthaud, le représentant du peuple, les accompagne. Il proclame la patrie en danger et exhorte les paysans à s'enrôler. Seul, Jean Dacier veut partir. Ce petit paysan rêveur, qui passe pour un simple d'esprit, s'est enthousiasmé pour les idées de patrie, de justice et de liberté qui s'étaient répandues en France. Le sort en est jeté : malgré les reproches de la comtesse, il suivra le drapeau de la république.

Un an s'est écoulé. Nous sommes à Nantes. Le comte est mort. Raoul a échappé aux bleus; il est dans la ville, déguisé, et avec quelques amis projette de sauver la comtesse que le tribunal révolutionnaire vient de condamner à l'échafaud. Pour Jean Dacier, il est maintenant capitaine. Il revient juste à temps pour voir passer la comtesse dans la fatale charrette. En vain il supplie Berthaud de l'arracher à la mort. Il n'y a qu'un seul moyen de sauver Marie de Valvieille, c'est de l'épouser. Jean, qui l'adorait en secret, n'hésite pas; quant à la comtesse, elle croit que c'est une ruse imaginée par Raoul, et elle consent. Quelle n'est pas sa surprise, son indignation, lorsqu'elle apprend que Jean l'aime et qu'il est son maître? Jean Dacier, tout en la respectant, refuse de la livrer à son rival; cependant il laisse échapper Raoul, accouru pour la délivrer. Deux mois ont passé, Marie est restée inexorable, et Jean veut mourir dans la bataille qui doit se livrer le lendemain, quand le hasard met de nouveau entre ses mains Raoul, devenu chef vendéen. Mais le commandant Jean Dacier se laisse fléchir par les prières de sa femme; emporté par un généreux élan, il donne rendez-vous à Raoul au combat qui doit avoir lieu le lendemain, trahissant ainsi le plan des bleus. Berthaud, en apprenant ce qu'il a fait, le livre au conseil de guerre, et il est condamné à mort. Quand l'aube paraît, Jean est fusillé; à la dernière heure, Marie lui a dit qu'elle l'aimait.

Telle est la donnée de ce drame, qui, tout en laissant voir une certaine inexpérience, renferme des scènes émouvantes et traitées avec ampleur. L'exposition est lente, incomplète; l'amour de Jean Dacier pour la comtesse n'est pas indiqué; la situation du comte est assez ridicule. Au deuxième acte, dans la mairie de Nantes, il y a quelques épisodes qui sont d'une longueur extrême. Au contraire, le troisième et le quatrième acte sont hardiment menés. Les situations dramatiques sont nettes, vivantes et bien développées. Seul, le rôle de Berthaud est insupportable : on ne sait ni qui il est ni d'où il vient. Il dit qu'il est né

en Vendée; mais comment est-il venu à Paris? comment le paysan breton s'est-il transformé en conventionnel? L'auteur n'a garde de nous l'apprendre.

Et cependant ce drame n'est pas une œuvre vulgaire. Il suffit de quelques situations émouvantes pour donner la vie à certains personnages. Toute la pièce semble animée par un souffle généreux. Le style est sobre, net et ferme, et souvent il a de l'éclat. C'est un heureux début, auquel la jeunesse de l'auteur donne encore plus d'importance. — M. Coquelin, qui abordait pour la première fois un rôle de héros, s'en est tiré à son très grand honneur.

La reprise de *Mauprat*, qui avait été représenté à l'Odéon en 1853, vient d'avoir lieu sur la même scène, et nous devons nous borner pour aujourd'hui à constater le chaleureux accueil que lui a fait le public. L'espoir de George Sand, qui écrivait peu de mois avant sa mort que son drame de *Mauprat* pouvait obtenir un nouveau succès, se trouve donc réalisé, et l'auteur de *François le Champi*, de *Claudie* et du *Marquis de Villemer* eût été satisfait s'il lui avait été donné de voir avec quelle sympathique émotion le drame a été écouté à travers toutes ses péripéties. La pièce a réussi, et il n'en pouvait être autrement, car l'inspiration en est élevée, et George Sand a su créer pour la mise en scène de l'idée fondamentale des personnages pleins de vie. *Mauprat*, c'est la régénération d'une nature violente et grossière par l'amour. L'effet est grand; en quelques mots, les personnages révèlent les profondeurs de leur être. Il y a dans les principales scènes beaucoup de grâce ou de force, et l'action marche sans s'égarer. C'est du contraste même entre la gaîté du deuxième et du troisième acte et les sombres tableaux du premier et du cinquième, dans cette gradation d'élans sauvages et de rechutes, dans cette lutte de la volonté contre l'instinct, du bien contre le mal, enfin dans le développement partout apparent de l'idée morale, que naît l'intérêt du drame. On a pu lui reprocher de ne pas faire oublier le roman, mais, comme il n'en garde pas moins la marque d'un admirable écrivain, il n'est pas douteux que le drame de *Mauprat* ne fournisse encore une belle carrière.

Le Fils de Louis XV, dauphin de France, 1729-1765, par M. Emmanuel de Broglie.

Voici un livre modeste, écrit par une plume bien jeune, et d'une lecture agréable. La vie du dauphin, fils de Louis XV, est peu connue. L'école philosophique du XVIIIe siècle, la coterie toute-puissante du duc de

Choiseul, l'entourage brillant de Mme de Pompadour et les courtisans de la Dubarry ont contribué à faire un assez maussade renom à la petite cour de Bellevue, évidemment un peu austère et triste, où régnait une dévotion qui faisait contraste avec les mœurs du jour. Ces disparates sont bien saisis et mis en relief dans les pages dédiées par M. Emmanuel de Broglie à la mémoire d'un prince qui annonçait beaucoup de goût et quelque aptitude pour la vie militaire, dont son père se montra jaloux de son vivant, comme Louis XIV l'avait été du grand dauphin. Cependant les traits de cette figure historique n'ont guère été conservés pour la postérité que par le ciseau de Coustou dans le monument fort beau, mais trop déclamatoire, élevé sous les voûtes de la cathédrale de Sens. — Il valait la peine de nous tracer une esquisse plus simple et plus familière de ce jeune ménage royal si exemplaire, placé si près du trône, si retiré sur lui-même, qui vivait volontairement à l'ombre, dans une solitude soigneusement recherchée, non loin des splendeurs de Versailles et des divertissemens de Choisy. C'est comme un joli tableau d'intérieur, faisant pendant par ses teintes adoucies aux toiles plus colorées de Vanloo. M. Emmanuel de Broglie l'a très bien réussi. Un peu de mélancolie semble avoir passé de l'âme du prince, ainsi enlevé dans la fleur de son âge, à celle de l'écrivain qui nous en reproduit la touchante image. « Il ne désirait plus vivre, dit-il en racontant les derniers momens du dauphin : l'ennui, le sentiment de son inutilité, avaient sourdement miné ses forces. Avoir eu tant d'envie de bien faire et n'avoir rien fait, c'était la vraie source de son mal. On meurt rarement de chagrin, mais l'état de l'âme peut exercer une influence sensible sur le corps, et enlever la force de résister à un mal qu'un ardent désir de vivre vaincrait peut-être. Le dauphin ne voulait plus vivre; il mourut de chagrin de voir l'état penché vers sa ruine sans pouvoir même se consacrer à essayer d'arrêter le mal. » Le lecteur trouvera des détails historiques curieux, de la bonne grâce et de l'agrément sérieux dans ce petit volume.

Le directeur-gérant, C. Buloz.

s de
etits
une
ates
na-
e de
ntre,
hie.
rvés
fort
e de
plus
ône,
une
Ver-
lean
plus
. Un
levé
it la
der-
lient,
n'a-
t de
ur le
r de
ures
con-
his-
s ce